

## **Le Figaro, no. 23728**

Le Figaro, lundi 30 novembre 2020 689 mots, p. 4

Politique

**Éric Delbecque :**

# « Il faut arrêter le procès en légitimité globale de la police »

Pech, Marie-Estelle

LES MANIFESTATIONS de samedi ont donné lieu à un déchaînement de violences. Un mode opératoire systématique de l'ultra-gauche, analysé par l'expert en sécurité intérieure Éric Delbecque, auteur de *Les Silencieux. Ne nous trompons pas, les salafistes menacent la République* (Plon).

**LE FIGARO. - Aucune manifestation ne semble plus pouvoir se dérouler sans violences en France. Pourquoi ?**

**Éric DELBECQUE. -** Depuis les manifestations altermondialistes, au début des années 2000, ces violences sont devenues le mode opératoire systématique d'une partie des contestataires. Une minorité se rend coupable de violences à l'égard des biens ou des policiers. Autour, d'autres, plus nombreux, les encouragent en criant « Acab ! » ( *All cops are bastards !* , « Tous les policiers sont des bâtards ! » ). L'ensemble forme la technique du « coucou » : l'ultra-gauche profite de tous les mouvements sociaux pour tenter de faire prospérer un climat insurrectionnel. Le principe de base est simple : ces individus font tout pour pousser les forces de l'ordre à la faute en les harcelant, en les insultant. Ils espèrent que l'un d'entre eux craquera au moment d'une charge, basculant dans la brutalité. Si les policiers dérapent, les contestataires marquent des points...

**Qui sont ces contestataires violents ?**

C'est un mélange. Ce sont des personnes qui nourrissent une fascination pour la violence pure, le combat de rue. Ils aiment casser, démonter, frapper, ça les fait vibrer. Parmi eux, on compte des idéologues d'ultra-gauche qui utilisaient samedi un prétexte, celui de l'article 24 de la proposition de loi « sécurité globale », qui déplaît à certains, pour faire progresser leur stratégie. En occultant tous les débats, en oubliant le rapport très sérieux des députés Jean-Michel Fauvergue et Alice Thourot sur le « continuum de sécurité ». Cette frange d'ultra-gauche violente, qui ne comprend pas que des black blocs, prend prétexte de cette loi pour faire pression sur le gouvernement qu'ils espèrent affaiblir.

**Pourquoi les autorités se cassent les dents sur ces individus ?**

Parce qu'ils agissent avec un haut degré d'expertise alors qu'il faut faire de la lutte contre l'ultra-gauche violente une véritable priorité de l'anticipation opérationnelle, du renseignement et de la rénovation de notre philosophie du maintien de l'ordre. Y compris dans la réponse à la guerre de l'information que sait mettre en oeuvre ce radicalisme idéologique.

**Une partie importante de la presse conteste l'article 24 de la loi, craignant qu'il n'empêche les journalistes de filmer les policiers. Elle le juge ambigu...**

Il ne s'agit pour autant aucunement d'un complot visant à empêcher la presse de faire son travail ! Mais de protéger les policiers. Combien de fois, ces derniers temps, ont-ils été pris à partie,

menacés de mort, nommément, sur les réseaux sociaux après avoir été filmés et pris en photo ? Sans parler des enfants à qui on recommande désormais de ne pas dévoiler, à l'école, le métier de leur père ou de leur mère ? Nous sommes dans une société amnésique. C'est la civilisation du poisson rouge ! Notons au passage que seules 130 000 personnes ont manifesté samedi en France, c'est très loin d'être un mouvement massif.

### **Le tabassage d'un producteur de musique donne néanmoins du grain à moudre aux personnes dénonçant les « violences policières » ...**

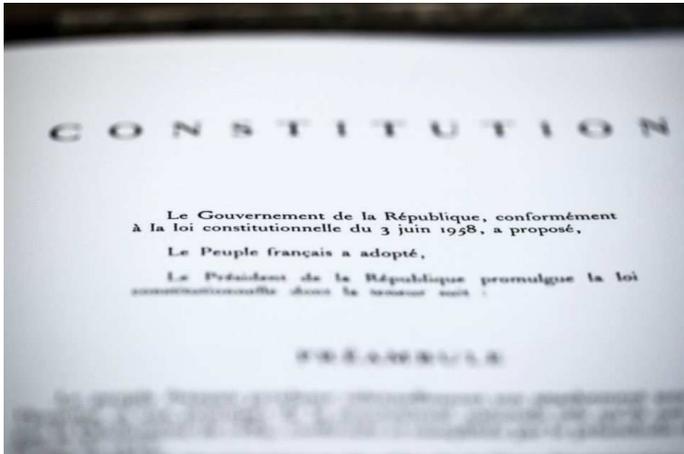
Il s'agit de dérapages individuels. Les policiers auteurs des faits seront sanctionnés. Nous ne sommes pas dans un État dictatorial qui aurait systématisé les violences policières ou qui ordonnerait aux forces de l'ordre de battre les manifestants. Bien au contraire. Il faut arrêter le procès en légitimité globale de la police, même s'il existe des manquements attribuables à des personnes et qu'il faut être sévère à leur égard. L'ultragauche utilise cette thématique des violences policières de manière récurrente. Elle l'a d'ailleurs théorisé : l'un de ses buts est de désarmer la police.

### **La manifestation parisienne était-elle assez encadrée ? Le syndicat de police Alliance avait dénoncé peu avant une insuffisance des effectifs policiers prévus, environ 2 000 pour 40 000 manifestants attendus...**

Il y a un problème d'effectifs. Depuis quelques années, on a voulu faire maigrir les CRS, les gendarmes mobiles. Or plus ils sont nombreux et bien formés, et plus facilement ils gèrent démocratiquement ce type de manifestations.

## Pourquoi le mot "race" reste-t-il dans la constitution, malgré sa suppression?

[Luc Peillon](#)



Le préambule de la Constitution française de 1958 visible au Conseil Constitutionnel, le 21 juin 2018 à Paris Photo JOEL SAGET. AFP

### **Bien que retiré de la Constitution de 1958, le mot «race» reste dans le préambule de 1946, toujours en vigueur dans notre droit interne.**

Question posée par David Kissenberger le 13/07/2018

Bonjour,

Nous avons reformulé votre question, qui était à l'origine : *«Il est certes possible de supprimer le mot "race" de l'article 1er de la Constitution, mais comment faire pour en supprimer les deux occurrences dans le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 qui fait partie intégrante des textes constitutionnels en vigueur en France ?»*

Dans le cadre du projet de révision constitutionnelle, la suppression du mot «race» de la Constitution de 1958 [a bien été votée](#) jeudi, à l'unanimité des députés présents (les élus RN étaient absents).

Vous avez néanmoins raison : le terme reste (et restera) inscrit, à deux reprises, dans un autre texte à valeur constitutionnelle, le [préambule de la Constitution de 1946](#). Au premier alinéa (*«[...] le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de **race**, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés»*) et au 16e alinéa (*«La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de **race** ni de religion»*).

Or ce texte, bien que datant de plus de 70 ans et précédant une constitution abrogée (celle instaurant la IVe République) est toujours en vigueur. Avec la Constitution de 1958 et la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) de 1789, il forme

ce que l'on appelle le «bloc de constitutionnalité», sur lequel se basent les Sages pour juger de la constitutionnalité des lois.

Contactée par CheckNews, l'Assemblée nationale explique qu'*«il n'y a aucun obstacle technique à une éventuelle suppression»* du mot «*race*» dans ce texte. Il aurait suffi aux parlementaires de déposer un amendement. Ce qui n'a pas été fait.

La raison de cette non-révision est en fait d'un autre ordre. Selon le Palais Bourbon, *«il n'est pas envisagé de modifier en ce sens le Préambule de 1946, car il s'agit d'un texte «historique», au même titre que la DDHC de 1789, dont les termes n'ont donc pas vocation à être révisés. La Constitution [de 1958], en revanche, reste un texte «vivant», susceptible d'évolutions»*.

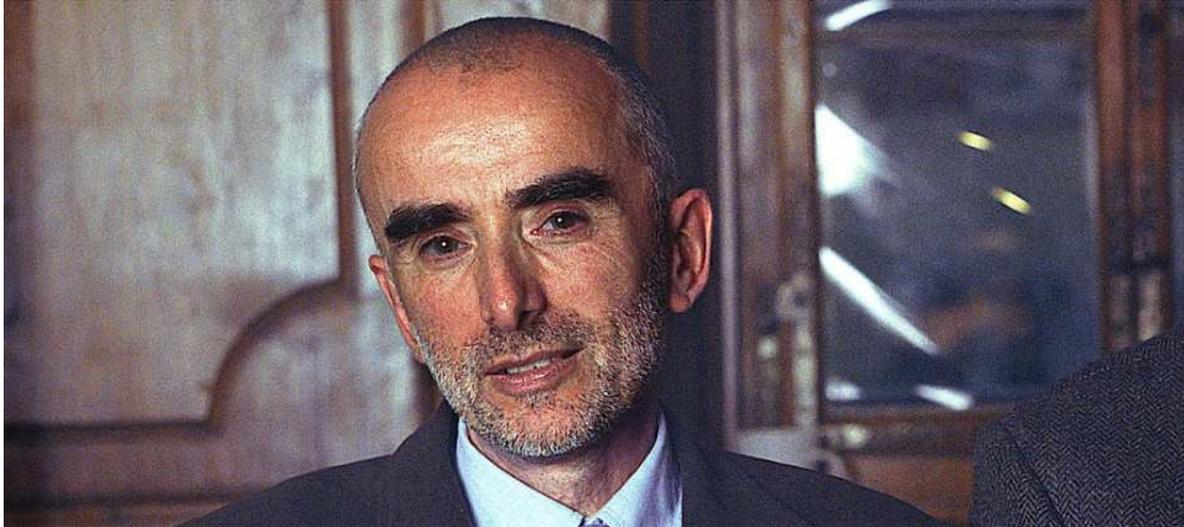
Malgré sa suppression de la Constitution de 1958, le mot «*race*» restera donc bien présent dans notre législation.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/themen/der-hanser-lektor-wolfgang-matz-hat-seinen-letzten-arbeitstag-17076454.html>

HANSER-LEKTOR WOLFGANG MATZ:

## Ganzer Leser

- EIN KOMMENTAR VON JÜRGEN KAUBE
- -AKTUALISIERT AM 30.11.2020-12:58



Das Werk von Wolfgang Matz belegt und besticht durch seinen unabgesetzten Umgang mit, der Freude an und der Erkenntnis von Literatur. An seinem letzten offiziellen Arbeitstag geht für den Hanser-Verlag eine Epoche zu Ende.

Die meisten Kalenderblätter folgen nicht dem Arbeitsleben. Hundert Jahre elektrischer Mixer – wer wird das demnächst feiern? Oder hundert Jahre Proust vor Vermeers Delfter Stadtansicht? Wir halten anstatt der Jubiläen von Büchern und Entdeckungen zumeist lieber Geburtstage fest oder gedenken der vor runden Jahren Gestorbenen, als läge irgend ein Sinn darin, dass sie gerade dann und wann geboren wurden oder gestorben sind. Weswegen die große Hungersnot von Bengalen, die Schlacht von Cahul und sogar die Entdeckung Australiens schlechtere Chancen haben, erinnert zu werden, als die Geburt Hölderlins und Hegels, liegt zwar auf der Hand, aber ist trotzdem nicht vernünftig.

Versuchen wir es darum einmal umgekehrt und gratulieren wir zu einem signifikanten Nichtgeburtstag. Vor fünfundzwanzig Jahren wurde Wolfgang Matz, zuvor Lehrer an der Universität von Poitiers, Lektor des Hanser Verlags. An diesem Montag hat er dort, in München, seinen letzten offiziellen Arbeitstag. Damit geht nur für Hanser, aber nicht für uns eine Epoche zu Ende, denn Matz wird ja nicht aufhören zu schreiben. Aber ein Denkmal darf dem Lektor dennoch gesetzt werden. Ob der vollständigen Berufsausfüllung nämlich, die sich hier festhalten lässt.

Matz hat nicht einfach nur Bücher und Autoren betreut. Oft zusammen mit seiner Frau, Elisabeth Edl, hat er daneben einen ganzen Kosmos französischer Literatur übersetzt: Weil, Green, Simenon, Ponge, Gracq, Bonnefoy, Jaccottet, um nur die wichtigsten Autoren zu nennen. Er hat sie kommentiert – man lese nur sein Nachwort zum letzten Roman Julien Greens, „Der Unbekannte“ –, und er hat der französischen Intelligenz seine Abhandlung „Frankreich gegen Frankreich“ gewidmet, eine Geschichte der literarischen und politischen Polarisierung im zwanzigsten und unserem Jahrhundert.

Schließlich hat Matz Bücher vorgelegt, die Standardwerke des Literaturvergleichs sind. Seine Monographie über Adalbert Stifter sowie das Buch über 1857, das Jahr von „Emma Bovary“ des „Nachsommers“ und der „Fleurs du Mal“. Und die augenöffnende Studie über die drei berühmtesten erzählten Ehebrüche: in den Werken Flauberts, Tolstois und Fontanes. Das alles und mehr ist ein Werk des unabgesetzten Umgangs mit, der Freude an und der Erkenntnis von Literatur. Wir danken nicht nur dafür, sondern der Rentenversicherung für die Gelegenheit, uns daran zu erinnern.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/kulturkampf-um-cancel-culture-an-englands-eton-college-17078443.html?premium>

ELITESCHULE SUSPENDIERT LEHRER:

# Wie der Kulturkampf um „Cancel Culture“ England aufwühlt

- VON JOCHEN BUCHSTEINER, LONDON
- -AKTUALISIERT AM 01.12.2020-05:37



Ein Vortrag über Männer, Frauen und Gendertheorien kostet einen Lehrer am Eton College den Job. Der Fall sorgt landesweit für Gesprächsstoff – auch weil es nicht die erste Kontroverse dieser Art ist.

George Orwell, einer der wenigen von allen politischen Lagern Großbritanniens vereinnahmten Schriftsteller, war „relativ glücklich“ in Eton. Im Rückblick stellte er zwar in Frage, ob die Eliteschule in Berkshire „in dieser Form überleben“ werde, weil die auf den britischen Landadel zielende Erziehung zu einem Anachronismus geworden sei. Doch Orwell hob auch das Positive der teuren Privatschule hervor: „Ihr großer Wert ist die tolerante und kultivierte Atmosphäre, die jedem Jungen eine gute Chance gab, seine Individualität zu entwickeln.“

Um Toleranz und Individualität geht es im „Fall Knowland“, der die legendäre Bildungsanstalt nun in die Schlagzeilen gebracht hat. Will Knowland, seit neun Jahren Lehrer am Eton College, wurde vom Dienst suspendiert, weil er gegen das Gleichstellungsgesetz verstoßen haben soll. Wie genau – darüber kann sich jeder eine Meinung bilden, der Knowlands Vortrag über das „Patriarchatsparadox“ auf der Videoplattform „Youtube“ anklickt. Der Lehrer hatte den Vortrag online gestellt, nachdem die Schulleitung verboten hatte, ihn im Klassenraum vor den älteren Jahrgängen zu halten.

## Schüler stellen sich vor Lehrer

Inzwischen haben mehr als 1500 Eton-Schüler und -Eltern in einer Petition die Wiedereinstellung des Lehrers verlangt, was den Fall nicht nur zu einem Thema nationaler Zeitungen machte, sondern zeigt, dass der Kulturkampf um „Wokeness“ und „Cancel Culture“ nun auch Einzug in Englands Vorzeigeschule gehalten hat.

Er habe seine Schüler lediglich mit den „verschiedenen Sichtweisen auf die aktuelle radikalfeministische Orthodoxie“ vertraut machen wollen, schrieb Knowland an die Eton-Community. Der Schulleiter, so Knowland weiter, sei aber der Meinung gewesen, „dass einige der Gedanken im Vortrag – etwa der, dass sich Männer und Frauen unterscheiden und nicht alle Unterschiede sozial konstruiert sind – zu gefährlich sind, um die Jungen damit zu konfrontieren“.

Knowlands Vortrag lässt sich unter heutigen Vorzeichen nicht durchweg als neutral beschreiben. Er betont evolutionär hergeleitete Unterschiede, etwa den Schutzinstinkt des Mannes oder seinen kräftigeren Körperbau, und sieht darin auch Vorteile für die Frau. Besonders amüsant wird es, wo er eine geringere

Lebenserwartung der Frauen in Jahren berechnet, sollten sie auf die traditionellen Dienste des Mannes verzichten müssen. Doch auch die Darstellung der Gegenseite ist überwiegend fair. Ausführlich referiert Knowland die einschlägigen Gendertheorien und öffnet so ein diskursfähiges Spannungsfeld.

## **Ein zu zeitgeistiger Schulleiter?**

Aus Sicht des Eton-Vorstehers, Lord Waldegrave, ist in den Medien ein „falsches Narrativ“ entstanden. Weder ginge es um Meinungsfreiheit, noch sei seine Reaktion „herzlos“ gewesen, wie es im Petitionsschreiben der Schüler und Eltern heißt. Vielmehr sei die Suspendierung „auch Folge eines Disziplinarvorgangs“ gewesen. Nachdem sich die Schule von einem „unabhängigen Anwalt“ Verstöße gegen das Gleichstellungsgesetz habe bestätigen lassen, habe sich Knowland sechsmal geweigert, den Vortrag zumindest vorübergehend aus dem Netz zu nehmen. Knowlands Youtube-Kanal firmiert zwar unter dessen Namen, wird aber laut Waldegrave „klar mit Eton identifiziert“. Er versicherte, dass Eton „vorurteilsfreies, unabhängiges und kritisches Denken“ fördere und nie eine Debatte abwürgen würde. Aber jeder akzeptiere, „dass diese Freiheit nicht absolut sein kann“.

Viele Schüler und Eltern befürchten, dass die Grenzen offener Debatte nun auch in Eton nach dem modernen, identitätspolitischen Maßstab der „Cancel Culture“ vermessen und der „emotionale Schutz“ über intellektuelle Herausforderungen gestellt wird. Die Sorge ist offenbar gewachsen, seit die Institution von Simon Henderson geleitet wird, der sich in den vergangenen fünf Jahren den Spitznamen „Trendy Hendy“ erarbeitet haben soll. Henderson verfolge eine „aggressive ‚Woke‘ Agenda“, sagte ein Lehrer der Zeitung „Daily Telegraph“. Dies stoße auf Unmut bei Lehrern und Eltern. Laut einer anderen „Quelle“ arbeitet Henderson systematisch gegen das Image der Anstalt an, ein „altmodischer Hort des sozialen und männlichen Elitismus“ zu sein.

Dass nun selbst in Eton in Frage gestellt wird, was dort generationenlang galt, illustriert, wie erfolgreich die Aktivisten der „woke culture“ im Königreich geworden sind. Was vor Jahren an den Universitäten begann, ist mittlerweile Richtschnur vieler Institutionen, Verbände und Unternehmen. Schon kleinste Verstöße gegen den neuen Sprach- und Gedankenkodex können zu Ausladungen von Podiumsdiskussionen führen und sogar Karrieren beenden.

## **Gegenoffensive der Regierung**

Der Nobelpreisträger Tim Hunt musste das University College in London verlassen, weil er eine unbedachte Bemerkung über Frauen in Laboren gemacht hatte. Der Philosoph Roger Scruton wurde kurz vor seinem Tod als Chef einer Regierungskommission abgesetzt, weil er einmal in einem Essay Heterosexualität als die Normalität bezeichnet hatte. Der Chef des britischen Fußballbundes Greg Clarke reichte unlängst seinen Rücktritt ein, weil er schwarze Spieler als „coloured players“ bezeichnet hatte, wo er doch von „people of colour“ hätte reden müssen. Die Liste könnte fortgesetzt werden.

Selbst bei differenzierten Äußerungen droht Sanktionierung, wenn sie vom neuen identitätspolitischen Konsens abweichen. Ein Fall, der viele aufgeweckt hat, war der Tumult um [Joanne K. Rowling](#), der populären Autorin der Harry-Potter-Bücher. Rowling, die sich selber als Feministin bezeichnet, hatte im Sommer dagegen argumentiert, Frauen genderpolitisch korrekt als „Menschen mit Menstruationen“ zu bezeichnen. Dies rief nicht nur einen digitalen Shitstorm hervor, in dem Rowling als „transphob“ bezeichnet wurde. Autor(inn)en verließen aus Protest Rowlings Literaturagentur, Mitarbeiter ihres Verlages weigerten sich, an neuen Büchern mitzuarbeiten.

Besonders schwer ist im Königreich in diesem Jahr die differenzierte Debatte über ethnische Minderheiten und die eigene Kolonialgeschichte geworden. Zahlreiche Institutionen, darunter das British Museum und die Oxford-University, haben in den vergangenen Monaten öffentlichem Druck nachgegeben und sich von Namensgebern distanziert, die in teilweise entfernter Beziehung zum Sklavenhandel standen. Selbst wer sich kritisch über die „Black Lives Matter“-Bewegung äußert, riskiert Konsequenzen.

In konservativen Zeitungen und in der konservativen Partei wird schon seit einiger Zeit gefordert, den Kulturwandel nicht länger zu belächeln oder zu beklagen. „Wir müssen uns der ‚woke culture‘ aktiv

entgegenzustellen, bevor es zu spät ist“, forderte im Sommer der Abgeordnete Neil O‘ Brien. Politiker aber auch konservative Publizisten und Philosophen wie Douglas Murray oder John Gray setzen sich für den Schutz der freien Rede ein und weisen in Büchern oder Artikeln auf die Gefahr hin, dass identitätspolitische Thesen die Gesellschaft spalten.

Manche sehen schon Anzeichen einer von oben gesteuerten Gegenbewegung. Die Nationale Gleichstellungskommission ist neu besetzt worden, zum Teil mit Intellektuellen, die sich offen gegen die „woke culture“ ausgesprochen haben. Das Bildungsministerium wies unlängst die Schulen an, nicht länger mit einseitigem Informationsmaterial von LGBT-Aktivistengruppen zu arbeiten. Auch im Umgang mit dem Thema „race“ sind neue Töne zu vernehmen.

Kemi Badenoch, schwarze Staatssekretärin für Gleichstellungsfragen im Handelsministerium, gab im Oktober zu Protokoll, die Regierung stehe „einmütig gegen die Kritische Rassentheorie“ – „eine Ideologie, die mich in meinem Schwarzsein als Opfer und sie in ihrem Weißsein als Unterdrücker darstellt“. „Wir wollen nicht, dass Lehrer ihren weißen Schülern weiße Privilegien und vererbte Schuld einreden“, sagte Badenoch im Unterhaus und ging noch einen Schritt weiter: „Jede Schule, die diese Aspekte der Kritischen Rassentheorie oder voreingenommene politische Standpunkte als ein Faktum lehren, ohne die Gegenargumente zu präsentieren, bricht das Recht.“

Ob Eton-Lehrer Knowland Erfolg hat, wenn er sich bei der Schulleitung auf die Regierung Johnson bezieht, ist ungewiss. **Wirksamer könnte die Berufung auf den Eton-Kronzeugen Orwell sein – und dessen Nachwort zur Fabel „Animal Farm“: „Falls Freiheit überhaupt etwas bedeutet, dann das Recht darauf, den Leuten zu sagen, was sie nicht hören wollen.“**

**'If liberty means anything at all, it means the right to tell people what they do not want to hear' (George Orwell).**

<https://www.rosalux.de/publikation/id/40442/die-ostdeutschen-und-die-demokratie?cHash=6b8d408c1cc9a1b8868bcff48208eae>

PUBLIKATIONUngleichheit / Soziale Kämpfe - Kapitalismusanalyse - Rassismus / Neonazismus - Wirtschafts- / Sozialpolitik

## Die Ostdeutschen und die Demokratie

Die Ostdeutschen sind wieder im Gespräch. Der Quell, aus dem sich das neu erwachte öffentliche Interesse speist, ist denkbar trübe: NSU-Komplex, Pegida und dann auch noch die AfD, die im Osten einen Wahlerfolg nach dem anderen verzeichnet.

Mai 2019



Prof. Dr. Wolfgang EnglerFoto: RLS

**Prof. Dr. Wolfgang Engler** ist Soziologe, Kulturwissenschaftler und Publizist. Er gehört zu den profilierten Analytikern des Ostens und veröffentlichte mehrere Texte und Bücher. Jüngst: *Wer wir sind*. Die Erfahrung, ostdeutsch zu sein (gemeinsam mit Jana Hensel), Aufbau Verlag 2018.

### *1 Das emanzipatorische Paradox*

Die Ostdeutschen sind wieder im Gespräch, politisch wie medial. Der Quell, aus dem sich das neu erwachte öffentliche Interesse speist, ist denkbar trübe: NSU-Komplex, Pegida und dann auch noch die AfD, die im Osten auf Landes- wie auf Bundesebene einen Wahlerfolg nach dem anderen verzeichnet. Militante Aufmärsche mit unverhüllt rassistischen Parolen wie im September 2018 in Chemnitz taten ein Übriges, um die Ostler in Verruf zu bringen. Im 30. Jahr des demokratischen Aufbruchs in der DDR, so der Vorwurf, seien viele noch immer nicht im wiedervereinigten Deutschland angekommen. Geld und gute Worte hätten es offenkundig nicht vermocht, Demokratie, Rechtsstaat und zivilgesellschaftliches Engagement unverrückbar im Beitrittsgebiet zu verankern. Was ist da los? Spukt womöglich die DDR noch immer in den Köpfen allzu vieler? Nimmt derart die Diktatur späte Rache für ihr schmachliches Ende?

Man muss diese Vermutungen nicht teilen, um das fortbestehende, teils sogar sich verfestigende West-Ost-Gefälle in den Ansichten, Gewohnheiten, den politischen Haltungen zumindest sonderbar zu finden. Daniel Dettling verlieh der verbreiteten Irritation speziell westlicher Interpreten in einem Gastkommentar für die *Neue Zürcher Zeitung* vom 10. November 2018 wie folgt Ausdruck: «Den Menschen im deutschen Osten geht es heute so gut wie noch nie. Der Abstand zwischen Ost- und Westdeutschland ist geringer denn je. Wirtschaftlich gesehen stehen die Ostdeutschen immer besser da. Um 75 Prozent wuchs ihr Vermögen seit der Jahrhundertwende von 2000. Seit der deutschen Einheit vor fast dreißig Jahren ist die Lebenserwartung um sieben Jahre gestiegen. Produktivität, Löhne und Renten wuchsen in letzter Zeit schneller und die Arbeitslosigkeit geht stärker zurück als im Westen. Und dennoch dominieren in den neuen Bundesländern ein Gefühl der Ohnmacht und ein politischer Populismus, der daraus Nahrung zieht. [...] Der ökonomische Aufbau hat bisher nicht zu einem Abbau an politischem Verdruss geführt».

Es ist hier nicht der Ort, diesen Befund im Einzelnen zu diskutieren. Zahlreiche ökonomische Daten vermitteln ein weniger optimistisches Bild des Aufholprozesses, legen nahe, dass dieser sich in jüngerer Zeit

verlangsamt hat bzw. auf der Stelle tritt. Dagegen trifft zu, dass Wohnungen, Häuser, Städte modernisiert, Infrastrukturen ertüchtigt oder neu geschaffen wurden; etliche Unternehmen produzieren mit modernster Technik, behaupten sich im Wettbewerb. Nur fragt sich in diesem Fall, in wessen Hand sich all das befindet, wer effektiv darüber verfügt. Oft genug schauen die Ostdeutschen, wenn sie durch heimische Gefilde streifen, fremden Reichtum an, und das trübt die Freude über das vor dem Verfall Gerettete bzw. das neu Geschaffene. Am Eigentumsvorsprung der Westdeutschen werden die Ostler absehbar nicht rütteln können. «Aufholen, ohne einzuholen» lautet da die knappe Auskunft; einer der Gründe dafür, dass Angleichungsprozesse unter solchem Vorbehalt durchaus mit «politischem Verdruss» vereinbar sind.

Einen weiteren Grund benennt die Ko-Direktorin des Deutschen Zentrums für Integrations- und Migrationsforschung, Naika Foroutan, in einem Interview mit der Wochenzeitschrift *Die Zeit* vom 1. April 2019. «In den Strukturdaten holt der Osten tatsächlich auf. Die Arbeitslosenzahlen gehen zurück, die Armutsraten sinken, wenngleich es in der Vermögensbildung noch immer eklatante Unterschiede gibt. So lässt sich das folgende Phänomen beobachten: Je stärker man im Vergleich zur Mehrheitsgesellschaft aufholt, umso größer wird zu Recht die Unzufriedenheit darüber, was noch nicht aufgeholt ist. Das nennt man Emanzipation. Und dadurch fragen sich auch im Osten immer mehr Menschen, wie kann es sein, dass wir strukturell aufholen, man uns kulturell aber noch immer als nicht zugehörig betrachtet?»

Der Erste, der dieses Paradoxon emanzipatorischer Prozesse formulierte, war Alexis de Tocqueville. «Sehr oft geschieht es, dass ein Volk, das die drückendsten Gesetze ohne Klage und gleichsam, als fühlte es sie nicht, ertragen hatte, diese gewaltsam beseitigte, sobald ihre Last sich vermindert», schrieb er in seinem Klassiker «Der alte Staat und die Revolution» von 1856. Eine bis heute gültige Erkenntnis, geeignet, die Unzufriedenheit vieler Ostdeutscher mit dem bereits Erreichten aus eben jener emanzipatorischen Logik heraus zu verstehen, die keine Halbheiten gelten lässt und stets aufs Ganze zielt, in ihrem Fall auf die Anerkennung als Bürger erster Klasse. Ihnen Mal um Mal ihr doch recht kommodos Dasein im neuen Gemeinwesen vor Augen zu führen, an ihre Dankbarkeit zu appellieren, fruchtet ebenso wenig wie der Versuch, die Frauenemanzipation mit dem Verweis auf ihre bisherigen Erfolge abzufrühstücken. Diese Pflichtübung von Festrednern gelegentlich allfälliger Jubiläen verfehlt regelmäßig ihren Zweck und kann daher getrost entfallen.

## ***2 Eine Frage der Zurechnung***

Die Ostdeutschen segeln politisch in markant höherem Grad, als ihr Anteil an der bundesrepublikanischen Bevölkerung das erwarten ließe, in neurechtem Fahrwasser, und nicht wenige tummeln sich im rechtsradikalen Sumpf. Wie lässt sich das erklären?

Eine lange dominante Sicht macht die DDR dafür verantwortlich und beruft sich auf die Spätfolgen der zweiten deutschen Diktatur. Anders als die Westdeutschen seien die Menschen im Osten nach 1945 binnen Kurzem von einem «totalitären Regime» ins nächste gestolpert. Sie hätten sich an die Üblichkeiten einer weithin «geschlossenen Gesellschaft» äußerlich wie innerlich angepasst, einen kollektiven Habitus entwickelt, der unverkennbar autoritäre Züge trug. Nach dem Aufbruch von 1989 und dem nachfolgenden Beitritt zur Bundesrepublik unversehens in die «offene Gesellschaft» entlassen, erlebten sie diese jähe Wende vielfach als Schock und klammerten sich, um damit zurechtzukommen, an ihr mentales Erbe. Derart blockierten sie die innere Ankunft im Westen, ihre Integration in die «freiheitlich-demokratische Grundordnung». Ihre Aversion gegen Neues, Fremdes und Fremde, ihre Phobien, ihr bald latenter, bald manifester Rassismus seien Ausdruck des Fortschleppens ihres in der DDR erworbenen und seither nicht abgeworfenen Gepäcks.

Angenommen, es verhielte sich so, wie diese Betrachtung es nahelegt, dann drängt sich sogleich eine Frage auf: Warum wurde diese toxische Mitgift im Verlauf der zurückliegenden drei Jahrzehnte gesamtdeutscher Geschichte wenn schon nicht entsorgt, so doch zumindest etwas aufgezehrt? Diese Frage richtet sich an die Überzeugungskraft der neudeutschen Gesellschaft für die Ostdeutschen. Ihr dadurch auszuweichen, dass man dieses Geschichtskapitel kurzerhand überspringt, als wäre es keiner eingehenderen Untersuchung wert, und stattdessen stur auf die DDR als einzigem Grund des Übels rekurriert, ist ignorant. Gewiss, die Ostdeutschen lebten bis 1989 in einer ethnisch und kulturell sehr homogenen Gesellschaft. Deren hochbeschleunigte Verwandlung in einen Schauplatz ökonomischer Globalisierung, kultureller, religiöser Vielfalt verstörte häufig, verunsicherte, führte zu Abstoßungsreaktionen, die in den frühen 1990er Jahren eskalierten. Dass seinerzeit vor allem Jugendliche und junge Erwachsene an der Front der

fremdenfeindlichen Ausfälle standen, weist in der Tat auf die DDR zurück, insbesondere auf deren letzte Dekade.

Ihre Ablehnung des Staates, der alltäglichen Enge und Gängelung des Lebens unmissverständlich zu markieren, griffen Teile der Jüngeren zu radikalen Ausdrucksmitteln. Hooligans skandierten rassistische Slogans, verwüsteten Züge, prügeln sich mit Ordnungshütern. Andere richteten ihren Frust gegen «linke» Bands oder Umweltbewegte, staffierten sich mit NS-Symbolen aus und gerierten sich offen als «Faschos». Die Aus- und Überfälle der frühen Umbruchjahre verweisen auf Wurzeln in der (späten) DDR. Aber je weiter man sich von dieser Zeit abstößt und auf die jüngere Gegenwart zubewegt, desto fragwürdiger wird diese Art der Zurechnung. Das Durchschnittsalter der heutigen Ostdeutschen liegt unter 50 Jahren. Die meisten absolvierten den Großteil ihres Lebens unter den gewandelten Verhältnissen, jene insbesondere, die ihre rechte, rechtsradikale Gesinnung auf die Straße tragen.

Wer deren Demokratiefeindschaft unbeirrt der DDR zuschreibt, begeht einen dreifachen Fehler: Er infantilisiert die im Osten lebenden Menschen, indem er die Erfahrungen, die sie *seit* 1989 sammelten, für irrelevant erklärt; so, als hätten die Umstände ihres Lebens *nach* der DDR keine mentalen Abdrücke hinterlassen. Er betrachtet des Weiteren das habituelle Erbe der DDR nicht in seiner Widersprüchlichkeit, vielmehr eindimensional als Handicap, Ballast, den es nun endlich abzuwerfen gilt. Schließlich rechtfertigt er, fast wie auf Bestellung, die Fehlentwicklungen, Ungerechtigkeiten, Kränkungen, die mit dem Umbruch einhergingen, zahllose Menschen aus der Bahn warfen, zeitweise oder auf Dauer zu Bürger zweiter Klasse stempelten. Die notorische Ausblendung der Nachwendegeschichte bei der Ergründung der Ursachen für die «Rechtslastigkeit» der Ostdeutschen ist interessengeleitet, ist ordinäre Ideologie.

Mit gelernten Duckmäusern hätte es den 89er Herbst niemals gegeben, so viel steht fest. Gerade weil der ostdeutsche Staat seinen Bürgern demokratische Grundrechte in der Praxis vorenthielt, war das Begehren nach politischer und bürgerlicher Selbstbestimmung so verbreitet wie lebendig. Die Rechtfertigungsdenker unserer Tage leugnen diese Dialektik. Uwe Johnson, dem Autor der «Jahrestage», der die DDR 1959 verließ, war sie wohl bewusst. «Man könnte sagen», äußerte er in einem Interview 1964, «dass die Idee einer demokratischen Regierung lebendiger ist und schärfer konturiert wird in einem Staat, der nicht demokratisch regiert wird. Der Mangel an Demokratie prägt Demokratie viel entschiedener aus; und durch die scharfen und oft sehr weitgehenden Eingriffe des Staates in das persönliche Leben seiner Bürger kristallisiert sie sich noch deutlicher heraus.»

Diese Worte im Kontext nachzulesen sei ausdrücklich empfohlen («Wo ich her bin ...» Uwe Johnson in der D.D.R., herausgegeben von Roland Berbig und Erdmut Wizisla, Berlin 1994), abermals mit der Frage verbunden, aus welchen Gründen sich viele Ostdeutsche von der Demokratie abwandten, die sie selbst herbeigeseht und gemeinsam erkämpft hatten.

### **3 Der Preis des Beschweigens**

Ein realistisches, ungeschminktes Bild des gesellschaftlichen Umbruchs im Osten und seiner lebenspraktischen Konsequenzen – daran fehlte es staatlicherseits und in den Massenmedien noch bis vor Kurzem ganz entschieden. Namentlich die Regierenden mochten sich dazu lange nicht bequemen und begriffen den Ernst der Lage erst, als das Wahlvolk zwischen Elbe und Oder auffällig nach rechtsaußen aus der Reihe tanzte. Nun rang man sich zu späten Einsichten durch, wie Martin Dulig, der Ostbeauftragte der SPD, in einem Beitrag für *Das Parlament* vom 1. Oktober 2018: «Die Nachwendezeit ist vorbei, ihre Aufarbeitung beginnt aber erst jetzt. Es war ein zentraler Fehler, über die damaligen Umbrüche, die Kränkungen und die Ungerechtigkeiten nicht öffentlich zu debattieren. Es wird Zeit, über die Form und Fehler des Systemwandels zu sprechen, der damals unter marktradikalen Vorzeichen ablief.» Günter Nooke, ab 2000 für viele Jahre Sprecher der ostdeutschen CDU-Abgeordneten im Bundestag, räumte in einem Gespräch mit der *Zeit* vom 3. März 2019 das Scheitern der alten Politik der «Aufarbeitung» ein: «Ich weiß noch, dass ich damals eine Rede im Bundestag hielt. [...] Ganz selbstverständlich habe ich von Ostdeutschland gesprochen. Denn ich finde: Wer den Osten nicht kennt, der kann auch nichts für ihn fordern. Einen Tag später fuhr ich nach Thüringen zu einem Besuch beim damaligen Ministerpräsidenten Bernhard Vogel. [...] Vogel bat mich, nicht diese «Ostkarte» zu ziehen. Er war der Meinung, dass wir sonst der Spaltung des Landes das Wort redeten. [...] Der Zeitgeist war so. Manche waren von der Einheit so berauscht, dass sie sagten: Das dürfen wir auf keinen Fall gefährden, indem wir weiter in Ost und West unterscheiden. [...] Kritik an der SED wollten die Westdeutschen hören, aber Kritik an der aktuellen Lage im Osten? Besser nicht. Heute befinden wir uns in einer Situation, in der sich der Osten vielfach nicht

repräsentiert und verstanden fühlt. Wir, also meine Generation, hat es nicht geschafft, dieses Problem zu lösen, und jetzt müssen die Jüngeren mal sehen, wie sie das anstellen.»

Nun also Aufarbeitung der Aufarbeitung, ihrer Einseitigkeiten, Versäumnisse. Fehlerdiskussion, Benennung der wahren Ursachen für die beunruhigende Rechtsverschiebung im politischen Spektrum in den neuen Ländern, und Dulig gibt einen Fingerzeig für den gedanklichen Spurwechsel: «Systemwandel unter marktradikalen Vorzeichen». Das trifft den Kern der Problematik. Den hauptsächlichen Schlüssel zur Erklärung der unbestreitbaren Misere liefern die 1990er Jahre, insbesondere deren erste Hälfte.

#### ***4 Mehr Kapitalismus wagen!***

Die Erzählungen der meisten Ostdeutschen, die die Jahre unmittelbar nach dem Systemwechsel bewusst erlebt haben, kreisen bis heute um den geschichtlich beispiellosen wirtschaftlichen Kahlschlag im gesamten Beitrittsgebiet. Von den 150 Großbetrieben der DDR mit mehr als 5000 Beschäftigten verschwanden alsbald 145 von der Bildfläche, desgleichen die an diese Unternehmen gebundenen sozialen, medizinischen und kulturellen Einrichtungen. In weiten Landstrichen verödete das Leben, kam das gesellschaftliche Miteinander beinahe schlagartig zum Erliegen. Die Stützpunkte des geselligen Verkehrs schlossen ihre Türen, Bahnen fuhren nun oftmals vorbei, Busse kamen nur mehr selten, das Gefühl, abgehängt, Provinz zu sein, griff um sich. Wer noch etwas vorhatte mit seinem Leben, suchte das Weite, und genau das taten Millionen von Ostdeutschen in den frühen 1990ern. Wer seine Arbeit behielt oder neue fand, schätzte sich glücklich und willigte aufgrund dieses Privilegs in außertarifliche Beschäftigungsverhältnisse ein. Ansonsten drohten prekäre Beschäftigung, Leih- und Zeitarbeit, Maßnahmekarrieren oder Arbeitslosigkeit, die Metamorphose vom Citoyen zum Klienten der Behörden, zum Transferempfänger, Inbegriff einer großen, bis heute nicht verwundenen Kränkung.

Binnen weniger Jahre wurde der Osten Deutschlands zum Experimentierfeld einer rauerer, hart auf das Leben der Einzelnen zupackenden Gangart des Kapitalismus. «Jede Arbeit ist besser als keine Arbeit!», «Sozial ist, was Arbeit schafft, welcher Güte auch immer!», so lauteten die Schlagworte dieser Zeit. Der Osten war insofern «Avantgarde», als die hier einstudierten Verhältnisse und Verhaltensweisen einen Paradigmenwechsel der Wertschöpfung im ganzen Land befördern sollten – die Abkehr vom Teilhabekapitalismus und dessen Ersetzung durch eine marktkonforme Demokratie.

Diese raumgreifenden ökonomischen Flurschäden und sozialen Verwerfungen prägten die ostdeutsche Erfahrung, nährten Zweifel an der Demokratie im Maßstab von etlichen Hunderttausenden. Singulär aufgrund des atemberaubenden Tempos, in der dieser Form- und Funktionswandel des Kapitalismus hier vonstattenging, korrespondiert die ostdeutsche Erfahrung gleichwohl mit der Erfahrung von Millionen von Menschen, die denselben Umbruch, nur zeitlich gestreckter, durchliefen und die nie auch nur einen Tag in einer Diktatur gelebt hatten. Im Rust Belt in den Vereinigten Staaten, in den klassischen Industrieregionen in England und Frankreich vollzog sich dieselbe, tief greifende Umgestaltung von Wirtschaft und Gesellschaft – mit demselben Resultat: der massenhaften Entfremdung der Bürger von demokratischen Institutionen, Verfahren und Prozessen sowie des dazu komplementären Aufstiegs nationalistischer, vulgärdemokratischer Strömungen und Parteien. Mit *diesem* Aspekt der hier untersuchten Thematik hat die DDR rein gar nichts zu tun.

#### ***5 Zweierlei Demokratieerfahrung***

Demokratische Grundrechte, Westbindung, soziale Marktwirtschaft – auf diesen drei Säulen stand und entwickelte sich die Bundesrepublik seit ihrer Gründung im Mai 1949. Das demokratische Gehäuse, in das die Westdeutschen einzogen, war vorgefertigt, ausgearbeitet vom Parlamentarischen Rat unter Mentorschaft der westlichen Alliierten. Sein wirtschaftlicher Unterbau, gleichfalls vorgedacht, konzipiert noch in den Kriegsjahren, erwies sich als trag- und ausbaufähig, bescherte den Bundesdeutschen eine spürbare und lang anhaltende Verbesserung ihres materiellen Daseins. Zwar geschah kein Wunder, aber es ging kontinuierlich bergauf, und je länger der Aufschwung währte, desto mehr festigte sich das Gefühl, es im Ganzen doch gut getroffen zu haben, und so lebte man sich nach und nach in den politisch-rechtlichen Rahmen des neuen Gemeinwesens ein.

Das Drehbuch des deutsch-deutschen Einigungsprozess von 1990ff. stellte diese Abfolge in jeder Hinsicht auf dem Kopf. Diesmal war die Demokratie von unten erkämpft, die Wiedervereinigung von der Mehrheit bejaht und gegen alle Einwände und Bedenken vorangetrieben. Kaum war das primäre Ziel des ostdeutschen Aufbruchs erreicht, verbrieft Grundrechte und elementare Freiheiten für jedermann, verloren Millionen von

Ostlern den wirtschaftlichen und sozialen Halt. Bestimmungsgewinn in politischer und rechtlicher Hinsicht und sozialökonomischer Bestimmungsverlust gingen Hand in Hand. Der Boden, *auf* dem man sich bewegte, gab nach, und genau das untergrub die Identifizierung mit dem Rahmen, *in* dem man sich bewegte. Ohne Kenntnisnahme dieses Grundwiderspruchs wird die gesamte nachfolgende Entwicklung unverständlich. Weder versteht man den harten Kampf um Selbstbehauptung in der ersten Hälfte der 1990er Jahre noch die aufkeimenden antidemokratischen Affekte der zweiten Hälfte dieses Jahrzehnts, die sich bereits damals weit ungemütlicher hätten äußern können, wenn die Tränen der Enttäuschung und auch der Wut nicht auf den Kissen der parlamentarischen, demokratieaffinen Linken getrocknet wären. Spätestens seit der Flüchtlingskrise von 2015 erlitt dieses Zweckbündnis Schaden, ob dauerhaften, bleibt abzuwarten. Seither adressieren veritable Teile der Frustrierten und Verprellten ihren Protest an den rechten Gegenpol der politischen Landschaft. Nun schreiten sie zur Generalabrechnung mit dem «System» und seinen Trägerschichten. Treuhandpolitik, Hartz-Gesetze, Bankenrettung, offene Grenzen für Flüchtlinge – alles über ihre Köpfe hinweg beschlossen und ins Werk gesetzt; «Schluss damit, jetzt reden wir». Und mit einem Mal strömen Politiker, Journalisten, Wissenschaftler in den von ihnen so lange verschmähten Osten, um herauszufinden, was da schief läuft. «Dann haben wir das doch richtig gemacht», sagen sich die bis dato Abgeschriebenen. «Genau das war der Zweck unseres Radikalprotestes: die öffentliche Wahrnehmung unserer Lage, der Misere, die hier herrscht.»

### **6 Der Osten als Lehrstück**

Die Schockwellen des großen Bebens der frühen Umbruchjahre pflanzen sich bis in unsere Tage fort und zwingen zur Bestandsaufnahme: ökonomischer Kahlschlag, Abwanderung, infrastrukturelle Verödung, Überalterung, Vermännlichung der «Restbevölkerung». Das gilt nicht für den gesamten Osten, aber für umfängliche Areale. Bleiben oder gehen, die Gretchenfrage in der DDR, stellt sich für jeden nachwachsenden Jahrgang erneut. Und sie beantwortet sich in den kritischen Regionen auf altvertraute Weise. Die Beweglicheren, Ambitionierteren, Jüngerer, die mit den besseren Schulabschlüssen, verlassen ihre Heimat. Sie schwächen, indem sie gehen, die gesellschaftliche Mitte, diesen Garanten schlechthin für die Verteidigung demokratischer Errungenschaften. Die ostdeutsche Mittelschicht ist gleichsam «von Hause aus» verwundbarer, vom sozialen Abstieg bedrohter, weil merklich ressourcenarmer als ihr westdeutsches Pendant. Der massenhafte Exodus zehrt ihr politisches Mobilisierungspotenzial zusätzlich auf. Oftmals steht sie auf verlorenem Posten, wenn die radikale Rechte aufmarschiert. Gar nicht so selten reihen sich Teilfraktionen der Mittelschicht in diese Märsche ein.

Wortführer, Anhänger und Mitläufer dieser rechten Bewegung treten umso selbstbewusster auf, als sie um die Stärke wissen, die ihnen aus der Schwäche von ostdeutscher Mittelschicht und Zivilgesellschaft erwächst. Je mehr von denen, die ihnen die Stirn bieten könnten, abwandern, desto größer wird ihr politisches Gewicht vor Ort, in Wahlkreisen und Kommunen. Das wiederum gibt Menschen, die das schwer erträglich finden, den letzten Anstoß zur «Flucht»; ein Teufelskreis. Etwa noch verbleibende Zweifel an diesem Zusammenhang räumte das ebenso umfängliche wie detaillierte Dossier zur Ost-West-Wanderung auf, das *Die Zeit* in ihrer Ausgabe vom 2. Mai 2019 veröffentlichte. Je gravierender der Abgang, desto stärker färbt sich die politische Landschaft blau. Durch den Rekurs auf die DDR wird diese Korrelation um keinen Deut plausibler.

Die Lehre aus diesem Dilemma ist einfach, jeder, der seinen Verstand gebraucht, kann sie verstehen. Ein derart umfassender und radikaler gesellschaftlicher Umbau, wie er sich im Osten Deutschlands nach 1990 vollzog, muss in allererster Linie die Ressourcen und die Kraft der einheimischen Bevölkerung stärken. Die schnell um sich greifende sozialökonomische Demobilisierung der Ostdeutschen war ein Unglück, das sich nicht hätte ereignen dürfen, und dessen nun allseits sichtbare Ausläufer das ganze Land betreffen. Die *Vita activa* ist die Mutter der Demokratie, und dieser Geist, diese Haltung, Mitzutun, in erster Reihe, aus eigenem Vermögen, in eigener Regie kam in viel zu vielen Fällen zum Erliegen, kaum dass das Hauptwerk, die Eroberung demokratischer Freiheiten, verrichtet war.

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/31/jean-francois-bayart-que-le-terme-plaise-ou-non-il-y-a-bien-une-islamophobie-d-etat-en-france\\_6057987\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/31/jean-francois-bayart-que-le-terme-plaise-ou-non-il-y-a-bien-une-islamophobie-d-etat-en-france_6057987_3232.html)

# Jean-François Bayart : « Que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'Etat en France »

## TRIBUNE

**Jean-François Bayart**

Sociologue

La dénonciation de « l'islamo-gauchisme » repose sur une méconnaissance confondante de l'histoire et révèle la consolidation d'un « républicano-maccarthysme » au cœur même de l'Etat et des médias, accuse le professeur de sociologie politique dans une tribune au « Monde ».

Publié le 31 octobre 2020 à 02h53 - Mis à jour le 31 octobre 2020 à

**Tribune.** Au lendemain des attentats de 2015, j'avais publié un petit essai, *Les Fundamentalistes de l'identité* (Karthala, 2016), dans lequel j'exprimais ma crainte de voir la France prise en otage par l'inimitié complémentaire entre salafistes et laïcards. Nous y voilà. L'effroi, le dégoût et la colère qu'inspirent l'assassinat de Samuel Paty et l'attentat de Nice offrent un effet d'aubaine aux idéologues qui s'arrogent le monopole de l'indignation et de la définition de la République. La dénonciation de « l'islamo-gauchisme » trahit un manque de *securitas*, cette tranquillité d'esprit que les stoïciens revendiquaient face au danger, et qui est l'antipode de la panique sécuritaire.

Que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'Etat en France, dès lors qu'un ministre de l'intérieur déclare, [à propos des « Auvergnats » bien sûr, que « quand il y en a un, ça va », et que « c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes » \[phrase prononcée par Brice Hortefeux en 2009\]](#), au cours d'un quinquennat qui institue un ministère de l'immigration, de l'intégration, [de l'identité nationale](#).

**« Le professeur que je suis éprouve d'un sentiment de colère devant l'hypocrisie d'une élite politique qui, soudain, redécouvre l'enseignant »**

Il y a bien une islamophobie d'Etat lorsque sa police pratique une discrimination certes illégale, mais systémique, à l'encontre d'une partie de la jeunesse assignée à ses origines supposées musulmanes. Cet Etat n'est pas « neutre entre les religions », comme le souhaitait l'écrivain Ernest Renan [1823-1892]. Il n'a cessé, ces dernières décennies, de valoriser le christianisme et le judaïsme en développant une laïcité dite « positive » à leur égard, et de vouloir se subordonner politiquement l'islam pour le contrôler sous prétexte de l'éclairer.

Il y a aussi une islamophobie capitaliste lorsque de grandes chaînes privées font preuve de tant de complaisance à l'égard de chroniqueurs dont la haine de l'islam est le fonds de commerce.

## Méconnaissance de l'histoire

Il n'est pas vrai qu'expliquer est justifier. C'est se donner les moyens d'une politique. S'en tenir à l'« islam », c'est souvent oublier d'autres facteurs. Par exemple celui de la guerre : Al-Qaïda est née de celles d'Afghanistan contre l'armée soviétique (1979-1992) et de la première guerre du Golfe (1990-1991) ;

Daech est née de l'occupation américaine de l'Irak, en 2003. S'interdire de le savoir, c'est remonter la machine du dieu Mars en ignorant, par exemple, que le djihadisme au Sahel nous parle moins de l'islam que d'une crise agraire. [Aucune opération « Barkhane » \[nom de la force française antidjihadiste au Sahel\]](#) n'apportera de solution à ce problème.

La dénonciation de « l'islamo-gauchisme » repose sur une méconnaissance confondante de l'histoire. En ce sens, ceux qui le pourfendent sont bien la symétrie idéologique des fondamentalistes musulmans. Les uns s'inventent la Médine du Prophète de leurs rêves, les autres la III<sup>e</sup> République de leur passion. Outre qu'il est amusant de voir invoquer, pour « protéger les femmes de l'islam », une République qui leur a refusé le droit de vote, la conception « intransigeante » de la laïcité est un contresens. Les Pères fondateurs de la III<sup>e</sup> République s'en faisaient une idée « transactionnelle », récusaient l'« intransigeance », voulaient le « consensus », à l'instar de Gambetta [1838-1882]. (Re)lisez vos classiques, Manuel Valls !

## Colère devant l'hypocrisie de l'élite politique

Et notamment la *Lettre aux instituteurs* (1883) de Jules Ferry, dans le respect que nous devons à Samuel Paty et la répugnance que nous inspire son assassin. « *Avant de proposer à vos élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve, à votre connaissance, un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire* », écrivait le fondateur de l'école publique.

Mais écoutons aussi son contradictoire, non moins républicain, Jules Simon [1814-1896], qui préférait à l'école publique l'instruction publique, éventuellement confiée aux familles ou à l'Eglise : « *Nous croyons qu'une école est assez neutre si elle permet à un athée qui s'y trouvera par hasard, sur cent élèves croyants, de sortir pendant qu'on explique leur croyance aux quatre-vingt-dix-neuf autres* ». Les hommes politiques de la III<sup>e</sup> République avaient une pensée autrement plus subtile et profonde que celle de ces fondamentalistes contemporains. La III<sup>e</sup> République était la République des professeurs, et non celle des managers.

## Remise en cause de la liberté de pensée

L'affliction qu'éprouve le professeur que je suis, devant tant d'ignorance, s'accompagne d'un sentiment de colère. Colère devant l'hypocrisie d'une élite politique qui, soudain, redécouvre l'enseignant et le met au cœur de son dispositif, comme elle l'a fait il y a six mois avec les infirmières, mais n'a cessé depuis quarante ans de malmenier financièrement et idéologiquement l'hôpital et l'école. Colère devant le viol de la loi du 26 janvier 1984 – qui garantit aux enseignants et aux chercheurs, dans son article 57, « *une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions* » – par Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, quand il s'en prend aux « *ravages* » de l'islamo-gauchisme « *à l'université* ».

Colère encore devant le vote par le Sénat, dans la nuit du 28 octobre, d'un amendement au projet de loi de programmation de la recherche (LPR) qui conditionne l'exercice des libertés académiques au « *respect des valeurs de la République* ». Cette dernière notion n'a jamais fait l'objet d'une définition juridique ou réglementaire. La rendre opposable à l'exercice des libertés académiques reviendrait à subordonner celles-ci aux pressions de l'opinion ou du gouvernement. L'amendement contrevient d'ailleurs au principe d'indépendance des universitaires, intégré au bloc de constitutionnalité après la décision 93-322 DC rendue par le Conseil constitutionnel, le 28 juillet 1993.

La dénonciation de l'islamo-gauchisme n'est que la remise en cause de la liberté de pensée. Elle révèle la consolidation d'un républicano-maccarthysme au cœur même de l'Etat et des médias. Elle signale un mouvement de fond, une sorte d'« *apéro pastis* » qui, tout comme le mouvement du *Tea Party* aux Etats-Unis, pave la voie à un avatar hexagonal du trumpisme.

**Jean-François Bayart**, professeur de sociologie politique à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève), dernier ouvrage paru : « *L'Illusion identitaire* » (Fayard, 2018).

## Ski à l'étranger: Emmanuel Macron crée la polémique

Le chef de l'État veut empêcher les Français d'aller skier en dehors des frontières. Les réactions sont vives contre cette mesure considérée par ses opposants comme bureaucratique et attentatoire aux libertés.

Par **François-Xavier Bourmaud** Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures

La polémique à nouveau. Sur les stations de ski cette fois. Emmanuel Macron n'y a pas échappé après avoir prévenu mardi qu'il ferait tout pour dissuader les Français de se rendre dans des lieux où ils risquent de contracter le Covid. Dans les stations de ski à l'étranger donc, du moins celles qui seront ouvertes. En détaillant mercredi matin sur BFMTV l'éventail de sanctions que le gouvernement étudiait, Jean Castex a mis en branle la machine administrative.

Pour «*empêcher les Français d'aller se contaminer dans les stations*» de ski des pays limitrophes comme la Suisse ou l'Espagne, «*on va instaurer une quarantaine*» avec «*des contrôles aléatoires à la frontière*», a indiqué le premier ministre. Les préfets des départements concernés «*pourraient ordonner un isolement de sept jours*», a-t-il ajouté, propulsant l'exécutif dans une polémique principalement alimentée par la droite. Jamais en retard d'une dénonciation des privations de liberté, la gauche et les écologistes auraient toutefois pu se joindre au concert de dénonciations. Mais il est vrai que la question du ski en Suisse ne figure pas au cœur de leurs préoccupations.

«*La situation kafkaïenne continue...*», a déploré Émilie Bonnivard, députée LR de la Savoie. *Les Français pourront aller acheter leurs cigarettes en Andorre, mais s'ils y ont fait du ski, ils auront une amende. Ils pourront aller faire la fête dans le sud de l'Espagne, mais pas aller skier une journée en Suisse.*» Dans la foulée, les présidents de la région Auvergne-Rhône-Alpes, des départements de Savoie, Isère et Haute-Savoie ont saisi le Conseil d'État contre la décision du gouvernement de fermer les remontées mécaniques pour les fêtes de Noël.

De son côté, Marine Le Pen a bondi sur la polémique pour revenir sur la question des frontières. «*On ne peut pas contrôler nos frontières pour éviter la venue des terroristes, des clandestins, des trafiquants, mais comme par magie on peut contrôler les frontières pour empêcher les Français d'aller sur un tire-fesses suisse?!*», a ironisé la présidente du rassemblement national.

Pour Emmanuel Macron, l'Europe du ski reste donc à bâtir. Face à l'épidémie de Covid-19 qui déferle sur le continent, c'est en ordre dispersé et dans une certaine confusion que les pays de l'Union européenne tentent de s'organiser pour lutter contre la diffusion du virus dans les stations de ski à la fin de l'année.

C'est dans le confort de la réponse administrative que l'État a trouvé la solution: interdire.

En France, les stations resteront ouvertes mais les remontées mécaniques seront fermées. En Autriche, c'est l'inverse. Les hôtels des stations seront fermés mais les remontées mécaniques resteront ouvertes. Quant aux stations suisses et espagnoles, elles resteront entièrement ouvertes. D'où l'angoissante question qui a saisi l'exécutif face à cette absence d'harmonisation européenne: et si les Français en profitaient pour aller skier à l'étranger? «*Cela fait plusieurs semaines que les partenaires européens essaient d'anticiper le problème que peuvent représenter les vacances au ski dans la diffusion du virus*, assure un conseiller à l'Élysée. *L'idée est de dissuader les Français et les Européens de se rendre en station et d'en appeler à la responsabilité et au bon sens.*»

L'affaire dépasserait en outre le cadre de la transmission du Covid puisque cela créerait aussi une distorsion de concurrence en défaveur des stations françaises. Dès lors, que faire? Comme depuis le début de l'épidémie, c'est dans le confort de la réponse administrative que l'État a trouvé la solution: interdire. Voilà qui ouvre un abîme insondable pour mouliner du décret à tours de bras.

Pour le cas des Français qui se seraient rendus pour skier en Autriche en avion par exemple. Ou en train. Ou pour le contrôle des travailleurs frontaliers. Sans oublier les Français qui se rendraient dans des stations suisses ou espagnoles, mais pas pour skier... «*La conclusion à en tirer, c'est que je ne vais pas en Suisse*», a tranché le premier ministre Jean Castex sur BFMTV. Car la mesure est avant tout dissuasive. «*Nous aurons des mesures de contrôle pour dissuader nos concitoyens d'aller dans des zones où il y a des risques d'infection*», avait prévenu Emmanuel Macron mardi après-midi lors d'une conférence de presse à l'Élysée avec le premier ministre belge.

KRISENFONDS:

# Niemand will mehr Geld vom ESM

- VON WERNER MUSSLER, BRÜSSEL
- -AKTUALISIERT AM 01.12.2020-20:28



Formal hat die Eurogruppe den ESM gestärkt. Aber unangefochten ist der einstige Rettungsschirm nicht mehr, es gibt Kritik am Aufbau. Manche wollen ihn abschaffen, manche „neu erfinden“.

Die Entscheidung der Eurogruppe vom Montagabend wirkt ein wenig aus der Zeit gefallen: Der Euro-Krisenfonds ESM bekommt mehr Kompetenzen. Dabei spielte der Fonds, der in den Jahren der Euro-Krise mehrere Eurostaaten vor der Überschuldung rettete, in den vergangenen Monaten trotz der Zuspitzung der Corona-Krise fast gar keine Rolle.

Kein Eurostaat will bis jetzt die im Frühjahr beschlossenen ESM-Kreditlinien in Anspruch nehmen, mit denen sich Gesundheitsausgaben zur Bekämpfung der Pandemie finanzieren ließen. Denn es gibt eine attraktive Alternative: den im Sommer beschlossenen „Wiederaufbaufonds“ der EU-Kommission. Das Geld aus dem Fonds müssen die Empfängerländer nicht zurückzahlen. Der immer noch andauernde Streit über diesen neuen Fonds und das neue EU-Budget läuft am ESM vorbei.

Die Reform des ESM-Vertrags hat denn auch mit der Pandemie gar nichts zu tun. Die Inhalte der Vertragsänderung standen schon vor zwei Jahren fest. Der Vertragstext, den die Eurofinanzminister jetzt unverändert billigten, stammt vom Juni 2019. Dass die Verabschiedung dennoch so lange dauerte, hat vor allem mit innenpolitisch motivierten Einwänden aus Italien zu tun, die jetzt ausgeräumt sind. Der wesentliche Zweck der Reform ist, dem Luxemburger Krisenfonds mehr Zuständigkeiten im Rahmen der Bankenunion zu geben.

## Letztsicherung für die Bankenabwicklung

Die wichtigste Änderung besteht darin, dass der ESM als Letztsicherung („Common Backstop“) für die Bankenabwicklung fungieren soll. Künftig kann er dem Bankenabwicklungsfonds SRF Kredite gewähren, falls jener bei der Abwicklung großer Banken in Geldnot kommen sollte. Der SRF soll bis Ende 2023 mit etwas mehr als 60 Milliarden Euro befüllt sein, der Umfang des „Backstop“ soll denselben Umfang erreichen.

Zugleich wird die bisher bestehende, aber nie genutzte Möglichkeit abgeschafft, dass der ESM Banken direkt rekapitalisiert. Die Eurogruppe befand zudem, dass die in den Banken lagernden Risiken in den vergangenen Jahren deutlich gesunken seien. Das Volumen der notleidenden Kredite sei zurückgegangen, und die Banken hätten hinreichend Kapital aufgebaut, auf das in einer Gläubigerbeteiligung („Bail-in“) zugegriffen werden könne. Infolgedessen wird die ursprünglich für Anfang 2024 geplante Einführung des Backstops um zwei Jahre vorgezogen.

Eine wichtigere Rolle erhält der ESM im Umgang mit hochverschuldeten Eurostaaten. Gläubiger von Staatsanleihen sollen künftig leichter dazu gezwungen werden, auf Forderungen gegenüber einem Staat zu verzichten. Von 2022 an sollen alle Eurostaaten ihre Staatsanleihen mit verbesserten „Collective-Action-Klauseln“ ausstatten müssen. Diese Regelung senkt tendenziell die Kreditwürdigkeit hochverschuldeter Staaten, begünstigt aber zugleich die Vorbereitung für geordnete Staatsinsolvenzen; vor allem Italien wehrte sich deshalb lange dagegen.

Der ESM wird ermächtigt, Verhandlungen zwischen einem hochverschuldeten Eurostaat und den privaten Gläubigern zu moderieren. Außerdem erhält der Fonds mehr Kompetenzen in der Überwachung von „Programmländern“. Darin soll er gleichberechtigt mit der EU-Kommission agieren, während sich der Internationale Währungsfonds (IWF) und die Europäische Zentralbank (EZB) zurückziehen.

## **Neuerungen treten voraussichtlich 2022 in Kraft**

In der kommenden Woche sollen die Staats- und Regierungschefs auf ihrem Eurogipfel dem Vertragstext ihren endgültigen Segen geben. Die Vertragsunterzeichnung ist für Januar vorgesehen, danach erfolgt die Ratifikation in den nationalen Parlamenten. ESM-Chef [Klaus Regling](#) erwartet deren Abschluss bis zum Jahresende 2021, so dass die Neuerungen Anfang 2022 in Kraft treten können.

Seine prominente Rolle aus den Zeiten der [Euro-Krise](#) dürfte der Fonds trotz der Reform aber auf Dauer verloren haben. Dass kein Land die ESM-Corona-Kreditlinien in Anspruch nehmen will, ist dafür zumindest ein Indiz. Regling beteuert zwar, der „Feuerkraft“ des Fonds tue es nur gut, wenn das Kreditvolumen möglichst wenig ausgeschöpft werde. Doch kann es dem ESM-Chef nicht gefallen, wenn einzelne Politiker der italienischen Regierungskoalition nicht nur Kredite verschmähen, sondern gleich die Abschaffung des ESM fordern. Vor allem – aber nicht nur – in Rom wächst der Widerstand gegen das ESM-Prinzip, dass Kredite nur gegen Auflagen gewährt werden.

## **Kritik am Aufbau des ESM**

Diese inhaltlichen Einwände mischen sich mit Kritik am institutionellen Aufbau des ESM. Bisher beruht er auf einem intergouvernementalen Vertrag der Eurostaaten. Deren Finanzminister treffen die wichtigsten Entscheidungen. Schon vor drei Jahren hatte die EU-Kommission vorgeschlagen, das zu ändern und den ESM in den EU-Rechtsrahmen zu überführen. Das klingt technisch, hätte aber zur Folge, dass die Eurostaaten die Kontrolle über den ESM weitgehend verlören. Der damalige Vorstoß ist verpufft, weil er juristische Fragen aufwarf: Würde der Fonds ins EU-Recht integriert, müssten dafür die EU-Verträge geändert werden.

Doch mit der [Corona-Pandemie](#) und dem von der EU-Kommission kontrollierten Wiederaufbaufonds hat die Forderung nach einer institutionellen Umgestaltung neue Nahrung bekommen. Lucas Guttenberg vom Jacques Delors Centre in Berlin argumentiert mit der normativen Kraft des Faktischen: Die Pandemie habe gezeigt, dass der ESM politisch „verbrannt“ sei und zur Lösung der Krise nichts beitragen können. Deshalb müsse der ESM „im EU-Rahmen neu erfunden“ werden, schreibt Guttenberg in einem Papier.

Bis auf weiteres scheint diese Idee Wunschdenken zu bleiben. Eurogruppen-Chef Paschal Donohoe sagte am Montag, es habe keine institutionellen Gründe, dass der ESM in den vergangenen Monaten nicht in Anspruch genommen wurde. „Es gibt einfach genügend andere Optionen“, betonte der Ire mit Blick auf den Wiederaufbaufonds. „Seien wir froh, dass wir sie alle haben. Institutionell müssen wir nichts ändern.“

**Le Figaro, no. 23730**

Le Figaro Économie, mercredi 2 décembre 2020 526 mots, p. 27

Économie

# Le colossal coût public de la SNCF

La facture pour l'État et les régions s'est élevée à près de 13 milliards d'euros en 2019.

Malhère, Manon

**FINANCES PUBLIQUES** La facture est exorbitante. Le coût total de la SNCF pour les contribuables, via les subventions de l'État et des régions, a atteint 12,9 milliards d'euros en 2019, selon une note de François Ecalte, fondateur du site fipeco.fr et ancien magistrat de la Cour des comptes. Cette addition, qui s'élevait à 14,4 milliards en 2018, n'inclut pas, bien évidemment, le prix à payer pour l'achat de billets de train. « *Pour des tas de raisons, les coûts de la SNCF sont trop élevés* », commente l'expert des finances publiques.

Pour arriver à ces 12,9 milliards, François Ecalte évalue en premier lieu les dépenses de fonctionnement. Le coût net pour les contribuables s'est élevé à 5,3 milliards d'euros, soit 22 % du total de ces frais. Ce coût vise plus spécifiquement la vente de prestations par la SNCF aux autorités régionales organisatrices des transports locaux. « *Les régions n'ont pas le choix des fournisseurs, ce qui explique ces tarifs élevés* », explique François Ecalte. En effet, les autorités régionales n'ont pas d'autre choix que d'acheter au groupe ferroviaire - qui a le monopole - les services relatifs à la circulation des trains express régionaux (TER) et le Transilien. Du moins pour l'heure.

Exigée par la Commission européenne, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire domestique doit se mettre en place au cours de prochaines années, après celle du fret ferroviaire et du transport international dans les années 2000. « *En théorie, cela devrait faire baisser les coûts. Il reste à voir dans la pratique car cette mise en concurrence va être compliquée* », avertit l'ancien magistrat financier.

Une dette qui explose

Par ailleurs, l'État et les autorités régionales ont financé à hauteur de 46 % les investissements de la SNCF pour un montant de 4,4 milliards d'euros en 2019. « *Pendant des années, les lignes à très grande vitesse ont été privilégiées alors qu'elles sont moins rentables aujourd'hui. Et, parallèlement, les petites lignes ont été délaissées. Cela coûte donc très cher* », souligne François Ecalte.

Enfin, l'État a versé pas moins de 3,2 milliards de subventions pour financer le régime spécial de retraite des cheminots, ce qui correspond à 60 % des pensions octroyées. La caisse de retraite de la SNCF est en effet en déséquilibre pour deux raisons bien connues. D'une part, le départ à la retraite des cheminots qui est plus précoce que pour les salariés du secteur privé. D'autre part, l'évolution démographique avec un nombre de conducteurs de train retraités en hausse et un nombre de cotisants en baisse.

Malgré ce soutien public massif, l'expert rappelle que le résultat net du groupe est fréquemment dans le rouge. Quant à son endettement net, il a explosé à 60,3 milliards d'euros fin 2019. Or, les prochaines années s'annoncent encore plus sombres avec la crise du coronavirus qui plombe aussi sérieusement les caisses publiques...

# Was radikale Bewegungen bei ihrer Systemkritik vergessen

Stand: 04:28 Uhr | Lesedauer: 6 Minuten

Von Giuseppe Gracia

In Europa und den USA leben einige politische Bewegungen davon, die westlichen Gesellschaften infrage zu stellen – sie seien ungerecht und zerstörerisch. Wie bitte? Es sind gerade diese wirklichkeitsfernen Ansätze, die für ein vergiftetes Klima sorgen.

Es gibt einen sicheren Weg, eine gut funktionierende Familie zu ruinieren. Dazu muss man nur das „Utopia-Prinzip“ anwenden: Ich nehme meinen real existierenden Lebenspartner, der zwar liebevoll ist, aber nicht immer, zwar eine Hilfe, aber nicht immer, der also Fehler und Schwächen hat, und vergleiche ihn mit einem idealen Traumpartner.

Schon nimmt die Enttäuschung über den realen Partner täglich zu.

Das Gleiche mache ich mit meinen Kindern, Geschwistern, Eltern, Freunden. Verglichen mit Menschen aus der Traumfabrik mutieren alle realen Menschen zu Sonderlingen, Spießern, Halbgestörten, Totalgestörten. Verglichen mit der Utopie einer Familie ohne Abgründe sind wir alle irgendwie gestört.

Der Wunsch nach einer besseren Familie ist nichts anderes als der Wunsch nach einer besseren Menschheit. Wenden wir dieses Prinzip auf die gesamte Gesellschaft an, führt dies zu wachsender Empörung über die westliche Kultur. Wir entdecken immer neue Schattenseiten und Ungerechtigkeiten. Imperialismus, Raubtierkapitalismus, Frauenfeindlichkeit, Homophobie, Islamophobie – die Liste lässt sich beliebig erweitern.

Jedes real existierende Gesellschaftssystem ist mangelhaft und muss gegen Utopia verlieren. „Utopia-Prinzip“ bedeutet nicht nur, dass man die Realität in Europa oder den USA grundsätzlich mit der Wunschrealität vergleicht, sondern auch, dass man die Realität anderswo auf der Welt ausblendet.

Jüdisch-christliche Werte sind keine schlechten Grundlagen

Menschenrechte, Wohlstandsniveau, Radikalismus, Klimasünden, Feminismus in islamisch dominierten Ländern? Imperiales Gehabe und Klimasünden in China, Russland?

Nein, das ist nicht das Thema. Das darf nicht das Thema sein, denn verglichen mit dem Rest der Welt würde der Westen relativ gut abschneiden. Es würde sich zeigen: Jüdisch-christliche Werte, Liberalismus und Kapitalismus sind gar keine schlechten Grundlagen, um eine Gesellschaft zu gestalten.

Doch ein solcher Realvergleich der Kulturen ist nicht erwünscht. Lieber wird der real existierende Kapitalismus mit einem idealen, theoretischen Sozialismus verglichen, statt mit dem real existierenden Sozialismus à la Nordkorea oder Venezuela.

In Europa und den USA leben einige politische Bewegungen davon, den Westen grundlegend infrage zu stellen. Bewegungen, die den medialen und kulturellen Mainstream prägen und Anklageschriften gegen alle möglichen Missstände vortragen.

Missstände, die natürlich real sein können, aber gern ins Verdammenswerte überhöht werden, durch ideologisch getriebene Narrative von Aktivisten, Politikern, Professoren oder Kulturschaffenden.

Dies gelingt umso mehr, je konsequenter das „Utopia-Prinzip“ angewendet wird. Zum Beispiel beim Thema Kapitalismus: Man prangert die Missstände einer liberalen Wirtschaftsordnung an, etwa das Fehlverhalten ausbeutender Arbeitgeber oder global agierender Konzerne.

Dabei berücksichtigt man nicht die Vorteile freier Märkte oder des Schutzes von Privateigentum, die Wirkung freien Wettbewerbs auf kreative Forschung, Erfindungen oder Massenwohlstand.

Man vergleicht dies nicht mit der Realität in sozialistischen, kommunistischen oder islamischen Ländern. Man fragt nicht, wie es um technischen oder medizinischen Fortschritt, um Massenwohlstand oder individuelle Freiheit in nicht-kapitalistischen Ländern bestellt ist.

Man versucht nicht zu sehen, welches System für das Leben der Mehrheit besser ist. Sondern man vergleicht die Realität der westlichen Gesellschaft mit einer utopischen, von Unrecht und Armut vollends gereinigten Gesellschaft.

Das Gleiche beim Thema Rassismus oder Frauenrechte: Man kämpft gegen Rassisten oder Sexisten und blendet aus, dass es im Westen, weltweit gesehen, mit Abstand am wenigsten Rassismus und Sexismus gibt. Nur wenn man an der Utopie einer rassismusfreien, sexismusfreien Wundergesellschaft festhält, kommt man auf die Idee, besonders den Westen anklagen zu müssen.

Ähnlich bei der Diskussion ums Klima: Man vergleicht die westlichen Umweltstandards nicht mit den Standards in China, Indien oder Russland. Sondern man fragt: Wie lange dauert es, bis Europa und die USA emissionsfrei sind?

Dabei dominiert eine sogenannte „Non-Human-Perspective“. Das bedeutet: Man beurteilt die Auswirkungen der Menschheit auf die Umwelt nach dem utopischen Ideal einer Umwelt ohne Menschen und ihre Maschinen.

Man fragt nicht: Wie viele Jobs, wie viel Gesundheit und Schutz gegen Kälte und Sturm bringen geheizte Häuser in Entwicklungsländern?

Wie viele Millionen von Leben werden gerettet, wie viel Grundversorgung und Sicherheit geleistet durch die Energiewirtschaft seit Beginn der industriellen Revolution?

Wie groß ist der medizinische Fortschritt seit Beginn der Chemieindustrie? Das interessiert nicht, sondern man fragt: Wie wäre es, wenn alle diese Techniken und Umweltbelastungen nicht wären?

Ginge es dem Wald, dem Meer und allen Tieren nicht besser? Und letztlich: Können wir nicht so leben, als wären wir gar nicht da, damit der Planet seine Ruhe hat?

Auch hier also die Utopie eines unberührten Paradieses für Tier und Umwelt, ohne die Zumutungen realmenschlicher Zivilisation.

Das „Utopia-Prinzip“ kennt viele politische Felder. Meist wird es von Parteien und Aktivisten angewendet, die jüngere Menschen in urbanen Gebieten überzeugen.

### **Der Westen ist immer schuld**

Viele von ihnen glauben, dass der Westen verantwortlich ist für globale Ungerechtigkeiten und Umweltkrisen, und dass politische Programme aus dem linksgrünen Spektrum Abhilfe schaffen.

Das ist erstaunlich, wenn man einen genaueren Blick auf diese Programme wirft. Die Ideologie dahinter könnte als „Identity Socialism“ bezeichnet werden.

Hierbei handelt es sich einerseits um Versatzstücke des bekannten Sozialismus: die Idee eines Staates als Vormundschaftsbehörde für das richtige, gute Leben seiner Bürger.

Andererseits geht es um „Identitätspolitik“. Die einzelnen Menschen werden nicht mehr als Individuen adressiert, sondern als Teil einer (diskriminierten) Gruppe.

Die Gesellschaft wird eingeteilt in unterdrückte und unterdrückende Gruppen, deren Interessen sich angeblich in einem Machtkampf gegenüberstehen. Reiche gegen Arme, Frauen gegen Männer, Weiße gegen Nicht-Weiße, Heterosexuelle gegen Nicht-Heterosexuelle.

Der Staat wacht über diesen Kampf als Richterin und strafende Gouvernante. „Identity Socialism“ – das bedeutet in letzter Konsequenz das Ende des Rechtsstaates, denn dieser lebt von universalen Prinzipien und muss alle Bürger gleichbehandeln.

Er darf nicht zulassen, dass es zur Beurteilung einer Person wesentlich ist, ob diese weiß, männlich und hetero ist, oder ob sie schwarz, weiblich und lesbisch ist.

Wie sollte eine Gesellschaft, die solche Unterschiede zu einem neuen Machtkampf hochstilisiert, das Zusammenleben besser und friedlicher machen?

Dessen ungeachtet findet das „Utopia-Prinzip“ im medialen Mainstream Anklang und sorgt bei vielen für eine negative, ablehnende Stimmung gegenüber dem Westen. Es stellt sich daher die Frage, was liberale und bürgerliche Kräfte in dieser Situation tun können.

Wie reagieren, wenn öffentlich die Rede ist vom „systemimmanenten“ Rassismus, Sexismus oder Imperialismus des Westens? Keine einfache Frage. Auffällig ist jedenfalls, dass es in großen öffentlichen Foren bisher kaum nennenswerten Widerstand gibt.

Im Gegenteil wirken die bürgerlich-liberalen Akteure oft handzahn, ängstlich. Was würde ihnen helfen? Wie könnten sie öffentlich mehr Überzeugungskraft gewinnen?

Vielleicht würde es helfen, zuerst einmal das „Utopia-Prinzip“ klar zu benennen und, wo immer es angewendet wird, als Mittel guter, verantwortungsvoller Politik zurückzuweisen.

Die bürgerlich-liberale Seite könnte den Menschen zeigen: Wirklichkeitsferne, ideologische Ansätze helfen nicht, sondern spalten und sorgen für ein vergiftetes Klima.

### **Politik der engagierten Nüchternheit**

Politik darf nicht im Dienst von Utopien stehen und versuchen, eine Wunschmenschheit zu konstruieren, sondern sie muss den real existierenden Menschen von heute dienen.

Politik ist ein kompromissorientiertes Handwerk zum Ausgleich von Interessen. Ohne Moralismus und anklägerischen Rigorismus.

Wir brauchen eine Politik der engagierten Nüchternheit und Gelassenheit. Frei nach der Devise von Winston Churchill: „Die Demokratie ist die schlechteste Staatsform, abgesehen von allen anderen.“

Das ist ein brauchbarer Ansatz, um die Errungenschaften des Westens zu verteidigen: „Liberalismus und Kapitalismus sind die schlechtesten Systeme, um eine Gesellschaft zu gestalten, abgesehen von allen anderen.“

180,23

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/moral-und-demokratie-lager-werden-zu-feindesland-17079908.html>

MORAL UND DEMOKRATIE:

# Wenn politische Lager zu Feindesland werden

- VON WOLFGANG MERKEL
- -AKTUALISIERT AM 02.12.2020-12:05



Die Krise wüffelt beim Verhältnis von Wissenschaft, Moral und Demokratie einiges durcheinander. Die moralische Neucodierung politischer Konflikte macht es den Bürgern nicht leichter, sich als Retter der Demokratie ins Zeug zu legen. Ein Gastbeitrag.

Man mag es kaum mehr hören, noch weniger schreiben: „Die“ Demokratie steht vor großen Herausforderungen, steckt in Turbulenzen, offenbart ihre Verwundbarkeit, gerät unter Stress. Sie verliert an Zuspruch, driftet, shiftet, leidet. Wen darf es da wundern, dass sich nun Heerscharen von Therapeuten, Helfern, Pfadfindern und Wegweisern aufmachen, die Demokratie zu retten? Wir erleben gegenwärtig in Wissenschaft, Zivilgesellschaft und Politik, insbesondere in ihren Grauzonen, einen Gründerboom. Projekte, Initiativen, Demokratie-Labore und Demokratie-Institute schießen aus dem Boden. Politikwissenschaftler, Soziologen, Ökonomen, Philosophen und Demonstranten stehen bereit, der Demokratie ihre Dienste anzubieten. Der Bund fördert großzügig, demnächst durch das „Wehrhafte-Demokratie-Fördergesetz“, ausgestattet mit 1,1 Milliarden Euro bis 2024. Wie immer in Boom-Zeiten mischt sich manche Spreu unter den Weizen.

Wenig reflektiert wird ein Problem, das sich in den „neuen Krisen“ des 21. Jahrhunderts aufdrängt: Wie verändert sich der Zusammenhang von Wissenschaft, Moral und Demokratie? Vielen erscheint es heikel, die wechselseitigen Gefährdungen herauszuarbeiten oder auch nur zu nennen. Genau dies soll hier geschehen. Inwieweit, so die Frage, unterstützen oder begrenzen eigentlich Wissenschaft und Moral die Prinzipien, Verfahren und Politikergebnisse der Demokratie?

Seit fünf Jahren sind wir Zeugen und Akteure dreier Krisen, die sich von jenen des zwanzigsten Jahrhunderts unterscheiden: der Migrationskrise, der Corona-Pandemie und der schon länger schwelenden, möglicherweise auch lodernenden Klimakrise. Diese Krisen sind global, ungelöst, werfen moralische Fragen auf, weisen der Wissenschaft eine neue Rolle zu und führen zu weiterer Verschärfung der Polarisierung in unseren westlichen Gesellschaften. Sie verändern das Verhalten der politischen Entscheidungseliten und der Bürger, sie moralisieren Konflikte in der Gesellschaft, kulturalisieren sie; sie ändern Rechtsnormen zugunsten der Exekutive und beschleunigen die Entparlamentarisierung politischer Entscheidungen. Dies alles ist ein Prozess, der schon seit Jahrzehnten anhält. Der grundlegende Legitimationsmodus der Demokratie verschiebt sich von der Bürgerbeteiligung (input) und den parlamentarischen Entscheidungsverfahren (throughput) hin zum Output, also den Politikergebnissen.

## Und hier kommt die Wissenschaft ins Spiel

Dies widerspricht jedoch dem konstitutionellen Imperativ, dass in der Demokratie die Institutionen und Verfahren a priori feststehen, ihre Ergebnisse jedoch kontingent sind. Das bedeutet nicht, die

Entscheidungsergebnisse seien für die Volksherrschaft unerheblich. In einer pluralistischen und demokratischen Gesellschaft darf aber kein – von wem auch immer definiertes – „richtiges“ Ergebnis die Entscheidungsverfahren nach dem gewünschten Ergebnis modellieren.

Und hier kommt die Wissenschaft ins Spiel. In der Klimakrise und der Corona-Pandemie erklären führende Wissenschaftler, ab welchen Erwärmungszuwächsen oder Neuinfektionen klimatische oder epidemiologische Kipppunkte ausgelöst werden. Die gebotene Vermeidung solcher nicht mehr steuerbaren kaskadierenden Punkte setzt die Politik unter Zeitdruck.

Es geht also nicht darum, die wichtige Rolle der Wissenschaften gerade in komplexen Krisen zu bezweifeln. Aber aus Fakten allein folgt keine Politik. „Science has told you“, schallt es aus den Reihen von Fridays for Future. Aber Wahrheit ist kein Legitimationsmodus der Demokratie. Die repräsentative Demokratie lässt sich nicht durch ein epistemisches Regime ersetzen. Allgemeingültige Entscheidungen müssen in der Demokratie durch die Schleuse des Parlaments, wollen sie legitimerweise die Folgebereitschaft der Bürger verlangen. Dies ist eine klare Absage an die Sehnsucht nach der Wissenschaft als neuem Philosophenkönig, der sittlich wie kognitiv auf der Höhe der Probleme am besten durchregiert. Es ist zugleich eine Absage an die szientistische Sehnsucht nach dem Ende des Politischen.

### **Dann heißt es: Lüge oder Wahrheit**

Gleichzeitig und im Gegensatz zu einer solch epistemisch-technokratischen Entpolitisierung kommt es gegenwärtig in fast allen westlichen Gesellschaften zu einer Repolitisierung des Politischen. Von ein und denselben Personen, welche die Verwissenschaftlichung der Politik einfordern, wird dabei häufig auch die Moralisierung der Politik betrieben. Über eine nicht selten selbstverfertigte Moral wird in alle drei Krisen ein binärer Code der moralischen Beurteilung politischer Handlungsalternativen eingebracht. Dann heißt es: Lüge oder Wahrheit, Moral oder Unmoral, Vernunft oder Verschwörungsphantasie. Mitbürger, die nicht an die Dringlichkeit der menschengemachten Klimakrise glauben, die tödlichen Risiken von Covid-19 verneinen oder die Migrationskrise nicht als humanitäre Aufgabe betrachten, werden nicht nur mit Recht der Unvernunft geziehen, sondern moralisierend als Klima- und Corona-Leugner oder inhumane Fremdenfeinde bezeichnet.

Die moralische Neucodierung politischer Konflikte verwandelt Gegner in Feinde. Sie teilt die Gesellschaft in Lager. Die Kluft dazwischen ist tief. Brücken werden abgerissen. Es ist schwer, die Ursprünge dieser Kulturalisierung der Politik als deren strikt kausale Treiber dingfest zu machen. Deutlich ist: Auf der einen Seite der Gesellschaft finden sich Traditionalisten, Nationalstaatsbefürworter, Verunsicherte, aber auch Chauvinisten, Nationalisten und Populisten zusammen. Sie einigt keine verbindende Ideologie, sie fühlen sich aber von öffentlichen Diskursen und politischen Entscheidungen an den Rand der Gesellschaft gedrängt. Soziologisch sind sie meist in der unteren Bildungs- und Einkommenshälfte der Sozialstruktur gefangen. Aus ihrer sozialen wie ökonomischen Unterlegenheit suchen sie Halt und Identität im Hergebrachten, in der Nation, aber auch im Nationalismus.

Auf der anderen Seite stehen die Gewinner der globalisierten Gesellschaftsentwicklung der letzten Jahrzehnte. Sie gehören zur oberen Bildungs- und Einkommenshälfte der Gesellschaft. Ihre Werte und Lebensstile wurzeln längst nicht mehr in Nation und Tradition. An materieller Umverteilung sind sie rationalerweise kaum interessiert. Ihre Fortschrittlichkeit drücken sie im Postmateriellen und einer posttraditionalen, kosmopolitischen Wert- und Lebenshaltung aus. Sie sind die Stichwortgeber gesellschaftlicher Diskurse. Nicht zu Unrecht halten sie ihre Werte wie die Gleichheit der Geschlechter oder die Gleichwertigkeit der Rassen, Ethnien oder homo- und heterosexueller Präferenzen für universell gültig. An diesem Punkt rationalisiert sich ihre Moral zur unverhandelbaren Ethik. Andere oder gar konträre Moralvorstellungen sind dann nicht mehr zu rechtfertigen. Bis hierher lässt sich im Sinne der Aufklärung und des Gleichheitsgebots in Rechtsstaat und Demokratie nichts einwenden. Aber dabei ist es nicht geblieben.

Zur Absicherung der kosmopolitischen Identität wurde auch die Sprache einer Revision unterzogen. Diese zu verweigern führt zum Ausschluss aus dem progressiven Lager. Symbolisches Abweisen des Außen festigt die Identität im Innern. Dazu gehören Sprache, Lebenswelt und Lebensstil. Damit vollzieht die

kosmopolitisch-liberale Linke den Schritt ins Identitäre. Rechts-Identitäre und Links-Identitäre wollen nicht miteinander reden, nicht diskutieren oder deliberieren. Ihre Positionen sind für das jeweils andere Lager unkommunizierbar. Die Lager werden zu Feindesland.

Der wechselseitige Belagerungszustand umfasst glücklicherweise keineswegs die gesamte Gesellschaft. Zwischen beiden Lagern liegt nicht etwa ein Niemandsland. Die Gruppe der „Blockfreien“ ist in Deutschland unvergleichlich größer als in den Vereinigten Staaten von Amerika. Dennoch vollzieht sich auch bei uns ein Prozess, der jenseits des Atlantiks weit fortgeschritten ist: Politische Opponenten verwandeln sich in Feinde. Als würde Carl Schmitt Regie führen, gewinnt die Freund-Feind-Beziehung als vermeintlicher Kern des Politischen zusehends Raum. Daran sind nicht nur Links- wie Rechtspopulisten beteiligt. Die Beteiligten, beabsichtigt oder nicht, reichen weit in den linksliberalen Raum.

Politische Werte, Moral und Wissenschaft sollen keineswegs aus dem politischen Diskurs verschwinden. Andernfalls würden unsere Debatten und die Suche nach demokratischen Lösungen aus der Krisensignatur unserer Epoche in Ignoranz und der Beliebigkeit der poststrukturalistischen Nachmoderne aufgehen. Kosmopoliten sollten ihren diskursiven Hochmut ablegen, das Identitäre abstreifen, terminologisch abrüsten, mit Gelassenheit auf die Überlegenheit ihrer Werte vertrauen. Moral hat immer auch eine diskursive Verantwortung. Sie heißt Verständigung, nicht Exklusion.

**Wolfgang Merkel** lehrt Politologie am Wissenschaftszentrum Berlin und ist derzeit Fellow am Institut für die Wissenschaft vom Menschen in Wien.

Quelle: F.A.Z.

# Klimawandel schon im roten Bereich fürs Welterbe

AKTUALISIERT AM 02.12.2020-14:07



So begann das Jahr: Mit historisch beispiellosen Buschfeuern in Australien. Viele klimabedingte Naturkatastrophen folgten

Weltwetterbehörde und die Naturschutzunion ziehen Bilanz: Die ruinöse Aufheizung bricht weitere Höchstwerte und bedroht inzwischen viele der wichtigsten Ökosysteme auf unserem Planeten.

Das Jahr 2020 dürfte nach vorläufigen Analysen der [Weltwetterorganisation](#) (WMO) eines der drei wärmsten seit Beginn der Temperaturaufzeichnungen Mitte des 19. Jahrhunderts werden – und das zurückliegende Jahrzehnt das wärmste überhaupt. Die sechs wärmsten Jahre seit Beginn der Messungen liegen allesamt im Zeitraum seit 2015. Für Europa lag die Durchschnittstemperatur in den ersten zehn Monaten sogar höher als je zuvor. Das berichtete die Organisation am Mittwoch in ihrem vorläufigen Report über den Zustand des Klimas 2020. Hauptursache der beschleunigten Erwärmung ist der Anstieg der Treibhausgase. Vor einer Woche meldete die WMO neue [historische Höchstwert beim Treibhausgasgehalt](#) der Atmosphäre für die beiden zurückliegenden Jahre.

Die jetzigen Temperatur-Vorhersagen beziehen sich auf meteorologische Messungen von Januar bis Oktober. In diesen Monaten lag die globale Durchschnittstemperatur um 1,11 bis 1,23 Grad Celsius über dem Durchschnitt der Jahre 1850 bis 1900. Besonders drastisch waren die Messergebnisse nördlich des Polarkreises in Sibirien: Die Temperatur lag dort von Januar bis Oktober mehr als fünf Grad über dem Durchschnitt von 1981 bis 2010. Der globale Temperaturanstieg könnte laut der WMO schon bis 2024 vorübergehend 1,5 Grad überschreiten. Vor fünf Jahren hat sich die Staatengemeinschaft im Pariser [Klimaschutzabkommen](#) darauf verpflichtet, die Erderhitzung auf möglichst 1,5 Grad zu begrenzen. In der kommenden Woche wollen alle das 5. Jubiläum des Klimaschutzabkommens feiern.

Der [Klimawandel](#) ist inzwischen auch zur größten Bedrohung der Weltnaturerbestätten weltweit geworden. Die globale Erwärmung ist bei einem Drittel der Gebiete eine „hohe oder sehr hohe Bedrohung“, wie die Weltnaturschutzunion (IUCN) ebenfalls an diesem Mittwoch berichtete. 2014 war das erst bei einem Viertel der Fall. Auch die Corona-Pandemie mache sich bemerkbar, überwiegend negativ, so die IUCN. Ohne Touristen fehle vielerorts Geld für Ranger in Nationalparks, und illegale Aktivitäten blühten auf.

Auch der Lebensraum Wattenmeer an der Nordsee gehört zu den betroffenen Weltnaturerbestätten. Die Erwärmung und der steigende Meeresspiegel gefährden ihn als Brutstätte für Zugvögel. Die Chancen auf ein Überleben des Weltnaturerbes seien dennoch gut – wenn die laufenden Erhaltungs- und Schutzmaßnahmen fortgesetzt werden. Alarm schlugen die Wissenschaftler aber beim größten Korallenriff der Welt, dem [Great Barrier Reef](#) vor Australien. Die Überlebensaussichten beurteilt die IUCN nun als „kritisch“. Die Erwärmung und Versauerung des Meeres führt dort zum Absterben der Korallen.

Außer in Europa war es nach Angaben der WMO auch im Südwesten der Vereinigten Staaten, im Westen Südamerikas und in Teilen Zentralamerikas sehr warm. Kühlere Temperaturen als im Durchschnitt erlebten dagegen Kanada, Teile Brasiliens, Nordindien und Südaustralien.

Der mittlere globale Meeresspiegel steigt seit Beginn der Messungen 1993 um durchschnittlich 3,3 Millimeter im Jahr. Ein leichter Rückgang 2020 sei – wie schon 2011 – wahrscheinlich auf das natürliche Klimaphänomen La Niña zurückzuführen, aber am langfristigen Trend ändere das nichts. Während der La Niña-Monate fällt mehr Regen in tropischen Flussgebieten als über dem Meer, was den mittleren Meeresspiegel global vorübergehend senkt. La Niña dürfte noch bis Frühjahr 2021 zu spüren sein, so die WMO. Am stärksten stieg der Meeresspiegel seit 1993 auf der Südhalbkugel jeweils östlich von Madagaskar, von Neuseeland und von Südamerika.

Einer der Gründe für den Anstieg des Meeresspiegels ist schmelzendes Eis in der Nähe von Nord- und Südpol. Grönland verlor nach den Angaben von September 2019 bis August 2020 etwa 152 Gigatonnen (Milliarden Tonnen) Eis. Das war weniger als 2019, als 329 Gigatonnen schmolzen. Die WMO warnt: „Die Arktis erlebt mit dem globalen Temperaturanstieg drastische Veränderungen. Seit Mitte der 80er Jahre steigen die Temperaturen dort mindestens doppelt so schnell wie im globalen Mittel.“



Auch das Wattenmeer an der Nordseeküste verändert sich rasant unter der Erwärmung. :Bild: dpa

In der Arktis war die Ausdehnung des Meereises in den Monaten Juli und Oktober so gering wie nie zuvor seit Beginn der Messungen, so die WMO. Die minimalste Eisausdehnung lag im September bei 3,74 Millionen Quadratmetern und war die zweitkleinste (nach 2012), die je gemessen wurde. Das schwimmende Eis der Arktis trägt beim Schmelzen nicht zum Anstieg des Meeresspiegels bei. Allerdings erwärmt sich die Erde schneller, wenn statt Eis, das Licht reflektiert, schmilzt und dunkle Wasserflächen frei werden.

Der Meeresspiegel steige auch, weil die wachsende Konzentration der Treibhausgase in der Atmosphäre zu überschüssiger Energie im Erdsystem führe, die zu einem großen Teil von den Ozeanen absorbiert wird. Das Meereswasser wird dadurch wärmer und dehnt sich aus.

Die Hurrikan-Saison im Nordatlantik verzeichnete in diesem Jahr so viele starke Stürme wie nie zuvor. Sie geht normalerweise am 30. November zu Ende. Teile Afrikas und Asiens erlebten starken Regen und Überschwemmungen, darunter die Sahel-Region, das Horn von Afrika, der Indische Subkontinent sowie China, die koreanische Halbinsel, Japan und Teile Südasiens. Dagegen erlebten in Südamerika etwa Nordargentinien, Paraguay und Westbrasilien schwere Dürren.

180,28

<https://www.lefigaro.fr/medias/porte-par-la-crise-sanitaire-le-tabloid-allemand-bild-depasse-les-500-000-abonnes-numeriques-20201202>

# Porté par la crise sanitaire, le tabloïd allemand *Bild* dépasse les 500.000 abonnés numériques

Le quotidien le plus lu d'Allemagne ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, affirmant vouloir parvenir au million d'abonnés.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures

Ce chiffre a bondi pendant la crise sanitaire, avec «environ 50.000 abonnés en plus, soit une croissance de 10% sur un an», précise le groupe Axel Springer. *Capture d'écran*

Le tabloïd Bild, quotidien le plus lu d'Allemagne, a dépassé en novembre les 500.000 abonnés à son offre numérique payante, qui a été boostée pendant la pandémie de Covid-19, a annoncé mercredi son propriétaire Axel Springer. «*L'offre numérique de Bild a dépassé en novembre 2020 le demi-million d'utilisateurs (...) devenant de loin la première offre de contenu payant en Allemagne*», s'est félicité le groupe de médias dans un communiqué. Ce chiffre a bondi pendant la crise sanitaire, avec «environ 50.000 abonnés en plus, soit une croissance de 10% sur un an», ajoute le groupe Axel Springer. «*Notre prochain but est clair : nous voulons doubler [le chiffre des abonnés] à un million*», conclut-il.

Particulièrement porté sur les faits divers et les mises en pages outrancières, Bild est le quotidien le plus lu en Allemagne, pays de 83 millions d'habitants. Il revendique près de 1,7 million de tirages papier par jour, un chiffre qui a toutefois fortement baissé ces dernières années, poussant le groupe à accélérer sa stratégie numérique.

Le tabloïd a lancé son offre 100% numérique en 2013, pour 7,99 euros par mois. Elle est désormais la première en termes d'abonnés en Europe, si l'on exclut les deux quotidiens anglophones *Financial Times* et *The Guardian*, bénéficiant tous deux d'un vivier de lecteurs plus étendu, selon les données de la Fédération Internationale de la Presse Périodique (FIPP).

«*Bildplus est un modèle de succès pour le journalisme payant, avec une portée unique*», s'est félicité le rédacteur en chef du journal Julian Reichelt, cité dans un communiqué. En comparaison, le nombre d'abonnés numériques du quotidien français *Le Monde*, numéro un dans l'hexagone, atteignait fin 2019 220.000 abonnés.

## „Ohne Quote geht es nicht“



Janina Kugel spricht sich für die verbindliche Frauenquote in Vorständen aus. Bild: dpa

- VON SVEN ASTHEIMER, TILLMANN NEUSCHELER
- -AKTUALISIERT AM 01.12.2020-14:55

Janina Kugel saß viele Jahre im Vorstand von Siemens. Im Interview spricht sie über die Frauenquote für Vorstände und warum sie die Bedenken dagegen für überzogen hält.

Frau Kugel, die Frauenquote für Vorstände kommt. Für viele kam die Einigung überraschend. Was haben Sie gedacht, als die Grundsatzeinigung durch war?

Ich habe mich natürlich gefreut. Wir waren aber schon vorher optimistisch, weil im Laufe der letzten Wochen doch einige für das Gesetz Partei ergriffen haben, die das vorher noch nicht getan hatten. Plötzlich hat sich etwas bewegt. Bei dieser Dynamik mussten am Ende auch die Gegner der Quote mit politischem Gespür abwägen: Lohnt es sich jetzt noch, dagegen zu sein?

Im Wirtschaftsflügel der Union regt sich noch Protest gegen die Frauenquote. Fürchten Sie, dass das Vorhaben auf den letzten Metern noch scheitert?

Nein, der Wirtschaftsflügel der Union war schon immer dagegen. Ich sehe das gelassen.

Laut dem Justizministerium sind insgesamt 70 Großunternehmen betroffen, von denen 30 noch keine Frau im Vorstand haben. Diese 30 müssen bei der nächsten Umbesetzung im Vorstand zwingend eine Frau berufen. Zunächst passiert also erst mal wenig. Ist das wirklich ein Sieg?

Es mag ein kleiner Schritt sein, aber doch ein historischer. Seit 1999 diskutieren wir über das Thema Frauenquote in der Wirtschaft, der damalige Bundeskanzler Gerhard Schröder sagte: ‚Es muss nicht für jedes Problem ein Gesetz gemacht werden.‘ Es ist jetzt aber das erste Mal, dass sich der Gesetzgeber auf eine verbindliche Regelung für die Vorstände einlässt. Ich würde mir freilich noch weiter gehende Regeln wünschen.

Der Frauenanteil in den Dax-Vorständen ist in den vergangenen Jahren aber auch ohne Quote langsam gestiegen.

Ja, es hat sich schon etwas bewegt. Aber im Vergleich zu anderen Ländern hinkt Deutschland noch immer weit zurück.

Warum eigentlich? Deutschland liegt hinter den Vereinigten Staaten, Frankreich, Italien, Schweden und Rumänien.

Das liegt am gesellschaftlichen Rollenverständnis und an den Rahmenbedingungen. Wir haben viele Gesetze, die die Beschäftigung von Frauen nicht attraktiv machen – gerade im Steuerrecht.

Welche?

Zum Beispiel das Ehegattensplitting, das die Erwerbstätigkeit für viele Frauen unattraktiv macht und damit das klassische Rollenbild unterstützt. Die Schweden haben schon 1970 eine Individualbesteuerung eingeführt. Dort gilt auch eine andere Elternzeitregelung: Den vollen Satz gibt es vom Staat erst, wenn die Väter auch einen signifikanten Anteil zu Hause bleiben. Beim deutschen Elterngeld müssen Väter nur zwei Monate Auszeit nehmen, damit ein Paar die maximal zulässige Auszeit vom Staat finanziert bekommt.

Aber spielt beim Rückstand deutscher Unternehmen in Sachen Frauenanteil nicht auch eine Rolle, dass die deutsche Wirtschaft stark vom Maschinenbau geprägt ist?

Nein, das glaube ich nicht.

Die Befürworter der Quote sagen immer, es gebe genug Frauen in der zweiten Reihe, die für Vorstandsposten qualifiziert sind. Manche Maschinenbauer aber sagen: Das stimmt so pauschal für uns nicht. Tatsächlich studieren Frauen selten Maschinenbau. An den Unis in Aachen und Darmstadt sind die Männer oft unter sich. Frauen studieren laut Statistik dafür überproportional Germanistik.

Sie setzen voraus, dass die Männer in den Führungspositionen auch Ingenieure sind. Die meisten Vorstände sind aber keine Ingenieure. Dass der Technikvorstand einen technischen Hintergrund braucht, das wird niemand bezweifeln. Aber die sonstigen Vorstandsressorts leiten meist Wirtschaftswissenschaftler und Juristen. Und in diesen Studiengängen sind Frauen nicht unterrepräsentiert. Es gibt tatsächlich genug Frauen für Vorstandsposten – auch für Unternehmen aus dem Maschinenbau.

Gegner der Frauenquote befürchten deren schrittweise Ausweitung. In der Politik läuft es ja oft so, wenn umstrittene Regeln eingeführt werden: Erst wird eine milde Regel eingeführt, die so locker ist, dass selbst die härtesten Gegner kaum etwas einwenden können. Ist die Regel einmal etabliert, werden die Daumenschrauben angezogen. Wird die Quote in ein paar Jahren auch für kleinere Unternehmen gelten?

Das kann ich Ihnen nicht sagen, das wäre reine Spekulation.

Aber es würde Ihnen gefallen?

Mein Wunsch wäre, dass wir überhaupt nicht mehr über Quoten sprechen müssen. Alle Stellen sollten allein nach Kompetenz vergeben werden – das wünscht sich wohl jeder. Aber so ist es nicht, das zeigt die Realität. Es ist eine Illusion, zu glauben, es gehe bei Stellenbesetzungen allein um die fachliche Qualifikation. Es ist doch komisch, dass Mädchen und junge Frauen überproportional gute Schulabschlüsse und bessere Noten an der Uni haben, aber trotzdem nur selten in die Spitzenpositionen gelangen. Unterbewusst spielen bei jeder Besetzung viele andere Faktoren eine Rolle.

Welche?

Soziologische Studien zeigen: Menschen wählen immer Menschen, die ihnen ähnlich sind. Wenn diejenigen, die über Vorstandsposten entscheiden, überwiegend weiß, männlich und offenkundig heterosexuell sind, dann wählen sie dafür wieder Menschen aus, die ähnlich ticken wie sie selbst. Die Vorstände fragen sich: Welche Person passt zu uns? Das ist gar keine Bösartigkeit. Wenn man diesen Auswahlmechanismus aber einmal verstanden hat, muss man ihn durchbrechen.

Per Zwang und tiefgreifenden Einschnitten in die Autonomie der Wirtschaft?

Ja. Ohne staatliche Regulierung geht es nicht. Der Gesetzgeber ist für die komplette Bevölkerung verantwortlich. Und die Hälfte der Bevölkerung ist weiblich. Wenn man sieht, dass sie bei der Besetzung von Spitzenposten strukturell benachteiligt werden, dann muss der Staat eingreifen. Um eine Kultur innerhalb einer Gruppe zu ändern, braucht man immer mindestens 30 Prozent Andersdenkende – sonst passt sich die Minderheit immer an die Mehrheit an. Auch bislang haben sich die Frauen in den Vorständen meist den Männern angepasst. Erst ab der Schwelle von 30 Prozent gibt es eine andere Gruppendynamik, das zeigen Studien von Psychologen und Soziologen.

Sie waren selbst viele Jahre Personalvorständin von [Siemens](#). Werden Frauen in den Vorstandsgremien großer Konzerne mit den vermeintlich „weichen“ Ressorts wie Personal oder „Compliance & Recht“ abgespeist, während die Männer die „harten“ Posten unter sich verteilen?

Es gibt tatsächlich mehr Frauen in den Personalressorts. Mich stört aber diese Einteilung in „weiche“ und „harte“ Ressorts. Ich war Personalchefin in verschiedenen Unternehmen. Ich war dabei immer diejenige, die für die Restrukturierung zuständig war. Wer behauptet, der Personalbereich sei ein „weiches“ Ressort, der weiß nicht, was zu dessen Aufgaben gehört.

Führt das Quotendenken letztlich nicht in eine bestimmte Logik: Frauen sind zweifellos unterrepräsentiert in den Vorständen. Aber Ostdeutsche sind das zum Beispiel auch. Wäre nicht folgerichtig, dass man dann auch eine Quote für Ostdeutsche einführen müsste und noch viele andere mehr?

Es gibt in Deutschland aus guten und vor allem historischen Gründen in dieser Hinsicht keine weiter gehende Differenzierung außer dem Geschlecht und der Staatsangehörigkeit. Auf amtlichen Formularen werden Sie in Deutschland auch nicht nach Ihrer Hautfarbe gefragt oder nach Ihrer Abstammung. In den Vereinigten Staaten ist das anders, in vielen anderen Ländern auch. Frauen sind nicht die besseren Menschen, aber wenn mehr Andersdenkende an einem Tisch sitzen, öffnet es die Perspektiven. Damit schaffen sie eine inklusivere Unternehmenskultur. Wenn die einmal erreicht ist, dann ist das Unternehmen offener für alle, egal welchen Geschlechts, welcher sexuellen Orientierung, welcher Abstammung oder ob mit Behinderung. Das sollte das Ziel sein.

## Zur Person

Janina Kugel saß von 2015 bis Januar 2020 im Vorstand der Siemens AG. Die studierte Volkswirtin startete ihre Karriere einst als Unternehmensberaterin für Anderson Consulting. Als Arbeitsdirektorin von Siemens war sie zuständig für rund 350.000 Mitarbeiter. Kugel musste den Abbau Tausender Stellen managen. Sie stand für einen neuen Typus, der über interne Plattformen und LinkedIn direkt mit den Mitarbeitern kommuniziert. Heute ist sie als Senior Advisorin für die Boston Consulting Group und als Aufsichtsrätin tätig. Im Herbst startete sie mit anderen prominenten Frauen wie der Schauspielerin Maria Furtwängler und der Soziologin Jutta Allmendinger die Kampagne #Ichwill, die sich für eine Frauenquote in Vorständen einsetzt.

## « Demander une sorte d'enquête parlementaire sur ce qu'écrivent les universitaires est inédit » : les sciences sociales dans le viseur du politique

Des travaux de recherche sur le décolonialisme, la race ou le genre sont accusés de porter atteinte aux « valeurs de la République ». Deux députés LR ont réclamé, fin novembre, l'ouverture d'une mission d'information sur « les dérives idéologiques dans les milieux universitaires ».

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié aujourd'hui à 17h14, mis à jour à 17h35

Le pouvoir politique peut-il juger de la pertinence de recherches universitaires ? Après l'offensive, fin octobre, de Jean-Michel Blanquer contre les « ravages » de « l'islamo-gauchisme », deux députés LR, Julien Aubert et Damien Abad, sont revenus à la charge le 25 novembre, demandant au président de l'Assemblée nationale l'ouverture d'une mission d'information sur « les dérives idéologiques dans les milieux universitaires ».

Outre des « courants islamo-gauchistes puissants dans l'enseignement supérieur », ils dénoncent la « cancel culture », qui réduirait au silence « tous ceux qui portent des paroles ou un comportement jugés "offensants" », en provoquant la perturbation, voire l'annulation, de conférences, comme celle que devait donner Alain Finkielkraut à Sciences Po, en avril 2019, qu'un groupe d'étudiants se réclamant de « l'antiracisme » a contraint à reprogrammer sous surveillance policière. Ou encore celle que devait prononcer en octobre 2019 Sylviane Agacinski, annulée par le président de l'université Bordeaux-Montaigne sous la pression d'associations étudiantes jugeant « homophobe » la philosophe, opposée à l'ouverture de la PMA à toutes les femmes.

La tension est montée d'un cran quand, le 26 novembre, Julien Aubert a publié un Tweet alignant les captures d'écran de sept comptes Twitter d'universitaires qui s'étaient émus de l'initiative des députés. « Les coupables s'autodésignent », commentait-il. Coupables de quoi ? « De complaisance », explique l'élu du Vaucluse. « Quand une tribune d'une centaine d'universitaires nous alerte sur l'emprise de l'islamisme, on ne peut pas dire qu'il n'y a rien », justifie-t-il en référence au « manifeste des 100 » signé dans *Le Monde* par des universitaires de renom comme Marcel Gauchet, Pierre-André Taguieff, Gilles Kepel et Pierre Nora (*Le Monde* des 1<sup>er</sup> et 2 novembre). Ils y dénoncent les frilosités de leurs pairs, « la plupart des universités et des associations de spécialistes universitaires » qui se bornent à parler d'« obscurantisme » ou de « fanatisme », au lieu de désigner l'islamisme comme responsable de l'assassinat du professeur Samuel Paty. Ils mettent aussi en cause les « idéologies indigénistes, racialistes et décoloniales », nourrissant une haine des « Blancs » et de la France.

Chercheur en sciences du langage à l'université Rennes-II, Albin Wagener s'alarme : « Un député a donc le droit de jeter à la vindicte populaire des noms d'enseignants. On ne jugule absolument pas les causes qui ont amené à l'assassinat de Samuel Paty ; au contraire, on les déporte ailleurs. » Pour Olivier Beaud, professeur de droit à l'université Paris-II-Panthéon-Assas, spécialiste des libertés universitaires, « demander l'ouverture d'une sorte d'enquête parlementaire sur ce qu'écrivent les universitaires ou sur leurs débats savants est inédit en France. Le seul précédent, c'était aux Etats-Unis avec le sénateur McCarthy, de sinistre mémoire ».

### Boucs émissaires

Emmanuel Macron avait accusé en juin le « monde universitaire » d'avoir « cassé la République en deux » à force d'« encourager l'ethnicisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon ». Fin octobre, Jean-Michel Blanquer avait épinglé « les thèses intersectionnelles qui veulent essentialiser les communautés et les identités, aux antipodes de notre modèle républicain ». L'intersectionnalité, dont la caractéristique est de penser comme des rapports sociaux ce qui est envisagé habituellement comme des variables séparées (genre, âge, sexualité, race, classe, etc.), créerait, selon lui, « le terreau d'une fragmentation de notre société et d'une vision du monde qui converge avec les intérêts des islamistes ».

Derrière l'escalade verbale se pose nettement la question du statut du savoir universitaire, qui, à la différence de celui dispensé dans l'enseignement secondaire, consiste à enseigner un savoir en train de se faire. Selon les mots du philosophe Karl Jaspers, un enseignement de type universitaire « se situe nécessairement dans un débat en cours », ce que le gouvernement feindrait de ne pas voir.

### **« La tendance actuelle est de faire porter à l'université la crise de la démocratie », s'inquiète Rose-Marie Lagrave**

« La tendance actuelle est de faire porter à l'université la crise de la démocratie », s'inquiète Rose-Marie Lagrave, directrice d'études à l'EHESS. Mais la crise vient d'un « abus de pouvoir du politique sur les sciences sociales, véritables boucs émissaires », soutient-elle. « On assiste à des tentatives de délégitimation et de dénigrement des sciences sociales au motif qu'elles remplissent pleinement leur fonction critique d'une société dont certains représentants politiques voudraient cacher l'envers du décor : la pauvreté, le racisme, le sexisme, les inégalités sociales face à l'école, l'habitat, l'emploi et la culture », détaille la sociologue.

A y regarder de plus près, la communauté universitaire est pourtant loin de faire bloc. « Je refuse l'inquisition politique mais je refuse aussi le silence qui serait de la lâcheté intellectuelle et reviendrait à cautionner des universitaires dont la pratique serait de surdéterminer leurs recherches censément scientifiques (donc objectives) par des considérations lourdement idéologiques, fût-ce au motif de défendre telle ou telle minorité », nuance Olivier Beaud. Selon lui, des universitaires « radicaux » auraient délaissé la distinction opérée par Max Weber entre le « jugement de fait », qui fonde leurs recherches, et le « jugement de valeur », qui fonde leurs opinions.

## **Une « question d'appréciation »**

A l'évocation de certains thèmes d'étude comme le décolonialisme, l'antiracisme ou le genre apparaît au grand jour une fracture quasi philosophique. « Il y a des conflits d'écoles, des conflits générationnels, notamment un mouvement de résistance à des savoirs qui viennent d'ailleurs ou d'autres épistémés, de champs de référence du savoir qui menacent les modes de validation du savoir en place », analyse Marie-Anne Paveau, professeure en sciences du langage à l'université Sorbonne-Paris-Nord. Le « manifeste des 100 » incarne à ses yeux « un repli de chercheurs français sur les savoirs européens issus du terreau gréco-latin ». Dans ses propres travaux, la chercheuse décentre ces derniers « pour modifier l'universalisme et installer le pluriversalisme », fondé sur des « centres de valeurs » en Inde, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, et pas seulement en Europe.

### **« La science ne peut pas être neutre car elle est toujours située dans des personnes, des objets ou dans des lieux », estime Clyde Plumauzille**

Derrière la volonté de « mettre au pas » des savoirs jugés trop engagés, deux visions du rôle de la recherche scientifique s'affrontent. « Pour le gouvernement, elle doit répondre à des défis sociaux fixés par le ministère de l'enseignement supérieur, illustre Clyde Plumauzille, chargée de recherche au CNRS. Pour l'université, lieu collégial et de contre-pouvoir intellectuel, le savoir et les recherches sont les produits de la volonté des individus qui portent cette institution pour faire avancer les connaissances générales et les sociétés elles-mêmes. » Des recherches peuvent avoir des liens originels avec le militantisme, mais, « du moment que les choses sont dites et assumées, cela ne pose pas problème », estime-t-elle, cassant l'image d'un savant libre de passions partisans tel que défini par Max Weber : « La science ne peut pas être neutre car elle est toujours située dans des personnes, des objets ou dans des lieux. »

Mais jusqu'où un universitaire peut-il aller dans sa liberté d'expression ? « *C'est une question très délicate, selon Bernard Toulemonde, ancien professeur de droit à l'université de Lille et auteur d'une thèse sur les franchises universitaires. Il a parfaitement le droit de dire ou écrire ce qu'il croit vrai, mais le droit lui impose de respecter deux principes : celui de tolérance et celui d'objectivité. Tout est donc question d'appréciation, car on sait bien que l'on peut tendre à l'objectivité mais que celle-ci n'existe pas en soi, surtout dans les sciences sociales.* »

Qu'il puisse y avoir des invités pour une conférence empêchés de s'exprimer ne choque pas Marie-Anne Paveau. « *C'est un geste politique. Des personnes comme Sylviane Agacinski viennent porter à l'université un discours idéologique, et pas un discours de recherche* », affirme-t-elle. « *Ces débats empêchés sont extrêmement minoritaires et ne disent pas du tout ce qu'est la vitalité des échanges au sein des universités*, complète Clyde Plumauzille. *C'est plus souvent des non-débats qui sont empêchés, où les possibilités d'un échange autour d'un contenu scientifique sont minimales.* »

Moins catégorique, la présidente de la commission permanente du Conseil national des universités (CNU) tient à ce que « *l'espace universitaire reste extrêmement ouvert, de sorte que le débat puisse toujours y avoir lieu* ». « *Couper la parole avant même que l'invité ait pu la prendre est une impasse*, estime Sylvie Bauer, également professeure de littérature américaine à Rennes-II. *Empêcher le débat, c'est trahir la pensée universitaire.* »

### **Des fonctionnaires qui jouissent d'une « pleine indépendance »**

Si les enseignants-chercheurs sont des fonctionnaires, soumis au principe général de neutralité du service public, ils jouissent d'une grande souplesse qui tient à deux facteurs, rappelle Bernard Toulemonde, ancien professeur de droit à l'université de Lille : « *La nature même de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui implique un climat de liberté, et l'âge des étudiants, qui sont en capacité de juger par eux-mêmes.* » A partir de 1968, des textes ont posé les principes qui figurent au code de l'éducation : le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique. De plus, les universitaires jouissent d'une « *pleine indépendance* » et d'une « *entière liberté d'expression* » dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche, « *sous les réserves que leur imposent (...) les principes de tolérance et d'objectivité* ».

BLICK IN DIE LITERATUR:

# Sind Fragen nach der Herkunft ausgrenzend?

- VON GERHARD KURZ
- -AKTUALISIERT AM 02.12.2020-17:57



Wer bist du? Woher kommst du? Was machst du? In der Frage nach der Herkunft sieht mancher einen Ausdruck für Ausgrenzung. Dabei zeigt die Literatur, wie uralte und menschlich dieses Interesse ist. Ein Gastbeitrag.

Als Odysseus von seinen langen Irrfahrten in seine Heimat Ithaka zurückkehrt, wird er, von der Göttin Athene in einen zerkümmerten Greis verwandelt, vom Sauhirten Eumaios aufgenommen. Der Sauhirt erkennt seinen Herrn natürlich nicht mehr und lädt den Fremden in seine Hütte ein: „Aber folge mir, Greis, in meine Hütte, damit du, / Wann sich deine Seele mit Brot und Weine gelabt hat, / Sagest, von wannen du kommst und welche Leiden du littest.“

„Wannen“, ein im achtzehnten Jahrhundert noch gebräuchliches Wort, bedeutet so viel wie „woher“. Der Sauhirt fragt also „Woher kommst du?“ Und nachdem er Odysseus mit Fleisch, Brot und **Wein** bewirtet hat, fragt er Odysseus noch einmal: „Wer, wes Volkes bist du und wo ist deine Geburtsstadt? / Und in welcherlei Schiff kamst du? Wie brachten die Schiffer / Dich nach Ithaka her?“ Odysseus gibt sich noch nicht zu erkennen. Er erzählt eine fiktive Herkunftsgeschichte, verheißt aber dem ungläubigen Sauhirten seine Wiederkehr. So dichtet Homer im vierzehnten Gesang der „Odyssee“.

## Notwendige Wahrnehmungsmuster

Diese Frage „Woher kommst du?“ oder „Woher kommen Sie“ wird seit einiger Zeit von gesellschaftlichen Gruppen mit einem Tabu belegt. Immer wieder wird sie angeführt als typischer, tückischer Ausdruck einer Ausgrenzung, einer Fremdenfeindlichkeit, ja eines Rassismus, weil sie den Adressaten mit dem Anschein einer fremden Herkunft auf sein Fremdsein, seine Nichtzugehörigkeit festlege, weil sie ihn ausstoße. Unlängst wurde in einer Tageszeitung mit beifälliger Freude an der Antwort berichtet, dass die so Gefragte immer antwortete: „Da durch die Tür.“

Tabuisiert werden soll mit einer solchen Antwort nicht nur die Frage selbst, sondern schon die schiere Wahrnehmung von Unterschieden, von für die Alltagsorientierung notwendigen Wahrnehmungsmustern wie, in allen Schattierungen, das Vertraute und das Fremde, das Übliche und das Unübliche, das Typische und das Untypische. Dass Menschen eine Herkunft, eine Geschichte haben, soll nicht zählen.

Wie Homers Beispiel zeigt, ist die Frage uralte. Sie ließe sich in der Literatur verfolgen bis zu Saint-Exupéry's „Der kleine Prinz“. Metaphysisch hat sie der Aufklärer Voltaire aufgeladen. Jedes Wesen des Weltalls könne gefragt werden: „Wer bist du? Woher kommst du? Was machst du?“

## **Ganz verteufelt human**

Diese Frage wird auch in Goethes Drama „Iphigenie auf Tauris“ gestellt. Nachdem er seine Mutter erschlagen hat, weil sie mit ihrem Liebhaber seinen Vater ermordet hat, gelangt Orest, von den Erinnyen gejagt, mit seinem Freund Pylades nach Tauris. Hier soll er Hilfe finden, wie Apollo verheißen hat. Sie werden gefangen. Beide wissen nicht, dass die Priesterin der Insel Orests Schwester Iphigenie ist. Sie hatte König Thoas davon überzeugt, das alte Ritual abzuschaffen, alle Fremdlinge den Göttern zu opfern. Pylades nähert sich ihr, um sie für seinen Rettungsplan zu gewinnen. Iphigenie spricht ihn an: „Woher du kommst und seist, o Fremdling, sprich, / Mir scheint es daß ich eher einem Griechen / Als einem Scythen dich vergleichen soll.“ Das Drama wird gut ausgehen.

Iphigenie und Orest werden sich erkennen, Iphigenie, Orest und Pylades werden ihre Freiheit nicht durch Betrug, Raub und Vertrauensbruch gewinnen, sondern durch Iphigenies Hoffnung, dass Thoas die Stimme der „Wahrheit und Menschlichkeit“ höre. Thoas hört sie und lässt die drei Griechen mit einem „Lebt wohl!“ ziehen. „Ganz verteufelt human“ nannte Goethe später diese Utopie, in der die Opferung der Fremden, die Kette der Greuel durch die Kraft des Redens, durch die Stimme der für Skythen und Griechen, für alle geltenden Menschlichkeit überwunden wird.

## **Das eigene Sprachverständnis wird absolut gesetzt**

Die Frage „Woher kommst du?“ ist, wird man sagen können, naheliegend beim Anschein einer fremdartigen Herkunft. Wissen will sie, mit wem man es möglicherweise zu tun hat. Sie geht davon aus, dass die Herkunft, die Geschichte eines Menschen Auskunft über ihn gibt. Diese Frage kann natürlich böse gestellt werden. Dass sie in der gegenwärtigen gesellschaftlichen Situation auch so gestellt wird, ist nicht zu bezweifeln. Die Frage kann den Betroffenen durchaus auch auf die Nerven gehen. Man kann aber vermuten, dass sie in den meisten Fällen neugierig, an der Person und ihrer Geschichte interessiert, menschenfreundlich gemeint ist, dass mit ihr ein Gespräch eröffnet werden soll. Viele Spielarten einer Antwort, die die Tür zu einem Gespräch nicht zuschlägt, ließen sich denken.

Die Tabuisierung dieser Frage wird häufig begründet mit einer sprachkritischen Erklärung, die es in sich hat. Sie kann man als baren Unsinn nicht einfach abtun. Es komme nicht, wird gesagt, auf die Intention des Sprechers an, nicht darauf also, wie die Frage „Woher kommst du?“ gemeint ist, und sei sie noch so menschenfreundlich gemeint, sondern auf die Frage als solche, auf das Gesagte als solches. So wurde auch vor Jahren in [Astrid Lindgrens](#) Roman „Pipi Langstrumpf“ der Ausdruck „Negerkönig“ (Übersetzung 1949) ersetzt durch „Südseekönig“, obwohl kein Zweifel daran bestehen konnte, dass der Ausdruck nicht rassistisch gemeint war. Für die Humanistin Astrid Lindgren waren alle Menschen gleich. Sprachliche Ausdrücke ändern sich mit ihrem Gebrauch. Für diese Sprachkritik nicht. Und es gibt keine Garantie, dass der Gebrauch von „Südseekönig“ nicht auch rassistisch intendiert und verstanden werden kann.

Was geschieht, wenn es auf die Intention des Sprechers nicht ankommt und nur darauf, wie der Adressat das Gesagte versteht? Man zerstört die Grundlage der Kommunikation und man macht sich zugleich zum Ankläger und Richter, zum Opfer und Herrn der Sprache. Man klagt sprachliche Anerkennung ein, verweigert aber dieselbe dem Sprecher. Da jede Äußerung Gesagtes und Gemeintes, Ausdruck und Intention untrennbar umfasst, läuft die Tilgung der Intention des Sprechers auf eine Enteignung seiner Sprache hinaus. Mehr noch: Getilgt wird mit seiner Intention auch die Persönlichkeit des Gegenübers. Die eigene Befindlichkeit, das eigene Sprachverständnis wird absolut und hegemonial gesetzt.

## **Wechselseitige Rücksichtnahme**

Die europäische Aufklärung hatte gelehrt, dass die Grundlage jeder Kommunikation in einer wechselseitigen, fairen, beiden Seiten gerecht werdenden Kooperationsbereitschaft liegt. Das schließt wechselseitige Empathie ein, ein wechselseitiges Sich-in-den-anderen-Versetzen, ein wechselseitiges Rücksichtnehmen, ein gutwilliges Verstehenwollen. Billigkeit nannten dies die deutschen Aufklärer. Billig, also gerecht, fair ist es, sich darauf einzulassen, was mit dem, was gesagt wird, gemeint ist. Darin liegt, wie der Hallenser Aufklärungsphilosoph Georg Friedrich Meier formulierte, die „Seele“ nicht nur des Verstehens, sondern aller Kommunikation. Dazu gehört auch die Unterstellung einer lauterer Absicht des

Redenden, „so viel, als es sich will tun lassen“. Die Aufklärer waren nicht naiv. Was Meier „Seele“ nannte, wird in der modernen Sprachphilosophie principle of charity, Prinzip des guten Willens, der Nachsichtigkeit, genannt. Meier hat recht: Jede Kommunikation bricht ohne ein Minimum an gutwilligem Verstehenwollen der Intention des Sprechenden, ohne wechselseitige Empathie und Anerkennung zusammen.

Dass man auch gelassen und menschenfreundlich mit dieser Frage umgehen kann, kann man in Ijoma Mangolds wunderbarem Erinnerungsbuch „Das deutsche Krokodil“ finden. Der Autor, Sohn einer deutschen Mutter und eines nigerianischen Vaters, erzählt, wie er in einem Zug mit fünf älteren, munteren Damen im Abteil fährt. Eine fragt dann endlich, woher er denn komme. Die Antwort: Aus Heidelberg. Die Dame: Mit der Frage habe sie gemeint, wo er denn geboren sei. Die Antwort, „in vollendeter Unschuld“: In Heidelberg. Wegen der begriffsstutzigen Antwort neue Frage: Aber wo stammen denn die Eltern her? „Meine Mutter kommt aus Schlesien.“ Nun Aufatmen der Damen, und alle rufen wie im Chor: „Aus Tunesien – das sieht man doch gleich!“ Für den Rest der Zugfahrt, schreibt der Autor, „spielten ethnische Fragen keine Rolle mehr, und wir unterhielten uns über Gott und die Welt“.

*Gerhard Kurz lehrte bis zur Emeritierung Literaturgeschichte an der Universität Gießen. Zuletzt erschien „Hermeneutische Künste – Die Praxis der Interpretation“ (J. B. Metzler).*

Quelle: F.A.Z.

FRÜHERE BUNDESRICHTER:

# Tief verstrickt in NS-Verbrechen

- VON DAVID KLAUBERT
- -AKTUALISIERT AM 02.12.2020-07:27



Fragwürdige Ehrung: „Ahnengalerie“ im Bundesarbeitsgericht in Erfurt Bild: Axel Hemmerling

Das Bundesarbeitsgericht hat seine Vergangenheit nie aufarbeiten lassen. Jetzt zeigt sich: Etliche seiner Richter hatten in der NS-Zeit Todesurteile zu verantworten oder sich auf andere Weise schwer belastet.

Als Ferdinand Hans erwischt wird, gesteht er. Weil wegen des Krieges Personalmangel herrscht, ist der Postfacharbeiter oft allein dafür zuständig, die eingelieferten Pakete zu sortieren. Immer wieder stiehlt er aus den Sendungen: Schmuck, Tabak, Lebensmittel, Socken, einen Fliegerdolch. Angeklagt wird er wegen Postraubs „in etwa 80 bis 100 Fällen“. Erschwerend wertet das Sondergericht Mannheim, dass Hans auch mindestens zwei Feldpostpäckchen geöffnet hat.

„Wer in dieser Weise sich verhält und mit seinem Handeln eine derartige Gefahr bedeutet, zeigt mit aller Deutlichkeit seine feindliche Einstellung gegenüber der im Kriege befindlichen Volksgemeinschaft und ist ein Volksschädling“, schreibt Richter Willy Martel in das Urteil. „Zur wirksamen Abschreckung und gerechten Sühne ist daher nach gesundem Volksempfinden unter Überschreitung des regelmäßigen Strafrahmens die Todesstrafe erforderlich.“

Hans' Anwalt stellt ein Gnadengesuch. Der Direktor der Untersuchungshaftanstalt, der Präsident der Reichspostdirektion und sogar der Oberstaatsanwalt sprechen sich dafür aus, das Todesurteil in eine Gefängnisstrafe umzuwandeln. Martel und seine beiden Richterkollegen sind dagegen. Am 6. Oktober 1942 wird Ferdinand Hans enthauptet, drei Tage nach seinem 21. Geburtstag. Willy Martel wird 1956 Richter am [Bundesarbeitsgericht](#).

## „Arisierung“ und „Liquidierung“ jüdischer Betriebe

Im selben Jahr wird auch Georg Schröder ernannt. Dem nationalsozialistischen Regime hat er nicht als Richter gedient, sondern im Reichsjustizministerium und im Reichskommissariat Niederlande.

Nach dem Überfall der Wehrmacht auf das Nachbarland 1940 ernennt Hitler den später als Kriegsverbrecher hingerichteten Arthur Seyß-Inquart zum Reichskommissar. Kammergerichtsrat Schröder wird aus Berlin abgeordnet und Leiter der Abteilung Feindvermögen. Zudem wird ihm im Frühjahr 1942 die Wirtschaftsprüfstelle unterstellt. Zu den Aufgaben der Behörde gehört die „Arisierung“ und „Liquidierung“ jüdischer Betriebe. Die Enteignung des Privatvermögens der jüdischen Bevölkerung liegt in der Hand der Abteilung Feindvermögen.

Es gehe dabei um „ganz erhebliche Kapitalien“, schreibt Schröder. „Die weitere Durchführung der wirtschaftlichen Entjudung hat aber nicht nur wirtschaftliche Bedeutung, sondern darüber hinaus besondere

politische Bedeutung.“ Mehr als 100.000 Juden werden aus den besetzten Niederlanden deportiert und ermordet. „Schröder war als oberster Beamter verantwortlich für die Beraubung der niederländischen Juden“, sagt Martin Borowsky. „Er hätte nach dem Krieg nicht wieder Richter werden dürfen, schon gar nicht Bundesrichter.“

## Nur vereinzelte Hinweise auf NS-Verstrickungen

Borowsky ist kein Historiker, sondern Richter am Landgericht Erfurt. In den vergangenen beiden Jahren hat er aber viele Stunden im Archiv verbracht. Er hat in den Niederlanden Schröders Briefe und viele weitere belastende Dokumente gefunden, in Karlsruhe neun Todesurteile von Martel. Er war im Stasi-Unterlagen-Archiv, im Bundesarchiv, in Landes- und Stadtarchiven, im polnischen Kattowitz. Insgesamt hat er die Vergangenheit von 25 Richtern am Bundesarbeitsgericht (BAG) recherchiert. Seine Ergebnisse liegen nun dem MDR und der F.A.Z. vor.



Richter Martin Borowsky im Stasi-Unterlagen-Archiv :Bild: Axel Hemmerling

Seit das Auswärtige Amt 2006 eine Historikerkommission damit beauftragt hatte, seine Verstrickungen in der NS-Zeit zu erforschen, haben die meisten Bundesministerien und -behörden ähnliche Projekte angestoßen. Eine besonders große Belastung fanden die Forscher im Bundesjustizministerium. „Tatsächlich hat sich die deutsche Justiz in der Nachkriegszeit [...] der eigenen Strafverfolgung nahezu völlig entzogen“, schreiben Manfred Görtemaker und Christoph Safferling in ihrem Abschlussbericht. „Das Versagen der Justiz in der Bundesrepublik im Umgang mit dem NS-Erbe ist somit offenkundig.“

Als Borowsky damit begann, sich für die Vergangenheit der Richter am BAG zu interessieren, fand er zunächst einmal: so gut wie nichts. Er stieß auf vereinzelte Biographien und historische Arbeiten, in denen es immer wieder Hinweise auf eine NS-Belastung gegeben hatte. Er las, dass mindestens vier Richter schon im Rahmen der „Blutrichter- und Braunbuchkampagne“ der DDR beschuldigt worden waren, an NS-Unrecht beteiligt gewesen zu sein. Ohne Folgen.

## Vier Gruppen von Richtern

Bis heute werden alle ehemaligen Richter in einer „Ahnengalerie“ im Gebäude des BAG in Erfurt geehrt. Die Porträts von Richtern, die tief in die Verbrechen der NS-Zeit verstrickt waren, hängen unkommentiert neben Richtern, die sich widersetzt oder selbst unter dem Regime gelitten haben – wie etwa Anne-Gudrun Meier-Scherling, die sich in linken Studentengruppen engagierte, oder Friedrich Poelmann, dem der Eintritt in den Justizdienst verwehrt wurde, weil seine Großmutter Jüdin war.

Insgesamt, sagt Borowsky, ließen sich die BAG-Richter bis zum Geburtsjahrgang 1925 in vier etwa gleich große Gruppen einteilen: ein Viertel, das „anständig“ durch die NS-Zeit gekommen sei, ein Viertel angepasste Mitläufer, die zum Beispiel NSDAP-Mitglieder waren. Und rund die Hälfte der späteren Bundesrichter, die er als erheblich bis schwer belastet bezeichnet – etwa weil sie in gehobenen Positionen im Reichsjustizministerium tätig waren, politische Todesurteile zu verantworten oder, wie Hans Gustav Joachim, ihre nationalsozialistische Gesinnung offenbart hatten: „Wo dieser größte biologisch nachweisbare

Rassenkreis endet, dort endet auch die Möglichkeit einer Gemeinschaft. Das trifft genauso wie für Neger auch für Juden zu“, schrieb Joachim in seiner Dissertation. „Und wer aus Gründen seiner Rasse nicht von der deutschen Volksgemeinschaft erfasst wird, gehört auch nicht zur Gemeinschaft der Völker.“

Die Ergebnisse seiner Recherchen will Borowsky in einem Buch aufschreiben – und sieht sie trotzdem nur als Anstoß für weitere Forschung. „Die große Frage ist ja, ob die personelle Kontinuität nach der NS-Zeit sich auch auf die sachliche Arbeit des BAG ausgewirkt hat“, sagt Borowsky. Da es in Deutschland kein Arbeitsgesetzbuch gibt, war das BAG gerade in der jungen Bundesrepublik eine Art Ersatzgesetzgeber. Seine Richter haben das Arbeitsleben hierzulande maßgeblich beeinflusst.

Auch das BAG selbst verweist auf die Notwendigkeit einer entsprechenden rechtshistorischen Analyse, die sich „nicht auf die Nachzeichnung der richterlichen Biographien“ beschränken dürfe. Ein konkretes Konzept dafür gibt es noch nicht. Zunächst wolle man die Ergebnisse einer vergleichbaren Studie am Bundessozialgericht abwarten, heißt es. Die Richterporträts sollen erst einmal hängen bleiben.

**Die Sendung „EXAKT- Die Story“** über die NS-Vergangenheit von Richtern am Bundesarbeitsgericht läuft an diesem Mittwoch um 20.45 Uhr im MDR Fernsehen.

HUBERT VÉDRINE:

# Wie Macron die Nato aus dem Winterschlaf gerissen hat

• VON MICHAELA WIEGEL, PARIS

• -AKTUALISIERT AM 02.12.2020-21:04

Der frühere französische Außenminister erklärt, weshalb er vom Nato-Skeptiker zum Verfechter eines handlungsfähigeren Verteidigungsbündnisses wurde.

Die „konstruktive Aggression“ des französischen Präsidenten hat sich gelohnt. So stellt es zumindest Hubert Védrine dar. Den früheren französischen Außenminister hat Emmanuel Macron nach seinen „Hirntod“-Äußerungen im vergangenen Jahr in die Expertengruppe zur Reform der Nato entsandt. Im Gespräch mit der F.A.Z. nennt Védrine die jetzt vorgestellten 138 Vorschläge einen „guten Kompromiss“. Natürlich bleibe die strategische Autonomie Europas „ein rotes Tuch“, aber Védrine will eine deutlich größere Bereitschaft unter den Verbündeten wahrgenommen haben, die europäischen Verteidigungsanstrengungen als Verstärkung der Nato zu tolerieren. Zwischen den „Hundertern Verhandlungsstunden“ stimmte sich der Diplomat eng mit Macron und mit Außenminister Jean-Yves Le Drian ab, einem alten Weggenossen aus der Sozialistischen Partei.

Eine Blockade sei vermieden worden, sagt Védrine. Die grundsätzlichen Bedenken des amerikanischen Außenministers Mike Pompeo, der im Frühjahr 2019 vor einer „unnötigen Konkurrenz zwischen der Nato und der EU“ gewarnt hatte, hätten sich verflüchtigt. Védrine zieht eine historische Parallele zur europäischen Bedeutung der französischen Nuklearstreitkräfte. Lange habe die Nato mit dem auf nationaler Unabhängigkeit beruhenden französischen Konzept der „Force de Frappe“ gehadert. 1974 wurde in der Erklärung von Ottawa der nukleare Beitrag Frankreichs und Großbritanniens zugunsten des transatlantischen Verteidigungsbündnisses jedoch anerkannt.

## Autonomie ist nicht Sezession

Védrine sieht eine positive Entwicklung hin zu einem verstärkten Bewusstsein europäischer Handlungsfähigkeit. „Ein Manifest für Europa war nicht zu erwarten“, sagt er. „Die französischen Ideen sind im amerikanisch geführten Nato-System ziemlich isoliert“, führt er aus. „Die Europäer reden in der Nato anders als in der EU“, beobachtet er. Das Streben nach autonomem Handlungsspielraum werde in der Nato besonders von deutscher und polnischer Seite als „Sezessionswunsch“ missinterpretiert. Védrine lässt durchblicken, dass das mit der 2009 vollzogenen Wiedereingliederung in die militärischen Nato-Strukturen verknüpfte französische Ziel eines Vertrauensvorschlusses nicht erfüllt wurde. Frankreich sieht sich auch nach elf Jahren als Nato-Vollmitglied dem Verdacht ausgesetzt, es hege Abspaltungspläne.



Hubert Védrine war von 1997 bis 2002 französischer Außenminister und wirkt nun in der Nato-Expertengruppe mit. :Bild: Picture-Alliance

[Den Gastbeitrag der deutschen Verteidigungsministerin Annegret Kramp-Karrenbauer \(CDU\) auf dem Portal „Politico“](#) zur „Illusion einer strategischen Autonomie“ sieht Védryne in der Tradition der Präambel zum Elysée-Vertrag 1963. Die Ratifizierung des deutsch-französischen Freundschaftsvertrags wurde damals vom Bundestag mit einer Loyalitätsadresse an die amerikanische Schutzmacht und die britischen Verbündeten verknüpft. Charles de Gaulle war darüber zutiefst enttäuscht und soll seinem Biographen Alain Peyrefitte anvertraut haben: „Die Deutschen benehmen sich wie Schweine. Sie unterwerfen sich völlig der Herrschaft der Angelsachsen. Sie verraten den Geist des französisch-deutschen Abkommens, und sie betrügen Europa.“

## **Für realistischen Umgang mit der Türkei**

Die Beziehungen zum Nato-Partner Türkei hofft Hubert Védryne durch den geplanten Verhaltenskodex unter Verbündeten zu normalisieren. Nach den türkischen Provokationen in den vergangenen Monaten sei Paris in dieser Frage isoliert gewesen, nur sieben der 30 Nato-Länder hätten Frankreich unterstützt. Konkrete Beispiele für Entscheidungen, die wie der Kauf eines russischen Raketenabwehrsystems durch die Türkei Unfrieden stifteten, werden im jüngsten 67-Seiten-Papier nicht erwähnt. Der Realpolitiker Védryne sagt, dass sei auch nicht zu erwarten gewesen. Im Verhaltenskodex solle aber daran erinnert werden, dass die Bündnispartner einander über sicherheitspolitisch relevante Entscheidungen zu unterrichten hätten. Bindende Maßnahmen seien jedoch nicht vorgesehen, es gehe vielmehr um Selbstverpflichtungen. „Wenn der Vorschlag im nächsten strategischen Konzept aufgenommen wird, dann könnte eine Krise zwischen Verbündeten frühzeitig vereitelt werden“, glaubt Védryne.

Der erfahrene Außenpolitiker, über dessen Schreibtisch als Generalsekretär im Elysée-Palast alle wichtigen Entscheidungen der Mitterrand-Ära gingen, war der Nato lange mit Skepsis begegnet. Im März 2009 sprach er sich gegen die Rückkehr in die integrierten Militärstrukturen aus, „weil das die Möglichkeiten gedanklicher Autonomie und die Entscheidungsfreiheit einschränkt“. Im November 2012 lehnte er in einem Bericht für den sozialistischen Präsidenten Hollande jedoch entschieden ab, das integrierte Militärkommando wieder zu verlassen. Damals schrieb er: „Frankreich muss weiterhin für ein Europa der Verteidigung plädieren.“

An eine Aufweichung des Einstimmigkeitsprinzips in der Nato glaubt Védryne nicht. Er legt Wert darauf, dass durch seine Vermittlung eine ausgeglichene Positionierung gegenüber Russland gefunden worden sei. So solle Moskau mit einer Mischung aus Dialog und Abschreckung begegnet werden. Bemerkenswert ist aus der Sicht des Franzosen, dass der Beistandsartikel 5 auch im Fall von Cyberangriffen angerufen werden könnte. In solcher Deutlichkeit sei das bislang nicht formuliert worden. Insgesamt findet Védryne, dass Macron die Nato aus dem intellektuellen Winterschlaf der Trump-Ära gerissen habe. Mit dem Bericht der Expertengruppe hätten die Verbündeten jetzt genügend Vorschläge zur Hand, um sich für das nächste Jahrzehnt zu rüsten.

## 76 mosquées dans le collimateur

Parmi ces lieux de culte, 18 pourraient être vite fermés à la demande de Gérald Darmanin.

Cornevin, Christophe, Chichizola, Jean

« UNE ACTION *massive et forte* » contre le séparatisme. Ce jeudi, moins d'une semaine avant la présentation en Conseil des ministres du projet de loi « *confortant les principes républicains* », le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, va, selon nos informations, lancer une vaste offensive contre les mosquées et les salles de prières à risque. En mobilisant à cette fin l'ensemble des préfets, qui pourront s'appuyer sur une note de Beauvau relative aux « *lieux de culte musulmans séparatistes* » et à la conduite à tenir en la matière.

Ce document, en date du 27 novembre dernier, que *Le Figaro* s'est procuré, révèle que 76 lieux de culte, 16 en région parisienne et 60 dans le reste de la France, vont être particulièrement surveillés et contrôlés. Sur ces 76, 18 vont même être visés par des « *actions immédiates* » à la demande du ministre de l'Intérieur. Avec, en perspective, une possible et prochaine fermeture.

Sur ces 18 « cibles », trois se trouvent dans le département de la Seine-Saint-Denis. L'une d'elles a ignoré la décision de fermeture prise par le maire de la commune : la deuxième, fermée officiellement en 2019, a continué à organiser des prières et la dernière a été visée par un avis défavorable de la commission de sécurité, sans que l'État vérifie la fermeture effective de la mosquée. Sur les 15 autres cibles prioritaires, 5 sont situées en grande couronne parisienne ou à proximité immédiate de l'Île-de-France (3 dans le Val-d'Oise, une en Seine-et-Marne et une dans l'Oise) et 10 en région (dont 2 dans l'Hérault, 2 en Vaucluse, le reste notamment en Haute-Garonne, Moselle, Nord, Bas-Rhin, Var).

Pour ces quinze-là, les motifs sont tout aussi variés : non-respect d'une décision de fermeture, infractions aux règles applicables aux établissements recevant du public (ERP), salles clandestines ouvertes sans autorisation, lieu de culte visé par une demande de dissolution d'association ou encore présence d'un imam inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT).

Les 58 autres mosquées ou lieux de culte dans le collimateur de la Place Beauvau vont, d'ici à la fin de l'année, être visés par des actions portant « *sur les structures et les équipes qui les animent et/ou qui les fréquentent* ». D'où des contrôles systématiques sur l'ensemble de leurs activités (accompagnement éducatif, enseignement coranique, action caritative) mais aussi sur d'autres éléments (influence, « influenceurs » comme les imams, cadres ou fidèles charismatiques, moyens de communication...). Ce travail de « *déstabilisation administrative* » pourra aussi recourir, si nécessaire, aux dispositions du droit des étrangers, aux visites domiciliaires ou à l'inscription au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste. Et les préfets ont pour mission de mettre à jour la liste des cibles, pouvant aller au-delà des 76 visées pour l'heure.

Ce coup de pied dans la fourmilière, quasi inédit par son ampleur, n'est rendu possible que grâce à un changement de paradigme impulsé par Gérald Darmanin, dès son arrivée Place Beauvau. Pour des raisons liées à l'histoire de l'islam de France, les mosquées étaient jusqu'alors répertoriées par « affiliation » à des fédérations, elles-mêmes reliées à des nationalités ou à des courants de pensée proches des Frères musulmans, des salafistes ou encore du Tabligh. « *La création du CFCM (...) a renforcé cette taxinomie (classement, NDLR) par le processus de désignation des représentants du culte : le nombre de délégués étant lié aux mètres carrés d'espace de prière, chaque entité candidate est fortement incitée à rassembler autour d'elle le plus grand nombre de lieux de culte*, précise la note du ministère de l'Intérieur. *Ce phénomène est particulièrement vérifié dans les années 2000 et 2010 pour l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) . »*

Le document, qui se fonde sur les derniers chiffres du Service central du renseignement territorial, recense 2 623 mosquées et salles de prière. Outre la présence de 11 % de mosquées qui seraient d'obédience marocaine, 9 % liées aux Algériens de la Grande Mosquée de Paris, 9 % aux Turcs de Ditib, 7 % affiliés aux musulmans de France, cet état des lieux établit que « *pas moins de 41 % des mosquées se révéleraient sans affiliation précise* ». C'est-à-dire des structures affranchies de toute tutelle et ne participant pas aux élections censées réguler l'islam de France. Taclant une « *classification historique* » qui « *confond radicalité et*

*traditionalisme »* , la note de Beauvau s'inquiète du « *nombre croissant de mosquées se déclarant désormais « non affiliées »* , *catégorie en réalité mal connue et pouvant dissimuler des lieux de culte souhaitant délibérément passer inaperçus »* .

« *Dès ma prise de fonction à Beauvau, j'ai demandé que l'on change de classification pour pouvoir identifier les lieux séparatistes qui ont déclaré la guerre à la République et à ses valeurs »* , confie Gérard Darmanin. Le prisme nouveau mis en place est présenté dans l'entourage du ministre comme une « *révolution »* , puisqu'il permet désormais de cibler les sites « *douteux »* prônant l'islam politique et la haine en fonction de critères partant de la « *réalité du terrain »* .

#### Nouvelle nomenclature

Outre les propos proférés dans le lieu de culte, seront pris en compte pour la première fois ceux tenus sur les réseaux sociaux par des imams qui, à l'instar de celui de la mosquée de Brest en 2015, profèrent que « *toute femme qui sort de chez elle avec du parfum pour qu'on sente son odeur est fornicatrice »* , vouée aux flammes de l'enfer. Comme le révèle la note aux préfets, la nouvelle nomenclature cible aussi dorénavant les « *idées ou théories diffusées »* , les « *liens financiers entretenus avec les pays étrangers »* (Pakistan, Moyen-Orient.) et les « *activités organisées au sein ou en marge du lieu de culte ainsi que les structures qui en dépendent »* , telle qu'une école coranique par exemple. Les préfets sont aussi invités à scruter à la loupe la « *composition des instances dirigeantes du lieu de culte ou sa fréquentation par des personnes connues pour radicalisation »* .

« *Jusqu'ici, l'État s'intéressait à la radicalisation et au terrorisme*, résume Gérard Darmanin. *Maintenant, on va aussi s'attaquer au terreau du terrorisme, où se trouvent des gens qui créent un espace intellectuel et culturel pour faire sécession et imposer leurs valeurs.* » Pour centraliser la traque, le ministre a décidé de confier le suivi des mosquées et des salles de prières au seul Service central du renseignement territorial. L'exécutif ne compte pas relâcher la pression. Car, comme le souligne la note aux préfets, « *l'action contre les lieux de culte séparatistes »* portera « *demain contre les structures associatives scolaires, périscolaires, culturelles et caritatives rattachables à ce même mouvement »* . À terme, c'est tout un écosystème qui va être passé au crible.

# Was glauben Sie denn?

- VON AGATHE NOVAK-LECHEVALIER
- -AKTUALISIERT AM 03.12.2020-18:09



Er bezeichnet sich als Atheist, einige seiner Figuren konvertierten zum Islam: Ein Gespräch mit dem Schriftsteller Michel Houellebecq über die vielen Facetten der Religion.

Es wird heute unentwegt von der „Rückkehr des Religiösen“ gesprochen: Was halten Sie von diesem Begriff? Machen Sie ihn sich zu eigen?

Ja, ich würde sogar von einer offenkundigen Rückkehr des Religiösen sprechen. Ich erinnere mich, als ich ganz zum Ende der neunziger Jahre Frankreich verließ, machte der bei der Jugend beliebteste Radiomoderator Frankreichs, Maurice, recht häufig Sendungen zum Problem der Banlieues, in denen er selbst aufgewachsen war. Das lässt sich alles im Internet finden, und wenn man sich diese Sendungen anhört, wird einem bewusst, dass er eine Stunde lang über die Banlieues reden konnte, ohne ein einziges Mal das Wort **Islam** zu verwenden. Ich bin im Jahr 2010 zurückgekehrt, und es wurde nur noch darüber gesprochen: Es war wirklich eklatant. In jüngerer Zeit konnte man auch den Eindruck gewinnen, es hätte ein Erwachen des Katholizismus gegeben, und das ist ganz und gar erstaunlich, weil der Katholizismus schon totgesagt war. Dieses Phänomen der Rückkehr des Religiösen ist also zunächst einmal völlig unvorhersehbar. Wer sagt, er habe es vorhergesehen, lügt: Das hat niemand kommen sehen. Es ist ein Phänomen von großer Plötzlichkeit, es hat sich mitunter im Laufe weniger Jahre vollzogen, und ich glaube nicht, dass es sich leugnen lässt. Ich habe beispielsweise das letzte Buch von Michel Onfray gelesen, das den Titel „Décadence“ trägt. Das ist schon sehr merkwürdig, wenn man an die ersten Bücher von Michel Onfray denkt; gut, er war Atheist, aber es ist so offensichtlich, dass er es nicht einmal aussprechen musste: Die Tätigkeit der katholischen Kirche war an ihr Ende gekommen, sie war in einem langsamen Sterben begriffen. Und in diesem Buch – das ist lobenswert, denn das tun wenige Intellektuelle – hat er sich eines Besseren belehren lassen, er hat seine Meinung geändert und festgestellt, dass die Religionen wieder zu einer bedeutenden historischen Kraft geworden sind.

Sie haben in Ihren Büchern die Religionen oft ins Visier genommen, begleitet von einer Art Jubel, der mitunter gar an den Ton von „Charlie Hebdo“ erinnern konnte. Ist es für einen Schriftsteller ein besonderes Vergnügen, Religionen zu attackieren?

Das ist zu einem ziemlich gefährlichen Vergnügen geworden – was das Vergnügen auf eine Art steigert und auf eine andere Art schmälert. Aber ja, Religionen können, beispielsweise durch ihre unverständlichen Ausdrucksformen, ziemlich schnell lächerlich erscheinen. Andererseits ist es auch sehr amüsant, sich über

den Kommunismus lustig zu machen ... aber doch nicht ganz so. Das Lächerliche ist in den Religionen noch eher vorhanden: Man hat das Gefühl, an etwas Heiliges zu rühren, daher ist es aufregender. Die Religionen müssen noch über eine gewisse Handlungsmacht verfügen: Ich erinnere mich, dass Chesterton in einem seiner Bücher die Leser herausfordert, einen blasphemischen Text über den Gott Thor zu verfassen. Der Angriff gegen eine Religion wird von dem Gedanken begleitet, dass man ein Risiko eingeht, dass es ernst ist, dass es folgenschwer sein kann: Also ja, es birgt eine zusätzliche Aufregung, sich über eine Religion lustig zu machen.

In „Ich habe einen Traum – Neue Interventionen“ kritisieren Sie diejenigen, die „unfähig, die Religionen klar voneinander zu unterscheiden“, und damit „zu einem Werturteil erst recht nicht in der Lage“ sind, denn, so schreiben Sie, „eine intellektuelle Prüfung der Religionen und eine Beurteilung ihrer Moral sind eine Aufgabe, der sich jeder Mensch stellen muss“. Muss man also den Wert der Religionen von einem moralischen Standpunkt aus beurteilen?

Ja, das ist richtig. Es gibt in „Elementarteilchen“ nicht viele autobiographische Passagen, aber eine ist es durch und durch: Als ich sechzehn Jahre alt war, meldete sich während einer Unterrichtsdiskussion einer aus meiner Klasse, um zu sagen, seiner Meinung nach lasse sich der Wert einer Religion anhand der Qualität der Moral bemessen, die sie zu begründen ermögliche. Das hat mich nachhaltig erschüttert: Tatsächlich habe ich diesen Satz nie verwunden, er erschien mir so wahr, und er war mir nie in den Sinn gekommen. Ich habe meine Meinung also nie wirklich geändert: Es gibt eine absolute Moral, die von den Religionen unabhängig und ihnen überlegen ist.

In welchem Augenblick Ihres Lebens haben Sie begonnen, sich für Religion zu interessieren?

Ich wurde von entchristianisierten Menschen großgezogen, die es jedoch schon so lange waren, dass sie nicht einmal mehr antiklerikal waren – das heißt, die Religion stellte für sie keine Bedrohung mehr dar: Sie war eine Art leicht bizarres Relikt. Daher kann ich mir nur schwer erklären, warum ich als Kind zur Sonntagsschule ging. Ich glaube, es lag daran, dass ich auf dem Land aufwuchs und es für Kinder sonst nichts zu tun gab. Es war eine andere Zeit: Es gab nicht einmal Fernsehen, jedenfalls hatte ich zu Anfang keins, ja im ganzen Dorf hatte niemand einen Fernsehapparat. Ich ging also zur Sonntagsschule, und ich erinnere mich, damals sehr interessiert an metaphysischen Fragen gewesen zu sein: Gibt es jemanden, der das Universum erschaffen hat? Hatte die Zeit einen Anfang? Wird sie ein Ende haben? Ich fand, dass man in der Sonntagsschule zu viel von den Übeln in der Dritten Welt sprach, dass das Ganze sozusagen etwas zu humanitär ausgerichtet war. Meine Fragen wurden dort nicht im Geringsten beantwortet. Auf dem Gymnasium nahm ich dann am Religionsunterricht teil, obwohl das freiwillig war und keinerlei Einfluss auf die Benotung hatte. In der Zwischenzeit hatte ich das Böse entdeckt, und ich interessierte mich sehr für die Frage des Bösen: woher es kam, ob Satan wirklich große Macht besaß, warum Gott das Böse zugelassen hatte ... Doch tatsächlich erhielt ich auch dort keine rechten Antworten auf meine Fragen: Das war immer noch ziemlicher Pfadfinderkram. Und dann – das habe ich in meinen Büchern beschrieben – stieß ich mit fünfzehn Jahren mehr oder weniger zufällig auf Pascal. Und das versetzte mir einen wahren Schock, einen endgültigen Schock, denn noch nie hatte ich eine solche Schilderung der Macht des Todes und der Leere gesehen, und die Wucht Pascals in Bezug auf diese Themen bleibt für mich in der Literatur beispiellos. Es waren demnach drei Etappen: Also ja, mein Interesse an der Religion reicht doch ziemlich weit zurück, es lässt sich bis zu meinem neunten oder zehnten Lebensjahr zurückverfolgen.

Und heute? Sie haben sich in Interviews wiederholt als Atheisten bezeichnet, und in jüngerer Zeit, nach der Veröffentlichung von „Unterwerfung“, haben Sie sich als Agnostiker charakterisiert. Wie würden Sie heute Ihre persönliche Beziehung zur Religion definieren?

Sie ist schwächer geworden, weil ich den Eindruck habe, dass es hoffnungslos ist: Ich werde nie glauben, ich werde immer zweifeln ... darum habe ich etwas Abstand davon genommen.

Sie haben mehrfach von Konversionsversuchen gesprochen: Wie haben Sie sich das vorgestellt?

Die Konversion wirkt wie eine Offenbarung. Tatsächlich glaube ich immer, wenn ich zur Messe gehe; ich habe jedes Mal eine aufrichtige und absolute Offenbarung. Aber sobald ich draußen bin, fällt es wieder von

mir ab. Es ist ein bisschen wie bei einer Droge: Es gibt immer einen Absturz. Letztlich habe ich mir gesagt, dass ich nun einmal so bin und nichts dagegen tun kann. Ich habe also weiterhin gelegentlich einen Anflug von Glauben, aber ich weiß, dass es nicht von Dauer sein wird.

In einem Interview von 1996 versichern Sie, dass „alles Glück seinem Wesen nach religiös“ sei, und in „Volksfeinde“ vergleichen Sie den Atheismus mit einem „nicht endenden Winter“. Würden Sie das heute noch so sagen?

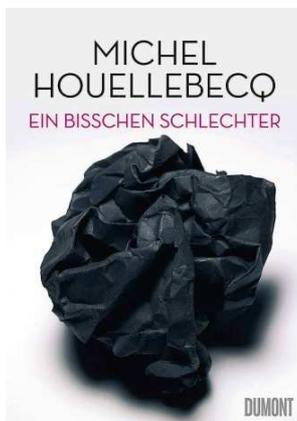
Ja, ich bleibe dabei, dass alles Glück seinem Wesen nach religiös ist. Die Religion gibt uns das Gefühl, mit der Welt in Verbindung zu stehen, kein Fremder in einer gleichgültigen Welt zu sein – Pascal hat es besser ausgedrückt als ich. Wir haben Angst vor einer Welt, mit der wir keine Gemeinsamkeit empfinden, und die Religion verleiht der Welt und unserer Stellung in ihr einen Sinn.

Haben Sie sich je als katholischen Schriftsteller betrachtet, wie bestimmte Kritiker es mitunter getan haben?

Nicht nur katholisch, auch jüdisch! (*lacht*) Doch, wirklich! Bei einer Begegnung mit Lesern in Israel stand einmal einer auf, um zu sagen, er habe nach der Lektüre meiner Bücher beschlossen, sein Leben zu ändern, und sei jetzt Rabbiner. Durch den Einfluss meiner Bücher ... Es funktioniert also auch bei Juden! Eigentlich bin ich ein Schriftsteller des Nihilismus im Sinne Nietzsches, da gibt es keinen Zweifel: Ich bin der Schriftsteller einer nihilistischen Ära und des Leidens, das mit dem Nihilismus einhergeht. Man kann sich also vorstellen, dass Leute bei der Lektüre meiner Bücher entsetzt zurückschrecken und sich in irgendeinen Glauben stürzen ... um diesem, wenn ich das so sagen darf, so glänzend beschriebenen Nihilismus zu entkommen. Also ja: Ich bin katholisch in dem Sinne, dass ich dem Schrecken einer Welt ohne Gott Ausdruck verleihe ... aber nur in diesem Sinne.

Sie haben über „Unterwerfung“ gesagt, Ihnen habe ein Roman über eine Konversion zum Katholizismus vorgeschwebt, letztlich hätten Sie sich aber entschlossen, sich mit einer Konversion zum Islam zu befassen: Können Sie erklären, was zu dieser Entwicklung geführt hat?

Ja. Das war ein persönliches Scheitern bei dem Versuch, selbst zu konvertieren, ein Scheitern vor der „Schwarzen Madonna von Rocamadour“. Und es hängt auch mit Huysmans zusammen, der in dem Buch eine große Rolle spielt. Denn für Huysmans – was ich jetzt sage, erscheint schwer zu glauben – ist die ästhetische Schönheit wirklich ein Glaubensargument; um ehrlich zu sein, ist es für ihn sogar das einzige: Er glaubt, weil es schön ist. Doch damit das funktioniert, damit die Schönheit Glauben hervorbringt, muss man es mit Menschen zu tun haben, die sich sehr am Ästhetischen orientieren, mehr als ich das tue. Selbst die „Schwarze Madonna von Rocamadour“, die äußerst gelungen ist – es gibt viele schöne religiöse Statuen, aber diese ist wirklich eine bedeutende Errungenschaft der abendländischen Bildhauerei –, hat bei mir nicht gewirkt. Man muss dazusagen, dass sie sehr alt ist: Die Romanik liegt sehr weit zurück, und in gewisser Weise fällt es uns schwerer, die Menschen des achten Jahrhunderts zu verstehen als die Ägypter. Ihre Kunst ist sehr fremdartig, sie vermittelt ein starkes Gefühl von Distanz. Also nein: Das war ein Fehlschlag. Darum habe ich beschrieben, wie meine Hauptfigur vor der Statue steht und dass es nicht funktioniert, dass sich der Höhenflug nicht einstellt.



Das Gespräch ist ein Auszug aus dem am 2. Dezember erscheinenden neuen Buch von Michel Houellebecq: „Ein bisschen schlechter. Neue Interventionen“. Essays. Aus dem Französischen von Stephan Kleiner (Dumont Verlag, 200 Seiten, 23 Euro). :Bild: Dumont

Warum dann zum Islam übertreten? Und wie würden Sie die Darstellung des Islams in Ihrem Roman beschreiben?

Man kann eigentlich nicht wirklich sagen, dass es in „Unterwerfung“ eine Darstellung des Islams gibt. Das ist das Schreckliche in diesem Buch, die meisten Figuren sind in Wahrheit gar keine Muslime. Sie erklären sich zu Muslimen, weil es ihnen zupasskommt, weil es ihnen Vorteile verschafft oder einen persönlichen Ehrgeiz befriedigt. Selbst der muslimische Präsident macht nicht den Eindruck, ein sehr gläubiger Mann zu sein. Ohne dass das ausdrücklich gesagt wird, kommt er einem eher wie ein Ehrgeizling vor, der auf die Islamkarte setzt.

Ist es also die politische Dimension des Islams, die Sie in „Unterwerfung“ besonders interessiert hat? Würden Sie sagen, dass das für Sie das Spezifische dieser Religion ausmacht?

Nicht unbedingt, auch wenn es stimmt, dass der Islam auf politischer Ebene weit präziser ist als das Christentum. Im Koran werden das System der Erbteilung, die Frage der Mitgift, das Rechtssystem, die Strafen für die wichtigsten Verbrechen sehr genau beschrieben: In Bezug auf die gesellschaftliche Organisation ist alles sehr detailliert. Aber in den meisten politischen Fragen ist der christliche Standpunkt im Grunde nicht sehr schwer zu finden. Übrigens gibt es in Frankreich seit Kurzem eine ausdrücklich christliche Partei, eine Partei, die sich unmittelbar auf das Christentum beruft und die teils neuartige Standpunkte vertritt, manche eher links, andere eher rechts. Es gibt also auch eine christliche Politik: Das Christentum ist nicht politisch neutral, auch wenn diese Dimension dort weniger deutlich formuliert ist als im Islam.

Sie wurden oft der Islamophobie bezichtigt. Möchten Sie auf diesen Vorwurf antworten?

Ich denke, in praktischer Hinsicht bin ich ähnlich uneindeutig wie meine Figuren. Allerdings spüre ich, seit diese ganze Sache angefangen hat, die Verpflichtung, die Islamophobie zu verteidigen, ob ich nun selbst islamophob bin oder nicht. Denn das muss Teil der Meinungen sein, die man äußern darf. Punktum. Man hat das Recht, eine Religion anzugreifen. Also ja, ich fühle mich ungewollt zur Verteidigung der Redefreiheit gezwungen.

Es gibt noch eine weitere Religion, über die im Zusammenhang mit Ihnen weniger gesprochen wird, die in Ihren Romanen aber sehr präsent ist und mit der Sie im Allgemeinen milder umgehen als mit den übrigen, und das ist der Buddhismus. Was interessiert Sie am Buddhismus?

Das ist eine Religion, die selbst milder ist als die anderen! Anders, als man vermuten könnte, war es nicht Schopenhauer, der mich zum Buddhismus gebracht hat; es war vielmehr die Lektüre des „Tibetischen Totenbuchs“, das mich ziemlich beeindruckt hat. Man muss bedenken, dass ich schon ziemlich alt bin, ich habe also die letzten Hippies noch kennengelernt. Das „Tibetische Totenbuch“ war in diesen Kreisen

angesagt, und es ist wirklich ziemlich schön, ziemlich atemberaubend: Es ist sehr visuell, sehr barock, und die Bilder sind von einer großen Poesie.

Sie haben sich für den Buddhismus aus literarischer Sicht interessiert?

Ja. Schopenhauer muss ich kurz darauf gelesen haben. Schopenhauer ist ein interessanter Fall, denn er selbst hat den Buddhismus in Wahrheit kaum gekannt. Er hat hinduistische Texte gelesen, und weil es davon zu seiner Zeit wenige gab, hat er, um mehr zur Verfügung zu haben, am Ende seines Lebens selbst versucht, Sanskrit zu lernen, und hinduistische Texte nach Art von Buddha ausgelegt. Er hat also in gewisser Weise auf anderen Grundlagen, ausgehend von der abendländischen Philosophie, den Weg Buddhas nachvollzogen; und Schopenhauers Philosophie führt auf ganz natürliche Weise zum Buddhismus.



Michel Houellebecq :Bild: Jens Gyarmaty

Zu Beginn des 19. Jahrhunderts definieren sich einige Dichter wie Victor Hugo oder Lamartine als säkulare Magier, als Propheten. Muss die Literatur Ihrer Ansicht nach die Funktionen übernehmen, die die Religion innehatte?

Das ist eigentlich vor allem Hugo ... Gut, Lamartine auch ein wenig, aber er ging nicht so weit zu glauben, Shakespeare würde zu ihm sprechen. Er betrachtete sich weniger als Prophet denn als politischer Führer, was in seinem Fall übrigens genauso ulkig ist. In jedem Fall bin ich weniger großwahnsinnig als sie: Ich betrachte mich nicht als säkularen Propheten. Wann immer man mir sagt, ich sei ein Prophet, verneine ich und erzähle, wie oft ich mit meinen Prophezeiungen danebenlag ... Nein, nein, was das Prophetentum angeht, halte ich mich eher bedeckt.

In einem Interview haben Sie gesagt, die Poesie sei „dem Göttlichen nah“. Würden Sie sagen, dass die Poesie eine enge Verbindung zur religiösen Rede hat?

Ja, natürlich. Es gibt da eine starke Gemeinsamkeit, nämlich dass in der Poesie kein Widerspruch existiert: Sie ist ein absoluter Diskurs, der die Ambition hat, nicht zu negierende Sätze zu formulieren. Eine weitere Gemeinsamkeit ist, dass ein totales Verständnis nicht unerlässlich ist: Man muss religiöse Rede nicht verstehen, so wie man nicht zwingend alles verstehen muss, wenn man ein Gedicht hört. Und im Übrigen finden in den Religionen auch Texte Verwendung, die einen echten poetischen Wert haben: gewisse Psalmen beispielsweise. Also ja, es gibt da eine starke Verbindung.

Der letzte Teil Ihrer Gedichtsammlung „Unversöhnt“ ist mit „Die unbewegliche Gnade“ überschrieben und schließt mit einem Gedicht, dessen erste Strophe so beginnt: „In der Stumpfheit, die uns als Gnade dient“. Was bedeutet diese „Gnade“ für Sie?

Das weiß ich nicht; aber ich weiß, dass in meinem Leben die Gnade tatsächlich nicht sehr weit vom Stumpfsinn entfernt ist. Sagen wir, ich denke zu viel nach, ich bin zu ängstlich – nicht in praktischen

Dingen, aber in allgemeiner Hinsicht: Ein Zustand der Abstumpfung ist daher eine gewährte Gnade. Gibt es in dieser Form der Gnade noch etwas, was religiöse Züge hat?

Nein, nicht unbedingt. Schopenhauer zum Beispiel betrachtet all das in einem Rahmen, der überhaupt nicht religiös ist. Der einzig gangbare Weg ist für ihn die Kontemplation, also die Versenkung in einen Gegenstand, ohne irgendeinen bewussten Gedanken zu formulieren. Tatsächlich ist er auch mit dieser Sichtweise buddhistischen Methoden offen gestanden sehr nah. Es ist daher eine Form der Gnade, die mit Weltflucht zusammenhängt, die Kontemplation ist also beglückend, aber es steht kein Gedanke an Gott dahinter. Gut, sagen wir, es gibt da wahrscheinlich einen Bezug zur Religion, aber überhaupt nicht zur abendländischen Religion.

In „Plattform“ steht dieser Satz: „Womit lässt sich Gott vergleichen? Zunächst natürlich mit der Möse einer Frau.“ Sie haben in Ihrem Werk sehr oft Sex und Religion verknüpft: Ist das reine Provokation?

Nein. Es ist eine männliche Sichtweise, aber es ist keineswegs eine Provokation. Man muss bedenken, dass die ältesten von bestimmten primitiven Völkern verehrten Darstellungen männliche oder weibliche Geschlechtsorgane sind – vor allem jedoch weibliche, und das hat wahrscheinlich weniger mit Sex zu tun als mit der Fähigkeit, Leben zu schenken. Und auch wenn sie sehr alt sind, glaube ich nicht, dass die Tatsache, dass die Menschheit sich weiterentwickelt, die früheren Zustände auslöscht: Diese Zustände bleiben unterschwellig vorhanden. Sie sind von vielen übereinanderliegenden Zivilisationsschichten bedeckt, bleiben aber potentiell aktiv. Es ist also keine Provokation: Man muss das ernst nehmen.

In einem Interview haben Sie gesagt, die Geschichte von Christus habe Sie „immer fasziniert, vor allem das von ihm vorausgesehene und angenommene Opfer, die Tatsache, dass er die Sünden der Welt auf sich genommen hat“. Und in „Volksfeinde“ äußern Sie die Behauptung, Ihr Schicksal habe eine christliche Wendung genommen. Was bringt Sie zu dieser Aussage? Ist es dieses Opfer, in das der Schriftsteller einwilligen muss?

Ja, das ist ein Aspekt der Tätigkeit – Arbeit kann man es nicht nennen. Sagen wir, zum Schreiben – zumindest so, wie ich es verstehe – gehört es, das Negative auf sich zu nehmen, alles Negative in der Welt, und eine Darstellung davon zu geben, so dass der Leser Erleichterung darin findet, diesen negativen Teil zum Ausdruck gebracht zu sehen. Zugleich läuft der Autor, der es auf sich nimmt, es zum Ausdruck zu bringen, offensichtlich Gefahr, von diesem negativen Teil der Welt vereinnahmt zu werden. Tatsächlich ist es das, was das Schreiben zu einer mitunter schwierigen Tätigkeit macht: der Umstand, dass man all das Negative aufnimmt. Und da gibt es in der Tat einen Bezug zu Christus, der die Sünden der Menschheit auf sich nimmt. Also ja, es ist eine Tatsache, es gibt da eine Ähnlichkeit .. das ist doch ein gutes Fazit, oder?

*Aus dem Französischen von Stephan Kleiner.*

*Agathe Novak-Lechevalier ist Professorin für Literaturwissenschaft an der Université Paris X Nanterre.*

**Le Figaro (site web)**

jeudi 3 décembre 2020 - 20:13 UTC +01:00 1042 mots

Actualité ; Société

# Les écoles primaires et les villages ne sont plus épargnés par les atteintes à la laïcité

Pech, Marie-Estelle

**DÉCRYPTAGE - Les différentes équipes «Valeurs de la République» des rectorats de France se sont réunies alors que plus de 700 cas d'atteintes liées à l'hommage à Samuel Pâti ont été recensés.**

Des enfants qui jouent à la décapitation dans des cours de récréation, d'autres qui refusent, en des termes violents, toute allusion à la liberté d'expression, des parents menaçants...

Selon les dernières remontées disponibles, entre le 2 et le 18 novembre, pas moins de 793 faits d'atteinte liés à l'hommage à Samuel Pâti ont été recensés par les académies. Lille, Orléans Tours, Montpellier et Nancy sont celles qui en ont signalé le plus.

Un mois et demi après la mort de Samuel Paty, le ministre a réuni jeudi les différentes équipes «Valeurs de la République» des rectorats de France pour faire un point sur ces incidents, dont les auteurs sont des élèves dans 90 % des cas. Quelque 20 % de ces atteintes ont relevé de la provocation, tels ces adolescents criant «Allah akbar» lors de l'hommage. Ils ont aussi été 20 % à contester la cérémonie, indiquant par exemple que les musulmans étaient des victimes. Plus inquiétant, 17 % ont légitimé l'acte de l'assassin, assurant qu'ils allaient s'en inspirer. Quelque 12 % ont refusé de participer à l'hommage et 5 % ont menacé de mort des enseignants.

Depuis, un quart des élèves concernés ont fait l'objet d'exclusions définitives ou temporaires de leurs établissements. Et 218 infractions ont été constatées par la Chancellerie. Les sanctions sont tombées ou tomberont dans les prochaines semaines. Un père qui a menacé des enseignants de décapitation vient par exemple d'être condamné à trois mois de prison ferme.

Si 48 % de ces atteintes émanent des collèges, 23 % des faits signalés l'ont été à l'école primaire, ce qui inquiète beaucoup au rectorat de Créteil. « *Le premier degré n'est malheureusement plus épargné* », explique-t-on. Plusieurs jeunes enfants craignaient qu'on leur montre des caricatures. Et des jeux de décapitation ont pu être observés lors des récréations. Directeurs d'école et enseignants se sont parfois « *sentis mal à l'aise* » car, comme partout en France, ils ont dû systématiquement convoquer les parents pour leur demander des explications. Difficile de savoir ce qui vient de la famille ou du quartier...

Insultes et mépris

Inquiète de la réaction d'une famille suspectée de radicalisation, après une réunion, une inspectrice a, par exemple, demandé qu'on la raccompagne chez elle en voiture. Ailleurs, à l'inverse, des enseignants ont pu être déstabilisés car confrontés à des propos d'une « *grande violence* » émanant d'enfants alors qu'ils entretenaient d'excellentes relations de confiance avec leurs familles.

Dans cette école en zone urbaine de l'académie de Besançon, les familles ont été gagnées par « *une forme de radicalisme* » et l'équipe enseignante a été « *déstabilisée* », car elles font montre de mépris et sont régulièrement insultantes. Les enseignants ont néanmoins peur de déposer plainte, craignent de voir leur véhicule dégradé, etc. La peur peut paralyser toute initiative. Confrontés à un cas d'apologie du terrorisme, à Nice, des professeurs et des parents n'ont pas souhaité siéger à un conseil de discipline, empêchant dans un premier temps sa tenue, faute de quorum...

Autre enseignement de ces dernières semaines, les zones rurales ont été assez fortement touchées par des incidents, parfois plus que des établissements urbains classés en zone sensible. Un effet des réseaux sociaux? Les trois quarts des faits recensés dans l'Académie d'Orléans-Tours l'ont été dans les territoires ruraux du Cher et du Loir-et-Cher. Dans l'académie de Toulouse, c'est dans le Tarn et le Tarn-et-Garonne que la plupart des faits ont été observés. Là-bas, certaines familles ont par ailleurs déployé une « *sorte de stratégie d'évitement* » dans une douzaine d'écoles en gardant leurs enfants à la maison le jour de l'hommage. Même constat à Montpellier, où les services du rectorat ont constaté que des messages sur les réseaux sociaux incitaient les élèves « *à se taire* » et « *à faire semblant* » d'approuver l'hommage, voire « *d'adhérer* ». Dans un quartier, une fête bruyante a été organisée volontairement au même moment...

#### Entre raison et crainte

À Poitiers, le rectorat a noté que 20 % des comportements problématiques étaient directement liés à ce que les élèves avaient pu voir sur les réseaux sociaux « *mais les 80 % restant n'y sont pas étrangers* ». Plus inquiétant encore, les parents « *ignorent dans la majorité des cas le parcours idéologique de leurs jeunes adolescents, sur internet, où se déroulent parfois des conversions lentes, dans un huis clos de plus en plus fermé* ».

Dans des collèges, certaines thématiques ne peuvent pas être abordées de façon sereine, notamment celles sur les religions, le génocide des Arméniens, l'éducation à la sexualité... Des protections policières ont d'ailleurs été accordées, en novembre, à des enseignants menacés. L'un d'eux s'est vu reprocher par une élève de cinquième de faire étudier les *Lettres persanes* de Montesquieu. Plusieurs élèves lui ont « *conseillé* » de ne « *pas utiliser de caricatures* » dans ses cours.

Le responsable d'un rectorat décrit des enseignants partagés entre leur raison - qui leur intime de ne pas laisser tomber - et la crainte de ce que pensent leurs élèves, « *surtout ceux qui ne disent rien* ». Certes, le nombre d'atteintes « *peut sembler faible* » au regard des 12 millions d'élèves français, assure Dominique Schnapper, présidente du Conseil des sages de la laïcité, rattaché au ministère, mais « *il ne faut rien laisser passer* ». En 1989, a-t-elle raconté mercredi, « *j'avais sous-estimé l'impact du port du foulard à Creil, car il ne concernait que trois jeunes filles* ». Or, ce n'est « *pas à un phénomène religieux auquel nous assistons, mais à un combat politique, un combat d'hostilité aux valeurs de la République.* »

# Nucléaire : l'ASN pose ses conditions pour une prolongation de la durée de vie des réacteurs

Dans un projet de décision publié jeudi, l'Autorité de sûreté nucléaire se dit particulièrement vigilante quant à la capacité d'EDF à mener les travaux nécessaires.

Par [Nabil Wakim](#) et [Perrine Mouterde](#)

Publié hier à 10h13, mis à jour hier à 18h09



La centrale nucléaire de Cruas (Ardèche), en novembre 2019. JEFF PACHOUD / AFP

C'est une question cruciale pour l'avenir de la filière nucléaire. Les réacteurs les plus anciens du parc français vont-ils être autorisés à poursuivre leur activité, quarante ans après avoir été mis en service ? Dans un projet de décision publié jeudi 3 décembre, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ouvre la voie à un prolongement du fonctionnement de ces réacteurs pour dix années supplémentaires et lance une concertation de la population sur le sujet.

S'il salue des propositions « ambitieuses » d'EDF, le gendarme du nucléaire met toutefois en garde quant à la capacité de l'exploitant à assurer ces chantiers colossaux dans un calendrier particulièrement contraint. « La poursuite de l'activité au-delà de quarante ans est un sujet sensible qui revêt une importance particulière pour l'exploitant, mais aussi pour le public », insiste Bernard Doroszczuk, le président de l'ASN.

Depuis 2019 et d'ici à 2030, trente-deux réacteurs de 900 mégawatts (MW), situés dans huit centrales, vont faire l'objet de leur quatrième visite décennale. Tous les dix ans, l'exploitant est en effet tenu d'effectuer un réexamen approfondi de l'état des installations et d'améliorer leur niveau de sûreté. Le réacteur numéro un de Tricastin (Drôme) a été le premier à connaître son quatrième arrêt décennal, qui a mobilisé près de 5 000 intervenants pendant six mois.

La réglementation française ne prévoit pas de « durée de vie » maximale des réacteurs, mais une partie des équipements a été conçue, à l'origine, selon une hypothèse de quarante ans de fonctionnement. Dès 2009, EDF a fait savoir qu'il souhaitait prolonger l'activité du parc jusqu'à cinquante ans, voire soixante ans – aux Etats-Unis, certains réacteurs pourront fonctionner jusqu'à soixante ans et des pays européens ont également validé une prolongation d'activité.

## Améliorer la sûreté

Le vieillissement des installations sera donc particulièrement scruté lors des quatrièmes visites décennales. Certains équipements majeurs sont impossibles à remplacer : c'est le cas, notamment, de la cuve du réacteur et de l'enclume de confinement en béton qui l'abrite, mais aussi de nombreux câbles ou tuyauteries. « *Ce qui est important, c'est de bien connaître les phénomènes de vieillissement et de suivre leur évolution*, explique Julien Collet, le directeur général adjoint de l'ASN. *L'enjeu est de vérifier qu'il n'y ait pas de phénomènes de dégradation des équipements qui nous échappent.* » Les générateurs de vapeur, qui ont vieilli plus rapidement que prévu, ont eux déjà été remplacés.

Au-delà de la vérification de l'état de l'ensemble des installations, l'enjeu est aussi d'améliorer la sûreté d'installations conçues à une autre époque. Les réacteurs doivent être à même de faire face à de nouveaux risques qui n'étaient pas pris en compte il y a quarante ans, comme le risque de séismes ou ceux liés au dérèglement climatique, sécheresses et canicules notamment.

Un système d'appoint de refroidissement de l'eau des piscines d'entreposage des combustibles usés doit être mis en place, pour parer à la possibilité d'une chute d'un petit avion sur ces installations. La dalle de béton d'enclumes de confinement doit également être épaissie pour éviter la pollution des nappes phréatiques en cas d'accident grave dans le cœur du réacteur. « *L'objectif est de se rapprocher le plus possible des exigences de sûreté des réacteurs de troisième génération tels que l'EPR* », salue Bernard Doroszczuk.

Dans son projet de décision, l'ASN recommande toutefois à EDF la mise en œuvre d'améliorations supplémentaires. Le gendarme du nucléaire affirme aussi que la mise en place de ces modifications doit être une « *priorité absolue* » de l'exploitant afin de « *donner du sens à la poursuite de l'exploitation des réacteurs* » au-delà de quarante ans.

### « Test préalable »

Entre les lignes, l'ASN place EDF sous une forme de surveillance renforcée. Pour la première fois, l'autorité indépendante demande à l'exploitant des centrales nucléaires de lui faire un rapport annuel d'avancement sur le sujet. « *Nous serons très vigilants sur la capacité industrielle à faire d'EDF et des intervenants de la filière nucléaire* », prévient le président de l'ASN, qui souligne que le calendrier est particulièrement serré. « *Dès 2021, 4 ou 5 réacteurs sont concernés chaque année par les réexamens. C'est considérable. Il y a une véritable vigilance à avoir sur la programmation des travaux et sur la capacité industrielle de la filière à se mobiliser, avec le niveau de qualité attendu, sur des travaux qui concernent le parc en exploitation.* »

Les difficultés d'EDF pour terminer le chantier de l'EPR de Flamanville – qui ne devrait pas démarrer, au mieux, avant 2023 – et des problèmes sur plusieurs réacteurs actuels ont rendu l'ASN plus méfiante. Alors que la filière nucléaire tente de convaincre le gouvernement de prendre au plus vite une décision de construction de nouveaux réacteurs, le président de l'Autorité de sûreté rappelle que la priorité doit être donnée à la sûreté des réacteurs existants : « *C'est en quelque sorte un test préalable : la filière se mobilise pour qu'il y ait de nouveaux grands projets. Il faut d'abord qu'elle démontre sa capacité à réussir ce réexamen.* »

Ces dernières années, le gendarme du nucléaire a tancé EDF à plusieurs reprises pour ses difficultés récurrentes à respecter les recommandations ou le calendrier fixé. « *Cette opération a lieu après une série de constats de non-conformité des installations aux règles qui leur sont applicables* », rappelle M. Doroszczuk. « *Sur certaines installations, nous avons constaté à nouveau des écarts sur les groupes électrogènes de secours, ou des phénomènes récurrents de corrosion non détectés par exemple. A l'issue de la remise en conformité des réacteurs réalisée dans le cadre du réexamen, il ne faut pas que cela reparte dans le mauvais sens* », prévient-il.

Cet avertissement lancé à EDF intervient alors que l'entreprise est confrontée à des difficultés économiques majeures, aggravées par la crise due au Covid-19. L'énergéticien a par ailleurs mis en place un plan, appelé

« Excell », pour tenter de rehausser ses exigences de qualité dans le domaine du nucléaire. Le président de l'ASN reconnaît que certaines modifications demandées sont « *lourdes et onéreuses, mais elles sont justifiées* ». « *Nous n'avons pas intégré ces questions de coût dans notre décision, nous avons tenu compte d'un ordre de priorisation en fonction des enjeux de sûreté* », explique M. Doroszczuk.

Il rappelle qu'EDF estime que cet investissement représente 7 à 8 milliards d'euros. Une somme jugée « *accessible* » pour EDF par l'Autorité de sûreté. Le budget total du « grand carénage », le plan de l'énergéticien pour améliorer ses centrales et prolonger leur durée de vie, est estimé à 49,4 milliards d'euros. Toutefois, l'ASN a finalement décidé que certains travaux non prioritaires pourront être réalisés dans les cinq ans qui suivent le réexamen de sûreté.

La loi énergie-climat et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la feuille de route énergétique de la France publiée en avril, prévoient que la moitié de l'électricité produite en 2035 sera d'origine nucléaire. Un choix qui nécessite la prolongation de l'activité d'une partie des réacteurs de 900 MW. « *L'ASN doit faire des arbitrages entre la sécurité d'approvisionnement et la sûreté des réacteurs, et doit négocier avec EDF, sa marge de manœuvre est limitée* », estime l'ONG Greenpeace, qui appelle à une sortie du nucléaire. « *Il faut distinguer les décisions politiques des décisions en termes de sûreté*, affirme de son côté Bernard Doroszczuk. *Nous n'avons jamais eu le sentiment de subir des pressions par rapport aux décisions que nous prenons.* »

Greenpeace s'inquiète de la durée des travaux de mise aux normes recommandés par l'ASN. « *Certaines prescriptions ne seront pas respectées avant les quarante-cinq ans de fonctionnement des réacteurs, il y a un vrai glissement du calendrier* », juge l'ONG, qui dénonce une consultation de l'opinion « *bâclée* ».

# „Frankreichs Problem ist der Familiennachzug“

Stand: 07:52 Uhr | Lesedauer: 6 Minuten

Von **Martina Meister**



Didier Leschi besucht regelmäßig die Flüchtlingscamps in Frankreich, hier in Calais

Ein Pariser Spitzenbeamter hat ein Buch über Zuwanderung geschrieben. Seine These: Frankreich ist das Aufnahmebecken von Migranten, deren Asylanträge abgelehnt wurden - gerade aus Deutschland. Das größte Problem aber seien gar nicht die Asylbewerber.

Frankreich gilt als Land, in dem es Asylsuchende schwer haben. Vor allem schwerer als in Deutschland, das sich den Ruf eingehandelt hat, in Sachen Migration der Musterschüler Europas zu sein. Ein Eindruck, den Bilder von illegalen französischen Flüchtlingslagern, die brutal geräumt werden, regelmäßig zu bestätigen scheinen.

Vergangene Woche erst hatten Menschenrechtsaktivisten zusammen mit afghanischen Migranten zu einer spektakulären Aktion auf dem Platz der Republik in Paris aufgerufen. Sie hatten dort Wurfzelte aufgestellt, um auf die Räumung eines illegalen Lagers in der Nähe des Fußballstadions Stade de France kurz zuvor hinzuweisen, nach der Hunderte Migranten aus Afghanistan nicht in Notunterkünften unterkamen. Bei der folgenden Auflösung des Aktionslagers im Herzen der französischen Hauptstadt durch Sicherheitskräfte kam es zu so brutalen Szenen, dass die Öffentlichkeit empört war und sich auch Frankreichs Innenminister Gérald Darmanin schockiert zeigte über die Gewaltbereitschaft seiner Einsatzkräfte.

Zu den unschönen Erinnerungen zählt auch, wie das Rettungsschiff „Aquarius“ im Sommer 2018 tagelang mit mehr als 600 Migranten an Bord im Mittelmeer umherirrte, weil Frankreich den Zutritt zu französischen Häfen untersagte. Auch im nordfranzösischen Calais hat sich die Situation nicht verbessert. Die Räumung des sogenannten Dschungels 2016 hat Migranten nicht davon abgehalten, weiterhin auf eine Überquerung des Ärmelkanals zu hoffen. Sie leben in Slums, die regelmäßig geräumt werden.

Merkwürdig nur, dass in Calais auffallend viele Migranten unter unwürdigen Bedingungen leben, die sehr gut Deutsch sprechen. Kürzlich traf WELT dort mehrere von ihnen. Robel, 23, aus Eritrea, der erzählte, dass er in Aachen eine Ausbildung zum Maschinenführer abgeschlossen habe und trotzdem das Land verlassen musste. Oder Rahwa, eine junge Frau, die in einem kleinen Dorf bei München gelebt habe und den Beruf der Altenpflegerin gelernt hatte. Bleiben durfte sie trotzdem nicht, entsprechend frustriert blickt sie auf

Deutschland. „Man hätte uns in Deutschland von Anfang an sagen sollen, was Sache ist. Ich habe viel Zeit verschenkt“, sagte sie. „Von wegen ‚wir schaffen das‘!“

Stimmt es also wirklich, Deutschland Musterschüler, Frankreich dagegen ein Land ohne Willkommenskultur? Die Wirklichkeit ist komplexer. „Europa ist keine Festung und Frankreich nach wie vor ein Einwanderungsland“, behauptet Didier Leschi, ein Mann, der es wissen muss. Leschi ist Chef der französischen Integrations- und Einwanderungsbehörde OFII.



Didier Leschi ist Chef der französischen Integrations- und Einwanderungsbehörde OFII

Quelle: via Didier Leschi

Ende November hat er ein Buch veröffentlicht, mit dem er seither viel von sich reden macht. „Ce grand dérangement“ lautet der Titel, erschienen in der Reihe „Tract“ des renommierten Verlagshauses Gallimard. Man kann das übersetzen mit „Die große Störung“. Doch wer die These vom „großen Bevölkerungsaustausch“ kennt („le grand remplacement“), wird sie unweigerlich in diesem Titel mithören. „Das Thema Migration stört“, so erklärt der Autor in knappen Worten die Auswahl seines Titels. Leschi, 61, empfängt in seinem Büro im fünften Stock eines gesichtslosen Behördenbaus im Süden von Paris. Im Gespräch mit ihm ahnt man schnell, dass er als Chef der Einwanderungsbehörde nicht alles sagen kann, was er denkt. Aber was er sagt, ist brisant genug. Frankreich, so seine These, sei Aufnahmebecken von Migranten, deren Asylantrag abgelehnt wurde. Nirgends lasse sich das Versagen der EU in Sachen Asyl- und Einwanderungspolitik besser ablesen.

Anhand von Zahlen und Fakten will Leschi mit dem Vorurteil aufräumen, dass Frankreich zu „hart“ sei in Fragen der Migration. „Wir sind nicht zu brutal, wir sind auch nicht zu wenig großzügig, im Gegenteil. Frankreich ist zu weich“, sagt Leschi im Gespräch mit WELT. Abgelehnte Asylbewerber aus Deutschland, Österreich und Schweden sehen in Frankreich ihre letzte Chance. „Wir sind ihre zweite oder dritte Wahl. Zu uns kommen die Verlierer des europäischen Asylsystems“, so Leschi.

Ausgebildet, aber abgelehnt

Frankreich, Endstation Sehnsucht? Auch Leschi berichtet davon, dass es ein Leichtes sei, in den wilden Camps von Paris und Calais auf junge Männer aus Afghanistan oder Eritrea zu stoßen, die nach Jahren in Deutschland perfekt Deutsch sprechen, Ausbildungen absolviert oder gearbeitet haben, deren Asylantrag aber abgelehnt wurde. „Deutschland gilt in Europa als guter Samariter, hat aber von 2,5 Millionen Asylanträgen in vier Jahren bereits 650.000 abgelehnt, 400.000 waren Ende 2019 noch ohne Bescheid“, rechnet Leschi vor.

Dass Frankreich für diese Migranten nur die Notlösung ist, hänge mit der hohen Arbeitslosigkeit zusammen. Aber auch, so erklärt Leschi, mit „dem großzügigen System“ der Franzosen. Jeder Asylbewerber, der in Deutschland abgelehnt worden ist, hat in Frankreich Anrecht auf 426 Euro monatlich, wenn er nicht vom Staat untergebracht wird. Und auf 135 Euro, wenn er Platz in einem Aufnahmezentrum bekommt. Eine Absurdität findet Leschi. „Innerhalb der EU müssten wir abgelehnte Asylanträge aus anderen Ländern auch bei uns anerkennen. Aber es fehlt das gegenseitige Vertrauen“, konstatiert der Franzose.

Für ihn ist offensichtlich, dass selbst ein altes Einwanderungsland wie Frankreich den Zustrom nicht mehr bewältigen kann. Die Zahl der Betten in den Aufnahmezentren sei in den vergangenen Jahren auf 100.000 Plätze verdoppelt worden. Jeden Abend würden 167.000 Menschen in Hotels oder ehemaligen Arbeiterheimen untergebracht. Drei Milliarden im Jahr kosten die Notunterkünfte den französischen Steuerzahler, dreimal so viel wie 2006. Sein Wahlkampfversprechen, dass kein Mensch mehr auf der Straße schlafen wird, konnte Macron dennoch nicht einlösen.

Leschis Analyse erregt Aufmerksamkeit, weil er das Terrain kennt. Bevor er Chef der Integrationsbehörde wurde, war er vier Jahre lang Präfekt für Chancengleichheit des Problemdepartements Seine-Saint-Denis nördlich von Paris, kurz „Neuf-Trois“ genannt. Er hat die Grenzen der Integrationskraft aus nächster Nähe erlebt. 70 Prozent der Bewohner dort haben Migrationshintergrund.

Vor allem ein Problem hält er für unlösbar: „die soziale, kulturelle und religiöse Kluft“. Sie sei inzwischen „schwindelerregend groß“, so Leschi, der sich nicht scheut, von einem „Schock der Kulturen“ zu sprechen, und etliche Beispiele aufzählt: In Marokko komme man für gleichgeschlechtliche Beziehungen in Haft, in Algerien, weil man einen Koran mit zerrissener Seite besitzt. In vielen Ländern macht sich strafbar, wer während des Ramadans tagsüber isst.

Gerade junge Afghanen kommen aus einer seit Jahrzehnten „destrukturierten Gesellschaft“, in der nur die Gewalt der Clans regiert. „Unsere Mitbürger, die sehen, was abläuft, fürchten, dass fremde Sitten auf unseren Lebensstil abfärben“, notiert Leschi in seinem Buch. Leschi macht eine Bestandsaufnahme und legt seinem Leser die Schlussfolgerungen nahe, ohne sie selbst zu ziehen.

Wer sie aber zieht, muss, zumindest in Frankreich, wie jemand klingen, der sich die harte Hand einer Marine Le Pen wünscht. Leschi, in jungen Jahren Trotzkiist, der sich politisch als „Linkspatriot“ definiert, steht nicht im Verdacht, an den rechtsradikalen Rand gerutscht zu sein, sondern verlangt schlicht „strengere Regeln“ und „bessere Abstimmung“ unter den EU-Staaten.

„Frankreichs Problem sind nicht die Asylbewerber, Frankreichs Problem ist die legale Einwanderung, der Familiennachzug“, sagt Leschi. Jedes Jahr würden rund 90.000 Aufenthaltsgenehmigungen an Familienangehörige oder Studenten vergeben. Sie gingen vor allem an Algerier, Tunesier und Marokkaner. Wegen Frankreichs kolonialer Vergangenheit kommt die Hälfte der Einwanderer vom afrikanischen Kontinent, ein Drittel von ihnen aus dem Maghreb. Sie zögen vor allem in Kommunen, wo sie „unter sich“ seien. Leschi sagt klar: „Unsere Integrationsmaschine ist verrostet.“ Der Franzose kommt zu dem Schluss: „Gastfreundschaft für alle ist Gastfreundschaft für niemanden.“

LIEBLINGSGERICHT DER REDAKTION:

# Kalorienbombe gegen den Corona-Blues

- VON ALEXANDER JÜRGS
- -AKTUALISIERT AM 04.12.2020-14:35



Verglichen mit deutschem Käsekuchen ist der New York Cheesecake eine Offenbarung. Das Geheimnis liegt in den Unmengen an Frischkäse, Sahne und Zucker. Das ist nicht gut für die Hüften – schmeckt aber großartig.

Mein Aha-Erlebnis hatte ich in den Sophie-Gips-Höfen in Berlin-Mitte. Dort, in einem Deli namens „Barcomi’s“, habe ich vor vielen Jahren zum ersten Mal in ein Stück New York Cheesecake gebissen. Deutscher Käsekuchen schön und gut, aber das war die Offenbarung. Warum er so viel besser schmeckt, ist übrigens banal: Amerikaner kennen keinen Quark. Und keine Scham, den Frischkäse für den Cheesecake mit Unmengen an Zucker und Sahne anzureichern. Das ist nicht gut für die Hüften, schmeckt aber großartig.

Die aus Seattle stammende Cynthia Barcomi, der das Berliner Café gehört, hat ein Backbuch herausgebracht, das ich mir sofort besorgte und seitdem hüte wie einen Schatz. Ihre Rezepte für Bagels, Muffins, Scones und Cookies sind durchweg genial. Das beste aber ist eines, das Barcomi selbst nur geklaut hat: das Cheesecake-Rezept der bekannten Konditorei „Junior’s“ an der Flatbush Avenue in Brooklyn.

Wie oft ich diesen Kuchen schon gebacken habe, kann ich nicht mehr zählen. Es dauert zwar ziemlich lange, ist aber jede Minute in der Küche wert. Gerade jetzt schmeckt er besonders. Gegen den Corona-Blues hilft kaum etwas besser als diese Kalorienbombe.

## Kräftig einbuttern

Los geht es mit dem Biskuitboden: Während der Backofen auf 180 Grad vorheizt, wird eine Springform mit 26 Zentimeter Durchmesser kräftig eingebuttert und mit Mehl bestäubt. Danach vermischt man 35 Gramm Mehl, 30 Gramm Stärke, einen Teelöffel Backpulver und eine Prise Salz in einer Schüssel. Das Eigelb von drei extragroßen Eiern wird auf hoher Stufe mit dem Handmixer drei Minuten lang verschlagen. Bei laufendem Motor 70 Gramm Zucker hineinrieseln lassen und noch etwa fünf Minuten weiter schlagen. Einen Teelöffel Vanillezucker und etwas Zitronenabrieb untermischen. Dann das Mehlgemisch darüber sieben und mit einem Schneebesen unterrühren. 45 Gramm zerlassene Butter hineinrühren.

In einer anderen Schüssel werden nun die Eiweiße und eine Prise Salz mit einem Handmixer steif geschlagen. Dann weiter schlagen und dabei zwei Esslöffel Zucker hineinrieseln lassen, bis sich Spitzen im Eiweiß bilden. Nach und nach das Eiweiß unter den Teig heben. Dann das Ganze in die Backform löffeln und verteilen. Für etwa zehn Minuten kommt der Boden in den heißen Ofen. Danach nimmt man ihn nicht aus der Backform, sondern lässt ihn darin abkühlen. Die Form mit zwei Bahnen Alufolie kreuzweise von außen umwickeln und abdichten.

Nun wird die üppige Füllung zubereitet, der Backofen kann in der Zeit an bleiben. Cynthia Barcomi verwendet dafür grundsätzlich Philadelphia-Frischkäse. Wichtig ist, dass er Zimmertemperatur hat, wenn 250 Gramm in einer Schüssel mit 100 Gramm Zucker und 30 Gramm Stärke mit einem Mixer etwa drei Minuten lang verrührt werden. Danach weitere 650 Gramm Frischkäse untermischen. Nun wird der Mixer auf die höchste Stufe gestellt und 220 Gramm Zucker und ein Teelöffel Vanillezucker werden hineingerührt. Danach zwei Eier und 175 Milliliter Sahne. Nur so lange schlagen, bis die Creme verrührt ist.

Die Creme wird dann auf dem Biskuitboden verteilt. Nun soll man die Springform in eine mit heißem Wasser gefüllte Schale stellen und dann in den Backofen schieben, dabei soll das Wasser an den Seiten etwa zweieinhalb Zentimeter hoch stehen. Ich mache es mir meistens einfacher, stelle die Form auf ein Backblech mit hohem Rand und gieße etwas Wasser hinein. Schief gegangen ist das noch nie. Nach etwa einer Stunde im Ofen ist der Kuchen fertig. Nun muss er abkühlen, am besten über Nacht.

Die Krönung für den Kuchen ist ein Cherry-Topping. Das ist, anders als der Cheesecake selbst, im Nu hergestellt: In einem Topf etwa 300 Gramm entsteinte Kirschen aus dem Glas, ein paar Esslöffel vom Saft, 100 Gramm Zucker, eineinhalb Esslöffel Stärke, etwas Zitronenabrieb und eine Prise Salz dazugeben, erwärmen, ein bis zwei Minuten köcheln lassen und über den Kuchen gießen.

## **Zutaten**

Für den Biskuitboden:

35 Gramm Mehl 30 Gramm Stärke 1 Teelöffel Backpulver

1 Prise Salz 3 extragroße Eier, getrennt 70 Gramm Zucker

1 Teelöffel Vanillezucker 1 Teelöffel Zitronenabrieb

45 Gramm zerlassene Butter 2 Esslöffel Zucker

Für die Füllung:

900 Gramm Frischkäse auf Zimmertemperatur 320 Gramm Zucker 30 Gramm Stärke

1 Teelöffel Vanillezucker 2 extragroße Eier 175 Milliliter Sahne

Für das Cherry-Topping: 280 Gramm entsteinte Kirschen 100 Gramm Zucker 1,5 Esslöffel Stärke

1 Prise Salz

ein wenig Zitronenabrieb

## **Le Figaro, no. 23733**

Le Figaro, samedi 5 décembre 2020 1769 mots

# « Il faut un référendum sur la laïcité, la protection des Français et l'immigration »

À quelques jours de la présentation du projet de loi contre le séparatisme en Conseil des ministres, Xavier Bertrand, candidat à la présidentielle, réclame « une stratégie globale » pour « éradiquer l'islamisme » .

Mourgue, Marion

**LE FIGARO. - La majorité présidentielle souhaite « réécrire » l'article 24 du projet sur la sécurité globale, aujourd'hui en discussion au Sénat. Comment sort-on de cet imbroglio ?**

**Xavier BERTRAND.** - Le sommet de l'État, aux abois, essaye de sortir d'une crise politique et institutionnelle dans laquelle il s'est mis tout seul. Vu la situation du pays, on aurait pu s'en passer ! On ne peut pas faire de l'Assemblée nationale et du Sénat des chambres d'enregistrement ! L'esprit de l'article 24 est nécessaire et répond à un impératif : protéger les forces de l'ordre. Mais pourquoi une telle précipitation et impréparation du gouvernement et une telle fragilité juridique ? Cet amateurisme révèle aussi les fractures idéologiques dans la majorité présidentielle.

**N'y a-t-il pas eu d'erreur commise par le ministre de l'Intérieur ?**

Depuis 2017, rien ne se décide sans que cela ne passe par Emmanuel Macron. Son mode de fonctionnement crée des crises : vouloir tout centraliser, ne pas faire confiance, ne pas trancher. À force de vouloir ménager tout le monde, le « en même temps » est une impasse. Gérald Darmanin est bien plus efficace que son prédécesseur mais un ministre de l'Intérieur ne remplace pas l'absence de convictions profondes d'Emmanuel Macron sur les questions de sécurité et d'immigration. L'ADN du président est davantage libéral et multiculturel. Aujourd'hui, on a un devoir de lucidité et de vérité : notre pacte républicain et notre cohésion nationale sont menacés comme jamais.

**Vos relations avec Gérald Darmanin, dont vous étiez proche, ont-elles évolué dernièrement ?**

Il a fait un choix politique différent du mien en 2017. Sa nomination à Beauvau (un ministère pas comme les autres) et son départ du conseil régional (choix qui lui a certainement été imposé) ont créé une situation différente. C'est la vie... politique. C'est quelqu'un pour qui j'ai toujours amitié et estime.

**Le gouvernement présentera, mercredi, son projet de loi contre le séparatisme. Vous réclamez des actes sur le régional. N'est-ce pas un pas important ?**

Que de temps perdu ! L'assassinat de Samuel Paty et l'attentat de Nice montrent qu'avant même d'être voté, ce énième texte ne répond plus aux enjeux ! Les islamistes ne veulent pas vivre séparés mais nous soumettre et tenter de faire basculer nombre de Français de confession musulmane dans leur combat. Si nous ne prenons pas conscience de leur logique de conquête et de domination, nous ne gagnerons pas ce combat. Ce sera eux ou nous. Il n'y a pas de mesure suffisamment puissante dans ce texte pour éradiquer l'islamisme.

**Que proposez-vous pour parvenir à cette éradication ?**

Une stratégie globale portée par toute la nation ! Pas une énième loi ! Déjà, appliquons les textes avec constance et dureté face à ceux qui combattent la France, nos valeurs, nos racines judéo-chrétiennes, ce que nous sommes, notre façon de faire nation. Pour eux, la France est un symbole à abattre. Soyons lucides ! Les attentats ne sont pas des faits divers sanglants : ils sont reliés par cette idéologie qui veut nous faire peur et nous dominer. Fini les politiques qui s'autocensurent de peur du qu'en-dira-t-on,

de la bien-pensance médiatico-politique, de la pression des islamo-gauchistes et du poids de la technostructure répétant face à toute mesure forte : « *ce n'est pas possible* » , « *le droit ne le permet pas* » !

### **Faut-il modifier l'État de droit comme le réclament des élus LR ?**

Nous pouvons gagner ce combat sans renoncer à l'État de droit mais le droit, s'il ne protège pas assez, doit être adapté avec naturellement des garde-fous. Si nous ne nous en donnons pas les moyens, nous n'arriverons pas à vaincre le totalitarisme islamique. Cela implique un devoir de courage. Depuis des années, il y a un mouvement en faveur de toujours plus de libertés individuelles, qui ne tient pas compte du besoin accru de sécurité collective. Cette sécurité collective est une priorité et doit être réaffirmée comme l'un des principes généraux du droit.

### **Au détriment des libertés individuelles ?**

Il n'y a pas à choisir entre liberté et sécurité ! La sécurité est la condition de l'exercice des libertés. N'ayons pas de débat et d'indignation à géométrie variable ! L'État confine 67 millions de Français en 48 heures mais n'est pas capable de retenir des prisonniers radicalisés toujours dangereux à leur sortie de prison. On menace des Français qui pourraient skier à l'étranger mais on refuse de se donner les moyens d'endiguer l'immigration clandestine. C'est une question de volonté. Si cette volonté implique de modifier le droit, faisons-le. Cela ne nous ferait en aucun cas basculer dans un régime moins démocratique, comme le laisse entendre Éric Dupond-Moretti. On se soumet à des mesures liberticides pour notre sécurité sanitaire mais on refuse des mesures pour la protection des Français face au terrorisme ! Cessons ce « deux poids, deux mesures » .

### **Vous évoquez la nécessité d'une stratégie globale. Quelle serait-elle ?**

L'urgence est de compléter notre arsenal législatif et réglementaire pour répondre aux situations concrètes : suivi de centaines de djihadistes et détenus de droit commun radicalisés qui vont sortir de prison, expulsions non exécutées d'imams étrangers prêcheurs de haine, non-confiscation de biens d'associations pourtant dissoutes, libération de fichés S radicalisés d'un centre de rétention... Que va changer le projet de loi à la vie de Mila ou de l'ex-DRH de *Charlie Hebdo* , toujours menacés ? Pourquoi est-il muet sur l'interdiction du voile pour les accompagnatrices scolaires, comme le réclamait Jean-Michel Blanquer et le proposait Éric Ciotti ? Va-t-il empêcher de nouvelles provocations avec le burkini, dénoncées en leur temps par Marlène Schiappa ? Pourquoi n'intègre-t-il pas la nécessité pour les agents des services publics de prêter serment sur la Constitution, ce qui permettrait de radier ceux ne respectant pas la laïcité, comme le propose Éric Diard ? Comment contrer la poussée de l'islam politique en entreprise ? Comment empêcher les candidatures communautaristes aux élections ? Règle-t-on la question des financements étrangers et de l'influence de puissances étrangères comme la Turquie, ou des Frères musulmans, sur le Conseil français du culte musulman ? Met-on un terme au pseudonymat sur les réseaux sociaux quand il y a menace ? Dans le texte sur le séparatisme, trop de lacunes, de refus de prendre à bras-le-corps des problèmes pourtant identifiés, alors que c'est seulement à ce prix que nous gagnerons !

### **Que faut-il faire de plus ?**

Reprendre le contrôle ! Depuis des années, nous ne contrôlons plus la poussée de l'islamisme, l'insécurité dans certains quartiers, l'immigration irrégulière. Ayons le courage de dire la vérité et de reprendre le contrôle ! Ce doit être le combat de la société française tout entière. Raison pour laquelle il faut une réforme de la Constitution par référendum. Je connais la phrase « *il ne faut toucher la Constitution que d'une main tremblante* » . J'y adhère mais la dernière modification date de 2008. La situation s'est considérablement détériorée depuis et appelle des lois plus fortes.

### **L'élection présidentielle n'est-elle pas là pour trancher ce débat ?**

Ce n'est pas le score du premier tour qui fonde le pacte avec les Français. Et quand on gagne au second face à Marine Le Pen, ça ne donne pas mandat pour réformer la France comme on l'entend mais pour tenter de rassembler les Français. Seul un référendum portant sur la laïcité, la protection des Français et l'immigration donne pleine légitimité pour agir en profondeur.

### **Vous proposez un référendum sur la laïcité mais le terme figure déjà dans la Constitution...**

Oui, dès l'article 1 ! Mais il est nécessaire de préciser le contenu et la portée de la laïcité pour contrer les poussées communautaristes. La laïcité, c'est la séparation des Églises et de l'État, la neutralité du service public, le respect de la liberté d'opinion et de conscience, mais aussi la place et le respect de la femme dans la société. Par référendum, le peuple français doit souverainement réaffirmer la prééminence des lois de la République, notamment sur les préceptes religieux et communautaristes.

## **Votre deuxième question porterait sur la protection des Français et la troisième sur l'immigration. Concrètement, que proposeriez-vous ?**

Prenons l'exemple de la censure par le Conseil constitutionnel en juillet 2020 d'une loi établissant une peine de sûreté pour les terroristes sortant de prison mais restant dangereux d'après les experts. Seule une modification de la Constitution donnera les moyens d'éviter la censure de mesures fortes. Sur la politique migratoire - car il y a un lien établi entre certains attentats et l'immigration clandestine - la France a perdu le contrôle.

Durcissons notre politique, établissons des quotas d'immigration avec des plafonds votés annuellement par le Parlement. Au-delà de la Constitution, réexaminons les pays d'origine des demandeurs d'asile : chez certains, il n'y a pas de péril imminent pour leurs ressortissants. Les pays ne voulant pas reprendre leurs ressortissants doivent savoir que nous mettrons un terme à l'obtention de visas pour venir en France - y compris pour leurs dirigeants - et à l'aide publique au développement. Je souhaite que toute personne qui entre sur le territoire, même en tant que demandeur d'asile, s'engage solennellement à respecter nos valeurs républicaines et nos lois, lors d'un entretien pratiqué par une personne de sexe opposé. Tout manquement entraînant l'expulsion immédiate.

## **Mais comment formuleriez-vous précisément les questions de ce référendum ?**

La proposition de loi constitutionnelle de Philippe Bas, Bruno Retailleau et Hervé Marseille, visant à garantir la prééminence des lois de la République, les travaux de Guillaume Peltier, sont des bases de travail. Un tel référendum n'aura lieu qu'après la présidentielle car je doute qu'Emmanuel Macron ait le courage de reprendre ces propositions. Une réforme d'ampleur, équilibrée et efficace, une voie juste entre l'immigration zéro de Mme Le Pen - qui est à la fois un mensonge et la négation de nos valeurs - et le laisser-aller actuel d'Emmanuel Macron, c'est la seule façon de rompre avec la situation actuelle : 94 % des déboutés du droit d'asile restent en France, 85 % des obligations de quitter le territoire ne sont pas exécutées... Les Français veulent une sécurité maximale dans un État de droit.

## **Vous avez vu Nicolas Sarkozy le 3 novembre. Était-ce une volonté d'obtenir son soutien pour 2022 ?**

Le président Sarkozy sait ma détermination. Nous avons évoqué ces sujets de fond, beaucoup parlé de la situation internationale, notamment des relations avec la Turquie, de la nécessité de sortir du contexte de quasi-guerre froide avec la Russie. Au regard de son expérience, il y a peu d'échanges aussi intéressants. Bien sûr, nous avons prévu de nous revoir. Quant à sa position, laissons-le libre.

## Le Figaro (site web)

vendredi 4 décembre 2020 - 18:17 UTC +01:00 1301 mots

Actualité ; Sciences & Environnement

# Ski et Covid-19 : la fermeture des remontées mécaniques a-t-elle un sens sur le plan scientifique ?

## LA VÉRIFICATION - La mesure annoncée par Emmanuel Macron a fait bondir les professionnels des stations de sports d'hiver. Mais est-elle justifiée ?

LA QUESTION. Le 24 novembre, après presque un mois de confinement, les Français attendent, anxieux, de savoir comment ils pourront passer les fêtes de fin d'année. L'intervention d'Emmanuel Macron est une douche froide pour les amateurs de ski alpin et les professionnels des stations de sport d'hiver : les remontées mécaniques des pistes de ski ne seront pas rouvertes pour les vacances de Noël. Les stations de montagne restent néanmoins ouvertes, « *pour profiter de l'air pur de nos belles montagnes, des commerces - hors bars et restaurants - qui seront ouverts* », précise deux jours plus tard le premier ministre Jean Castex.

En résumé : il sera impossible durant ces vacances de dévaler une pente faute de télésiège, télécabines et autres remontées mécaniques, mais les domaines skiables resteront accessibles aux promeneurs en raquettes, aux skieurs de fond et aux amateurs de luge. Pourquoi les autorités n'ont-elles visé que les pratiquants du ski alpin ? La mesure se justifie-t-elle scientifiquement ?

VÉRIFICATIONS. Des commentateurs ont pu s'étonner du choix de la fermeture des remontées mécaniques puisque, instinctivement, descendre une piste au grand air ne paraît pas très favorable à la transmission d'un virus. Même scepticisme concernant un trajet en télésiège, comparé au risque d'emprunter quotidiennement les transports en commun. « *D'un point de vue virologique, il apparaît clairement que ce n'est pas sur les pistes de ski que les transmissions se feront* », confirme Mircea Sofonea, épidémiologiste à l'Université de Montpellier. « *Mais en rendant les stations moins attractives, l'exécutif a voulu opérer une forme de dissuasion sans restreindre les déplacements* ».

« *Il ne s'agit pas de limiter les risques quand on prend le télésiège mais bien de réduire la concentration de population dans son ensemble dans les stations, et de restreindre les brassages et les flux en provenance de France et de l'étranger* », confirme une source gouvernementale. Les stations sont « *des lieux de brassage* » où « *il fait nuit à partir de 17 heures* » et où « *on se retrouve dans des lieux qu'on a loués à plusieurs* », justifiait d'ailleurs dans son discours le chef de l'État. « *On sait que c'est comme cela qu'on s'infecte et donc on cherche plutôt à l'éviter* » pour « *ne pas sacrifier tous les efforts qu'on a faits* ». « *Quelle que soit l'importance des efforts que sont prêts à consentir les gestionnaires et les responsables de stations, il ne serait en effet pas prudent de laisser se rassembler des flux très importants de population avec des activités susceptibles de solliciter par ailleurs les services hospitaliers* », abondait deux jours plus tard le premier ministre Jean Castex.

### Le précédent d'Ischgl

Les études sur le rôle des stations de ski dans la circulation du Sars-CoV-2 sont très peu nombreuses, mais l'on se souvient de précédents funestes. À Ischgl en Autriche, station alpine huppée, la fréquentation d'un bar sur les pistes où officiait un serveur positif au Covid aurait été à l'origine d'une cascade de contaminations ayant touché jusqu'à plusieurs milliers de touristes de toute l'Europe, faute d'avoir réagi à temps aux premiers signaux. En France, un des premiers foyers de transmission a été observé dans un chalet des Contamines en Haute-Savoie où séjournaient des touristes britanniques.

« *La montagne, comme le littoral cet été, concentrent sur quelques communes de nombreuses familles provenant de l'ensemble de l'Hexagone* », souligne Mircea Sofonea. « *Si vous autorisez pleinement l'ouverture des remontées mécaniques, vous allez vous*

*retrouver certains jours avec une forte affluence et beaucoup de brassage en certains points de passage obligés parfois clos ou couverts : navettes et bus, files d'attente des remontées et pour l'achat des forfaits, petits commerces... Comment savoir que parmi ces vacanciers ne se trouvent pas des super-propagateurs ? Par ailleurs, même si les bars et restaurants restent pour l'instant fermés, on peut penser que les gens se retrouveront le soir en privé, où les gestes barrières sont souvent moins respectés. »*

Autre facteur défavorable propre aux vacances d'hiver à la montagne, « *l'air y est plus sec et plus froid. Cela dessèche les gouttelettes que nous expirons, qui, ainsi allégées, voyagent plus loin et restent plus longtemps en suspension* », explique l'épidémiologiste.

L'exécutif a invoqué par ailleurs la nécessité de préserver des hôpitaux encore très éprouvés par la deuxième vague, en leur évitant la surcharge d'activité d'urgence liée aux accidents et pathologies des touristes (grippes, malaises cardiaques...). En Auvergne Rhône Alpes (ARA) par exemple, la population des stations est multipliée par cinq l'hiver, indique l'Agence régionale de santé.

### **Certains hôpitaux encore sous tension**

De fait, cette région, la plus touchée de France par la deuxième vague, connaît encore une « *tension hospitalière très forte* », souligne l'agence régionale de santé, même si la tendance est à l'amélioration. Dans les trois départements de l'arc alpin (Isère, Savoie, Haute-Savoie), le taux d'occupation des lits de réanimation variait au 1er décembre de 81 à 95%, malgré une hausse substantielle des capacités d'accueil (+33 à +54%). Dans le Jura, le nombre de patients hospitalisés pour Covid stagne non loin de son plus haut niveau enregistré depuis mars. La situation apparaît un peu plus calme dans les Pyrénées-Orientales, où les patients atteints de Covid occupaient au 2 décembre 55% des lits de réanimation en capacité initiale, et où le taux d'incidence a retrouvé son niveau de la fin août.

Médecin au Val Cenis en Savoie, présidente de l'association des médecins de montagne, Suzanne Mirtain se dit partagée sur la décision du gouvernement. « *Certes, les accidents de traumatologie que nous traitons sont en grande majorité liés à la pratique du ski alpin ou du snowboard. Mais 95% des cas qui passent par nos cabinets de médecins de montagne n'ont pas besoin d'être hospitalisés. Nous savons remettre une épaule, réduire une fracture, poser un plâtre... Et les 5 % restants, qui seront hospitalisés, ne passent pas tous en réanimation, heureusement* », constate-t-elle. Très émue par le désarroi des professionnels du secteur touristique, elle comprend toutefois « *qu'il ne faille pas surcharger les hôpitaux de la région, tant qu'ils ne donnent pas leur feu vert. C'est vrai qu'ils ont été très touchés par la deuxième vague. Tous les établissements de la vallée ont été sollicités pour accueillir des patients Covid. Or les touristes représentent une part importante de leur activité en hiver.* »

Au Centre hospitalier intercommunal du Pays du Mont-Blanc, où officie le Dr Marie Hallain, responsable des urgences, « *l'activité liée au Covid reste soutenue mais une amélioration est observée depuis une ou deux semaines, nous permettant de reprendre progressivement notre activité habituelle, notamment chirurgicale, tout au long du mois de décembre* ». L'urgentiste se tient désormais prête, avec ses confrères, à accueillir l'activité de haute saison comme chaque année, même si « *l'activité Covid peut encore bousculer nos organisations* ».

« *Encore une fois, on a l'impression que l'exécutif a pris une décision à l'emporte-pièce, alors qu'il aurait été possible de nuancer davantage en s'y prenant plus tôt. Dès mars, nous savions que la circulation du virus allait durer* », déplore Mircea Sofonea. L'épidémiologiste cite l'exemple de la Pologne, où les pistes sont réservées aux locaux, ou des États-Unis où les forfaits ne sont délivrés que sur réservation, pour contrôler la densité d'usagers.

« *Cette décision, il faut la voir comme une contrepartie pour pouvoir relâcher un peu plus précocement que prévu certaines autres contraintes liées au confinement* », analyse Mircea Sofonea. « *C'est un choix politique, mais le prix est lourd pour certains professionnels.* »

# La Gigafactory Tesla près de Berlin, ou comment Elon Musk bouscule le secteur automobile en Allemagne

A Grünheide, à 30 kilomètres de la capitale allemande, dans le Brandebourg, la future usine européenne du constructeur californien sort de terre à une vitesse stupéfiante. Les riverains ne sont pas les seuls à être perturbés dans leur tranquillité.

Par [Cécile Boutelet](#)(Berlin, correspondance)

Publié hier à 11h32



Elon Musk, le patron de Tesla, sur le chantier de l'usine de Grünheide, près de Berlin, le 3 septembre. ODD ANDERSEN / AFP

La *berliner Schnauze*, la « grande gueule berlinoise », est une sorte de dialecte de la région de Berlin-Brandebourg, reconnaissable à son *ich* (« je »), durci en *ick*, et à son humour jovial, affranchi de toute forme de politesse. On y décèle aussi, souvent, une certaine mauvaise humeur, les blessures de la réunification et l'idée sous-jacente que les choses ne sont jamais aussi belles que « *ceux d'en-haut* » veulent bien nous le faire croire. C'est avec sa *Schnauze* des grands jours que Thomas Gergs, chauffeur de taxi à Erkner (Brandebourg) depuis 1975, nous fait faire le tour du grand projet dont il est riverain, à son corps défendant : la Gigafactory de Tesla, la future usine automobile et de batteries d'Elon Musk, à Grünheide, au sud-est de Berlin, dans le Brandebourg.

« *Il a vraiment fallu qu'il vienne s'installer chez nous, celui-là !, s'emporte notre chauffeur, sans masque. Tu ne trouves pas qu'il aurait pu se mettre 100 km plus à l'est ? Là-bas, dans la Lusace, ils vont fermer les mines de lignite ! C'est déjà pollué, il n'y avait qu'à se mettre dessus, non ?, s'agace-t-il. Moi, l'industrie je suis pour, en général, mais il faut que ça reste de taille raisonnable. Et puis l'eau ? Déjà qu'on en manque ici en été ! Ce type va nous assécher avec son usine !* »

Rien, dans le mégaprojet du patron du constructeur automobile américain, ne trouve grâce à ses yeux : ni les 12 000 emplois industriels directs créés (qui pourraient monter à 40 000 au total, selon l'entrepreneur), ni les retombées pour les sous-traitants locaux, ni les engagements environnementaux de Tesla. « *Je sais bien que je suis un peu pessimiste, concède-t-il, mais j'en ai vu d'autres, depuis 1990. Je ne pense pas que les gens d'ici profiteront des emplois créés.* » Il n'est pas le seul à nourrir le scepticisme. Depuis plusieurs mois, d'autres riverains en colère, opportunément alliés à des militants écologistes, s'opposent au projet, sous l'œil des caméras.

## « Le plus gros investissement privé depuis la Réunification »

Le bouillonnant entrepreneur californien perturbe la tranquillité des habitants du coin. Le chef-lieu Erkner et ses environs, ce sont quelques centaines de maisons individuelles avec jardin, au milieu d'une région idyllique faite de lacs aux eaux limpides et de plantations de pins à perte de vue. A part le S-Bahn (équivalent du RER) vers Berlin, rien ne vient rappeler la présence de la tapageuse métropole, distante de seulement 35 km.

A Potsdam, capitale régionale, on s'efforce d'apaiser les inquiétudes locales. Une « task force » a été mise sur pied par le gouvernement et répond patiemment aux questions, par téléphone et grâce à un site Internet très fourni. On y apprend, par exemple, que le site de l'usine, idéalement sis sur un nœud autoroutier et ferroviaire, avait déjà été préempté par la région pour un projet industriel il y a vingt ans. Les précautions environnementales incluent des replantations d'arbres très supérieures à la surface défrichée ; le transfert, en toute sécurité, des onze fourmilières, des pipistrelles et des espèces indigènes de lézards dérangés ; et un approvisionnement en eau, assuré par plusieurs réserves, pour préserver la nappe phréatique locale. Même les Verts locaux ne trouvent rien à redire au projet, qui est approuvé par 82 % de la population du Land, selon un sondage du mois de février.

Pour le reste, répète le ministre-président social-démocrate du Brandebourg, Dietmar Woidke, la Gigafactory représente « *le plus gros investissement privé jamais réalisé dans la région depuis la réunification* ». Comme si ce titre n'était pas suffisant, Elon Musk en a ajouté un autre, le 25 novembre, lors d'une conférence européenne sur les batteries, organisée en ligne par le ministère de l'économie. Le même site de Grünheide deviendra, à terme, « *la plus grosse usine de cellules de batteries du monde*, » a-t-il assuré par visioconférence, depuis la Californie. Difficile, pour les politiques soucieux de réindustrialisation, d'emplois et de transition automobile vers l'électrique, de ne pas voir tous ces projets comme des bénédictions..., quitte à devoir régulièrement ravalier leur fierté.

## Un pied de nez à une certaine culture allemande

Car la Gigafactory d'Elon Musk ne bouscule pas seulement les riverains de Grünheide. Si l'entrepreneur aime dire qu'il trouve le pays et son ingénierie « *fantastiques* », son usine est aussi un gigantesque pied de nez à une certaine culture allemande. Celle dont on vante moins les atouts à l'international : ses lenteurs, sa bureaucratie, ses arrogances et son aversion au risque.

Elon Musk, de passage à Berlin pour évaluer l'avancée des travaux, a encore ébranlé quelques certitudes, mardi 1<sup>er</sup> décembre. Interrogé par le président du groupe média Axel Springer, Mathias Döpfner, qui lui remettait le prix de la personnalité la plus innovante de l'année, sur l'endroit où il comptait passer la nuit, M. Musk a répondu qu'il s'était fait installer un lit... dans l'usine en travaux. « *C'est pour avoir une meilleure impression de l'endroit* », a-t-il expliqué devant un parterre de grands patrons médusés.

« *I believe in speed* » (« je crois en la vitesse »), déclarait-il aux dizaines de journalistes venus rapporter une de ses visites sur le chantier, fin septembre. Personne n'a eu le cœur de lui demander ce qu'il pensait de l'in vraisemblable chantier voisin de l'aéroport de Berlin-Brandenburg, qui a ouvert le 4 novembre... quatorze ans après le premier coup de pioche. M. Musk, lui, prévoit de lancer la production de son usine dès juillet 2021, soit dix-huit mois après avoir annoncé son choix de s'installer en Brandebourg.

## Objectif : 500 000 voitures électriques par an

A Grünheide, entre les pins et les lacs, l'usine Tesla pousse littéralement à vue d'œil. Le gros œuvre est déjà achevé. Pour contourner les lenteurs administratives, Tesla a pris le risque de travailler avec des autorisations provisoires, quitte à devoir changer ses plans... ou bien tout démolir. Au minimum, 4 milliards d'euros seront investis pour que 500 000 voitures électriques par an puissent sortir des chaînes de montage d'ici à 2022, ainsi que, plus tard, des milliers de batteries. Tout cela, très loin des grands bastions traditionnels de l'automobile (Bade-Wurtemberg, Bavière et Basse-Saxe) : à l'Est, près de Berlin, la capitale

pauvre longtemps moquée par l'ouest du pays. Au pays de « das Auto », on peine à se remettre de tant d'audace.

Outre-Rhin, il a fallu le scandale du dieselgate, en 2015, pour convaincre le premier constructeur (et numéro un mondial), Volkswagen, de se mettre sérieusement à l'électrique. Les patrons allemands n'ont longtemps cru ni au marché ni au modèle économique des voitures sur batteries. « *J'ai du respect pour Tesla, mais j'en ai aussi pour ses pertes financières* », déclarait, en 2017, dubitatif, Matthias Müller, le PDG d'alors.

Son successeur à la tête du groupe, Herbert Diess, lui, ne rate pas une occasion de poster des photos de lui avec Elon Musk sur les réseaux sociaux. Il tente depuis deux ans de transformer le navire Volkswagen en un grand constructeur électrique du niveau de Tesla... et ne cache pas la difficulté de la tâche.

« *Tesla est pour nous un benchmark [une valeur de référence]. Il bouscule toute la branche automobile allemande* », soulignait-il avec admiration, début novembre. BMW s'était bien lancé aussi dans l'électrique dès 2013, avec une usine à Leipzig (Saxe), mais le constructeur a payé très cher son rôle de pionnier. La petite BMW électrique i3 n'a jamais le succès escompté, et le groupe a dû rétropédaler quelques années après face aux coûts de l'opération.

## Politique industrielle pour des batteries made in Europe

Quant à l'idée d'une fabrication de cellules de batteries en Allemagne, elle a été, au départ, purement et simplement écartée par les grands sous-traitants comme Bosch ou Continental, qui jugeaient plus efficace d'importer d'Asie les précieuses piles, pourtant au cœur de la valeur ajoutée de la voiture. Il a fallu toute la conviction du ministre de l'économie, Peter Altmaier, soutenu par son homologue français Bruno Le Maire, pour lancer une politique industrielle pour des batteries made in Europe.

L'initiative, moquée par certains milieux économiques comme d'« *inspiration chinoise* », commence pourtant à porter ses fruits : l'Allemagne a reçu sept projets d'implantation d'usines de batteries, ce qui devrait faire d'elle le leader industriel européen. Mais beaucoup reste à faire. « *Les constructeurs traditionnels et leurs sous-traitants ont sous-estimé que Tesla avait développé un nouvel "écosystème" de voiture électrique, incluant un modèle économique numérique, un logiciel très innovant et la maîtrise complète du système de batterie* », souligne Markus Schmidt, consultant expert en transformation numérique et mobilité, enseignant à l'université de Reutlingen (Bade-Wurtemberg).

Le dernier affront d'Elon Musk à l'Allemagne sera peut-être l'un des plus délicats. Il a décidé de se passer d'IG Metall, le puissant syndicat de l'industrie métallurgique et automobile. Et pour cause : le patron exige de ses salariés un investissement personnel et une flexibilité en décalage total avec la convention collective de l'automobile allemande. En échange, le salaire d'entrée chez Tesla Grünheide commencera à 2 700 euros brut, quel que soit le niveau de qualification, contre 2 400 euros versés en moyenne dans la région. IG Metall, conscient des enjeux considérables de la transformation actuelle de l'industrie sur l'emploi, s'est efforcé jusqu'ici de ne pas lever trop haut le drapeau rouge. Mais la trêve pourrait être de courte durée. L'émerveillement passé, le choc culturel entre l'entrepreneur pressé et le management à l'allemande pourrait être rude.

**Cécile Boutelet**(Berlin, correspondance)

ARCHITEKTUR IN LEIPZIG:

## Oscar Niemeyers letzter Wurf

- VON STEFAN LOCKE
- -AKTUALISIERT AM 05.12.2020-09:04



Der Leipziger Unternehmer Ludwig Koehne hat auf einem Industriegelände den letzten Entwurf des brasilianischen Architekten Oscar Niemeyer verwirklicht – nun prangt eine spektakuläre Kugel an der Hausfassade.

Von weitem sieht es aus, als wäre ein überdimensionaler Schneeball an der Dachecke des Backsteinbaus im Leipziger Westen kleben geblieben. Kommt man näher, sieht man zwei strahlend weiße Betonschalen, die wie Yin und Yang ineinander verwoben sind. Zwei visierartige Öffnungen oben und unten sind mit Glas bedeckt, nicht mit irgendeinem, sondern mit einer Spezialanfertigung, die hier erstmals in einem Gebäude verwendet wurde. „Einen Moment“, ruft Ludwig Koehne und verschwindet hinter der Bar in der oberen Kugelhälfte. Dann wird es auf einen Schlag dunkel, beinahe so, als hätte man eine Sonnenbrille aufgesetzt. Koehne drückt einen weiteren Knopf, es wird wieder hell. Und plötzlich entstehen Muster an dem künstlich-künstlerischen Firmament.

144 dreieckige Scheiben sind in der oberen Kuppel-hälfte verbaut, und jede davon lässt sich einzeln ansteuern. Koehnes Finger huschen über das Steuer-Pad, er freut sich, das Ganze ist natürlich auch eine herrliche Spielerei. Allerdings nicht nur. Denn wenn die Sonne brennt, wie es in den vergangenen Sommern häufig der Fall war, wäre es hier oben nicht auszuhalten, dann würde das **Restaurant** zu einer finnischen Sauna. Das verhindern winzige Flüssigkristalle, die sich zwischen den fünf Glasschichten je Scheibe befinden. Sie können je nach Aufladung ihre Farbe verändern, und sie tun das auch – eigens programmiert – mit dem Lauf der Sonne. Am schönsten ist es hier oben freilich zum Sonnenuntergang, auf den man blickt wie über das Meer, das in diesem Fall die Dächer der Fertigungshallen der Kirow-Werke bilden, während am Horizont die Sonne hinter den Häusern im Leipziger Westen versinkt.

### „Er ist einfach ein ganz großer Künstler“

Ludwig Koehne schaut glücklich und auch ein bisschen so, als könne er das selbst nicht glauben: Die Kugel, die Oscar Niemeyer wenige Monate vor seinem Tod für ihn gezeichnet hatte, ist der letzte Entwurf des berühmten Architekten, und er, Koehne, hat ihn vollendet. Für Leipzig ist das zweifellos ein Architektur-Höhepunkt, für Koehne aber auch die Erfüllung eines lang gehegten Traums, der vor neun Jahren mit einem Besuch bei dem brasilianischen Architekten in Rio de Janeiro begann. Von Niemeyer selbst war Koehne freilich schon viel länger fasziniert. „Ich bin Architektur-Freak“, sagt er. „Wer sich für moderne Architektur

interessiert, kommt an Niemeyer nicht vorbei.“ Auch den Finnen Alvar Aalto bezieht er in seine Lobpreisungen ein – beide hätten den bisweilen brutalen Modernismus vermenschlicht. Aber auf Niemeyer lässt Koehne schon gar nichts kommen. „Er ist einfach ein ganz großer Künstler.“



„Ich bin Architektur-Freak“: Unternehmer Ludwig Koehne :Bild: Andreas Pein

Koehne ist Geschäftsmann, Freigeist und Lebemann. Er entstammt einer Oberhausener Gleisbau Unternehmerfamilie, studierte in Oxford Philosophie, Politik und Psychologie. Als er fertig war, fiel die Mauer; er ging nach Berlin, interviewte [Günter Schabowski](#), das geschasste Politbüro-Mitglied, das mit einem genuschelten Halbsatz die Grenze geöffnet hatte, und machte ein Buch daraus. Danach heuerte er bei der Treuhand an und wickelte DDR-Betriebe ab, bis er schließlich selbst einen übernahm: den Schwermaschinenbauer Kirow in Leipzig, in der sozialistischen Welt die Nummer eins bei Eisenbahndrehkränen. Koehne, damals gerade 27 Jahre alt, ging das Abenteuer gemeinsam mit 180 verbliebenen Mitarbeitern an. Sie waren skeptisch, zogen aber mit – es war für sie alle die einzige Chance. Es gab Durststrecken und verzweifelte Momente, am Ende aber erreichten sie, was sie anfangs nicht mal zu träumen gewagt hatten: Kirow ist heute Weltmarktführer.

Bei einem Akquisetermin in Brasilien nahm Koehne ein paar Tage frei und flog nach Brasilia, besichtigte, nein, inhalierte die Regierungsbauten und die Basilika, die Niemeyer entworfen hatte. „Seine Architektur strahlt so viel Vitalität und Lebensfreude aus“, sagt er und zeigt Handyfotos der Kirche. „Der Bau hat eine unfassbare Leichtigkeit. Von außen das schiere Nichts, von innen monumental, aber auf eine angenehme Art und Weise.“ Die Fenster sind, ähnlich der Kugel in Leipzig, außen dunkel, doch innen eröffnen sie Besuchern eine eigene Welt. Koehne hat eine kleine Niemeyer-Ausstellung eingerichtet in dem Backsteinbau aus dem Jahr 1927, der einstigen Kirow-Verwaltung, auf der die Kugel sitzt. Entwürfe, Modelle, Fotos, auch ein Sessel, den Niemeyer einst für die Zentrale der Kommunistischen Partei in Paris entwickelte. Und schließlich ein Porträt des Meisters selbst: Oscar Niemeyer im Alter von 102 Jahren, elegant im weißen Hemd und heller Hose in seinem Büro in Rio de Janeiro.



Seine Handschrift: In der Bar im Untergeschoss der Kugel ist eine Niemeyer-Zeichnung zu sehen. :Bild: Andreas Pein

### **„Es war kein Entwurf, sondern ein Wurf“**

Dort, im obersten Stockwerk eines Jugendstilgebäudes an der Avenida das Américas, empfing Niemeyer im Jahr 2011 Ludwig Koehne. Der hatte über einen Mittelsmann zuvor einen Brief mit einer Bitte nach Rio geschickt. Er habe da in Leipzig eine Kantine, einen sechs Meter hohen Saal mit schönem Licht. „Noch wichtiger aber ist der Koch“, schrieb er, wissend um Niemeyers Schwäche für die Arbeiterklasse. „Es handelt sich dabei um einen veritablen Restaurant-Chef, der im Gegensatz zur Qualität des gängigen Kantinenfraßes für die Zubereitung der Speisen ausschließlich frische Zutaten verwendet.“ Die Kirow-Kantine sei nicht nur in der Belegschaft, sondern auch bei Besuchern außerordentlich beliebt. „Wie jeder künstlerisch veranlagte Mensch strebt unser Koch nach Höherem“, fuhr Koehne fort. Dafür suche er nun den passenden Rahmen – einen „Raum für feine Küche und kleine Feste“, mit einem „zugleich intimen und doch großzügigen Charakter“. Als Standort schwebte Koehne das Dach der Kantine vor, das er von seinem Büro aus fest im Blick hat: „Ihre Architektur passt einfach gut zu der vorliegenden Bauaufgabe.“

„Wenn man den Brief heute liest und das fertige Produkt sieht, staunt man, mit welcher Leichtigkeit die Aufgabe gelöst wurde“, sagt Koehne. Warmherzig und großzügig sei er von Niemeyer empfangen worden. Ob die kleine Aufgabe alles sei, habe der Architekt wissen wollen und dann erzählt, dass es sein Herzenswunsch sei, noch einmal in Deutschland zu bauen. Es gibt von ihm ein 1957 errichtetes Wohnhochhaus im Berliner Hansaviertel; ein nach der Wiedervereinigung geplantes Schwimmbad in Potsdam wurde nie verwirklicht. Niemeyer habe sehr interessiert nach dem Vorhaben gefragt. „Dass jemand in einem Meer von Zweckbauten Schönheit zulässt, fand er gut.“ Eine wichtige Funktion eines Gebäudes sei die Schönheit, habe er gesagt. „Er wollte Schönheit in die Welt bringen.“

Drei Wochen später trafen Niemeyers Skizzen in Leipzig ein. „Es war kein Entwurf, sondern ein Wurf“, sagt Koehne. „Niemeyer hatte einfach einen Ball auf ein rechteckiges Gebäude geworfen.“ Bauphysikalisch unmöglich, habe er zuerst gedacht. Aber dann auch: „Mit einem Weltstar kannst du schlecht verhandeln. Entweder du machst es, oder du lässt es bleiben.“ Schon oft in der Geschichte haben sich Architekten an Kugelhäusern versucht, eines davon war vor 90 Jahren in Dresden entstanden, aus Stahl und ebenfalls als Restaurant. Zehn Jahre später ließen es die Nationalsozialisten abreißen, weil es ihnen als „entartet“ galt. Zur Jahrtausendwende baute ein Investor in Nähe des Hauptbahnhofs eine Glasreplik, die man jedoch suchen muss, weil sie der Wirtschaftlichkeit wegen mit scheußlichsten Profanbauten zugestellt wurde.



Bei Kirow: Das Café und die Kantine unter der Leitung des Kochs Tibor Herzigkeit kommen bei Belegschaft und Besuchern gut an. :Bild: Andreas Pein

## Sah aus wie die Baustelle eines Atomkraftwerks

Mit Koehne waren solche Zumutungen nicht zu machen, und mit Niemeyer schon gar nicht. Frei sollte die Kugel sein, von weitem sichtbar, eine lebendige Schönheit inmitten eines Industriegeländes. „Als Kranbaubetrieb reizt uns zudem auch Ihr Ansatz, in Fragen der Statik zuweilen an die Grenzen des Machbaren zu gehen“, hatte er an Niemeyer geschrieben. Und der hatte sich das nicht zweimal sagen lassen. Koehne fand schließlich ein Statikbüro, das sich die Aufgabe zutraute, aber es war ein Abenteuer. Lediglich zwei mal sieben Meter groß ist die Grundfläche, auf der asymmetrisch der die Kugel tragende Schacht steht – so wirkt es, als sei sie einfach auf die Dachkante der Kantine gelüpft worden. Eine Verbindung von Leichtigkeit und Eleganz: Niemeyer pur.

Für die Handwerker war es die Herausforderung ihres Berufslebens. Sie mussten eine Art Beton-Balkon gießen, um darauf in kompletter Handarbeit die filigrane Schalung zu errichten. Das Gerüst dafür verdeckte beinahe den gesamten Altbau, die Bilder von den Bauarbeiten wirken, als stapften die Arbeiter über die Baustelle eines Atomkraftwerks. Drei Güsse für die untere und obere Schale sowie für den Horizont waren nötig. Dann, Anfang Juli dieses Jahres, achteinhalb Jahre nach Beginn der Planungen, feierten sie endlich Eröffnung. Aus Rio de Janeiro war Jair Valeras zugeschaltet, Niemeyers Büroleiter, der jedes Detail überwacht hatte und nun berichtete, dass Niemeyer doch Zweifel an der Konstruktion gekommen seien. „Ich glaube, diesmal haben wir übertrieben, Jair“, soll er kurz vor seinem Tod gesagt haben.



Tibor Herzigkeit: Inhaber und Koch der Kirow-Kantine :Bild: Andreas Pein

Auf seinem Handy hat Koehne Hunderte Fotos. Die Sphere, so der Name der Kugel, in gleißender Sonne, vor Wolken und im Mondschein. Nachts, wenn Tieflader die riesigen Kräne abholen, bietet sich von der Sphere aus einer der schönsten Blicke auf das darunter liegende Lichtermeer.

## **Koehne hat schon die nächste Idee**

Aber was sagt eigentlich der Koch dazu? Tibor Herzigkeit nimmt mitten in seinem neuen Restaurant Platz und blickt zufrieden. „Eine wahnsinnig gute Location“, sagt er. Eigentlich habe er, der Weltenbummler, gar nicht lange in Leipzig verweilen wollen. Koehne aber überredete ihn ein ums andere Mal – und baute ihm nun ein eigenes Restaurant. „Céu“, haben sie es getauft, portugiesisch für „Himmel“. Daran erinnern der blaue Teppich und die weißen Sitzpolster, die wie Wolken wirken. Man kann sagen, dass sich die Interessen der beiden und ihr Sinn für gutes, schönes Leben hier perfekt getroffen haben.

„Die Kugel ist mein Instrument“, sagt Herzigkeit und lacht. „Jetzt will es gespielt werden.“ Klein, fein, klar, nachvollziehbar und verständlich, so beschreibt er seine Küche. Tafelgedeck-Gedöns, Besteckgeklapper, schwere Kost, das könne er sich hier nicht vorstellen, das würde den Ort entweihen. Große Freude habe er am Kombinieren: Jetzt im Herbst stünden Birne, Bohnen und Speck zur Verfügung. „Daraus etwas zu kreieren“, sagt er, „ist ein großes Glück.“

Ludwig Koehne wiederum hat, wie sollte es anders sein, schon die nächste Idee. Gleich gegenüber der Sphere ist eine Lagerhalle, die werden sie jetzt räumen, um Gemüse anzubauen. „Kurze Wege, regional“, sagt er. Das sei doch der Trend. Und außerdem habe es sich Herzigkeit so gewünscht. „Der Koch bestimmt hier viel“, sagt Koehne. „Und ich lasse es gern zu.“

## Valérie Pécresse : «On n'éradiquera pas l'islamisme si on ne casse pas les ghettos urbains»

«Devant ce séparatisme urbain, le gouvernement détourne la tête», dénonce la présidente de la région Ile-de-France.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 45 minutes

Valérie Pécresse (à gauche) en novembre dernier à Paris. *POOL / REUTERS*

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse (Libres!), estime dans un entretien au Journal du Dimanche qu'«*on n'éradiquera pas l'islamisme si on ne casse pas les ghettos urbains*», et dénonce un «*séparatisme urbain*». Ces «*ghettos (...) favorisent l'entre-soi, le repli communautaire et l'endoctrinement*», estime l'élue ex-LR, considérée comme une possible candidate de la droite à la présidentielle de 2022.

«*Devant ce séparatisme urbain, le gouvernement détourne la tête*», dénonce-t-elle, regrettant que «*l'amorce d'une réflexion sur la banlieue il y a deux ans, avec le plan Borloo, a été tuée dans l'oeuf*». Pour y remédier, elle plaide pour «*une stratégie de peuplement (...) et reconstruire ces quartiers en permettant une vraie mixité sociale et que les classes moyennes s'y stabilisent et reviennent*». Le tout en s'appuyant, selon elle, sur ceux qu'elle nomme les «*nouveaux hussards de la République : enseignants, policiers, soignants*».

Interrogée sur un éventuel lien entre «*terrorisme et immigration*», la présidente de la région Ile-de-France estime qu'«*il faudrait être aveugle pour ne pas (le) voir*». «*L'assassin de Samuel Paty était tchéchène. L'attentat de Nice a été commis par un Tunisien en situation irrégulière. Mais des jeunes Français grandissent aussi dans la haine de leur pays*», souligne Valérie Pécresse. «*Il faut arrêter l'immigration subie et renvoyer chez eux les clandestins*», dit-elle. «*L'ennemi, c'est l'islamisme, lié à l'islam politique, cette idéologie qui lave le cerveau de Français et de migrants et les pousse à prendre les armes contre la France*», poursuit-elle dans le JDD.

En gestation depuis des mois, le projet de loi, voulu par le président de la République et destiné à lutter contre le séparatisme et l'islam radical, doit être présenté mercredi 9 décembre en Conseil des ministres. Obligation de l'enseignement à l'école dès 3 ans, neutralité des services publics, contrôle renforcé des associations et organisation des cultes sous «*l'esprit initial*» de la loi de 1905 devraient y figurer. Valérie Pécresse indique par exemple qu'en Ile-de-France, ce sont plusieurs dizaines de milliers d'enfants de tous âges qui sont des des écoles hors contrat soumises à une idéologie islamiste. «*C'est la fermeture de ces écoles qui est prioritaire*», dit-elle.

# L'appel de 19 présidents de département : « “Un revenu de base” pour répondre à la crise inédite que nous traversons » »

## **TRIBUNE**

### **Collectif**

Pour faire face au « choc de pauvreté » dû à la pandémie de Covid-19, dix-neuf présidents de département demandent, dans une tribune au « Monde », la création d'un revenu universel inconditionnel.

Publié hier à 07h30, mis à jour hier à 13h19 Temps de Lecture 2 min.

**Tribune.** Il aura fallu deux ans et une crise sanitaire mondiale, avec aujourd'hui plus d'un million de Françaises et de Français venus s'ajouter aux [9,3 millions de personnes vivant déjà en dessous du seuil de pauvreté](#), pour que la majorité présidentielle, qui refusait tout débat, se décide enfin à ouvrir la réflexion que nous demandions sur un revenu universel inconditionnel.

Initiée dès 2016 par le département de la Gironde, notre proposition d'expérimentation de « revenu de base » est portée par dix-huit autres départements volontaires. Son ambition : renforcer notre modèle de protection sociale en l'adaptant aux évolutions de notre société pour protéger contre les chocs sociaux d'ampleur. Elle repose sur trois principes : inconditionnalité et automatisation du versement, ouverture aux jeunes de moins de 25 ans, dégressivité en fonction des revenus d'activité.

Jeudi 26 novembre, sans bruit ni publicité, les mêmes député.e.s qui avaient massivement rejeté notre proposition ont adopté une résolution majeure demandant au gouvernement d'ouvrir [un débat national](#) sur la création d'un « *filet de sécurité inconditionnel et universel* ».

Puisque cette perspective est à présent ouverte, nous souhaitons nous en saisir.

Le choc économique est rude, ses conséquences sociales aussi. Au moins huit millions de personnes bénéficient de l'aide alimentaire. [Les jeunes en particulier](#), qui représentent déjà plus de la moitié des personnes pauvres en France, sont durement frappés par cette crise, alors même qu'ils n'ont pas accès aux minima sociaux.

## **Egalité et fraternité**

Ces deux ans écoulés nous auraient permis d'évaluer les effets d'un revenu de base sur les publics visés et de l'ajuster au mieux à leurs besoins. Rattrapons ce temps perdu ! Nous pourrions dès aujourd'hui envisager une généralisation afin de répondre à la crise inédite que nous traversons, plutôt que d'engager un débat national. D'autant que nous avons déjà consulté un jury citoyen et récolté 15 000 contributions via une plateforme numérique. Nous contribuerons d'ailleurs prochainement à la consultation sur l'aide individuelle à l'émancipation solidaire (AILES), initiée par les députés socialistes Boris Vallaud et Hervé Saulignac.

Deux ans après, nous sommes toujours convaincus de la pertinence d'un revenu de base et prêts à l'expérimenter, notamment pour les jeunes de moins de 25 ans. Cette mesure est à même d'absorber une partie de la vague de pauvreté que nous connaissons, et d'offrir à toutes ces personnes une chance de rebondir, de reconstruire leur projet de vie.

Nous ne nous résoudrons jamais à accepter que dans notre pays, qui place l'égalité et la fraternité au cœur de ses valeurs, autant de personnes vivent dans la pauvreté sans une solution et un accompagnement pour s'en émanciper. Dans la période difficile que nous traversons, plus que jamais, le revenu de base est pour nous une solution prometteuse pour redonner du corps à notre promesse républicaine.

**Cette tribune est cosignée par dix-neuf présidents (PS) de départements :** Valérie Beusert-Leick (Meurthe-et-Moselle), Sophie Borderie (Lot-et-Garonne), Josette Borel-Lincertin (Guadeloupe), Jean-Luc Chenut (Ille-et-Vilaine), Xavier Fortinon (Landes), Jean-Luc Gleyze (Gironde), Philippe Grosvalet (Loire-Atlantique), Alain Lassus (Nièvre), Jean-Claude Leblois (Haute-Vienne), Philippe Martin (Gers), Georges Méric (Haute-Garonne), Kléber Mesquida (Hérault), Sophie Pantel (Lozère), Germinal Peiro (Dordogne), Hélène Sandragne (Aude), Nathalie Sarrabezolles (Finistère), Christine Téqui (Ariège), Stéphane Troussel (Seine-Saint-Denis), Laurent Ughetto (Ardèche).

## **Le revenu universel, une idée neuve en Europe : nos tribunes**

« [Le revenu de base est passé de l'utopie philosophique à une possibilité concrète](#) », par Chloé Bonifas, Camille Lambert et Nicole Teke, membres du Mouvement français pour un revenu de base

« [La fracture patrimoniale a des conséquences délétères sur notre société](#) », Denis Consigny est ingénieur, président de l'Association intergénération pour le capital universel (AICU)

« [En France, il s'agit avant tout d'une nécessaire réforme de l'impôt sur le revenu](#) », par Marc de Basquiat, ingénieur et docteur en économie, fondateur de StepLine Conseil, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence

« [Le revenu universel permet de démocratiser le mérite, qui n'est pas une notion démocratique](#) », entretien avec Martine Alcorta, élue écologiste indépendante au conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

# Halb Europa träumt vom Tabubruch Schuldenerlass

Stand: 08:51 Uhr | Lesedauer: 5 Minuten

Von **Tobias Kaiser**

Korrespondent in Brüssel



Italiens Staatsschulden drohen endlos zu werden. Doch die Idee eines Erlasses fassen viele als Tabubruch auf

Quelle: picture alliance/dpa; Montage: Infografik WELT

Europa streitet über die Lasten der Corona-Krise. Schuldenschnitte, ewig laufende Anleihen, Gelddrucken der EZB. Über all das diskutieren Politiker besonders gebeutelter Staaten immer offener. Experten halten derartige Tabubrüche für hochriskant.

Europas Regierungen machen in der Corona-Krise Hunderte von Milliarden an zusätzlichen Schulden, um Unternehmen und Arbeitnehmer über Wasser zu halten.

Die Diskussion darüber, wie diese Schulden bezahlt werden sollen und wer dafür einen Beitrag leisten soll, wird in den europäischen Ländern erst im kommenden Jahr richtig Fahrt aufnehmen. Begonnen hat sie aber bereits. Besonders vernehmbar äußern sich dabei diejenigen, die vorschlagen, die Schulden überhaupt nicht mehr zurückzuzahlen.

Jüngst erst meldete sich der laut italienischen Medien einflussreichste Berater von Italiens Ministerpräsident Giuseppe Conte zu Wort. In einem Interview richtete sich Staatssekretär Riccardo

Fraccaro direkt an die Europäische Zentralbank (EZB), die in der Corona-Pandemie mit ihrem PEPP-Programm für mehr als 1,35 Billionen Euro Staatsanleihen der Euro-Länder kauft, damit Länder mit prekären Staatsfinanzen weiter frisches Geld bekommen.

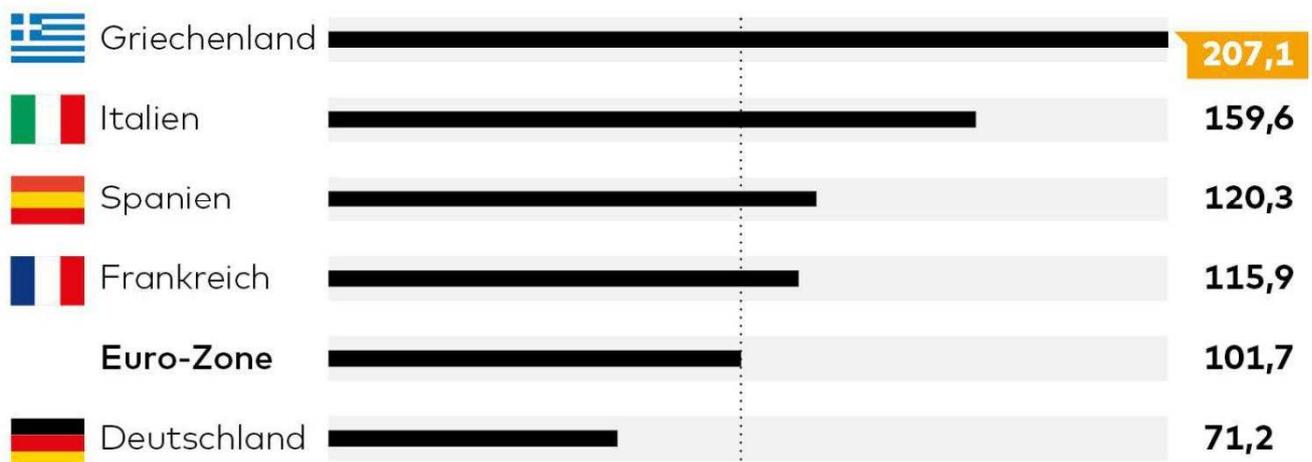
Die EZB solle die Schuldscheine, die sie in der Pandemie von Italien erworben hat, vernichten und auf die Rückzahlung verzichten oder die italienischen Schulden in ewig laufende Anleihen umwandeln, die zwar (Mini-)Zinsen abwerfen, aber nie mehr zurückgezahlt werden müssen, forderte Fraccaro.

„Die EZB hat kein Schuldenproblem – sie kann so viel Geld drucken, wie sie will“, sagte Fraccaro, der dem Koalitionspartner Fünf-Sterne-Bewegung angehört. „Sie kann weiter Staatsanleihen kaufen, den Mitgliedstaaten Investitionen ermöglichen und sie vor dem Markt schützen.“

Es ist das erste Mal, dass aus der italienischen Regierung die Forderung nach einem Schuldenschnitt kommt. Zuvor hatte bereits David Sassoli, der Präsident des Europäischen Parlaments, in einem bei WELT veröffentlichten Interview gesagt, dass ein Schuldenschnitt überlegenswert sei. Jetzt kommt aber aus der italienischen Politik erstmals ein sehr konkreter Vorschlag, welche Schulden gestrichen werden sollen.

## Staatsverschuldung in der Euro-Zone

in Prozent des jeweiligen Bruttoinlandprodukts, Prognose 2020\*



WELT

\*ausgewählte Länder, Quelle: Europäische Kommission

Quelle: Infografik WELT

Die Forderung ist verständlich: Auch die italienische Regierung hat die heimische Wirtschaft in der Corona-Krise mit milliardenschweren Hilfsprogrammen unterstützt, während Steuereinnahmen ausgefallen sind. Die EU-Kommission geht denn auch in ihrer jüngsten Konjunkturprognose davon aus, dass die italienischen Staatsschulden in diesem Jahr von 134,7 Prozent der Wirtschaftsleistung auf knapp 160 Prozent in die Höhe schießen.

Italien ist mit dieser sprunghaft gestiegenen Schuldenlast nicht allein. Alle europäischen Finanzminister haben in diesem Jahr in großem Stil neue Schulden gemacht, um die massiven wirtschaftlichen Folgen der Corona-Maßnahmen auszugleichen. Ein einziger Wert illustriert die Wucht der Veränderung in den öffentlichen Finanzen: Die Staatsschulden in der Euro-Zone werden in diesem Jahr im Schnitt erstmals genauso groß sein wie die jährliche Wirtschaftsleistung des Währungsraums.

### **Ultraniedrige Zinsen machen Schulden derzeit noch beherrschbar**

Italien gehört dabei zu einer Gruppe von sieben Ländern, deren Staatsschulden die Wirtschaftsleistung teilweise weit übersteigen: Dazu gehören auch Spanien, Frankreich, Zypern, Belgien, Portugal und Griechenland, wo die öffentlichen Schulden 207 Prozent der Wirtschaftsleistung ausmachen.

Weil das Bruttoinlandsprodukt in diesem Jahr in allen Ländern stark eingebrochen ist, in vielen sogar zweistellig, ist die Entwicklung der Schulden zwar stark überzeichnet. Und auch die derzeit ultraniedrigen Zinsen sorgen dafür, dass die Schulden beherrschbar bleiben. Trotzdem dürfte vor dem Hintergrund der steigenden Schuldenlast die Diskussion über den Umgang mit den Verbindlichkeiten in den kommenden Monaten noch lauter werden.

Denn ein Schuldenschnitt wäre für die betroffenen Länder eine große Erleichterung. Das zeigt das Beispiel Italien: Bis zum Ende des Jahres dürften die EZB und die zum Euro-System gehörende Banca d'Italia nach Berechnungen der Bank Berenberg italienische Staatsschulden im Wert von annähernd 550 Milliarden Euro angehäuft haben. Allein 186 Milliarden davon wären dabei nur in diesem Corona-Jahr hinzugekommen.

Nur die Schulden bei der Zentralbank auszuradieren würde Italiens Schuldenlast dramatisch reduzieren: Sie würde nach den Berenberg-Berechnungen auf 128 Prozent der Wirtschaftsleistung sinken. Das ist zwar immer noch viel, aber in einem Handstreich würden Italiens Schulden beherrschbarer. Für Italien, Frankreich und andere stark verschuldete Länder sähe die finanzielle Zukunft auf einen Schlag besser aus.

### **Schuldenerlass wäre ein Tabubruch**

Ökonomen warnen allerdings vor solch einem Schritt. Eine ganze Reihe italienischer Finanzwissenschaftler hat die Politik bereits gewarnt, über einen Schuldenschnitt nachzudenken. Auch Holger Schmieding, der Chefökonom der Berenberg Bank hält derlei Überlegungen für gefährlich. „Öffentliche Schulden bei der Zentralbank zu streichen, könnte furchtbar nach hinten losgehen“, warnt er.

„Damit wäre ein Tabu gebrochen. Investoren könnten es als einen Testlauf für einen weitergehenden Schuldenschnitt betrachten, für den letztlich sie bezahlen müssten.“ Die Folge wären dramatisch höhere Finanzierungskosten für die betroffenen Staaten.

Die italienischen Forderungen stoßen auch in der Politik auf Kritik: „Die hohe italienische Staatsschuld ist nicht das alleinige Ergebnis der Pandemie. Es war über Jahre absehbar, dass die italienische Haushaltspolitik irgendwann zu Problemen führen wird“, sagt etwa Markus Ferber. Der CSU-Politiker ist Sprecher der konservativen EVP-Fraktion im Währungsausschuss des EU-Parlaments.

„Diese Suppe muss nun aber die italienische Regierung und nicht die EZB auslöffeln. Was Italien will, ist de facto eine Staatsfinanzierung durch die Notenbank. Die Erfahrung lehrt, dass das der beste Weg zur Hyperinflation ist.“

Auch EZB-Präsidentin Christine Lagarde hat der Idee, dass die Bank auf die Corona-Schulden verzichten solle, eine Absage erteilt. Vor dem Europäischen Parlament auf die Diskussion angesprochen, sagte sie, dass solch ein Schuldenschnitt illegal sei. Auch der französische Finanzminister Bruno Le Maire hat die Debatte kritisiert. „Schulden werden zurückgezahlt, das ist das Prinzip von Schulden.“

### **Italiens Schulden drohen endlos zu werden**

Gleichwohl nimmt die Debatte weiter an Fahrt auf. Der jüngste Beitrag: Vergangene Woche meldete sich auch George Soros zu Wort, der seinen Nimbus als Investorenlegende vor allem einer erfolgreichen Spekulation gegen das britische Pfund verdankt. Er schlug vor, dass sich die EU-Staaten mit ewigen Anleihen verschulden sollen, für die zwar Zinsen gezahlt werden müssen, bei denen der Kredit aber nicht mehr zurückgezahlt werden muss.

Die finanziell soliden EU-Staaten könnten solche Anleihen begeben, um den Corona-Wiederaufbauplan zu finanzieren, der im Moment von Ungarn und Polen blockiert wird. „Italien gehört nicht zu den Ländern, die das Glück haben, solche Anleihen in ihrem eigenen Namen zu begeben“, sagt Soros.

„Aber das Land braucht deren Vorteile mehr als die anderen Länder.“ Deshalb sollten finanzstarke Länder wie Deutschland für Italiens ewige Schulden garantieren. In Rom dürfte er für diesen Vorschlag Zustimmung bekommen.

ENTRETIEN

## Philippe d'Iribarne : « On disqualifie toute interrogation des aspects problématiques de l'islam »

Propos recueillis par Jérémy André – publié le 03/09/2019

**Dans un essai\* captivant paru au printemps, Philippe d'Iribarne, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des cultures nationales, démonte les travaux qui accusent les sociétés occidentales d'« islamophobie ».**



*Manifestation contre l'islamophobie à Strasbourg le 11 février 2006, dans le cadre de l'affaire des caricatures de Mahomet. Crédit : Vincent Kessler / Reuters*

**Islamophobie : Intoxication idéologique** est un texte théorique et non un pamphlet. Les partisans de la notion d'islamophobie le liront néanmoins comme une attaque en règle.

Des institutions réputées sérieuses, de l'Onu à la Commission nationale consultative des droits de l'homme en France, emploient depuis longtemps ce terme dans leurs travaux. Il s'est ainsi imposé pour décrire discriminations et violences dont les musulmans seraient systématiquement victimes en Occident. Pourtant, ce mot même d'islamophobie ne cesse de faire polémique. Récemment, sa critique par le **philosophe Henri Peña-Ruiz** lors de l'université d'été de la France insoumise a conduit le mouvement politique au bord de l'implosion. Et déjà, au printemps, le terme avait dû être retiré d'une proposition de loi en France.

**Depuis la fatwa contre Salman Rushdie et les premières affaires du voile à l'école, trois décennies n'ont pas suffi à épuiser un débat souvent hystérique... au contraire !** A chaque nouvelle crise, un concert d'éditorialistes et d'intellectuels dénonce une « **manipulation idéologique** » : en mettant dans le même sac racisme et critique de l'islam, le concept servirait surtout à neutraliser toute opposition à la montée de l'islamisme. Pour le camp d'en face, s'alarmer du radicalisme ou dénoncer le port du voile serait « islamophobe », une forme irrationnelle de rejet de l'autre, et non des réactions rationnelles face à des éléments discutables d'une religion.

Comment expliquer que les personnes de confession musulmane soient si certaines de faire l'objet de discriminations au quotidien, si ce n'est par une islamophobie ambiante ? Philippe d'Iribarne remet en cause les deux évidences trompeuses liées à cette perception collective : **à regarder les chiffres de près, les musulmans ne sont en fait pas discriminés pour leur seule appartenance à l'islam, mais pour un ensemble de facteurs annexes** ; et surtout, la haine des musulmans n'est pas aussi répandue que le clament les militants associatifs. **A n'en pas douter, ces arguments sociologiques et statistiques devraient devenir les armes théoriques les plus solides des détracteurs du discours sur l'islamophobie.**

-----

### **Pourquoi réfutez-vous le concept d'islamophobie ?**

Le terme se présente comme désignant un rejet haineux de l'islam par le monde occidental. **Mais les données des sciences sociales contredisent la vision d'une hostilité généralisée envers les musulmans en tant que musulmans. En réalité, les sociétés occidentales sont tout à fait accueillantes pour l'islam comme religion.** Si elles rejettent certains aspects de l'islam, qui relèvent d'un ordre politique et social, **c'est parce qu'ils sont incompatibles avec nos valeurs.** Le terme d'islamophobie, qui suggère une réaction indiscriminée envers les musulmans et l'islam, **égare et est mortifère.**

### **Est-ce ce qui vous a conduit à écrire ce livre ?**

La question des conditions d'intégration des musulmans en Occident **me préoccupe à plus d'un titre, en tant que chercheur, et en tant que citoyen.** Je connaissais évidemment les débats politiques, **mais mon point de départ a été de découvrir, avec effarement, les études sur le sujet.** J'ai été frappé en particulier par les rapports de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), dans lesquels il y a **un énorme hiatus entre les conclusions, qui affirment que les musulmans sont victimes d'une islamophobie généralisée, et les données, qui démontrent le contraire.**

### **Pourquoi ces études de la CNCDDH sont-elles problématiques ?**

Les travaux de la CNCDDH ne sont pas les seuls, mais ils sont les plus caricaturaux. Les données mêmes sur lesquelles ils s'appuient montrent la grande diversité des réactions par rapport aux marqueurs de l'islam. Et ils concluent pourtant qu'il y a un rejet global de l'islam en tant que tel. **Quand les personnes interrogées justifient certaines réticences envers l'islam en invoquant le statut des femmes dans les pays musulmans, l'étude affirme que ce n'est pas parce que ces personnes sont réellement choquées par ce statut mais qu'elles y prêtent attention parce qu'elles sont « islamophobes ».** **C'est un incroyable retournement de l'accusation ! On disqualifie toute interrogation mettant en cause les aspects problématiques de l'islam.** Simultanément, le rapport ne semble pas du tout remarquer que les pratiques musulmanes strictement spirituelles et qui ne contredisent pas les valeurs occidentales, comme le jeûne du ramadan, sont largement acceptées. Je ne connais pas les auteurs de ce travail, mais en le lisant, **on se demande s'ils sont juste inconscients, ou bien s'il s'agit de militants qui opèrent une manipulation cynique.**

**Des polémistes et journalistes critiquent ce concept depuis longtemps, mais peu de chercheurs ou d'universitaires. Si l'islamophobie est une telle imposture, pourquoi êtes-vous le premier sociologue à la réfuter d'un point de vue épistémologique ?**

**Je m'interroge aussi.** La sociologie passe pourtant son temps à déconstruire les notions communes. À mon sens, **il y a d'abord un effet d'intimidation.** Comme l'a montré un colloque récent du Comité Laïcité République, **les militants de l'islamophobie et du courant décolonial ont opéré un formidable**

travail d'entrisme à l'université. Réfuter l'islamophobie peut être rapidement taxé de symptôme d'islamophobie ! Ceux qui souhaitent résister ont donc dû accepter une certaine marginalité par rapport au milieu universitaire. Il n'y a qu'à voir la manière dont la démographe Michèle Tribalat a été traitée. Pour ma part, ce qui touche à l'islam n'est pas mon domaine exclusif de recherche **et j'ai une position solide en tant que spécialiste de la diversité des cultures et de leur rencontre, ce qui me rend légitime pour aborder les rapports entre l'islam et l'Occident.** Par ailleurs, le sujet est moins tabou pour ma génération, qui n'a justement pas connu l'entrisme en question.

**Les musulmans ne subissent-ils pas d'indéniables discriminations à l'emploi ou pour trouver un logement ?**

**Ce n'est pas ce que rapportent les études, qui montrent qu'il n'y a pas de discrimination envers les musulmans en tant que tels.** Tout d'abord, il faudrait rappeler que les tests de CV anonymes réalisés par Pôle Emploi dans les années 2000 ont plutôt démontré le contraire : avec des CV anonymisés, les personnes ayant des noms à consonance musulmane bénéficiaient de moins d'entretiens qu'en affichant leur nom ! Ce qui signifie que les employeurs avaient plutôt tendance à avoir un regard positif sur ceux qui paraissaient musulmans : ils excusaient certains déficits de leur profil professionnel (absence d'expérience préalable, problèmes d'orthographe...) en les attribuant à leurs origines. Quant aux études plus récentes sur les discriminations, la plus précise est un testing réalisé par l'Institut Montaigne, dans lequel un maximum de variables ont été prises en compte. Elle démontre que la question pour l'employeur n'est pas que le candidat soit musulman, mais « est-ce que je vais avoir des problèmes en l'employant ? » Cette inquiétude ne relève pas de préjugés : voyez les procès, tel celui de la crèche Baby Loup, associés au port du voile dans l'entreprise, ou le récent rapport parlementaire sur les problèmes liés à la montée d'un islam revendicatif dans les entreprises publiques. Confrontés à un supposé musulman dont ils ne savent rien et ne pouvant exclure le risque qu'il fasse partie des « musulmans à problème », ou simplement que sa maîtrise de la culture française soit imparfaite, les employeurs peuvent préférer prudemment un autre profil. Mais si le profil révélé par son CV lève ces inquiétudes, par exemple en indiquant un engagement dans les scouts laïques ou la participation à des concours de Scrabble, l'attractivité du demandeur d'emploi augmente de manière considérable. **Le problème de ceux qui sont écartés n'est donc pas qu'ils soient musulmans, c'est que d'autres rassurent plus.**

**Mais n'est-ce pas discriminer les musulmans que de rejeter certains aspects particuliers de l'islam, comme la « pudeur » dans les rapports hommes-femmes, en particulier le voile ?**

C'est la position du **Collectif contre l'islamophobie en France**. Mais **le voile est un objet équivoque** : est-ce un signe religieux ou un signe d'un ordre social et politique ? D'aucuns diront qu'on ne peut pas distinguer le social et le religieux en islam. C'est tout simplement faux ! **Si l'on prend l'ensemble du monde musulman, il y a une unité des pratiques strictement religieuses comme le pèlerinage, la prière, le ramadan...** Par contre, il y a **une hétérogénéité extraordinaire des pratiques sociales**. Quoi de commun entre les Afghanes en burqa et les Maliennes que l'on voit seins nus au bord du fleuve Niger ? **De même, dans le Coran, tant qu'on est dans le registre strictement religieux, hommes et femmes sont traités à parité. Mais dès qu'on entre dans les rapports sociaux, on trouve un statut spécifique des femmes, avec une dimension d'enfermement.** Pour moi, c'est bien la preuve que ce rapport inégalitaire aux femmes vient davantage d'un ordre social que de la religion. **Les sociétés occidentales ont un certain nombre de valeurs clairement affichées, dont fait partie l'égalité hommes-femmes, et leur hostilité envers ceux qui refusent ces valeurs n'a rien de discriminatoire.** En outre, un fondement de l'intégration d'un groupe dans une société est l'acceptation de ce que les anthropologues appellent « **l'échange des femmes** » (chaque groupe accepte de « donner » ses femmes en même temps qu'il « prend » celles des autres

groupes). **Or l'islam interdit à une musulmane d'épouser un non-musulman**, et l'adoption d'une tenue islamique est un symbole de la prise au sérieux de cet interdit, donc **d'une volonté de rester à part**.

**Pourquoi les musulmans devraient-ils forcément s'intégrer au point de s'acculturer ?**

L'attitude française vis-à-vis de l'immigration, dont est issue l'implantation de l'islam en France, était jusque-là régie par **un accord implicite**, avec lequel n'a rompu aucune des vagues d'immigration précédentes : **la citoyenneté est accordée de manière très libérale, étant entendu que les individus s'assimilent**. C'est le rejet de cet accord qui fait que les responsables politiques, comme le président Emmanuel Macron dans une conférence de presse ce 25 avril, **dénoncent avec raison un islam politique qui veut faire « sécession »**.

**Pourtant, quand une femme voilée est agressée ou a son voile arraché, n'est-ce pas un acte clairement islamophobe ?**

Je désapprouve tout à fait ce genre d'actions. Si l'on est opposé au voile, il faut le manifester par la discussion ou par la loi. **Je ne nie pas qu'on puisse qualifier un acte en particulier d'islamophobe, ni qu'il y ait des individus qui aient une détestation indiscriminée de tout ce qui touche à l'islam. Mais ces cas sont extrêmement rares, et ne témoignent pas d'une islamophobie de la société en général. Même le Collectif contre l'islamophobie qui les recense n'en trouve que quelques dizaines par an.**

**N'y a-t-il pas eu des cas d'assassinats islamophobes, surtout depuis les attentats de 2015 ?**

En France, pas à ma connaissance.

**Les attentats de Christchurch, attaques contre deux mosquées qui ont fait 51 morts, ne traduisent-ils pas clairement une islamophobie meurtrière ?**

Effectivement, ce sont des actes « islamophobes » : leurs cibles sont des mosquées, et donc clairement la religion musulmane, et non les musulmans en tant que communauté dissidente. **L'individu qui les a commis a développé une vision paranoïaque de l'islam**, qui serait selon lui une menace vitale pour la société occidentale. **Mais il ne s'agit que d'un acte isolé**, et rien n'indique que ce passage à l'acte provient, comme l'a dit une ancienne ministre en pointant du doigt les unes de la presse sur l'islam, d'un climat général « islamophobe ». **Par ailleurs, il est important de rappeler qu'il y a infiniment moins de personnes qui passent à l'action violente envers d'autres musulmans dans la société occidentale majoritaire que chez les musulmans.**

**Ce ne serait pas l'avis de ceux, comme Edwy Plenel, pour qui la défense des musulmans est une urgence parce que ceux-ci seraient menacés d'une bien plus grande violence, dans un contexte d'obsession anti-musulmane qui rappellerait l'antisémitisme des années 1930.**

**Où sont les Auschwitz pour musulmans ?** Heureusement, je ne pense pas qu'Edwy Plenel soit écouté. La société française est majoritairement convaincue que nous sommes dans une phase transitoire, et que les musulmans finiront par s'intégrer. **En fait, ceux qui sont le plus inquiets de l'évolution de la communauté musulmane, et craignent une sécession, sont ceux d'ascendance musulmane qui souhaitent s'intégrer.**

**Bannir le mot d'islamophobie, comme il l'a été d'une proposition de loi, ne risque-t-il pas de renforcer certains musulmans dans leur certitude que leur communauté est victime**

**d'un traitement défavorable, en particulier par rapport aux juifs, dont le combat contre l'antisémitisme est pleinement reconnu ?**

**Je ne suis en aucun cas pour censurer le terme d'islamophobie. Mais c'est mon travail, en tant que chercheur, que de déconstruire une notion purement idéologique. Si l'antisémitisme** est reconnu, c'est parce qu'il décrit l'histoire difficile d'une communauté autrefois réellement en situation d'infériorité, **qui a été persécutée partout, en Occident comme dans le monde musulman.** Et cet antisémitisme a donné les chambres à gaz. L'islam a eu dans l'histoire une relation conflictuelle avec l'Occident, certes, mais on ne peut pas réduire cela à une haine contre cette religion, ou présenter les musulmans comme d'éternels dominés.

\* *Islamophobie : Intoxication idéologique*, Philippe d'Iribarne (Albin Michel, avril 2019)

**Le Figaro (site web)**

dimanche 6 décembre 2020 - 20:19 UTC +01:00 887 mots

Actualité ; Société

# Épuisés, agressés, mis en cause: le ras-le-bol des policiers

Leclerc, Jean-Marc

## Après les propos d'Emmanuel Macron vendredi au média en ligne Brut, les organisations représentatives la police nationale ont appelé à l'arrêt des contrôles d'identité.

«Un discours inintelligible qui souffle le chaud et le froid.» Olivier Boisteaux, le patron du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP), résume d'un trait ce que beaucoup de membres des forces de l'ordre pensent après l'interview accordée par le chef de l'État, le 4 décembre dernier, au média en ligne Brut. Emmanuel Macron a déclaré, ce jour-là, qu'il existait «une défiance entre la population et la police dans les quartiers difficiles» et qu'un individu de couleur était «beaucoup plus contrôlé et identifié comme étant un facteur de risque» .

«Ces propos ont créé une onde de choc ; pas un policier ne peut accepter cela, car ce n'est pas la vérité» , martèle Frédéric Lagache, le numéro deux d'Alliance (majoritaire chez les gradés et gardiens). Selon lui, «suspecter la police de contrôles au faciès, ce n'est pas acceptable» . «Notre seule mission est de savoir si un individu a commis une infraction ou pas, qu'importe sa couleur de peau» , affirme-t-il.

Le président de la République a cependant été plus loin, vendredi. Il a annoncé la prochaine mise en place d'une plateforme internet gérée par l'État, le Défenseur des droits ou les associations comme la Licra pour dénoncer ces discriminations. L'hôte de l'Élysée se devait, il est vrai, de réagir après les polémiques liées au tabassage du producteur de musique, Michel Zecler, à Paris, par une patrouille du 17<sup>e</sup> arrondissement, le 21 novembre dernier. La plateforme qu'il appelle de ses vœux aura d'ailleurs un rôle bien plus large que celle mise en place au sein de l'IGPN en 2014 pour permettre de dénoncer les seuls dérapages policiers.

Mais il n'en fallait pas moins pour mettre le feu aux poudres dans la «Grande Maison». Aussitôt après l'intervention présidentielle, les organisations représentatives de la police nationale ont appelé à l'arrêt des contrôles d'identité. «Jusqu'à ce que Macron revienne sur ses propos et sur son idée de plateforme» , a même déclaré Frédéric Lagache. «On est déjà suivis par tous les principaux syndicats de police comme l'Unsa-police ou Unité-SGP-FO ; il est grand temps que notre président éclaire ses policiers» , a poursuivi le syndicaliste, très remonté. Dans les circonscriptions de police, «les forces de l'ordre assureront les urgences et répondront aux réquisitions, mais plus de contrôle d'initiative comme avant» , explique Alliance.

Quel gâchis! Le 15 octobre dernier, après une série d'agressions contre des agents, le «premier des Français» avait pourtant reçu les syndicats de la «Grande Maison» pour leur témoigner le soutien de la République. Leurs représentants étaient sortis de l'Élysée le cœur apaisé. Ils se félicitaient même d'avoir obtenu des «engagements» sur une loi prévoyant un durcissement de la répression pour les «agresseurs de policiers» . La promesse a emprunté depuis le chemin tortueux de l'article 24 et tout a dérapé.

«Le président vient maintenant de semer le trouble par ses déclarations ambivalentes, alors que les policiers sont des hommes et des femmes de bonne volonté, souvent jeunes, qui ne demandent qu'à servir sans arrière-pensées ni esprit partisan. La police est à l'image de la population des quartiers qu'elle sillonne» , rappelle un commissaire de la grande banlieue parisienne. Lui l'assure: «Après de tels propos tenus au sommet de l'État, nos équipes sur le terrain vont avoir encore plus de mal à effectuer leur travail sans voir leur autorité aussitôt contestée.»

Pour l'heure, par des tracts, des réactions à vif sur certains forums, les policiers expriment leur désarroi. «Non la police n'est pas raciste, elle ne choisit pas sa délinquance» , assurent les trois principaux syndicats de gardiens de la paix. «Le président aura la police qu'il mérite!» , concluent-ils, un brin menaçants.

Une bataille de mots? Ce n'est pas la première fois que la police se rebiffe contre l'exécutif. Une semaine après l'attaque contre quatre de leurs collègues à Viry-Châtillon le 8 octobre 2016, une manifestation spontanée de centaines d'agents sur les Champs-Élysées avait pris de court les autorités, tandis qu'Alliance déjà appelait à une «*grève du zèle*» .

En décembre 2019, le syndicat Unité SGP-police avait appelé, de son côté, tous les agents travaillant de nuit «*à ne sortir que sur appel au 17*» afin de protester contre leurs conditions de travail et de rémunération. Plus récemment, la mise en cause de la police au détour de l'affaire Traoré (dossier de la responsabilité des gendarmes) avait aussi créé un certain émoi.

«*Avec la dernière sortie de l'Élysée, on est parti pour la gloire!*» , ironise Frédéric Péchenard, l'ex-DG de la police nationale devenu vice-président LR de la région Île-de-France. Et c'est dommage, à l'entendre, car Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a du «*courage*» de défendre ses policiers et gendarmes dans un tel contexte. Il l'invite à «*tenir son cap*» . À Beauvau, ce sont les événements qui commandent et le rythme est devenu infernal.

# Aux racines de la laïcité, cette passion très française à l'histoire tourmentée

Par [Claire Legros](#)

Publié le 04 décembre 2020 à 07h15, mis à jour hier à 20h51

## ENQUÊTE

**Des batailles philosophiques des Lumières aux déchirures de la III<sup>e</sup> République, l'histoire agitée de ce principe constitutionnel, pilier de la République depuis la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, éclaire les vifs débats d'aujourd'hui.**

C'est une nouvelle séquence qui doit s'ouvrir le 9 décembre 2020 pour la laïcité française, avec la présentation en conseil des ministres du projet de loi « *confortant les principes républicains* », jusque-là appelée « loi contre le séparatisme ». Cent quinze ans jour pour jour après la promulgation de la loi qui consacra la séparation des Eglises et de l'Etat, Emmanuel Macron veut imprimer sa marque sur ce pilier de la République, érigé depuis 1946 en principe constitutionnel et auquel les Français demeurent profondément attachés – [pour 78 % des personnes interrogées en janvier 2020, la laïcité « fait partie de l'identité de la France »](#), selon le baromètre annuel de l'Observatoire de la laïcité – mais qui suscite, dans une large partie du monde, de nombreuses incompréhensions.

C'est aussi l'un des principes dont l'application reste depuis plus d'un siècle un sujet éruptif, une passion française qui donne lieu à des poussées de fièvre régulières, l'un de ces débats empoisonnés qui divisent les familles politiques et où l'habituel ton policé des intellectuels peut faire place à l'anathème, voire au ressentiment. Si le socle du monument législatif de 1905 – les deux premiers articles de principe sur la liberté de conscience et la neutralité de l'Etat – n'a pas changé depuis un siècle, il a donné lieu à des interprétations divergentes, dont témoigne l'effervescence lexicale autour du sujet.

Selon les points de vue, la laïcité française est tour à tour « ouverte » ou « radicale », « positive », « stricte », « fantasmée », « répressive », « de collaboration » ou « d'abstention », « de reconnaissance » ou « de contrôle », comme si ce « *concept valise* », selon la formule [du président de l'Observatoire de la laïcité, Jean-Louis Bianco](#), ne se suffisait pas à lui seul et nécessitait toujours d'être précisé.

De fait, l'attachement au principe masque des confusions mais aussi des désaccords profonds. « *Il y a une sorte d'évidence de la laïcité qui se traduit par un phénomène d'incantation et une méconnaissance à l'origine de malentendus, parfois entretenus par des "malentendants" hostiles à la laïcité* », affirme la philosophe Catherine Kintzler, autrice de *Penser la laïcité* (Minerve, 2014), qui défend « *l'application d'une laïcité stricte, héritée des Lumières* ».

**« Les débats autour de la laïcité n'ont jamais été pacifiques, elle a toujours fait l'objet d'une foire d'empoigne », constate l'historienne Valentine Zuber**

« *Il existe plusieurs laïcités, dont certaines peuvent cacher des réalités moins honorables* », constate de son côté l'historien Jean Baubérot, fondateur au CNRS du Groupe sociétés religions laïcités (GSRL), qui a consacré une vie de recherches au sujet et défend l'application d'une laïcité libérale. « *Les débats autour de la laïcité n'ont jamais été pacifiques, elle a toujours fait l'objet d'une foire d'empoigne* », renchérit l'historienne Valentine Zuber, directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études (université PSL).

Les désaccords commencent dès la définition du mot. « *La laïcité, c'est avant tout la séparation du politique et du religieux, comme l'indique le titre même de la loi de 1905* », affirme Gwénaële Calvès, professeure de droit public à l'université de Cergy-Pontoise et autrice de *Territoires disputés de la laïcité : 44 questions*

(plus ou moins) épineuses (PUF, 2018). Le mot désigne « un régime de préservation des libertés de croire et de ne pas croire sous l'égide d'un Etat neutre », assure le sociologue et historien Philippe Portier, vice-président de l'EPHE et auteur de *L'Etat et les religions en France : une sociologie historique de la laïcité* (Presses universitaires de Rennes, 2016).

## Un mot qui apparaît tardivement

D'où viennent ces divergences et comment ont-elles pesé sur l'écriture de la loi fondatrice de 1905 puis sur son application ? Quelle est la spécificité du modèle français ? Comment s'inscrit le projet de loi d'Emmanuel Macron dans l'histoire tourmentée de la laïcité ? Un retour en arrière n'est pas inutile pour décrypter les polémiques qui traversent notre époque, où « se rejouent les grandes oppositions qui ont déchiré au XIX<sup>e</sup> siècle le camp des laïcisateurs républicains », estime Valentine Zuber.

Si le mot n'apparaît que tardivement au XIX<sup>e</sup> siècle – sa première occurrence date de 1871 –, la notion émerge dans le monde des idées dès le XVII<sup>e</sup> avec les théoriciens de la tolérance, dont « l'un des plus grands penseurs, John Locke (1632-1704), jette les bases d'une coexistence pacifiée des croyances », explique la philosophe Catherine Kintzler. Publiée en Angleterre en 1689, sa *Lettre sur la tolérance* distingue « ce qui regarde le gouvernement civil de ce qui appartient à la religion », et marque « les justes bornes qui séparent les droits de l'un et ceux de l'autre ». Quelques années plus tôt, Roger Williams, pasteur baptiste américain, a fondé dans la colonie britannique du Rhode Island (Etats-Unis) « le premier Etat que l'on peut considérer comme laïque », estime de son côté l'historien Jean Baubérot : « Il y a mis en place une séparation radicale des Eglises et de l'Etat, la coexistence pacifique des communautés et la liberté des cultes. »

## Liberté de croire et de ne pas croire

La réflexion politique va s'affiner tout au long du siècle des Lumières jusqu'à la révolution de 1789 qui marquera une rupture, en France, avec la naissance de l'Etat libéral. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 reconnaît pour la première fois la liberté de croire et de ne pas croire, et le rôle de l'Etat pour la faire respecter. « A partir de cette date, on change d'époque », affirme Philippe Portier.

Pourtant, si une grande partie de l'Europe va basculer vers la modernité politique, deux modèles se dessinent déjà. Dans les pays à majorité protestante, les Eglises acceptent de faire route commune avec « ce nouvel imaginaire politique construit autour de la liberté de conscience », note le sociologue Philippe Portier. *Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle – Thomas Reid (1710-1796) en Ecosse ou Emmanuel Kant (1724-1804) en Allemagne – entretiennent une relation apaisée avec le religieux, dont ils estiment nécessaire qu'il se fasse entendre dans la société* ». Au Royaume-Uni et dans la plupart des pays du nord de l'Europe se met ainsi en place un régime de coopération étroite entre l'Etat et une Eglise particulière, qui n'empêche pas la pluralité des cultes et, malgré le désaveu social qui l'entoure, la liberté de ne pas croire.

Ce n'est pas le cas en France, où les Républicains doivent faire face « à une religion hégémonique, le catholicisme, qui contrôle l'ordre politique et l'ensemble des actes civils », rappelle Catherine Kintzler. De fait, pour un certain nombre de philosophes français des Lumières, la religion s'oppose au discours de la raison. Elle représente l'archaïsme, quand ce n'est pas le fanatisme ou la superstition. De cette opposition date la méfiance de la République à l'égard des religions et l'émergence de la notion d'émancipation.

« Avec l'école républicaine, il s'agit de former de nouveaux citoyens pleinement républicains, en les détachant de leur ancrage religieux ou identitaire », souligne l'historienne Valentine Zuber. *C'est peut-être là la spécificité française ; les autres pays occidentaux ont une perception bien moins négative du rôle que peut jouer le religieux dans la constitution de la personnalité des futurs citoyens.* »

## Opposition originelle au catholicisme

De cette époque naît aussi, selon Catherine Kintzler, la « différence fondamentale du point de vue philosophique » entre la laïcité française et les régimes de tolérance des pays protestants. Alors que ces derniers « restent attachés à la forme religieuse du lien politique – on s'y réfère à des groupes ethniques,

*religieux ou sociaux préexistants dont on organise la coexistence* », la laïcité « *va mener la séparation entre foi et loi jusqu'à sa racine. Elle installe un lien politique qui ne doit rien à l'existence d'un modèle religieux, qui ne suppose aucune foi* », affirme la philosophe. D'où la nécessité, selon elle, d'une neutralité totale de la part de l'autorité publique, qui doit s'abstenir « *de toute manifestation, caution ou reconnaissance en matière de cultes, de croyances et d'incroyances* ». A l'inverse, « *partout ailleurs, y compris en public, dans l'infinité de la société civile, la liberté d'expression s'exerce dans le cadre du droit commun* ».

**A chaque étape de son histoire, la laïcité va voir s'affronter deux modèles, « ceux qui veulent associer la nation à son récit religieux et ceux qui veulent les séparer strictement »**

Les débats en France sur la place des religions dans la République portent encore aujourd'hui la marque de cette opposition originelle à la religion catholique. A chaque étape de son histoire, la laïcité va voir s'affronter deux modèles, avec, « *d'un côté, ceux qui veulent associer la nation à son récit religieux et, de l'autre, ceux qui veulent les séparer strictement* », souligne Philippe Portier.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, lors des débats qui aboutissent à la loi de 1905, les deux camps vont s'opposer âprement. Les partisans d'une laïcité « intégrale », menés par le président du Conseil Emile Combes, aspirent à cantonner l'exercice du culte dans l'espace privé, pour supprimer aux catholiques tout moyen d'organisation autonome, sous le contrôle d'un Etat régulateur. Le courant libéral, incarné par Aristide Briand et Jean Jaurès, défend, lui, une séparation qui « *délivre l'Etat de l'emprise politique de la religion, mais sans s'ingérer exagérément dans la manière dont le culte doit s'organiser* », explique Valentine Zuber.

## Principe de neutralité

Dans cette guerre fratricide, « *la chance qu'avait la loi de 1905 d'être une loi de liberté était semblable à celle qu'a un joueur de gagner au loto* », estime l'historien Jean Baubérot. L'interdiction de l'enseignement par les congrégations religieuses vient en effet d'être votée, obligeant une partie de leurs membres à se réfugier à l'étranger. « *Il règne alors un climat anticlérical, voire antireligieux, contre le catholicisme politique et son enseignement antirépublicain* », rappelle Valentine Zuber.

Dans la bataille entre « *combistes* » et « *briandistes* », c'est pourtant le courant libéral qui l'emporte. Après des débats parlementaires féroces, la loi qui organise les relations entre l'Etat et les trois cultes concordataires – catholicisme, protestantisme et judaïsme – s'ouvre par l'affirmation du principe de liberté de conscience et de culte. L'exercice de cette liberté est garanti par la neutralité de l'Etat, objet de l'article 2, qui affirme que « *la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ». Au regard de ce que proposaient les républicains « *combistes* » – et même si l'Eglise catholique ne l'a bien évidemment pas vécu comme telle –, la loi de 1905 apparaît donc comme un texte de compromis.

Encore faut-il préciser les contours du principe de neutralité. Jusqu'où peut-on exercer sa liberté religieuse ? Où commence la reconnaissance ? Dès 1905, les législateurs introduisent des exceptions à la règle du non-subventionnement, au nom de l'obligation faite à l'Etat de garantir la liberté de culte. Peuvent ainsi être « *inscrites aux budgets* » de l'Etat « *les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que les lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons* ».

## Nouveau compromis avec l'Eglise catholique

« *Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les acteurs juridiques et politiques vont converger pour conforter la lecture libérale de Briand et de Jaurès* », note Philippe Portier. De l'autorisation des processions religieuses à celle de la sonnerie des cloches des églises, les arrêtés du Conseil d'Etat vont ainsi régulièrement privilégier la liberté sur la restriction.

C'est aussi cette lecture libérale qui conduira, à partir de la V<sup>e</sup> République, à établir un nouveau compromis avec l'Eglise catholique. Adoptée le 29 décembre 1959 dans une ambiance de champ de bataille, [la loi Debré](#) instaure un système de contrats qui « *enfreint le tabou de l'article 2 de la loi de 1905 interdisant toute*

*subvention directe de l'Etat à un culte, quel qu'il soit* », raconte Valentine Zuber. En échange d'aides publiques, les écoles catholiques s'engagent à suivre le programme de l'enseignement public. Une partie de la gauche ne pardonnera jamais cet accroc au contrat initial. En 1984, le ministre socialiste [Alain Savary tentera d'intégrer les écoles privées dans un grand service public](#) mais il sera contraint de reculer face aux manifestations en faveur de « l'école libre ».

Le sociologue Philippe Portier y voit la fin d'une époque. « *A partir des années 1960, la laïcité séparatiste n'existe plus*, affirme-t-il. *On entre dans un nouveau modèle, une laïcité de la reconnaissance, où l'Etat soutient positivement les religions. Le financement des écoles privées, plus important que dans la majorité des autres pays, en est l'un des points significatifs.* » Cette laïcité de collaboration perdue encore, selon lui, à travers les rencontres régulières des pouvoirs publics avec les représentants des confessions, sans guère susciter de débat.

La juriste Gwénaële Calvès tempère : « *Les activités religieuses organisées dans les écoles privées ne bénéficient évidemment d'aucun financement public. Ce qui est financé, c'est l'application du programme de l'éducation nationale, dont le contenu est déterminé par l'Etat de manière unilatérale. Même chose pour la loi. Les organisations religieuses, comme d'autres composantes de la société civile, sont parfois consultées en amont, mais leur poids politique est nul. On reste bien dans un régime de séparation.* »

## La laïcité au prisme de l'islam

Il faut attendre la fin des années 1980 pour que s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de la laïcité française. Avec l'installation de l'islam dans le paysage religieux français émerge un nouvel acteur qui cherche sa place dans une laïcité pensée et modelée sans lui. Dans une société sécularisée où la pratique religieuse est l'une des plus basses d'Europe, la République est confrontée à « *une partie de la population musulmane qui revendique une visibilité publique* », souligne Philippe Portier.

Une situation nouvelle à laquelle s'ajoute le fait que « *l'histoire de France est marquée par des relations difficiles avec l'islam. Il existe dans la société française une hantise de son expansion, amplifiée par l'histoire coloniale. Alors que la République a accordé en 1870 la citoyenneté aux juifs d'Algérie avec le décret Crémieux, elle ne l'a pas fait pour les musulmans, qui sont restés en dehors, avec le statut d'"indigènes"*. »

[L'affaire des foulards au collège de Creil en 1989](#), à l'origine de l'adoption de la loi de 2004 sur les signes religieux dans les écoles publiques, celle du voile intégral qui aboutit à l'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public en 2010 en vertu de l'ordre public, puis les multiples épisodes de la bataille judiciaire de la [crèche Baby-Loup](#), qui conduit en 2016 à autoriser les entreprises à inscrire le principe de neutralité dans leur règlement intérieur, questionnent à nouveau l'équilibre entre libertés et neutralité.

Les débats convoquent, cette fois, les notions d'égalité femme-homme ou de dignité humaine, tandis que les discussions se focalisent sur la frontière entre « espace public » et « espace privé », suscitant nombre de contresens et de malentendus, pas toujours sans arrière-pensées. En 2018, Marine Le Pen réclame « *l'interdiction du voile dans l'intégralité de l'espace public* ».

Au sein même du gouvernement, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, affirme en 2019 que « *le voile en soi n'est pas souhaitable dans notre société, tout simplement* ». Une entorse au principe de séparation, qui brouille un peu plus les repères. « *On assiste depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle au retour d'un discours particulièrement offensif des héritiers d'Emile Combes, le chef de file du camp anticlérical en 1903. Cette néolaïcité voudrait circonscrire la pratique religieuse à la seule sphère privée, alors que l'exercice public du culte est, avec le respect de la liberté de conscience, garanti par la loi de 1905* », constate l'historienne Valentine Zuber.

**« Depuis les années 2000, la laïcité libérale du XX<sup>e</sup> siècle a laissé place à une laïcité de contrôle », estime le sociologue et historien Philippe Portier**

Deux camps se reconstituent. Pour certains, un retour à un cadre plus strict s'impose. « *En analogie avec l'Eglise catholique au XIX<sup>e</sup> siècle, il y a dans l'islam une prétention à l'hégémonie et à l'uniformisation des mœurs, estime ainsi la philosophe Catherine Kintzler, qui appelle à revenir à l'application stricte de « la dualité des deux principes – abstention dans le domaine de l'autorité publique et liberté dans la société – qui a fait la preuve de sa puissance libératrice* ». Dans ce contexte, l'école, lieu de l'émancipation dans la tradition des Lumières, « *doit respecter une neutralité totale, y compris pour les accompagnateurs scolaires* », affirme-t-elle.

Pour l'historien Jean Baubérot, ce retour à une laïcité radicale témoigne de « *la nostalgie d'une pureté laïque qui n'a jamais été mise en pratique. Ces stéréotypes ont traversé les époques sans faire la preuve de leur efficacité. On réinvente un passé sans voir l'écart entre les principes énoncés et la réalité, alors que Briand, Jaurès ou Buisson appelaient au pragmatisme et au respect des libertés, pas à une lecture religieuse des principes* ». L'historien juge cette évolution « *politiquement dangereuse car, en instrumentalisant la laïcité contre une religion qu'elle devrait au contraire protéger, on risque d'accroître chez les musulmans un sentiment d'exclusion* ».

## Renforcement législatif

En vingt ans, l'édifice législatif qui encadre l'organisation des religions dans la société s'est renforcé, opérant un glissement vers une neutralité qui déborde la sphère purement publique. Ainsi l'interdiction du port de signes religieux a-t-elle été étendue aux employés d'une crèche associative et aux salariés du secteur privé, sous certaines conditions.

Cette évolution se heurte régulièrement au cadre législatif international – Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations unies, Convention européenne des droits de l'homme – qui protège la liberté religieuse et que l'Etat français a ratifié. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a d'ailleurs interpellé plusieurs fois la France sur ce qu'il considère être des « *violations* » de la liberté de religion des femmes musulmanes, précisant que, « *pour respecter une culture publique de laïcité, il ne devrait pas être besoin d'interdire le port de ces signes religieux courants* ».

Le sociologue Philippe Portier voit dans cette évolution « *la fin de la lecture libérale de la loi de 1905, qui aurait depuis quatre-vingt-dix ans sous le contrôle du Conseil d'Etat. Depuis les années 2000, la laïcité libérale du XX<sup>e</sup> siècle a laissé place à une laïcité de contrôle. Comme le catholicisme au XIX<sup>e</sup> siècle pour les partisans d'une laïcité stricte, l'islam est devenu un objet de méfiance qu'il faut circonvenir* ».

Dans ce contexte de raidissement, aggravé par la peur d'un terrorisme se réclamant d'un islamisme radical, le texte – encore à l'état d'avant-projet de loi –, qui doit être présenté en conseil des ministres le 9 décembre, franchit un nouveau palier, estime le chercheur. « *Dans [la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction publique](#), la famille reste souveraine et demeure libre d'éduquer ses enfants à la maison. Le projet de loi entend remettre en cause cette latitude.* »

La juriste Gwénaële Calvès note aussi « *des éléments dans l'avant-projet de loi qui s'écartent de la conception libérale de la loi de 1905, notamment par les contraintes inédites qu'il envisage d'imposer aux associations* ». Nul doute que cette nouvelle étape ne ravive, dans le débat public, le souvenir de déchirures jamais vraiment cicatrisées.

HANKS WELT:

## Gibt es die Corona-Milliarden kostenlos?

- VON RAINER HANK
- -AKTUALISIERT AM 07.12.2020-11:58



Statt auf die Schuldenbremse drückt der Fiskus seit dem Ausbruch der Pandemie auf das Gaspedal für Rettungspakete. Wird uns hier Milton Friedmans „free lunch“ serviert oder ist seine Meinung überholt?

Milton Friedman (1912 bis 2006) war einer der großen Ökonomen des 20. Jahrhunderts. Sein vermutlich berühmtester Satz lautet: „There ain't no such thing as a free lunch.“ Feinschmecker benutzen dafür gerne das Akronym „TANSTAAFL“. Friedman hat das Diktum nicht erfunden, aber nachhaltig popularisiert. Demnach gibt es nichts umsonst auf dieser Welt, irgendeiner muss die Zeche am Ende zahlen.

Das Diktum Friedmans versteht sich als Kritik an Regierungen, die ihren Bürgern vorgaukeln, sie mit Wohltaten zu beglücken, ohne dass es etwas kostet. Die Umsonst-Verheißung lautet: Wir besteuern lediglich die großen Konzerne, oder wir lassen die Notenbanken das Geld drucken. Friedman zertrümmert beides. Wenn der Staat Steuern von den Unternehmen nimmt, kommt dieses Geld in Wirklichkeit von realen Menschen – entweder von den Kunden oder den Mitarbeitern oder den Aktionären dieser Firma. Und wenn die Notenbank mehr Geld druckt, konsumieren die Leute mehr, die Unternehmen erhöhen die Preise – und am Ende gibt es Inflation, nichts anderes als eine Art von Steuer, die alle Bürger entrichten müssen.

Friedmans Lehre galt lange Jahre als Dogma. Auch Staatsschulden gibt es nicht umsonst, die Rechnung kommt nur später, getreu der Devise: Die Schulden von heute sind die Steuern von morgen. Staatsschulden wären demnach ein besonders perfider und ungerechter Anwendungsfall von „TANSTAAFL“. Das Geld beglückt die Bürger von heute und bringt den aktuellen Regierungen zum Dank dafür Wählerstimmen. Die Kosten übernehmen die Kinder und Enkelkinder, die gar nichts bestellt hatten.

### Üppige Rettungspakete statt Schuldenbremse

Nimmt man Friedman beim Wort, muss man sich über die Ausgaben-Orgien in Zeiten der Pandemie Sorgen machen, selbst wenn man der Meinung ist, zu den „größten Rettungspaketen der Geschichte“ gebe es keine Alternative. Die deutschen Staatsschulden liegen mit über zwei Billionen Euro so hoch wie noch nie. Im kommenden Jahr will der Finanzminister noch einmal 180 Milliarden Euro am Kapitalmarkt aufnehmen.

Die Schuldenbremse des Grundgesetzes, nach der der Bund konjunkturbereinigt einen ausgeglichenen Haushalt ausweisen sollte, ist angesichts einer „außergewöhnlichen Notsituation“ außer Kraft gesetzt. Ende

des Jahres wird die Verschuldung des Staates in Relation zum Bruttoinlandsprodukt von unter 60 auf 75 Prozent anwachsen. Und das ist erst der Anfang. Zum Vergleich: 1950, am Beginn des deutschen Wirtschaftswunders, lag die Schuldenquote bei rund 20 Prozent.

Indessen ist eine wachsende Zahl heutiger Ökonomen der Meinung, Friedman sei überholt. Sie berufen sich dabei schlicht auf Arithmetik. Die Realzinsen vieler Länder sind schon seit geraumer Zeit leicht negativ, mithin so niedrig wie noch nie. Demgegenüber ist das Wachstum entwickelter Volkswirtschaften moderat positiv, sieht man einmal vom Corona-Jahr 2020 ab. Sofern der Zins, den die Staaten für ihre Schulden zahlen müssen, auch auf längere Sicht niedriger bleibt als das jährliche Wachstum, verschwinden die Staatsschulden mit der Zeit wie durch Zauberhand, ohne dass dafür die Steuern erhöht, die Ausgaben gekürzt und Kinder oder Enkel zur Kasse gebeten werden müssten. Denn der Schuldenstand im Zähler wächst langsamer als das Bruttoinlandsprodukt im Nenner. Bei Negativzinsen macht der Staat dabei sogar noch ein Geschäft: Mit 180 Milliarden Euro Neuverschuldung „erwirtschaftet“ er etwa eine zusätzliche Milliarde an Einnahmen.

„Wir sind heute ziemlich nah an einem *free lunch*“: Mit diesem Satz attackiert etwa Moritz Schularick das Friedman-Dogma. Schularick, ein in Bonn und New York lehrender Ökonom der jüngeren Generation, hat in einem aufregenden Vortrag am Kölner Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung vorgeschlagen, das Refinanzierungsrisiko des Staates durch lange Laufzeiten der Anleihen zu entschärfen. Dann erledigt sich die Tilgung quasi von allein: „Je länger die Laufzeiten, umso mehr Lunch kriegen wir.“

Neben der Arithmetik hat das neue Free-Lunch-Theorem die Wirtschaftsgeschichte der vergangenen zehn Jahre auf seiner Seite. Tatsächlich lag die Staatsschuldenquote nach der großen Finanzkrise 2008 hierzulande schon einmal bei 82,4 Prozent, nämlich 2010. Ganz ohne Austeritätsprogramme und Steuererhöhungen ging die Quote bis 2019, also vor [Corona](#), auf knapp 60 Prozent zurück. Deutschland konnte plötzlich die Maastricht-Kriterien erfüllen, und niemandem wurden Opfer abverlangt.

So wird es weitergehen, glaubt man Moritz Schularick. Das wäre dann eine frohe Botschaft für die fiskalpolitische Unbedenklichkeit der Corona-Milliarden. Bund und Länder könnten sich ihren aktuellen Streit über die Aufteilung der Kosten sparen. Mehr noch: Der „free lunch“ eröffnete langfristig Spielraum für gesellschaftspolitisch wünschenswertes Staatshandeln – gegen den Klimawandel, für die Bildung, für die Digitalisierung. Aber auch, je nach politischer Absicht, für mehr Waffen und Soldaten. Schularick gibt zu, dass es eine „Herausforderung“ für die politischen Akteure ist, „verantwortlich“ den „free lunch“ zu verteilen. Er kann sich „Positivlisten“ prioritärer Ziele vorstellen oder mit Experten besetzte „Fiskalräte“, die quasi die Essensausgabe überwachen.

## **Kommt jetzt wirklich das Schlaraffenland?**

Kommt jetzt wirklich das Schlaraffenland? Alles hängt an den Annahmen. Bleiben die Zinsen wirklich niedrig? Wer wie der Ökonom Carl Christian von Weizsäcker auf das viele Geld der Sparer blickt, das noch lange in Staatsanleihen fließt, wird die Niedrigzinsen für einen langfristig wirksamen Trend halten. Ein großes Geldangebot drückt den Zins, den Preis für das Geld. Die Schuldenbremse braucht dann keiner mehr – oder erst wieder, wenn die Zinsen anziehen.

Schaut man auf die Geschichte, ist Skepsis angebracht. Ludger Schuknecht, ehemals Chefökonom unter Wolfgang Schäuble im Berliner Finanzministerium, hat gerade bei der Cambridge University Press eine Geschichte der Staatsschulden veröffentlicht. Er warnt eindringlich: Überhöhte Schulden haben sich häufig als Auslöser von Krisen und Pleiten erwiesen. Die Parameter können sich unvorhergesehen ändern. Zinsen steigen, wenn die Inflation anzieht oder das Risikoverhalten der Unternehmen zunimmt. Ob das Wachstum wirklich auf Jahre positiv bleibt – wer weiß das schon?

Joachim Scheide, langjähriger Konjunkturchef am Kieler Institut für Weltwirtschaft, ist der Meinung, eine Welt des „free lunch“, in der die Knappheit abgeschafft und alle Wünsche erfüllbar würden, habe mit Marktwirtschaft nichts mehr zu tun, treibe den Staat in den Taumel sinnloser Ausgaben und sei deshalb nicht wünschenswert: „Alles umsonst. Geld drucken reicht. In so einem Paradies möchte ich nicht leben“, lässt Scheide den Freunden des „free lunch“ ausrichten.

Wie es kommen wird? Wir wissen es nicht. Ich weiß nur, dass man vorsichtig bleiben sollte, wenn Ökonomen zu viel über die Zukunft zu wissen vorgeben. Das ist schon ein paarmal schiefgegangen.

## Polens Präsident Duda über Willy Brandt

»Es gibt Handlungen, die mehr ausdrücken können als Worte«

Zum 50. Jahrestag des Kniefalls von Willy Brandt in Warschau haben die Staatsoberhäupter von Polen und Deutschland betont, wie wichtig die Partnerschaft der beiden Länder sei. Doch auch Differenzen traten zutage.

07.12.2020



Der damalige Bundeskanzler Willy Brandt am 7. Dezember 1970 vor dem Mahnmal im einstigen jüdischen Getto in Warschau

Der Kniefall von [Willy Brandt](#) in [Warschau](#) wirkt auch 50 Jahre später als historische Geste der Versöhnung nach. »Für uns [Polen](#) hatte der Kniefall von Kanzler Willy Brandt eine große Bedeutung. Es gibt Handlungen, die sich als Ikone erweisen, die mehr ausdrücken können als Worte«, teilte Polens Präsident [Andrzej Duda](#) am Jahrestag des mit. Das gemeinsame Erinnern an diese Geste sei eines der Fundamente der guten, partnerschaftlichen und auf der Wahrheit beruhenden polnisch-deutschen Beziehungen.

»Die Partnerschaft zwischen [Deutschland](#) und Polen ist eine wichtige Voraussetzung für eine erfolgreiche Zukunft«, sagte Bundespräsident [Frank-Walter Steinmeier](#) in einer Videobotschaft. »Aber wir werden auch die Vergangenheit nicht vergessen. Nicht das Leid der Menschen in Polen, nicht den historischen Mut zur Versöhnung und auch nicht einen Kniefall, der uns an all das erinnert.«

Stellvertretend für die beiden Staatsoberhäupter legten Dudas Kanzleichef Krzysztof Szczerski und der Staatssekretär im Bundespräsidialamt, Stephan Steinlein, am Denkmal

für die Helden des Warschauer Gettos Kränze nieder. Dort war der damalige Bundeskanzler Brandt am 7. Dezember 1970 auf die Knie gefallen. Die Geste fand weltweit Beachtung als Bitte um Vergebung für die Verbrechen der Nazizeit und Zeichen für Versöhnung.

### **Dudas Kanzleichef fordert Diskussion über Reparationen**

Am 50. Jahrestag zeigten sich bei allen Würdigungen aber auch die Differenzen, die es hinsichtlich des Versöhnungsprozesses zwischen beiden Ländern gibt. Dudas Kanzleichef Szczerski betonte, dass dieser Prozess noch nicht abgeschlossen sei. Ein weiterer Schritt sei das in [Berlin](#) geplante Denkmal für die polnischen Opfer des »Dritten Reichs«, sagte er der Nachrichtenagentur PAP. Auch müsse das Thema der Entschädigung für die von Nazideutschland in Polen verursachten Kriegsschäden geklärt werden. »Ich glaube, dass wir bei den Reparationen in einem richtigen Moment bereit sein werden, uns an den Tisch zu setzen und diese Diskussion zu führen.«

Polen nationalkonservative Regierungspartei PiS hat in den vergangenen Jahren die Frage der Reparationen für die von den deutschen Besatzern verursachten Kriegsschäden wieder auf den Tisch gebracht. Es könnte dabei um einen hohen dreistelligen Milliardenbetrag gehen. Die Bundesregierung lehnt jegliche Reparationsforderungen ab. Für sie ist die Frage mit dem Zwei-plus-Vier-Vertrag über die außenpolitischen Aspekte der deutschen Einheit abgeschlossen.

30 JAHRE NACH DER EINHEIT:

# Ostdeutsche dramatisch unterrepräsentiert

- VON JOHANNES LEITHÄUSER, BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 07.12.2020-21:03



Der Umbruch im Osten seit der Wende sei eine Erfolgsgeschichte, sagt Brandenburgs früherer Ministerpräsident Matthias Platzeck. Aber nicht alles stimmt ihn zufrieden. Ein Bericht bietet Anlass zur Diskussion.

Dreißig Jahre nach Vollendung der Einheit sind Ostdeutsche in Führungspositionen in Wirtschaft und Gesellschaft in Deutschland noch immer dramatisch unterrepräsentiert, außerdem ist der Transformationsprozess in den ostdeutschen Ländern, der auf die Einheit folgte, noch immer nicht in seiner Bedeutung erkannt und als Anregung verstanden worden. Zu diesen Schlüssen kommt die Kommission der Bundesregierung, die zum dreißigsten Jahrestag den Stand der Einheit ergründen und Vorschläge zu deren Beförderung machen sollte; unter dem Vorsitz des früheren Brandenburger Ministerpräsidenten Matthias Platzeck gehörten ihr Politiker, Wissenschaftler und Künstler aus dem Westen, überwiegend aber aus dem Osten an.

Platzeck sagte anlässlich der Veröffentlichung des Abschlussberichtes der Kommission, in der Summe sei der Umbruch im Osten seit der Wende eine Erfolgsgeschichte; aus dem wirtschaftlichen Zusammenbruch sei ein Aufbruch entstanden. Seit kurzer Zeit verzeichneten die ostdeutschen Länder erstmals einen Zuzugssaldo. Die Transformation Ostdeutschlands sei „tief, unheimlich schnell und ohne Plan“ vonstattengegangen, rund 80 Prozent der Beschäftigten hätten neue Berufe finden müssen. Dadurch sei unter den Ostdeutschen eine „eminente hohe Umbruchkompetenz“ entstanden, die erst jetzt als Errungenschaft wahrgenommen werde: „Endlich beginnt sich Stolz auszubilden“, sagte Platzeck.

Die Kommission schlägt in ihrem einstimmig verabschiedeten Bericht die Gründung eines „Zukunftszentrums für Europäische Transformation und Deutsche Einheit“ vor, das Elemente eines Dokumentationszentrums mit einer wissenschaftlichen Forschungsstelle vereinen und die Erfahrungen aus derartigen Umbrüchen verbreiten soll.

Die Kommission hat auch Überlegungen angestellt, wie historisches Bewusstsein und Zusammengehörigkeitsgefühl der Deutschen stärker gefördert werden könnten. Der stellvertretende Vorsitzende Marco Wanderwitz, der zugleich Ostbeauftragter der Bundesregierung ist, sagte, die Nationalfarben Schwarz-Rot-Gold sollten eine höhere Sichtbarkeit und größere Bedeutung erhalten. Außerdem solle nach Ansicht der Kommission der 9. November in den Rang eines nationalen Gedenktages gehoben werden, da er eine bedeutende Wegmarke der deutschen Geschichte im abgelaufenen Jahrhundert markiere: sowohl das Ende des Ersten Weltkrieges und die Ausrufung der Republik 1918 als auch den Beginn der gewaltsamen Judenverfolgung im Nationalsozialismus 1938 und den Fall der Mauer 1989. Außerdem wird empfohlen, den 9. Oktober künftig als „Tag der Demokratie“ zu begehen – an diesem Datum kam es 1989, zum offiziellen 40. Geburtstag der DDR, zu großen oppositionellen Demonstrationen in Berlin und in Leipzig.

## **„Absolut ungesunder Zustand“**

Der Bericht der Kommission dokumentiert auch die mangelhafte Repräsentanz Ostdeutscher in führenden Positionen in der gesamten Bundesrepublik, aber auch in den ostdeutschen Ländern. Ostdeutsche nähmen – bei einem Bevölkerungsanteil von 17 Prozent – nur drei bis acht Prozent der Führungspositionen in Deutschland ein. In der Politik liege ihr Anteil noch am höchsten; besonders unterrepräsentiert seien sie in Justiz, Wirtschaft und Bundeswehr, wo sie nur ein bis zwei Prozent der Führungsstellen einnahmen.

Selbst in den ostdeutschen Ländern besetzten die Ostdeutschen nur knapp ein Viertel der Spitzenpositionen in Verwaltung, Justiz, Medien, Wirtschaft und Wissenschaft. Auch beklagen die Autoren des Berichts, dass sich das Nachrücken Ostdeutscher in Führungspositionen nur sehr langsam vollziehe, teilweise sinke ihr Anteil sogar. Der Anteil Ostdeutscher in der Richterschaft sei in den zwölf Jahren zwischen 2004 und 2016 nur um zwei Prozent gewachsen.

Platzeck sagte, diese Unterrepräsentierung sei ein „absolut ungesunder Zustand“; da müsse „etwas passieren“. Die gegenwärtige Lage sei nicht gut für das Selbstwertgefühl der Ostdeutschen, außerdem liege durch die mangelnde Aufstiegsmöglichkeit von Ostdeutschen „eine Ressource brach“. Die Kommission habe dennoch nicht zu der Empfehlung gegriffen, eine Quote für Ostdeutsche einzuführen, da ein solches Instrument weder justitiabel noch praktikabel sei.

Die Kommission erörterte auch die Fragen von Darstellung und Repräsentanz des Ostens in den Medien, die aktuell auch im Streit um die Erhöhung der Rundfunkgebühren in Sachsen-Anhalt aufgeflammt sind. Im Bericht findet sich die – nicht einhellige – Feststellung, der öffentlich-rechtliche Rundfunk berichte noch viel zu wenig über die ostdeutschen Regionen; aus Ostdeutschland stammende Mitarbeiter fänden sich „weder in den zentralen Sendeformaten noch in den Führungsetagen in angemessenem Anteil wieder“. Wanderwitz machte dazu die Einschränkung, dies gelte nicht für den Mitteldeutschen Rundfunk.

## Le Figaro (site web)

lundi 7 décembre 2020 - 18:54 UTC +01:00 1280 mots

Économie

# Les Français ne travaillent-ils pas assez «tout au long de leur vie» ?

**LA VÉRIFICATION - C'est ce qu'a déclaré Bruno Le Maire. Avec la réforme des retraites à l'esprit, le ministre de l'Économie a donné l'exemple des plus de 55 ans. Qu'en est-il par rapport à nos voisins ?**

LA QUESTION. Alors que des millions de Français ont perdu leur emploi en totalité ou en partie du fait de la crise sanitaire, il peut sembler malencontreux aujourd'hui d'évoquer le temps de travail. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu ! Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a pourtant osé briser le tabou : «*Nous sommes l'un des pays – et je trouve que c'est profondément injuste – où les personnes qui ont entre 55 et 63 ans travaillent le moins. Je trouve que c'est une perte de compétence, un gâchis d'expérience*». Et le locataire de Bercy, qui s'exprimait la semaine dernière à LCI, de regretter que «*sur l'ensemble de la durée de vie nous ne travaillons pas suffisamment*».

C'est un thème récurrent au sein de l'exécutif. «*Quand je nous regarde et nous compare à nos voisins de l'OCDE , on travaille moins dans la vie tout entière et moins rapporté à l'année*», avait affirmé le 25 avril 2019 Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse consacrée au mouvement des «*gilets jaunes*». Ces comparaisons internationales ne sont pas innocentes, il s'agit de justifier le projet de réforme des retraites actuellement en berne. La France a-t-elle le record du sous-emploi au sein des pays de l'OCDE, comme veulent le signifier le chef de l'État et son grand argentier ?

VÉRIFICATIONS. Les 37 pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ont pour dénominateur commun d'être à la fois des économies de marché et des démocraties. Ils constituent la bonne référence. Le secrétariat de l'OCDE, qui siège à Paris et a pour mission de permettre à ses États membres de comparer leurs performances respectives, a d'ailleurs établi toute une série de statistiques sur les durées de travail qui font foi, de la semaine à la vie entière.

Sur l'ensemble du cycle de vie, l'OCDE a calculé qu'en 2017, les Français avaient travaillé 634,8 heures (travail rémunéré au sens économique du terme, à l'exception donc des activités bénévoles au sein des familles). Cette moyenne porte sur l'ensemble de la population, des nourrissons aux centenaires, ce qui explique bien sûr la faiblesse du chiffre (moins de deux heures par jour !). Mais cette faiblesse est avant tout relative comparée aux autres pays vis-à-vis desquels nous nous situons en queue de peloton. En prenant les mêmes critères, le Coréen travaille 1048, 5 heures, soit 65% de plus que le Français, la Corée détenant la palme du travail au sein de l'OCDE à cet égard. De même, la performance française reste sensiblement inférieure à la moyenne européenne dont «*le temps de travail sur toute la vie*» est de 751,8 heures par an.

### Différences hebdomadaires secondaires

Comment expliquer de tels écarts ? Contrairement à une idée reçue, le régime des 35 heures n'est pas en cause en tant que tel. Rappelons qu'il s'agit d'une «*durée légale*» de référence, autrement dit de l'horaire au-dessus duquel le salarié sera rémunéré en heures supplémentaires (et à un taux plus avantageux). Dans la réalité, la moyenne effective de travail est supérieure, s'établissant à 36,1 heures en France (chiffre de 2017). Pratiquement au niveau européen (36,3), et même plus qu'en Allemagne (34,3) ou aux Pays-Bas (34), selon une étude de la direction du Trésor de Bercy (la durée du travail en France tout au long de la vie, 2019). Mais ces moyennes peuvent prêter à confusion car elles agglomèrent les travailleurs à temps complet et ceux à temps partiel. Ainsi, les salariés français à temps complet travaillent-ils un peu moins que les Allemands (39,1 et 40,5 heures respectivement), et à l'inverse les employés à temps partiel font plus d'heures en France qu'outre-Rhin (23,1 et 19,1 heures).

Si les différences entre pays européens sont relativement secondaires durant la semaine, elles deviennent plus significatives sur l'année. Ainsi, l'OCDE considère que les Français en activité, salariés ou non, consacrent 1526 heures à leur emploi, bien moins que la moyenne des pays de l'OCDE (1751), mais toutefois sensiblement plus qu'en Allemagne (un peu moins de 1400 heures

l'an). Là encore, ces données recouvrent des réalités statutaires diverses liées au salariat à temps partiel dont les horaires sont plus réduits outre-Rhin. Reste que les chiffres annualisés sont relativement faibles en France et pour une raison simple que mettent en avant également l'OCDE et Bercy : le nombre important de journées de congés payés, « *32 jours en France, contre 25 pour la moyenne européenne (en 2014)* », souligne l'étude du Trésor.

La semaine, l'année, et surtout la vie entière : c'est principalement à ce niveau que se situe la spécificité française. Et alors que, pour les durées hebdomadaire et annuelle, on s'intéresse exclusivement aux personnes actives professionnellement, sur l'ensemble du cycle de vie tout le monde est pris en compte. La France présente alors plusieurs caractéristiques fortes. Tout d'abord, les gens en âge de travailler, de 15 ans à 64 ans selon la définition internationale, ne sont que 65,6% à être en activité chez nous, contre 68,6% dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Et cela s'observe essentiellement sur les deux classes d'âge extrêmes. D'un côté, les jeunes français, 15-24 ans, ne sont que 30,5% à avoir une activité professionnelle contre 42% dans l'OCDE. Et, à l'autre bout, les seniors, 55-64 ans, ne sont plus que 52,6% « *n emploi* », comparé à 61,7% en moyenne dans l'OCDE. En revanche, entre 25 et 54 ans, les Français sont relativement un peu plus nombreux (80,8%) sur le marché du travail que la moyenne OCDE (78,6%).

«*La France a du mal à intégrer les jeunes dans l'emploi, notamment les moins qualifiés, et presque autant à maintenir dans l'emploi les plus de 54 ans*», résume Antoine Goujard, du département économique de l'OCDE ( *Le temps du travail en France : comment expliquer sa faiblesse relative ?* ). Une législation délibérément malthusienne (le partage du travail que visent les 35 heures), des congés nombreux, un système de retraite qui se veut généreux (départ à 62 ans), mais aussi un taux de chômage élevé et des niveaux de compétences fondamentales des Français médiocres dans les classements internationaux (les enquêtes PISA pour les connaissances en lecture et en calcul des jeunes entre autres), autant de facteurs qui cumulent leurs effets.

### **Paradoxe français**

Si les Français travaillent relativement peu, c'est en même temps une volonté et une fatalité : «*La faiblesse relative du temps de travail en France provient à la fois d'un choix de société et d'un mauvais fonctionnement du marché du travail*», estime Antoine Goujard. Il souligne que, dans notre pays, «*la durée de vie passée à la retraite est ainsi parmi les plus élevées de l'OCDE, à 25 ans soit 5 ans de plus que la moyenne de l'OCDE*».

En résumé, entrant plus tard sur le marché du travail et en sortant plus tôt, avec des années d'activité relativement moins intenses entre les deux, le paradoxe est que les Français cotisent moins longtemps au titre de la retraite pour vouloir en bénéficier plus longuement. Voilà pourquoi le temps de travail doit se regarder sur l'ensemble de toute la vie. Et, sans conteste, la comparaison avec les autres pays de l'OCDE peut être le début de la raison.

HARTER LOCKDOWN?:

## Denn sie fürchten das Virus nicht mehr

- EIN KOMMENTAR VON [ANDREAS ROSS](#)
- -AKTUALISIERT AM 08.12.2020-07:53



Mit „Maßnahmen“ allein lässt sich das Corona-Sterben nicht verhindern. Je mehr die Bürger über das Virus wissen, desto mehr wagen viele. Ist das eine moralische Kapitulation?

Es führt in der Pandemie nicht weit, sich die Deutschen als gespaltenes Volk vorzustellen: hier die vielen Vorsichtigen, dort die Minderheit der Covidioten. Ja, einige Unbelehrbare wollen nicht wahrhaben, dass und wie ihre Partys oder Paraden zu den erschreckenden Totenzahlen beitragen. Es gibt aber auch Abermillionen, die nur getan haben, was ihnen seit Monaten geraten wird: lernen, mit dem [Virus](#) zu leben.

Sie tragen also Masken, halten Abstand und bleiben oft zu Hause. Sie nehmen bisweilen aber Risiken in Kauf, dosiert nach bestem Wissen und Gewissen: wenn sie Kunden treffen oder in der Kantine den Mundschutz abnehmen; wenn sie auf die Enkel aufpassen oder an den dunklen Tagen des Jahres die ältere Verwandtschaft besuchen (nur ganz kurz!). Haben sie alle, um mit Bayerns Ministerpräsident [Markus Söder](#) zu sprechen, „ethisch kapituliert“?

Was sich für die Einzelnen noch lange nicht wie Freiheit anfühlt, summiert sich für die Gesellschaft zu einem großen Problem – und für die Politik. Kaum hatten Ministerpräsidenten und Kanzlerin es gewagt, den Bürgern so etwas wie Planungssicherheit für die Weihnachtstage zu schenken, sehen sich immer mehr zu neuer Härte gezwungen. In der Bevölkerung wächst der Wunsch nach einem „harten Lockdown“. Gewiss würde die Schließung von Kitas, Schulen und Geschäften die Infektionszahlen weiter senken. Doch die Hoffnung wirkt überzogen, dass man sich so Ruhe bis zur Impfung erkaufen könne.

### Im März hatte Berlin Millionen Tote befürchtet

Erstens wird das Impfen länger dauern, als es der Schlussspurt im globalen Zulassungsrennen derzeit nahelegt. Zweitens läge das Ende strenger Beschränkungen diesmal im Winter, wenn sich das Leben nicht einfach ins Freie verlegen lässt. Vor allem aber ist viel von dem Schmierstoff verbraucht, der die „Maßnahmen“ im Frühjahr erst ihre volle Wirkung entfalten ließ: der Angst.

Man weiß heute viel mehr über [Covid-19](#). Die Sterblichkeit ist geringer als befürchtet. Im März hatte ein Arbeitspapier des Bundesinnenministeriums mehrere Szenarien für Deutschland durchgespielt; im ungünstigsten kalkulierten die Autoren mit mehr als einer Million Toten bis Mai. Dass das Robert Koch-Institut acht Monate später „nur“ 19.000 Tote gezählt haben würde, ahnte man damals nicht, wenn man sich im Supermarkt vor Packungen fürchtete, die andere angefasst hatten. Die Bilder aus Bergamo nährten die Furcht.

Angst ist ein schlechter Ratgeber. Umso besser, dass so viele Deutsche heute so viel mehr über die Infektionsgefahren wissen: Es befähigt sie zur Achtsamkeit. Weniger gut ist es, wenn die Dauer der Krise dazu führt, dass müde gewordene Bürger nachlässig werden. Richtig gefährlich wird es für das Land, wenn das zu viele gleichzeitig tun, weil Weihnachten ist. Problematisch ist auch, dass die Gefahr von Langzeitschäden bei milden Covid-Verläufen abstrakter bleibt als das im Bekanntenkreis erlernte Gefühl, dass junge Leute eine Covid-Infektion meist gut durchstehen. Schon gar nicht darf die Politik annehmen, dass die Bürger ihre Sinne für das exponentielle Wachstum geschärft hätten. Ob sich von 100.000 Einwohnern fünfzig oder 200 infiziert haben, mag intuitiv ähnlich beherrschbar wirken. Ist es aber nicht.

## **Wo die Politik im Dunkeln tappt**

Die Politik hat mit den Bürgern viel gelernt – aber in mancher Hinsicht tappt sie im Dunkeln. Nur ein Sechstel der Infektionen konnte zuletzt einem Ausbruchsherd zugeordnet werden. Die Wirksamkeit einzelner Maßnahmen ist daher kaum zu kalkulieren. Das erschwert die Begründung. Zumal nicht zugegeben wird, dass die Regeln auf unterschiedlichen Ebenen wirken sollen. Nur manche dienen direkt dazu, Infektionsherde unschädlich zu machen: Wer Bars schließt oder alkoholisiertes Silvester-Böllern verbietet, der vermeidet virologisch brenzlige Situationen.

Von anderen Maßnahmen verspricht sich die Politik indirekte Wirkungen: Die Beherbergungsverbote etwa gingen nicht auf Infektionen in Hotels zurück, sondern sollten das Reisen an sich unterbinden. Andere Auflagen haben vor allem Signalcharakter. Museen etwa waren kaum Virenschleudern, aber ihre Schließung war eine Botschaft: Die Lage ist ernst, bleibt zu Hause!

In Naturkatastrophen zählt es an sich zu den Aufgaben der Politik, Zuvorsicht zu verbreiten. Angst zu schüren sollte ihr Geschäft jedenfalls nicht sein. Zum Glück hat die Bundesregierung nie den Rat aus jenem Papier des Innenministeriums vom März befolgt, Urängste vor dem Erstickungstod zu schüren oder Familien das Leid von Kindern auszumalen, die ihren Eltern beim selbigen zusehen müssten. Söders Appell, die Gestorbenen und die Sterbenden nicht zu vergessen, gehört nicht in diese Kategorie. Doch auch er droht im kommunikativen Dauerfeuer der Corona-Politik zu verpuffen.

Der Kampf gegen die Abstumpfung ist für die Politik kaum zu gewinnen, schon gar nicht mit einer weiteren Krisensitzung im Bundeskanzleramt. Die Sehnsucht mancher Bürger nach einer Basta-Ansage ist verständlich. Doch die Frage, wie viele Tote sie in Kauf nimmt, kann die freie Gesellschaft nicht an die Regierungen abtreten. Jeder Bürger entscheidet mit, jeden Tag.

## Le Figaro, no. 23737

Le Figaro, jeudi 10 décembre 2020 1357 mots, p. 18

Débats

# Pourquoi les Américains ne comprennent rien à la lutte de la France contre l'islamisme

Greenland, Seth

Avec humour, le romancier et scénariste\* américain explique l'indifférence et l'ignorance de ses compatriotes quant au défi lancé par l'islamisme à la France. Les années qui ont suivi

le 11 Septembre sont déjà loin, et les États-Unis, désormais, ne s'intéressent plus à ce qui se déroule en dehors de leurs frontières. Quand j'étais jeune dans les années 1970, l'endroit le plus probable où un Américain pouvait rencontrer un musulman était dans les pages d'un livre de Rudyard Kipling. Il n'y en avait pas beaucoup dans le coin. Ça reste vrai aujourd'hui : les musulmans représentent à peine plus de 1 % de la population aux États-Unis. Non, ceci n'est pas une faute de frappe.

En 1979, lorsque les Iraniens ont envahi l'ambassade des États-Unis à Téhéran et ont retenu en otage 52 citoyens américains pendant 444 jours, la plupart des Américains savaient à peine ce qu'était l'islam. Une fois les otages libérés et avec l'avènement des années Reagan, où nous étions plus préoccupés d'être atomisés par les Russes lors d'une guerre nucléaire, la nation est retournée à son ancien état de désintérêt envers le monde islamique. En 1993, les islamistes ont de nouveau attiré l'attention des États-Unis lorsqu'un de leurs gangs a fait exploser une bombe dans le parking du World Trade Center. Même si six personnes ont été tuées ce jour-là et des centaines blessées, étonnamment, l'événement n'a pas marqué profondément la conscience nationale, du moins pendant longtemps. Il n'y avait pas le sentiment que l'Occident était en guerre contre un ennemi implacable ayant la capacité de créer un chaos sans fin. C'était perçu comme une attaque ponctuelle, qui avait certes causé des morts, mais relevant de la responsabilité d'un groupe marginal auquel le FBI était parfaitement capable de faire face. Quelques années plus tard, Rudolph Giuliani, le maire de New York de l'époque, a choisi d'annuler la décision de ses propres forces de l'ordre et d'installer le centre de commandement antiterroriste de la ville au World Trade Center. C'est vous dire à quel point nos leaders étaient cool face à la situation. C'était l'ère Clinton, et en matière de politique étrangère, les Balkans recevaient tout l'oxygène, et dans les Balkans, les musulmans, dont certains avaient les cheveux blonds et les yeux bleus, étaient les gentils.

Quand les avions ont frappé les tours jumelles le matin du 11 septembre 2001, tout a changé. L'Amérique a perdu la tête, rendue folle par l'islam. Je dis « islam » plutôt qu'islamisme, car à l'époque, personne ne faisait la distinction. Immédiatement, l'Administration Bush a élaboré des plans pour un nouvel instrument du gouvernement fédéral baptisé département de la Sécurité intérieure. Rentrer dans des bureaux, embarquer dans un avion, conduire sa voiture dans un studio hollywoodien - ces actes autrefois simples sont devenus compliqués et stressants. Trois mois après l'attaque du World Trade Center, un abruti, criminel de carrière du nom de Richard Reid, qui s'était converti à l'islam en prison et était devenu membre d'al-Qaida, a embarqué sur un vol Paris-Miami avec des explosifs dans ses chaussures. Sa tentative a été contrecarrée par des passagers vigilants, mais l'angoisse collective a augmenté d'un cran. Des musulmans ont été attaqués par vengeance dans la rue, des mosquées ont été vandalisées, des sikhs, pris pour des musulmans, harcelés. À Dallas, à Chicago, à Minneapolis, il ne faisait pas bon être musulman.

Même si cette situation critique s'est un peu apaisée au cours des années suivantes, jusqu'à un certain point, la relation de l'Amérique avec l'islam était toujours tendue quand, à 5 000 kilomètres de chez nous, eut lieu le massacre de *Charlie Hebdo*. Les Américains furent évidemment choqués, mais ils ne le furent pas tous de la même façon. Alors que tout le monde pleurait la perte tragique de vies humaines, un petit groupe bruyant de la communauté des créateurs dit qu'il y avait un problème. Ils se demandaient : quel besoin avait *Charlie Hebdo* de provoquer les musulmans avec ces caricatures scandaleuses ? Lorsque la branche américaine de la prestigieuse académie internationale d'écrivains PEN a décerné le prix du courage au journal satirique français, 204 de mes collègues - dont certains que j'admire - ont signé une lettre pour s'en

désolidariser. Des écrivains américains, qui vivent dans un pays défini par le 1er amendement de la Constitution qui garantit la liberté d'expression, devinrent soudainement des apôtres du relativisme moral. Je ne reviendrai pas ici sur les arguments. Qu'il suffise de dire que la communauté des artistes a connu des moments plus courageux que celui-ci.

Comme dans toutes les discussions sur les dynamiques sociales contemporaines, la « *wokeness* » (dérivé de « *woke* », « éveillé », état d'esprit militant de la jeunesse progressiste consistant à se tenir vigilant face à toutes formes de discriminations NDLR) entre inévitablement dans la conversation. Les musulmans, voyez-vous, aux yeux des nouveaux pilotes de la culture littéraire américaine, sont un groupe « marginalisé », peu importe qu'ils représentent près d'un quart de la population mondiale. Aux yeux des écrivains qui ont signé la lettre susmentionnée, leur sensibilité a besoin d'être protégée. Oublions les Lumières pour le moment, car, dans la logique des signataires, quelqu'un pourrait se mettre en colère. Cette attitude permet à la fois d'infantiliser les croyants d'une grande religion mondiale et de trahir les fondements de la démocratie américaine, un tour de passe-passe bien ficelé. L'islam est au passage confondu inévitablement avec l'islamisme, en effet, étant donné le rythme de la vie moderne, qui a le temps de faire des distinctions ?

Ce qui nous amène à la situation actuelle de la France en ce qui concerne l'islam et l'islamisme, considérablement plus tendue que la situation en Amérique dans ce domaine. Depuis quelque temps déjà, les islamistes en France se livrent à des meurtres « performatifs » sur une base semi-régulière, le dernier en date étant l'horrible assassinat de Samuel Paty. En d'autres termes, le feu fait rage. Macron a intensifié sa réponse tactique, il y a des débats passionnés sur les libertés individuelles ; c'est un désastre. Si l'on en croit la consommation de l'information aux États-Unis, la majorité de mes compatriotes ne s'intéressent pas d'habitude à ce qui a lieu dans d'autres pays. La place Tiananmen obtiendra notre attention un instant, ou la catastrophe de Tchernobyl. Mais si vous demandez à l'Américain moyen ce qu'il s'est passé au Bataclan en 2015, il n'aura aucune idée de ce dont vous parlez. Il y a cinq ans, pour les Américains ouverts à l'actualité d'autres pays, c'était « Je suis Charlie », aujourd'hui c'est « qui est Charlie ? » Nous avons été obsédés par l'islam parce que les islamistes ont tué des milliers d'entre nous, mais c'était il y a vingt ans. Qui en Amérique se préoccupe des Japonais ou des Allemands aujourd'hui à moins qu'ils n'achètent des voitures ?

L'indifférence ordinaire envers le monde de la part de larges pans de la population américaine n'a fait que s'intensifier pendant la catastrophe Trump, alors qu'une grande partie du pays s'est sentie agressée par l'exécutif. Quant à ceux qui aiment Trump, ils sont trop occupés à détester les libéraux de gauche pour s'inquiéter de ce que font les musulmans. De plus la vision du monde des pro-Maga (« *Make America Great Again* », slogan de Trump, NDLR) est isolationniste, ils sont donc heureux d'ignorer tout ce qui ne se déroule pas aux États-Unis. Ajoutez à cela la litanie de problèmes insolubles qui tourmentent actuellement l'Amérique, et vous ne serez pas surpris d'apprendre que les progressistes ne regardent pas beaucoup au-delà de nos côtes non plus ces jours-ci.

C'est triste à dire, mais ce sera probablement la situation dans un futur proche. Mais dès que les islamistes décideront que le moment est venu de tourner à nouveau leur attention vers le Grand Satan (à supposer qu'ils considèrent toujours l'Amérique digne de ce sobriquet) et d'organiser une attaque majeure, nos deux nations seront à nouveau soeurs d'armes, camarades dans la lutte crépusculaire pour la civilisation. En attendant, les Américains sont parfaitement capables de détruire l'Amérique sans l'aide de personne.

*Texte traduit par Eugénie Bastié.*

\* Le dernier roman de Seth Greenland, « *Mécanique de la chute* » (Liana Lévi), paru en 2019, a été un grand succès

*des deux côtés de l'Atlantique.*

**Le Figaro (site web)**

mercredi 9 décembre 2020 - 17:41 UTC +01:00 723 mots

## Économie

# Pour que le tabac ne coûte rien à l'État, le prix d'un paquet de cigarettes devrait être de... 45 euros

**En dépit d'une fiscalité importante, le tabac est loin d'être le pactole supposé pour l'État. Les taxes ne compensent pas le vrai coût du tabac estimé par l'association ACT à 120 milliards d'euros par an.**

Si le tabac, qui tue chaque année en France quelque 75.000 personnes (et 8 millions dans le monde), est un sujet de santé publique majeur, c'est aussi un sujet économique de premier plan. Alors que 56% des Français pensent que la vente de tabac rapporte plus à l'État qu'elle ne lui coûte, le tabac est loin de remplir les caisses de l'État. Et ce malgré la fiscalité importante qui lui est appliquée, affirme une étude publiée ce mardi par l'alliance ACT (Action contre le tabac), une fédération d'associations, indépendante d'intérêts privés et financée par le ministère de la Santé et l'assurance maladie via le fonds addictions.

En effet, si le tabac rapporte d'une main environ 16 milliards d'euros de recettes fiscales à l'État, les dépenses de santé directement liées au tabac s'élèvent-elles à plus de... 26 milliards d'euros par an. Soit 10 de plus! Pire, le coût social net pour la société a été évalué à 120 milliards d'euros par an par Pierre-Alexandre Kopp, Professeur d'Économie à l'Université Panthéon-Sorbonne, qui prend en compte le coût externe (valeur des vies humaines perdues, perte de la qualité de vie, jours non travaillés), la note pour les finances publiques (dépenses de prévention, répression et soins), déduction faite des recettes (économie de retraites non versées, recettes des taxes prélevées).

Soit, au total, un coût qui pèse sur tous les Français, y compris non-fumeurs, avec une facture de 1800 euros par an et par habitant. La balance reste donc largement déficitaire. « *Et pendant ce temps, les 4 géants du tabac (NDLR: Philip Morris International, British American Tobacco, Japan Tobacco International et Imperial Brands) ne paient quasiment pas d'impôts en France, via une politique d'optimisation fiscale équivalente à celle des GAFAs* », souligne Loïc Jossier, président de l'ACT et Professeur en Santé Publique à l'Université de Versailles Saint-Quentin. *Pour que le tabac ne coûte rien à l'État, le paquet devrait être à 45 euros puisque environ 1,9 milliard de paquets de cigarettes sont vendus chaque année en France* ».

Pour lutter contre le tabagisme, l'ex-ministre de la santé Agnès Buzyn s'était engagée à augmenter progressivement le prix du paquet de cigarette à 10 euros sur 3 ans, tout en développant l'accompagnement des fumeurs. Objectif rempli puisque, à ce jour en France, la plupart des paquets de cigarettes ont atteint, voire dépassé, la barre symbolique des 10 euros. Du coup, Olivier Dussopt, ministre des comptes publics, a annoncé un moratoire sur les prix du tabac, déclarant qu'il n'y aurait pas de nouvelle hausse d'ici 2022.

Mais il est important de ne pas s'arrêter là et de continuer à augmenter les prix, défend l'ACT, qui milite pour porter le prix à 15 euros d'ici 2025, via des augmentations régulières de 70 centimes. Et ce d'autant que les produits du tabac n'ont pas tous le même niveau de taxation: le tabac à rouler est moins taxé par exemple que les cigarettes industrielles. Objectif? Empêcher les transferts de consommation et prévenir l'entrée des non-fumeurs, particulièrement des jeunes.

Alors que l'OCDE épingle tous les ans la France dont le taux de tabagisme reste parmi les plus élevés des pays de l'OCDE avec un adulte sur 4 qui fume tous les jours, les experts sont unanimes: l'augmentation des prix du tabac est le levier le plus efficace pour inciter les fumeurs à arrêter.

C'est ce que dit l'OMS, et également Santé Publique France. Et ce, même si les fabricants de cigarettes invoquent l'argument - pas totalement faux - d'une explosion du commerce illicite (contrebande, contrefaçon et fabrication illégale) en cas d'augmentation de la fiscalité. Une réalité contre laquelle il faut effectivement lutter, dans le cadre d'un système de contrôle harmonisé au niveau européen.

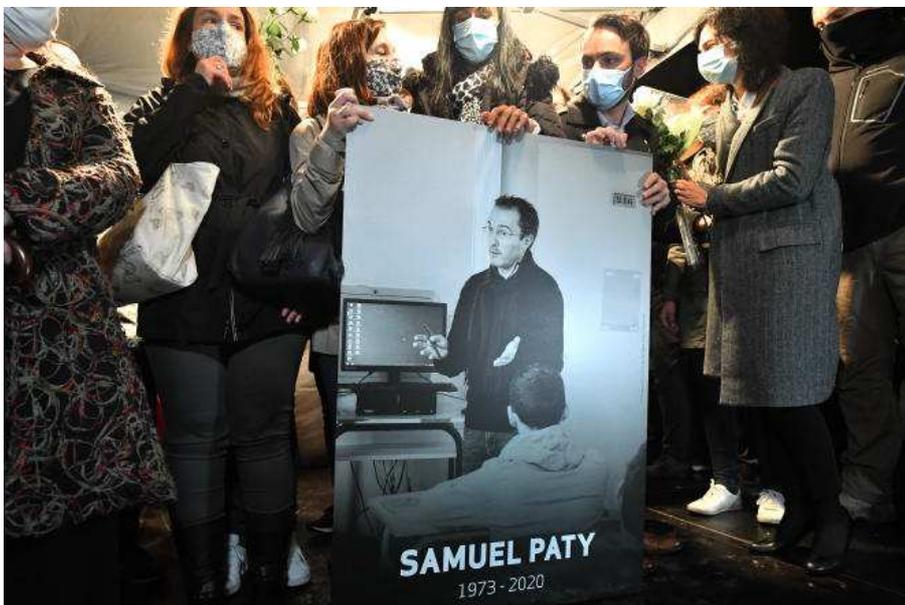
[https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/12/10/attentat-de-conflans-les-institutions-n-ont-pas-su-protoger-samuel-paty-denonce-l-avocate-de-sa-famille\\_6062836\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/12/10/attentat-de-conflans-les-institutions-n-ont-pas-su-protoger-samuel-paty-denonce-l-avocate-de-sa-famille_6062836_3224.html)

# Attentat de Conflans : « Les institutions n’ont pas su protéger Samuel Paty », dénonce l’avocate de sa famille

Virginie Le Roy, qui représente les proches du professeur d’histoire-géographie assassiné le 16 octobre, estime dans un entretien au « Monde » qu’« une erreur grave d’appréciation » de la situation a été commise par les autorités.

Propos recueillis par [Nicolas Chapuis](#)

Publié aujourd’hui à 05h24, mis à jour à 06h34



Des proches de Samuel Paty lors de la « marche blanche » en son hommage à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le 20 octobre. BERTRAND GUAY / AFP

Depuis l’assassinat terroriste islamiste de Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le 16 octobre, la famille du professeur d’histoire-géographie était restée silencieuse. Pour la première fois, leur avocate, M<sup>e</sup> Virginie Le Roy, spécialiste des dossiers de terrorisme, sort de sa réserve, après la publication du rapport de l’éducation nationale qui dédouane l’institution. Dans un entretien au *Monde*, elle critique la « *manœuvre politique* » derrière ce document et estime que l’Etat a failli dans sa mission de protection de Samuel Paty, malgré les nombreux signaux d’alerte émis.

**Vous représentez la famille de Samuel Paty. Qu’attend-elle de l’instruction en cours ?**

On sait aujourd’hui qu’il y a eu un engrenage complexe. La famille souhaite avoir des réponses précises, ils veulent comprendre comment ce drame a pu arriver et ils veulent que toutes les responsabilités soient établies. Ce sont également des victimes du terrorisme, donc ils veulent une réponse forte, pas disproportionnée, mais une réponse juste pour chacun des mis en cause.

L'éducation nationale était restée discrète mais [a finalement publié son rapport, jeudi 3 décembre](#).  
Quelle a été votre analyse à la lecture du document ?

Je suis très mitigée. J'y trouve deux vertus importantes. Premièrement, il permet d'établir une chronologie précise, ce qui est essentiel dans ce dossier. Deuxièmement, il fait la démonstration absolue de la manipulation opérée par le père de famille, Brahim C., et par l'agitateur islamiste Abdelhakim S.

Le procédé est décortiqué : il est établi que la jeune fille à l'origine de la polémique n'était pas présente lors du cours où Samuel Paty a montré les caricatures à sa classe, le mardi 6 octobre. Ses parents en ont été informés, puisque c'est la mère qui a signé le bulletin d'absence pour « maladie ». On sait également que l'exclusion du mercredi 7 octobre est notifiée aux parents, par e-mail, SMS et courrier, avec le motif.

Cela signifie que, quand les parents viennent tour à tour se plaindre au collègue de cette exclusion, en offrant une version déformée et fautive des faits, ils sont parfaitement conscients que leur fille n'était pas au cours. Elle n'a pas été exclue pour cette raison, mais bien parce qu'elle ne respecte pas les règles du collège depuis fort longtemps, et qu'ils le tolèrent. La première étape de la manipulation est là : toute cette histoire est bâtie sur un mensonge.

Quel rôle joue Abdelhakim S., selon vous ?

Le rapport souligne qu'il a participé à la manipulation et l'a relayée de manière haineuse. Avec le père, Brahim C., ils se rendent au collège sans rendez-vous, se plaignent d'avoir attendu et ils disent à la principale : « *Si nous avions été juifs, nous n'aurions pas attendu.* » On voit là parfaitement les ressorts de cette construction qui repose sur des discriminations supposées n'ayant jamais existé.

Pourquoi êtes-vous critique du rapport de l'éducation nationale ?

Je suis extrêmement réservée, car j'ai du mal à ne pas y voir une manœuvre politique, ce qui est inacceptable dans ce type de dossier. C'est absolument incroyable que ce rapport se permette de conclure que Samuel Paty a commis une maladresse « *en proposant aux élèves musulmans de quitter la salle s'ils craignaient d'être choqués* ». Les récits sur le fameux cours sont divergents. Et on se permet de conclure aussi radicalement qu'il a désigné les élèves musulmans alors que ce n'est pas le cas. Alimenter une polémique pareille dans un rapport de l'éducation nationale est indécent.

Samuel Paty n'a-t-il pas reconnu lui-même une maladresse dans un e-mail à destination de ses collègues ?

Les institutions n'ont pas su protéger Samuel Paty. Donc s'il y a une chose qu'elles doivent faire aujourd'hui, c'est respecter sa parole. Dans son e-mail à ses collègues, il dit qu'il n'a jamais désigné les élèves musulmans. Le fait que ces derniers aient pu se sentir visés par la proposition de fermer les yeux ou de quitter la classe, c'est une chose, mais il faut aussi garder en tête que Samuel Paty a montré à sa classe l'image d'un homme nu avec une étoile dans les fesses et les testicules apparents... image qui en elle-même aurait pu choquer les élèves. C'est ça la réalité.

Quand il indique aux élèves qu'ils pourraient être choqués et leur propose de fermer les yeux ou de sortir, c'est une invitation qui est faite à tout le monde, y compris aux petites filles qui n'ont peut-être jamais vu ça de leur vie. Sa réaction n'est que protection et délicatesse. Il est d'ailleurs décrit par ses élèves comme un bon professeur. Il n'a jamais désigné les musulmans, il a toujours été ferme là-dessus que ce soit dans ses échanges avec la principale, dans ses courriels à ses collègues ou lors de son dépôt de plainte.

Il faut reconnaître une chose à Samuel Paty : dès que la première mère d'élève se manifeste, il l'appelle, s'excuse et a l'honnêteté intellectuelle de reconnaître une maladresse. Ce n'est pas un menteur. La maman se dit alors soulagée, le malentendu est dissipé. Que ce rapport arrive à une conclusion définitive qui remette en doute sa parole – alors même qu'il est indiqué au cœur du rapport que les versions divergent sur ce point précis –, c'est irresponsable et choquant. Cela entretient justement la « *rumeur malfaisante* » dénoncée par Samuel Paty de son vivant.

Vous dites que les institutions ont failli...

Oui bien sûr. Tout le monde a failli, pas seulement l'éducation nationale. J'attends avec impatience le rapport de Gérard Darmanin.

Le renseignement territorial, qui dépend du ministère de l'intérieur, faisait état dans une note révélée par [Libération](#) d'une situation qui s'était apaisée localement. Était-ce le cas ?

Il y a eu une erreur grave et manifeste d'appréciation de la situation. Le rapport instille par petites touches le fait que la menace ne pouvait pas être identifiée et que rien ne laissait présager ce drame. On ne peut pas arriver à cette conclusion : tous les marqueurs étaient au rouge. La principale l'avait bien identifié dès le début, le jeudi 8 octobre : elle déclenche un « *fait établissement niveau 3* », le niveau le plus élevé.

Le collègue prend contact avec le renseignement territorial, l'académie, le référent radicalisation du rectorat. La cellule ministérielle de veille opérationnelle et d'alerte est également informée. Abdelhakim S., qui accompagne le père de famille, est identifié comme agitateur radical, fiché S et inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT). La principale demande une présence policière... Toutes ces alertes ont été lancées et on en est quand même arrivé là, c'est ça qui est terrible.

Les signaux d'un risque terroriste étaient-ils réunis ?

En septembre, Al-Qaida a lancé des appels à ses « *loups solitaires* » pour les inciter à frapper les gens qui insultent l'islam, en visant particulièrement la republication des caricatures de *Charlie Hebdo* et la France. Un attentat est commis en septembre devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*. Dans le dossier de Samuel Paty, on retrouve l'ensemble des signaux qui collent peau à peau à l'appel d'Al-Qaida.

Tout bascule le week-end du 10 et 11 octobre. Les premières vidéos sont sorties sur les réseaux sociaux et ont été largement relayées. Le samedi 10 octobre, Brahim C. publie une vidéo dans laquelle il cite le nom de Samuel Paty. Malgré cela, le 12 octobre, le renseignement territorial conclut que le père n'est pas suivi ni relayé sur les réseaux sociaux et qu'Abdelhakim S. n'est pas un imam, qu'il n'a que peu d'écoute. C'est une grave erreur d'analyse. On sait en effet à cette date que la vidéo du père a été relayée par la mosquée de Pantin, qui a plus de 100 000 abonnés. Elle est relayée par plusieurs autres sites. Brahim C. a été invité sur une radio.

Le lundi 12 octobre encore, la troisième vidéo arrive. C'est un montage de 10 minutes d'Abdelhakim S., qui fait 40 000 vues. Le nom de Samuel Paty et le collègue sont désignés. Il faut surtout s'attacher à l'intitulé de la vidéo : « *L'islam et le prophète sont insultés dans un collège public.* »

Ce sont des mots déterminants pour les suiveurs d'Al-Qaida. Ça s'inscrit sur mesure dans leurs appels à la frappe. Que des services de renseignement voient ça et ne réagissent pas... Je ne me l'explique pas. Comme le précise le rapport de l'éducation nationale, la note du renseignement explique en outre qu'après la gradation de la première semaine, les choses se calment. Or c'est faux, il se passe des choses structurantes la deuxième semaine.

Lesquelles ?

Samuel Paty écrit lui-même le dimanche soir à ses collègues qu'il est menacé par des islamistes locaux. Après la vidéo publiée le lundi, la principale lui conseille de faire les trajets domicile/collège en voiture. Cette principale, qui, à la lecture du rapport, s'est beaucoup démenée pour Samuel Paty, arrive tous les matins à 7 heures par peur que quelqu'un ne s'introduise dans le collège. Elle précise dans sa plainte déposée le 13 octobre qu'elle reçoit des messages de menaces physiques contre Samuel Paty. Brahim C. passe sa semaine dans les administrations pour demander la radiation du professeur, faisant preuve d'un acharnement totalement incompréhensible. Le renseignement territorial appelle le collègue tous les jours.

Le 15 octobre, la veille de l'attaque, le directeur de la sécurité du cabinet du préfet, qui s'inquiète de la situation, appelle lui aussi le collègue, et un signalement est effectué auprès de la direction départementale de la sécurité des Yvelines. Deux jours plus tôt, la direction de l'académie se dit préoccupée par le montage de la dernière vidéo qui « *témoigne de la capacité inquiétante à construire un outil viral vecteur de haine et susceptible de tomber entre n'importe quelles mains* ». Ils ont donc clairement identifié que ce contexte était constitutif d'une menace terroriste.

Tous ces éléments montrent une chose : le fait de conclure le rapport en expliquant qu'il y avait une tendance à l'apaisement et que de ce fait il ne pouvait pas être présagé d'une attaque physique et au surplus terroriste contre Samuel Paty est soit une erreur d'appréciation gravissime, soit un artifice.

Comment expliquer cette conclusion ?

Partir du postulat que cet attentat ne pouvait pas être prévu ferme des portes qui peuvent être très dérangementes, mais que je me dois d'ouvrir en tant qu'avocate de la famille. Est-ce que Samuel Paty a été protégé ? Non. Est-ce qu'il aurait dû l'être ? Sans aucun doute oui. Samuel Paty n'aurait pas dû mourir.

Vous intervenez dans nombre de dossiers terroristes. En quoi celui-ci est-il spécifique ?

Il marque, par la sauvagerie de la décapitation et par la brutalité de sa symbolique, un changement de physionomie du terrorisme, qui coïncide avec l'évolution de la situation militaire en Syrie. Nous ne sommes plus sur des attentats organisés de l'extérieur comme pour le Bataclan. On est face à des individus qui agissent seuls, les « loups solitaires » comme les nomme Al-Qaida. On est entre le mécanisme sectaire d'endoctrinement et le fonctionnement mafieux, parce qu'on sait que ces organisations brassent énormément d'argent.

Cette évolution aurait dû appeler un changement de la réponse et on voit aujourd'hui qu'on est en échec. Ce changement de physionomie doit absolument engager toutes les institutions de l'Etat à changer la réponse et à renforcer la prévention contre l'endoctrinement. Il faut que ça se fasse vite.

La radicalisation d'Abdouallakh Anzorov était-elle détectable d'après vous ?

Tout à fait. [Les informations publiées dans la presse montrent à elles seules que ses proches ne pouvaient pas l'ignorer](#). Vous avez publié dans *Le Monde* l'intégralité de ses tweets. On identifie clairement dans ses publications la mouvance radicale à laquelle il adhère. Il était très prosélyte qui plus est. Plusieurs de ses messages avaient été signalés à la plate-forme Pharos.

Pour la première fois dans un dossier terroriste, des mineurs sont mis en examen pour complicité. En tant qu'avocate de la famille d'un professeur, comment appréhendez-vous l'implication de ces élèves ?

Nous attendons l'évolution de l'enquête. Ce sont des mineurs, il faut donc rester très prudent. Ils ont accepté de l'argent pour désigner quelqu'un dont il savait qu'on allait lui faire du mal d'une façon ou d'une autre, même verbalement. Ils ont une responsabilité, ils ont joué un rôle, on verra lequel. Le chef d'accusation est lourd, c'est inédit, mais c'est à la hauteur de ce qui est arrivé.

La famille ne s'est pas exprimée depuis l'attentat et a refusé d'être filmée pendant l'hommage national. Dans quel état d'esprit sont-ils aujourd'hui ?

C'était une volonté de ne pas s'exprimer, ils tiennent à préserver leur intimité. Ils ont été très sollicités dans les premiers temps, parfois brutalement. Ils n'ont pas aimé certains des articles. Les conditions dans lesquelles ils ont appris le décès sont très cruelles. Ils ont regardé la télé comme tout le monde. Il y a d'abord le doute, un professeur d'histoire-géo, dans le coin où il habite... On l'appelle, il ne répond pas. Peu à peu le

doute se transforme en certitude, mais sans avoir la confirmation des autorités. Et puis à minuit, le téléphone sonne... C'est affreux.

On ne peut pas mesurer leur douleur. Quarante-huit heures après ils sont entendus à la DGSI, il y a une reconnaissance de corps à l'institut médico-légal, une rencontre avec le président, un hommage national pendant lequel toute la France pleure votre défunt. Ils ont été touchés par cet hommage, mais ce sont des gens très discrets, d'une grande pudeur. Le temps de panser les plaies sera long, très long.

KONTROVERSE UM „THE CROWN“:

## Sollen das wirklich die Windsors sein?



Oberhaupt einer Sippe, die sich im goldenen Käfig auf Kosten anderer amüsiert? Olivia Colman spielt in der aktuellen Staffel von „The Crown“ Elisabeth II. Bild: Des Willie/Netflix

Als zwei Frauen den ganzen Laden schmissen: Der Streit um den Wahrheitsgehalt der jüngsten Staffel der Netflix-Serie „The Crown“ geht unvermindert heftig weiter. Das eigentliche Opfer ist bereits identifiziert.

- VON [GINA THOMAS](#), LONDON
- -AKTUALISIERT AM 10.12.2020-07:00

Der Sturz von [Margaret Thatcher](#) ist der Stoff, aus dem Dramen sind. Von jenem 13. November 1990 an, an dem Kabinettsmitglied Geoffrey Howe mit seiner Rücktrittserklärung den Startschuss für das Rennen um die Führung der Konservativen Partei gab, bis zum Morgen des 29. November, als Margaret Thatcher, mit den Tränen ringend, erklärte, Downing Street „nach elfeinhalb wunderbaren Jahren“ zum letzten Mal zu verlassen, ist jede Minute bühnenreif.

Das politische Schauspiel fällt in die Zeitspanne, welche die vierte Staffel von „The Crown“ abdeckt, in jene Jahre, in denen zwei Frauen den Laden schmissen, wie [Prinz Philip](#) am Anfang der Staffel griesgrämig anmerkt. In der Netflix-Serie wird die dichte Abfolge der Ereignisse jener Novembertage auf fünfzehn Minuten komprimiert. Schließlich bilden sie nur eines der Nebendramen über die mitunter als leibhaftige Seifenoper bezeichnete Regentschaft Elisabeths II.

### Ein undemokratischer Schritt

Die shakespearehaften Züge des letzten Aufzugs der Ära Thatcher machen es umso verwunderlicher, dass Drehbuchautor Peter Morgan – ein Experte darin, das dramatische Potential von scheinbar nebensächlichen Geschehnissen auszuschöpfen – meint, die Vorgänge durch einen widersinnigen Trick anreichern zu müssen. Er greift in dem Moment ein, als Margaret Thatcher im ersten Wahlgang der Abstimmung über die Parteiführung die nötige Mehrheit verfehlt. Nachdem die Kabinettsmitglieder der Premierministerin der Reihe nach zu verstehen gegeben haben, dass die Uhr für sie abgelaufen ist, weicht Morgan wieder einmal von der Geschichte ab.

In Wirklichkeit haben diese Gespräche Margaret Thatcher von der Aussichtslosigkeit ihrer Situation überzeugt, so dass sie sich noch am selben Abend zum Rücktritt entschloss. In „The Crown“ versucht sie jedoch noch eine Trumpfkarte zu spielen, um ihr Amt zu retten. Sie bittet die Königin, das Parlament aufzulösen. Die Vorstellung, die verfassungstreue Thatcher hätte einen derart undemokratischen Schritt auch nur erwägen können, ist abwegig.

## **Tendenziöse Dramatisierung**

In „The Crown“ dient dieser „kreative Akt“ – so nennt Morgan seine Abstecher vom Faktischen in die Fiktion – dazu, das schablonenhafte Bild der Eisernen Lady als störrische, autoritäre und gefühllose Politikerin zu unterstreichen. Um diese Wahrnehmung zu vermitteln, bedürfte es allerdings nicht kontrafaktischer Szenarien, wie sie Morgan in seine tendenziöse Dramatisierung einstreut. Dafür liefert die Geschichte, wenn man sie so einseitig zurechtbiegen will, hinreichend Material.

Es geht hier nicht um die Petitesse, mit denen sich Erbsenzähler bei historischen Bearbeitungen aufzuspielen pflegen – dass etwa eine anachronistische Telefonvorwahl verwendet worden sei; dass nicht dieses, sondern jenes Regiment hätte eingesetzt werden müssen; dass Orden und Salute nicht stimmten und doch jeder wissen müsste, dass Fasane im August noch nicht gejagt werden dürften. Oder dass im Dialog gesagt werde, Charles habe während der Brautwerbung Diana in eine Aufführung des Requiems von Verdi mitgenommen, obwohl auf dem Bildschirm eine Sopranistin die Arie aus „La Traviata“ sang, in der Violetta hin und her gerissen ist zwischen ihrer Liebe und ihrem Kurtisanendasein.

## **Satiren über die Windsors**

Die Einwände gegen „The Crown“ beruhen auch weniger auf Morgans persönlicher Meinung, dass die Monarchie einem mutierenden Virus gleiche und „als Institution nicht zu verteidigen ist“. Das hat ihn freilich nicht gehindert, die Ehrung als Commander of the Order of the British Empire entgegenzunehmen, obwohl er behauptete, die ganze Zeit gekichert zu haben. „Da liefen erwachsene Männer mit Sporen und Brustplatten herum und unterhielten sich ernsthaft. Es war jenseits eines Erlebnisparks.“ Das Problem liegt in der Art, in der die Serie Morgans Anschauungen durch die schamlose Manipulation von Tatsachen untermauert und dabei keinen Aufwand scheut, um Ausstattung und Darbietungen den Vorlagen täuschend genau nachzubilden.

Zahlreiche Film- und Buchautoren haben Satiren oder Fiktionen über die Windsors geschrieben, die als solche eindeutig erkennbar sind. In „Die Queen und ich“ etwa stellte sich Sue Townsend 1992 vor, wie die nach dem Wahlsieg der Republikanischen Partei enteignete königliche Familie in einer mittelenglischen Sozialwohnung zurechtkommen würde. Alan Bennett hat Leser entzückt mit seiner sanft stichelnden Novelle „Die souveräne Leserin“ (2008), in der die Königin die Freuden der Literatur entdeckt und die Welt mit neuen Augen sieht. Niemand beschwert sich ernsthaft über die parodistische Situationskomödie „The Windsors“, die wahre Begebenheiten aus dem Königshaus benutzt.

## **Ausfüllen historischer Leerstellen**

Peter Morgans Beteuerung, aus dramaturgischen Gründen mitunter die Genauigkeit preisgeben zu müssen, nie aber die zugrundeliegende Wahrheit, wird unter anderem durch die Verwendung echter Presse- und Fernsehnachrichten widerlegt. Das gilt zum Beispiel für die Episode, in der Prinzessin Margaret entdeckt, dass zwei debile Cousinen in einer Irrenanstalt versteckt wurden, damit, so erklärt es die Königinmutter ihrer Tochter mit einem grotesken Trugbild, die Öffentlichkeit die Integrität und die Reinheit der Blutlinie nicht in Frage stelle, wo doch das Erbprinzip bereits an einem derart dünnen Faden hänge. Das traurige Schicksal dieser Frauen, die außerdem nicht derselben Linie entstammen wie die Königin, gäbe eher Anlass, über den damaligen Umgang mit geistiger Behinderung nachzudenken, als Fehlinformationen in die Welt zu setzen.



In „The Crown“ wird das schablonenhafte Bild Margaret Thatchers (Gillian Anderson) als autoritäre Politikerin unterstrichen. :Bild: Des Willie/Netflix

Morgan beruft sich gern auf Hilary Mantels Kennzeichnung des historischen Romans als das Ausfüllen der Leerstellen der Geschichte mit der Phantasie. Aber Mantel betont, sie möge nie und schiebe Tatsachen nicht herum, um eine bessere Handlung zu entwerfen. Außerdem spricht sie ausdrücklich über die Fiktionalisierung von Toten. Morgan nimmt sich lebende Figuren vor, die sich aufgrund ihrer Position nicht gegen Verleumdungen wehren können. Im Zusammenhang mit seinem neuen Buch „Elizabethans: How Modern Britain Was Forged“ und seiner Fernsehserie über das zweite elisabethanische Zeitalter schreibt der britische Journalist Andrew Marr, dass Nationen genauso wie Personen ihr Selbstvertrauen verlieren könnten. „Von der Zerfledderung des Rufes der königlichen Familie in ‚The Crown‘ bis zum qualvollen Endspiel der Handelsverhandlungen mit der EU und ernsten Vorträgen von Elder Statesmen über den nationalen Niedergang mag so etwas Ähnliches jetzt in Britannien geschehen.“

### **Verzerrungen, Verfälschungen, Verschiebungen**

Mit dieser Feststellung bekräftigt Marr den Eindruck, die Netflix-Serie schade dem Königshaus, weil die Grenzen zwischen Dichtung und Wahrheit verschwimmen würden. Hat die dysfunktionale Familie selbst genügend Stoff geliefert, um ihr Ansehen zu trüben? Der „Economist“ hält solcher Kritik entgegen, „The Crown“ sei wahrheitsgemäßer als das in der Hochzeit von Charles und Diana gipfelnde Märchen von der glücklichen Familie, welches das Königshaus lange Zeit projiziert habe, bevor ihm das Drehbuch aus der Hand gerissen worden sei. „Wenn die Monarchie derart anfällig ist, dass sie ernsthaften Schaden nimmt, wenn ein Mann, der vorgibt, Prinz Charles zu sein, einer Frau, die vorgibt, seine Frau zu sein, Gemeinheiten sagt, dann hat die Institution wahrscheinlich ausgedient“, stellt das Magazin fest.

In einem seltenen Moment der Selbstreflexion bemerkt die Königin in „The Crown“: „Das Einzige, was unter meiner Aufsicht geschehen ist, ist, dass die Bude in die Binsen gegangen ist.“ Ihre Schwester versucht ihr Mut zu machen. Sie könne nicht wanken. „Es ist nur in die Binsen gegangen, wenn wir sagen, dass es so ist. Das ist die Sache mit der Monarchie.“

### **„Kein Wunder, dass Diana so unglücklich war“**

Vielleicht ist es der schleichende Verdacht, an dieser Selbstkritik sei etwas dran, der den Protest schürt. Die Fülle der Verzerrungen, Verfälschungen und Verschiebungen in der jüngsten Staffel haben jedenfalls zahlreiche Kritiker veranlasst, sich dem Ruf des britischen Kulturministers nach einem Warnhinweis vor jeder Folge anzuschließen, um klarzumachen, dass die Serie in die Sparte der Fiktion gehöre (F.A.Z. vom 1. Dezember). [Netflix](#) lehnt dies ab. Der Streaminganbieter entgegnet, „The Crown“ stets als Drama dargeboten zu haben und der festen Überzeugung zu sein, dass Zuschauer es als „ein weitgehend auf historischen Ereignissen basierendes Werk der Fiktion“ auffassen. Deswegen erübrige sich ein Warnhinweis.

Die diffamierenden Angriffe auf Prinz Charles und die Herzogin von Cornwall in den sozialen Netzwerken deuten eher darauf hin, dass Zuschauer die Fiktion für bare Münze nehmen. „The Crown“ macht sich die

Darstellung [Prinzessin Dianas](#) zu eigen, der Thronfolger habe die Beziehung zu Camilla Parker Bowles nie abgebrochen, entgegen seiner eigenen Behauptung, er sei seiner ersten Frau bis zur unheilbaren Zerrüttung der Ehe im Jahr 1986 treu geblieben. „Ich liebe diese Staffel von ‚The Crown‘“, schwärmte ein Tweet. „Ich hatte keine Ahnung, dass sich Charles’ Affäre mit Camilla während der ganzen Beziehung abspielte – Ausgehen/Verlobung/Ehe (...) Pfui. Kein Wunder, dass Diana so unglücklich war.“

## **Mängel des Geschichtsunterrichts**

Trollbeiträge wie „Camilla: Die Welt hasst dich. Prinzessin Diana für immer“ und „Schäm dich für immer“ haben das Büro des prinzlichen Paares veranlasst, die Kommentarfunktion auf dessen Twitter-Konto zu deaktivieren. In einer Kolumne wettete der konservative Historiker Andrew Roberts, dass Morgans „neo-republikanische Propaganda“ die Herzogin von Cornwall um den Königinnentitel bringen könnte, der jeder anderen Frau eines Monarchen in tausend Jahren britischer Geschichte gewährt worden sei. Als das Paar vor fünfzehn Jahren heiratete, versuchte das Königshaus die wegen der anhaltenden Beliebtheit Dianas weiterhin delicate Situation zu entschärfen mit der Ankündigung, die Herzogin werde bei der Thronbesteigung ihres Mannes bloß als Prinzessin-Gemahlin bezeichnet werden.

Es bestand wohl die stille Hoffnung, dass der Widerstand mit der Zeit bröckeln würde. Nach den von „The Crown“ verbreiteten Lügen hält Roberts einen Gesinnungswechsel für unwahrscheinlich. Er sieht die Herzogin von Cornwall als das eigentliche Opfer von „The Crown“. Simon Heffer macht die Mängel des Geschichtsunterrichts in Britannien und anderswo auf der Welt dafür verantwortlich, dass zu viele Zuschauer nicht zwischen Tatsache und Fiktion zu unterscheiden vermöchten. „Das hat Folgen für die Art und Weise, in der in diesem Land nachgedacht wird über die verfassungsmäßige Ordnung, und die Art und Weise, in der wir regiert werden.“

## **BBC unter Beschuss**

Die besondere Heftigkeit der Reaktionen auf die dichterischen Freiheiten von „The Crown“ dürfte teilweise auf die größere zeitliche Nähe zu den dargestellten Ereignissen zurückzuführen sein, denn Morgans Methode des Ineinandergreifens von Dichtung und Wahrheit hat sich nicht verändert. Hinzu kommt, dass diesmal mit Margaret Thatcher und Diana Spencer zwei polarisierende weibliche Ikonen neben Olivia Colmans oberlehrerinnenhafter Königin im Zentrum der Handlung stehen. Der Start der vierten Staffel traf zusammen mit einem neuen Skandal um das berühmte „Panorama“-Interview mit Prinzessin Diana, das vor fünfundzwanzig Jahren wie eine Bombe einschlug. Der Jahrestag und die Enthüllung in einer Dokumentation des Fernsehsenders Channel 4, dass der BBC-Journalist Martin Bashir sich mit gefälschten Dokumenten in das Vertrauen der verletzlichen Prinzessin einschlich, um sie für das Gespräch zu gewinnen, haben die Einzelheiten der traurigen Saga des sogenannten „Krieges der Eheleute von Wales“ wieder ans Licht geholt.

Nach der Ausstrahlung der Sendung Anfang November sind unter eifriger Mitwirkung der „Daily Mail“ so viele neue Einzelheiten zutage befördert worden, dass Channel 4 drei Wochen später der ursprünglichen Dokumentation eine Dokumentation über die Dokumentation folgen ließ – mit noch schädlicheren Vorwürfen gegen die Konkurrenz. Eine unabhängige Untersuchung soll nun ermitteln, ob sich ein Journalist der [BBC](#) tatsächlich mit einem Duplicationsmanöver auf das Niveau der Boulevardpresse herabgelassen hat und ob seine Vorgesetzten in der Nachrichtenabteilung zu Komplizen geworden sind, indem sie den Betrug unter den Tisch kehrten.

Es steht die Integrität einer großen britischen Institution auf dem Spiel, deren weltweites Ansehen auf der Verlässlichkeit ihres Nachrichtenangebots basiert. Wie die Monarchie steht auch die BBC unter Beschuss. Den Machern von „The Crown“ wird nicht ohne Grund unterstellt, die Monarchie zu unterhöheln mit mokanten Charakterisierungen der Royals – das Oberhaupt vielleicht ausgenommen – als launische, geschädigte, hochnäsige, ichbesessene Tunichtgute, die sich in ihrem goldenen Käfig auf Kosten anderer amüsieren mit absurden Saufspielen wie Ibble Dibble, wenn sie nicht mit dick aufgetragener Symbolik Tiere töten oder sich gegenseitig zerfleischen. Hingegen bekräftigen die Vorgänge rund um das Diana-Interview den Eindruck, dass die BBC keine fremde Hilfe braucht, um ihre Autorität zu untergraben. Sie tut es selbst.

Der Krieg der Eheleute von Wales wird erst in der nächsten Staffel zum vollen Ausbruch kommen. Unterdessen dürften die aktuellen Drehungen und Wendungen des Zerwürfnisses Morgan mit frischer Munition versorgen für seine Version der bevorstehenden *Anni horribiles*. Sie mündeten 1997 in zwei Ereignisse – den Erdrutschsieg von New Labour und drei Monate später den Tod Dianas –, von denen gesagt wurde, sie hätten Britannien für immer zum Besseren verändert: politisch, institutionell und emotional.

Das war eine Illusion, aber mitunter entfalten Illusionen ein eigenes Leben. Das Bild der zwischen Pflicht und Selbsterfüllung zerrissenen postimperialen Monarchie in „The Crown“ ist geprägt von dem Geist, der Diana als Prinzessin des Volkes heroisierte. Morgan verfährt nach der Devise des Journalisten in John Fords Western „Der Mann, der Liberty Valance erschoss“: „Wenn die Legende zur Tatsache wird, druck die Legende.“

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/eu-anleihen-frueherer-ifo-praesident-fuerchtet-schuldenlawine-17094009.html?premium>

EU-ANLEIHEN:

## Warum Hans-Werner Sinn eine Schuldenlawine in Europa befürchtet



Der frühere Ifo-Präsident diagnostiziert eine Liquiditätsfalle. Die Geldpolitik sei deshalb unwirksam. Hans-Werner Sinn bewertet die gemeinsamen EU-Anleihen im F.A.Z.-Interview kritisch.

- VON MARKUS FRÜHAUF
- -AKTUALISIERT AM 10.12.2020-10:56

Herr Sinn, droht eine Inflation?

Langfristig bestehen erhebliche Gefahren. Das lässt sich an der enormen Ausweitung der Zentralbank-Geldmenge seit der Lehman-Krise von 900 Milliarden auf 6000 Milliarden Euro bis zum Sommer nächsten Jahres erkennen. Die EZB hat immer mehr Zettel verteilt, die Ansprüche auf ein Sozialprodukt beinhalteten, das gar nicht erzeugt wurde. Das neu gedruckte Geld wurde benutzt, um die Einkommen der Wirtschaft, der Staatsbediensteten und der Empfänger von Sozialtransfers trotz der Wirtschaftsflaute zu stützen. Auch das Kurzarbeitergeld, das während der Corona-Krise gezahlt wird, kommt letztlich aus der Druckerpresse. Das ist alles andere als eine solide Geldpolitik, die dem Geist des Maastrichter Vertrages verpflichtet ist. Allerdings gibt es keinen direkten Zusammenhang zwischen Geldmenge und Teuerung mehr, weil wir uns in einer keynesianischen Liquiditätsfalle befinden.

Was bedeutet das?

Das Geld wird von den Einkommensbezieherinnen und vor allem den Banken gehortet, und es ist unklar, wie lange es in diesen Horten bleibt. Deshalb war und ist die Geldpolitik unwirksam. Es lässt sich derzeit nicht prognostizieren, wann eine Inflation beginnen wird. Doch sollte sie irgendwann in Gang kommen, lässt sie sich nicht mehr geldpolitisch bremsen. Die EZB wird sich scheuen, ihre erworbenen Staatsanleihen in diesem Fall zu verkaufen. Denn dann steigen die Zinskosten für die Staaten, und den Banken, die ähnliche Papiere halten, drohen hohe Kursverluste. Die Situation ist vergleichbar mit einem Kutscher, der die Zügel schleifen lässt, weil die Pferde ermüdet sind, und sich nicht mehr traut, sie aufzuheben, wenn die Pferde sich erholt haben und zu galoppieren beginnen, weil er fürchtet, dann vom Kutschbock zu fallen.

Sind die gemeinsamen EU-Anleihen der Einstieg in die Fiskalunion?

Ja, es handelt sich hier um gemeinsame Verschuldungsmöglichkeiten, wie sie Präsident Macron immer wieder gefordert hat, denen aber Deutschland zuvor skeptisch gegenüberstand. Für diese Anleihen gibt es weder im Maastricht- noch im Lissabon-Vertrag eine Basis. Mehr noch, sie sind in den EU-Verträgen explizit ausgeschlossen und müssen deshalb einstimmig beschlossen werden. Zwar sind diese Anleihen

fiktiv mit einer teilschuldnerischen Haftung der Länder versehen, aber faktisch läuft alles auf eine gesamtschuldnerische Haftung hinaus. Beim Ausfall eines Landes werden die anderen Länder gegenüber den Gläubigern für die Kredite geradestehen.

Die gemeinsamen EU-Anleihen haben am Devisenmarkt den Euro unterstützt. Die Vertiefung der Währungsunion scheint das Vertrauen der Investoren zu stärken.

Die gemeinsame Haftung hat den Euro-Kurs gestützt und damit die preisliche Wettbewerbsfähigkeit der Eurozone unmittelbar geschwächt. Aber das ist sekundär. Wichtiger ist, dass die gemeinsame Haftung das Vertrauen der Investoren stärkt, weil sie ihr Risiko mindert. Doch die Beruhigung der Kapitalmärkte ist kein generell sinnvolles Ziel der Wirtschaftspolitik. Ganz im Gegenteil. Nur wenn die Investoren Angst haben, ihr Vermögen zu verlieren, verlangen sie zum Ausgleich für die Länderrisiken normalerweise höhere Zinsaufschläge von den überschuldeten Staaten. Und weil das so ist, sinkt die Neigung dieser Staaten, sich noch weiter zu verschulden. Ohne diesen fundamentalen Wirkungsmechanismus des Kapitalmarktes kann ein föderales System, dem die machtvolle politische Zentrale fehlt, nicht funktionieren. Die gemeinsame Verschuldungsmöglichkeit durch die EU schafft eine künstliche Investitionssicherheit, die die Lenkungsfunction des Kapitalmarktes untergräbt. Eine gemeinsame Haftung führt ohne eine politische Union stets zu einer Schuldenlawine. Der europäische Versuch, das durch politische Schuldenbremsen auf der Ebene der Einzelstaaten zu verhindern, ist kläglich gescheitert. Die Möglichkeit der Verschuldung auf der Ebene der EU wird alles noch weiter verschlimmern.

**Le Figaro (site web)**

jeudi 10 décembre 2020 - 19:25 UTC +01:00 1195 mots

Vox ; Vox Société

# «“Violences policières” : l’ultragauche a gagné la bataille culturelle une fois encore»

Tavoillot, Pierre-Henri

**TRIBUNE - La focalisation sur quelques bavures policières, assurément scandaleuses, et la sous-médiatisation des violences nombreuses et grandissantes contre les forces de l’ordre montrent l’efficacité intacte de l’ultragauche à imposer ses représentations, argumente le philosophe Pierre-Henri Tavoillot.**

*\* Maître de conférences en philosophie à l’université Sorbonne-Paris IV et président du Collège de philosophie, Pierre-Henri Tavoillot est l’auteur de plusieurs ouvrages salués par la critique, notamment «Comment gouverner un peuple roi? Traité nouveau d’art politique» (Odile Jacob, 2019), Pierre-Henri Tavoillot publie «La Morale de cette histoire. Guide éthique pour temps incertains» (Éditions Michel Lafon, 237 p., 12,90 €).*

Il faut savoir reconnaître sa défaite. Sur le sujet de la «violence policière», l’ultragauche a gagné, y compris au plus haut niveau de l’État, la bataille pour «l’hégémonie culturelle». Par ce concept fort, Gramsci signifiait, contre le matérialisme de Marx, que la lutte révolutionnaire ne pouvait se contenter de viser l’infrastructure socio-économique des rapports de production et des forces productives. Le combat devait se jouer aussi et surtout au niveau de la superstructure, c’est-à-dire des savoirs, des opinions, des croyances, bref des idées. Et ce, d’autant plus qu’il fallait bien admettre que le prolétariat avait déçu les espoirs placés en lui. À l’évidence, son désir profond était moins de massacrer du bourgeois qu’en devenir un lui-même, même petit! D’où, faute de masses révolutionnaires, ce nécessaire déplacement du combat sur le terrain des idées. Et là, l’efficacité fut redoutable.

Aidée par l’entrisme au sein des médias, par l’idéologie bobo, par l’esprit généreux et pacifié du temps, par un goût morbide de culpabilité, par la multiplication des CAD (causes à défendre) et par l’espoir de la convergence des luttes, l’ultragauche a su agglomérer une constellation de déceptions démocratiques. En vrac : l’égalité en panne, l’environnement en danger, les femmes opprimées, les animaux oubliés, la finance en délire, le racisme renaissant, le bonheur en berne... Et, pour cause de tous ces maux, un système - le capitalisme ; un régime - la démocratie libérale ; et un «coupable presque parfait» (Pascal Bruckner) - le mâle blanc, bourgeois et vieux. Grâce à ce schéma culturel, c’est l’ultragauche désormais qui dicte l’agenda politique et médiatique. Ultra-minoritaire en nombre, elle est dominante en visibilité. Alors que l’extrême gauche conserve l’espoir de conquérir le pouvoir, l’ultragauche n’aspire qu’à le détruire.

On en a l’illustration parfaite avec le sujet des «violences policières». Cette gauche radicale est capable de faire oublier la longue litanie des violences faites aux policiers, qui rythment le quotidien des faits «très divers». À sa place, la mise en Une de quelques bavures, dont je ne songe à nier ni la réalité ni la gravité, au regard de l’exemplarité indispensable des forces de l’ordre, mais qui demeurent statistiquement rares. Or on ne parle désormais que de ça, comme si notre espace public était incapable de penser ensemble ces trois données du problème : d’abord, il y a - et de plus en plus - des violences faites aux forces de l’ordre ; il y a, ensuite, des violences disproportionnées commises par certains policiers ; enfin, l’essence même de la police est, sinon la violence, du moins la menace de la violence, dont elle a légitimement le monopole afin de faire respecter la loi. C’est là la condition de toute vie commune, sauf à défendre - ce qui a sa cohérence propre - une position de type anarchiste, qui rêve d’un ordre sans contrainte. Mais si l’on pense que ni l’amour, ni la morale, ni la civilité, ni la politesse ne suffisent à «garder la paix», alors la police est nécessaire ; et le seul point du débat public devrait être non pas le principe de la «violence policière», mais l’opportunité et la proportionnalité de son usage.

Je ne pense pas être le seul à avoir vu de mes yeux ce qu'est un régime policier et ce qu'est une violence disproportionnée. Pour moi, ce fut en 1986. J'étais en Tunisie, juste après les manifestations contre la loi Devaquet auxquelles j'avais participé en hurlant avec mes condisciples contre «*l'État fasciste et meurtrier*» (hélas!). Il y avait à l'époque à Tunis des manifestations d'étudiants islamistes. Je me suis trouvé pris dans l'une d'elles et, tout heureux de retrouver l'ambiance festive, je l'ai accompagnée armé de mon appareil photo. J'étais juste étonné que la manifestation se déroule au pas de course. Et puis j'ai compris: soudain je fus bloqué dans une impasse, braqué par le pistolet d'un policier en civil qui m'a arraché mon appareil, pendant que les premiers coups de feu éclataient autour de moi. Je ne sais plus comment j'ai échappé à cette nasse alors que certains y sont littéralement restés. J'avais un rendez-vous à la Bibliothèque nationale où j'ai pu entrer in extremis. Et de la fenêtre du bureau de mon contact, qui dominait le commissariat du quartier, j'ai pu voir ce qu'un régime policier faisait à ses manifestants: ils entraient très abîmés, et ressortaient mourants ou morts. Depuis ce temps, j'ai appris à user avec circonspection du terme de «violences policières».

Il est pourtant devenu le fétiche de l'ultragauche. Grâce à lui, son «marxisme hémiplogique», comme disait Henri Weber, c'est-à-dire la critique du libéralisme (politique et économique) sans la promotion du communisme, demeure opérationnel pour embarquer tous les indignés de la terre. Tous ceux qui, face à l'impuissance publique qui gangrène nos États, ne voient de salut qu'en la dénonciation de la saloperie du monde. Avec l'indignation, au moins, ils peuvent se ressentir acteurs, utiles et maîtres de leur destin.

On le voit, le défi est immense! Pour rallier les déçus d'un régime dont la nature profonde est décevante, - la démocratie -, il va falloir faire beaucoup. D'abord montrer que le pouvoir démocratique (le *cratos* du *demos*) peut quand il veut et veut quand il peut. Ensuite, persuader que l'indignation n'est pas l'action ni même la pensée. Enfin, convaincre que la démocratie libérale n'est pas le pire des régimes au monde, ni même le pire à l'exception de tous les autres, mais bien le meilleur, en tout cas, pour qui veut que liberté, égalité et fraternité marchent ensemble.

Les preuves ne manquent pas. J'ai cru un moment que les aides sonnantes et rébuchantes de l'État lors de la crise du Covid-19 allaient produire une forme de gratitude à l'égard d'un collectif aussi solidaire ; mais, là encore, ce sont les plaintes et les critiques qui ont fini par l'emporter. Décidément, la contre-attaque pour l'hégémonie culturelle n'est pas amorcée ni même envisagée. Allons, camarades, encore un effort...

## The world economy

# After the pandemic, will inflation return?

**Low inflation underpins today's economic policy. It is not guaranteed to last**

[Leaders](#) [Dec 12th 2020 edition](#)

Dec 12th 2020

Economists love to disagree, but almost all of them will tell you that inflation is dead. The premise of low inflation is baked into economic policies and financial markets. It is why central banks can cut interest rates to around zero and buy up mountains of government bonds. It explains how governments have been able to go on an epic spending and borrowing binge in order to save the economy from the ravages of the pandemic—and why rich-world public debt of 125% of gdp barely raises an eyebrow. The search for yield has propelled the s&p 500 index of shares to new highs even as the number of Americans in hospital with covid-19 has surpassed 100,000. The only way to justify such a blistering-hot stockmarket is if you expect a strong but inflationless economic rebound in 2021 and beyond.

Yet as we explain this week (see [article](#)), an increasingly vocal band of dissenters thinks that the world could emerge from the pandemic into an era of higher inflation. Their arguments are hardly overwhelming, but neither are they empty. Even a small probability of having to deal with a surge in inflation is worrying, because the stock of debt is so large and central-bank balance-sheets are swollen. Rather than ignore the risk, governments should take action now to insure themselves against it.

In the decades since Margaret Thatcher warned of a vicious cycle of prices and wages that threatened to “destroy” society, the rich world has come to take low inflation for granted. Before the pandemic even an ultra-tight jobs market could not jolt prices upwards, and now armies of people are unemployed. Many economists think the West, and especially the euro zone, is heading the way of Japan, which fell into deflation in the 1990s and has since struggled to lift price rises far above zero.

Predicting the end of this trend is a kind of apostasy. After the financial crisis some hawks warned that bond buying by central banks (known as quantitative easing, or QE) would reignite inflation. They ended up looking silly.

Today the inflationistas' arguments are stronger. One risk is of a temporary burst of inflation next year. In contrast to the period after the financial crisis, broad measures of the rich-world money supply have shot up in 2020, because banks have been lending freely. Stuck at home, people have been unable to spend all their money and their bank-balances have swelled. But once they are vaccinated and liberated from the tyranny of Zoom, exuberant consumers may go on a spending spree that outpaces the ability of firms to restore and expand their capacity, causing prices to rise. The global economy already shows signs of suffering from bottlenecks. The price of copper, for example, is 25% higher than at the start of 2020.

The world should be able to manage such a temporary burst of inflation. But the second inflationista argument is that more persistent price pressures will also emerge, as structural disinflationary forces go into reverse. In the West and in Asia many societies are ageing, creating shortages of workers. For years globalisation lowered inflation by creating a more efficient market for goods and labour. Now globalisation is in retreat.

PUBLICITÉ

Their third argument is that politicians and officials are complacent. The Federal Reserve says it wants inflation to overshoot its 2% target to make up for lost ground; the European Central Bank, which was

expected to announce more stimulus after we went to press, may yet follow suit. Weighed down by the need to pay for an ageing population and health care, politicians will increasingly favour big budget deficits.

Might these arguments prove correct? A temporary rebound in inflation next year is perfectly possible. At first it would be welcome—a sign economies were recovering from the pandemic. It would inflate away a modest amount of debt. Policymakers might even breathe a sigh of relief, especially in Japan and the euro zone, where prices are falling (though rapid changes in the pattern of consumer spending may have muddied the statistics).

The odds of a more sustained period of inflation remain low. But if central banks had to raise interest rates to stop price rises getting out of hand, the consequences would be serious. Markets would tumble and indebted firms would falter. More important, the full cost of the state's vastly expanded balance-sheet—both governments' debt and the central banks' liabilities—would become alarmingly apparent. To understand why requires peering, for a moment, into how they are organised.

For all the talk about “locking in” today's low long-term interest rates, governments' dirty secret is that they have been doing the opposite, issuing short-term debt in a bet that short-term interest rates will remain low. The average maturity of American Treasuries, for example, has fallen from 70 months to 63. Central banks have been making a similar wager. Because the reserves they create to buy bonds carry a floating interest rate, they are comparable to short-term borrowing. In November Britain's fiscal watchdog warned that a combination of new issuance and QE had left the state's debt-service costs twice as sensitive to short-term rates as they were at the start of the year, and nearly three times as much as in 2012.

So while the probability of an inflation scare may have risen only slightly, its consequences would be worse. Countries need to insure themselves against this tail risk by reorganising their liabilities. Governments should fund fiscal stimulus by issuing long-term debt. Most central banks should start an orderly reversal of QE and instead loosen monetary policy by taking short-term interest rates negative. Finance ministries should incorporate risks taken by the central bank into their budgeting (and the euro zone should find a better tool than QE for mutualising the debts of its member states). Shortening the maturity of the state's balance-sheet—as in 2020—must only ever be a last resort, and should not become the main tool of economic policy.

## **In praise of mothballs**

The chances are the inflationistas are wrong. Even the arch-monetarist Milton Friedman, who inspired Thatcher, admitted late in his life that the short-term link between the money supply and inflation had broken down. But the covid-19 pandemic has shown the value of preparing for rare but devastating events. The return of inflation should be no exception.

## Allongement du délai légal de l'IVG : le comité d'éthique critique mais pas opposé

Sollicitée par le gouvernement, l'instance n'est pas favorable à la suppression de la clause de conscience spécifique. La proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement sera examinée au Sénat le 20 janvier.

Par Agnès Leclair

Publié il y a 7 heures



Le comité estime qu'il n'existe que «peu, voire pas de différence de risque pour la femme avortant entre 12 et 14 semaines de grossesse». *Jeremie Lorand / Jeremie LORAND - stock.adobe.com*

Le CCNE (Comité consultatif national d'éthique) considère qu'il n'y a «pas d'objection éthique» à l'allongement du délai d'accès à l'IVG de deux semaines, passant ainsi de douze à quatorze semaines de grossesse. L'instance explique avoir fondé sa réflexion sur «les principes d'autonomie, de bienfaisance, d'équité et de non-malfaisance à l'égard des femmes» mais a élargi son champ de réflexion à de la prise en charge des femmes en situation d'avoir recours à un avortement. Elle estime qu'il n'existe que «peu, voire pas de différence de risque pour la femme avortant entre 12 et 14 semaines de grossesse». L'instance s'oppose cependant à un autre aspect du texte : la suppression de la clause de conscience spécifique à l'avortement. La pratique d'une IVG ne peut «être considérée comme un acte médical ordinaire» et, en raison de sa «singularité», l'instance plaide pour le maintien de cette clause pour les médecins et les sages-femmes.

Dans son communiqué, le CCNE ne donne donc son feu vert qu'à une partie du texte... Et se montre critique sur le choix de l'allongement du délai de recours à l'IVG comme solution pour régler un problème plus large, celui de l'accès à l'avortement.

### Disparités territoriales

«Le principe éthique de bienveillance ne s'applique que si toute femme découvrant sa grossesse dans les délais légaux de l'IVG puisse avoir accès, même dans un délai proche de 12 semaines de grossesse, à une IVG, si cela est son choix. Cela n'est clairement pas le cas pour toutes les femmes», tacle l'instance. Son texte pointe notamment les «fortes disparités territoriales dans l'accès à l'IVG», en lien avec «la diminution du nombre d'établissements de santé la pratiquant», ou

encore le manque de moyens alloués à la contraception des 19-25 ans. Elle évoque enfin la nécessité de renforcer les structures pouvant recevoir en urgence les patientes *«dans les 5 jours»* quand elles sont proches du terme limite de douze semaines de grossesse et souhaitent avorter. Et d'avertir : le CCNE *«ne saurait cautionner les mesures prises à l'encontre de la bienfaisance due aux femmes, mesures mises en place pour pallier les multiples dysfonctionnements matériels, économiques, juridiques d'une politique de santé publique majeure pour les femmes»*.

Le chiffre de 3.000 à 5.000 femmes hors délai qui avortent à l'étranger chaque année – mis en avant par les partisans d'un allongement du délai légal de l'IVG - est également remis en cause. Dans son travail préparatoire, l'instance a abouti à une estimation plus basse de 1.500-2.000 femmes dans cette situation en 2018, soit un nombre inférieur aux chiffres *«régulièrement mentionnés dans de nombreux rapports»*. L'organisme consultatif avait été sollicité début octobre par le ministre de la Santé au moment de l'adoption par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi *«renforçant l'accès à l'IVG»* portée par le groupe Écologie Démocratie Solidarité. Dans une ambiance houleuse au palais Bourbon, le gouvernement s'était montré très réservé sur ce texte et avait invoqué un avis de sagesse dans l'hémicycle.

Le 10 octobre, l'Ordre des médecins s'était pour sa part déclaré opposé à ce texte : *«Ni la disparition de la clause de conscience, ni l'allongement des délais légaux d'accès à l'IVG de 12 à 14 semaines, ne permettront de répondre aux difficultés qui peuvent, aujourd'hui encore, se poser à nos concitoyennes souhaitant avoir recours à une IVG»*.

La députée Albane Gaillot, auteur de cette proposition de loi, s'est de son côté réjouie de son prochain examen au Sénat, le 20 janvier prochain. Le texte sera porté par l'ancienne ministre des droits de femmes et sénatrice PS Laurence Rossignol, dans le cadre d'une niche parlementaire. La députée en appelle à *«la responsabilité de la majorité présidentielle et du gouvernement»* pour *«faire progresser les droits des femmes»*.

# So funktioniert der neue Behauptungsdespotismus: Man zitiert ein paar wissenschaftliche Studien, und dann ist Ruh

**Wissenschaft ist Wahrheitssuche. Wer sie betreibt (oder sich auf sie beruft), sollte akkurat sein. Doch immer öfter mutiert wissenschaftsbasierte Meinung zu meinungsbasierter Wissenschaft.**

Reinhard K. Sprenger 30 Kommentare 10.12.2020, 05.30 Uhr



Wissenschaftler sind auf Messinstrumente angewiesen, um die Wirklichkeit zu beobachten. Direkt und unverfälscht können sie das nicht.

Ungewissheit grundiert unsere Existenz. Umso befremdlicher ist der Wunsch, ihr zu entgehen. Zugleich ist der Wunsch jedoch auch verständlich: Blickt man auf die Unübersichtlichkeiten der Gegenwart, dann artikuliert sich ein geradezu dramatisches Bedürfnis nach Eindeutigkeit.

Viele sehnen sich nach einer Zeit, in der man noch scheinbar klar zwischen Gut und Böse, Richtig und Falsch unterscheiden konnte. Und es sind die Wissenschaftler, die eine solche Situation wiederherstellen und das Chaos ordnen sollen.

Kommt es zu irgendeinem argumentativen Handgemenge, muss man nicht lange warten, und jemand zieht ein Ass aus dem Ärmel: «Wissenschaft! Wir folgen der Wissenschaft!» Dieser Ruf signalisiert nicht erst seit Corona, dass keine zwei Meinungen mehr möglich sind, man überhaupt keine Meinungen mehr hat, sondern die Wahrheit. Basta! Ende der Diskussion!

Und nicht nur moralisierende Milieus sind anfällig für die Indienstnahme wissenschaftlicher Erkenntnis. Einige aktuelle Beispiele zeigen schon, wie leicht die Forschung instrumentalisiert wird.

## **Das Ausblenden von Kontingenz**

«Sprache prägt das Bewusstsein.» Dieses Argument wird besonders gerne von einer winzigen Minderheit gendersensibler Eiferer ins Feld geführt, die einer schweigenden Mehrheit ihre Terminologie diktieren will. Was sie verheimlicht: Es gibt mindestens ebenso viele Forschungsergebnisse, die keine Einflüsse oder nur sehr schwache konstatieren. Auch wer sich bemüht, nicht in dieselbe behauptungsdespotische Falle zu tappen: Bewiesen ist hier nichts. Aber der journalistische Mainstream vergrößert das meinungsstarke Rinnsal.

«Gemischte Teams entscheiden besser.» Diese Aussage wird auch nicht dadurch wahrer, wenn man sie in schamanischer Versenkung ständig wiederholt. Es wird nicht nur ignoriert, dass eine Entscheidung nur deshalb eine Entscheidung ist, weil Ungewissheit (nicht Unsicherheit!) ihre Bedingung ist – es mithin kein Paralleluniversum gibt, in dem eine alternative Entscheidung geprüft werden könnte; eine Entscheidung kann insofern weder besser noch schlechter sein. Unterschlagen werden auch gegenwärtige Wissenschaftssynopsen, die von der Sache ein sehr uneinheitliches Bild zeichnen, das nur Einäugigkeit scharf stellt.

«Gewinn und Aktienkurs steigen, wenn eine Frau in der Geschäftsleitung ist.» Es gibt, soweit ich sehe, genau zwei Studien mit diesem Ergebnis. Eine davon ist von Frauenverbänden finanziert. Die Datenbasis dieser Arbeiten ist (naturgemäss) dürftig; beharrlich wird Korrelation mit Kausalität verwechselt sowie der Zufall ausgeblendet. Was interessierte Kreise nicht daran hindert, diesen Zusammenhang als völlig zweifelsfrei in die Welt zu setzen.

«Arbeitszufriedenheit macht produktiv.» Das methodische Geschwurbel, auf dem diese Aussage sattelt, ist von unsäglicher Vorurteilshaftigkeit. Es gibt zudem keine einzige Studie weltweit, die dafür einen kausalen Zusammenhang nachgewiesen hätte. Dieser Befund gilt jedoch ebenso für zarte Hinweise darauf, dass das Gegenteil gilt: dass Unzufriedenheit produktiver mache. Wer auch diese Möglichkeit zulässt, wird schnell gemassregelt: «Wenn du das ansprichst, spielst du den Falschen in die Hände.»

«Ökonomischer Erfolg ist planbar.» Es gibt Studien, die nachweisen wollen, dass es unabwiesbare wirtschaftliche Erfolgsrezepte gibt. Diese werden dann durch erfolgreiche Unternehmen (Apple, Tesla, Microsoft) illustriert. Ein alter Hut: Schon immer lebten weite Teile der Wirtschaftswissenschaften vom Ausblenden der Kontingenzen. Übersehen wird zudem gerne, dass nur die Erfolgreichen ihre Geschichte erzählen. Und Sieger glauben nicht an Zufälle. Jedenfalls wurde noch kein Buch geschrieben mit dem Titel: «Wie ich mein Unternehmen an die Wand fuhr».

### **Es gibt nicht «die» Wissenschaft**

Beim Verweis auf die Wissenschaft ist mithin Vorsicht geboten. Häufig werden Meinung und Wahrheitssuche, objektive Standards und volkserzieherische Zwecke verwechselt.

Zu sehr wird «im Auftrag» geforscht, zu oft verwässern individuelle Reputations- und Finanzinteressen die wissenschaftsethischen Richtmassen. Wissenschaftsbasierte Meinung mutiert dann zur meinungsbasierten Wissenschaft.

Und beim Konkurrenzkampf im universitären Milieu (Drittmittel, Finanzierung großer Forschungsvorhaben, BWL-Professoren als Unternehmensberater) hat die kühle Distanznahme schlechte Karten. Ganz zu schweigen von ärztlichen Studien, die durch die Pharmaindustrie finanziert werden. Man möge sich auch nicht mit Muskelschmerzen an einen Chefarzt wenden, der noch eine Hüftgelenkoperation braucht, um in die Bonusränge des Universitätsspitals zu kommen.

Aber selbst bei einer idealen akademischen Haltung *sine ira et studio*: Es gibt nicht «die» Wissenschaft. Die Wissenschaft ist nichts Abgeschlossenes, was sich nicht mehr bewegt. Mehr noch: keine Studie ohne Gegenstudie! Es wäre auch zu viel des Aufwandes, wollte man mit der Wissenschaft gegen die Wissenschaft argumentieren.

Es muss reichen, darauf hinzuweisen, dass kein ernstzunehmender Wissenschaftler so etwas wie Irrtumsfreiheit oder gar Letztbegründbarkeit reklamiert. Er würde allenfalls von Brauchbarkeit sprechen. Und in der Logik der Forschung im *Popperschen Sinne* würde er die Bedingungen der Gültigkeit seiner Aussage angeben. Es gilt alles bis auf weiteres! Eine grenzenlos gültige Aussage ist leer. Oder Esoterik.

### **Grenzen der Forschung**

Relevant in einem fundamentalen Sinne ist zudem Heideggers «Wissenschaft denkt nicht». Wissenschaft ist blind für die Grundannahmen, auf denen sie ruht. Ferner ist sie vertikal extrem stark *innerhalb* der Zunft, horizontal-gesamtgesellschaftlich aber kaum vernetzt. Auch kann sie vieles nicht wissenschaftlich beantworten, zum Beispiel Fragen der Würde oder des Sinns.

Wissen ist etwas anderes als Gewissen. Und mag sich Wissenschaft noch so sehr mit Zahlen schmücken: **Wer viel misst, misst viel Mist.** Es entsteht nur ein genaueres Bild des Scheins. Vor lauter Zählen vergisst man zu erzählen.

Grundsätzlicher noch: Ist Wirklichkeit überhaupt erkennbar? Die Quantenphysik hat uns die Augen geöffnet für die Tatsache, dass es keine Beobachtung ohne Beobachter gibt. Der Wissenschaftler kann die Wirklichkeit nicht direkt beobachten, sondern nur durch Messinstrumente, die den unbeobachteten Zustand stören. Die Reinigungsbemühungen, die in allen Erscheinungen das Notwendige zu erkennen versuchen, müssen sich daher mit Wahrscheinlichkeit begnügen.

### **Sprache und Herrschaft**

Der Verweis auf «Wissenschaft!» ist jedoch nicht vorrangig ein erkenntnistheoretisches Problem, sondern hat eine rhetorische Funktion im sozialen Tauziehen. Es geht um Macht. Das Zeigen auf Wissenschaft reklamiert ein parteiloses Externum, das Interessen leugnet. Pontius Pilatus winkt aus der Ferne. Das Programm: Keine Wahl! Der freie Wille dankt ab, versteckt sich hinter szientistischem Sachzwang. Wer also Wissenschaftlichkeit reklamiert, will die Dinge festzurren, will, dass die Leute nicken, den Widerstand aufgeben. Weil die Dinge so sind, wie sie sind, eben «alternativlos». Wissenschaft ist Wahrheit, und nur *wir* haben privilegierten Zugang zu ihr.

Das trennt nicht nur zwischen *wir* und *sie*, sondern auch zwischen Vernunft und Verblendung. So leiht sich mancher das Schwergewicht der Wissenschaft, um von seiner leichten Meinung abzulenken. Dass er sich mit geliehener Autorität eher schwächt, übersieht er. Wäre er bei seiner Meinung geblieben, bei seinen Interessen – damit könnte man umgehen, das könnte man ausgleichen. So aber wird es unverhandelbar.

### **Die Modi der Demokratie**

Szientisten rügen solche Überlegungen als Relativismus, der alles Überragende ins Egalhafte zieht. Was aber soll das Überragende sein? Das Göttliche? Das unabweisbar Tugendhafte? Die Menschenwürde? Das biologische Überleben? Das gute Leben?

Was immer es sei, es eignet sich nicht als Basis einer offenen Gesellschaft, deren Grundsubstrat der Deutungskonflikt ist. Genau dieser aber ist gefährdet, wenn sich Szientismus in die Tiefenströme der Gesellschaft einsenkt. ***Vergleichbar mit der akademischen Cancel-Culture will die Behauptung von wissenschaftlicher Evidenz vor allem vermeiden, dass Dissens und Widerspruch öffentlich thematisiert werden.*** In Deutschland forderte jüngst eine dekorierte Wissenschaftsjournalistin, die Meinungsäußerungen der Virologen regierungsamtlich einzuschränken, um die Bevölkerung nicht zu verwirren.

Aus dieser Perspektive: Sind wir noch Bürger, die den wissenschaftlich grundierten Sachzwängen eine Idee des Andersmachens entgegenhalten? Gibt es noch andere Werte als die Verbeugung vor einer Autorität, die nicht mehr diskutiert, keine Alternativen und Mehrdeutigkeiten mehr zulässt und sich hinter Empirie, Zahlen und Expertentum verschanzt?

Der Rückgriff auf die Wissenschaft hat das Potenzial, den Begriff des autonomen Individuums schleichend zu entkernen. Wissenschaftlich verbrämte Entscheidungen lassen sich keinem menschlichen Subjekt mehr zurechnen. Allenfalls noch einem statistischen Abhängigkeitsautomatismus. Sie bedienen jedoch die Angst vor der Freiheit, die Sehnsucht nach dem Ende der Mehrdeutigkeit, des Konflikts und des Streits – Modi der Demokratie. Wissenschaft legitimiert keine Demokratie. Das tut das Parlament. Sonst hätten wir einen Wissenschaftsstaat, der wie Platon vom Ende des Politischen träumt. Wenn dieser dann noch von Moralisierungen überformt wird, sind wir keine Gegner mehr, sondern Feinde. Carl Schmitt hätte seine Freude.

### **Applaus von der falschen Seite**

Hier wie überall muss man mit Applaus von der falschen Seite rechnen. Die Einhegung naiver Wissenschaftsgläubigkeit wird nicht verhindern, dass der Zweifel in seiner dümmsten Form auf die Straße rennt – als Verschwörungstheorie, als «alternative facts». Es ist nach amerikanischen Studien (Vorsicht!) egal, wie viele Menschen Zugang haben zu welchen Daten – sie legen sie ohnehin für ihre Interessen aus.

Dennoch, auch wenn es die Harthörigen kaum erreichen wird: *Es gibt keine alternativen Fakten, nur alternative Deutungen.* Man kann noch so viel Wissenschaftlichkeit, Zahlen und Studien auftürmen – was daraus folgt, bleibt dem Einzelnen überlassen. Die bedeutungsgebende Instanz ist der Mensch. Er wägt ab, setzt in Beziehung, urteilt. Auch wenn er weiß, dass es nur ein Ur-Teil ist, eben ein Teil des Ur-Zusammenhangs. Niemals die Wahrheit.

Also: Wir sollten uns unsere Freiheit nicht wegvernünfteln lassen von einer interessegeleiteten Präsentation von Wissenschaft. Skepsis ist notwendig, Zweifel auch, Misstrauen nicht, Wurschtigkeit schon gar nicht. So viel Differenzierung kann man dem Normalmenschen zutrauen. Die Wissenschaft war und ist stolpernde Wahrheitssuche. Nicht Wahrheitsfinden.

Reinhard K. Sprenger ist Philosoph, Managementberater und Autor, u.a. von «Das anständige Unternehmen» (DVA 2016) und «Magie des Konflikts – Warum ihn jeder braucht und wie er uns weiterbringt» (DVA 2020). Er lebt in der Schweiz.
---

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/frankreich-charles-de-gaulle-biograph-ueber-nostalgie-und-erbe-17090596.html?premium>

BIOGRAPH VON DE GAULLE:

## „Macron wird immer gaullistischer“

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 11.12.2020-08:03



**Die Faszination für Charles de Gaulle ist in Frankreich ungebrochen. Mit seinem autoritären Führungsstil trete Macron in dessen Fußstapfen, findet de-Gaulle-Biograph Johannes Willms.**

Herr Willms, Valéry Giscard d'Estaing war der letzte französische Präsident, der noch am Kabinettschisch Charles de Gaulles saß. An der Nostalgie, die im De-Gaulle-Jahr 2020 zu spüren ist, hatte er sich aber nicht beteiligt. Warum?

Giscard versuchte zeit seiner Präsidentschaft, das erstarrte System der V. Republik zu liberalisieren. Er wollte de Gaulles System modernisieren. Das wäre auch dringend notwendig gewesen, ist ihm aber nur in Teilen gelungen. Der Gaullist Jacques Chirac hat ihn als Premierminister nach Kräften ausgebremst, in der Europapolitik wie in der Innenpolitik.

Auf dem Schreibtisch des Präsidenten steht ein Foto von de Gaulle, für das offizielle Amtsporträt ließ sich Emmanuel Macron mit den Kriegsmemoiren des Generals fotografieren. Ist Macron ein Gaullist?

Macron ist mit einer Agenda der Mitte gewählt worden. Als jüngster Staatschef seit Napoleon weckte er die Hoffnung, neuen Wind in die alten Gemäuer Frankreichs zu bringen. Aber in diesem Punkt enttäuscht er. Seit er an der Macht ist, wird er immer gaullistischer. Ich würde ihn sogar als Rechtsgaullisten bezeichnen. Der autoritäre, vertikale Führungsstil, die Einschränkungen der bürgerlichen Freiheiten wie im Polizeigesetz, das alles ist sehr gaullistisch. Die berühmte Bereitschaftspolizei, die CRS, geht auf de Gaulle zurück. Sie wurde im Dezember 1944 begründet, als er die provisorische Regierung leitete. Sie war von Anfang an ein Instrument der Macht und sollte die Ordnung mit repressiven Mitteln garantieren. De Gaulle stand für die Idee, sozioökonomische Proteste notfalls auch mit polizeilicher Gewalt niederzuschlagen.

Schreibt Macron die Ideen de Gaulles zum starken Staat fort?

Ja, er versucht sie fortzuschreiben. Aber das ist ein Unterfangen, das zum Scheitern verurteilt ist. Das heutige Frankreich ist nicht mehr das de Gaulles, es ist nicht länger Großmacht, das Kolonialreich ist weg. Was geblieben ist, ist das Konfetti, das über alle Ozeane der Welt verstreut ist und das Frankreich viel Geld kostet. Für die Grandeur bringen diese Besitzungen nichts mehr. So bleibt nur noch der Anspruch auf eine Führungsrolle übrig. Je mehr die Voraussetzungen für die Großmacht schwinden, umso mehr klammert sich Frankreich an seinen Führungsanspruch. Macron charakterisiert das ganz besonders. Er versucht, Weltpolitik zu betreiben, aber innenpolitisch werden die Widersprüche immer größer.



General de Gaulle hält am 30 Oktober 1941 eine Ansprache an die Franzosen aus einem Studio der BBC in London. :Bild: Picture-Alliance

Wird die Bedeutung de Gaulles nicht überschätzt?

Jeder Präsident sitzt in der V. Republik im Gefängnis seiner eigenen Bedeutung. Er ist der Erwählte der Millionen. Auf ihn richten sich alle Erwartungen. De Gaulle wollte das so, er wollte die Exekutive stark machen auf Kosten der Legislative. Das bedeutete die Umkehrung der bisherigen republikanischen Tradition in Frankreich. Zuvor war immer das Parlament stark und die Regierung schwach gewesen. Dafür gab es gute Gründe, man erinnere sich nur an Napoleon III. De Gaulle hat die parlamentarischen Kontrollmöglichkeiten weitestgehend abgeschafft. Viele Präsidenten sind seither mit guten Vorsätzen angetreten, aber die meisten haben schnell Gefallen an der Machtfülle gefunden.

Gibt es nicht einen entscheidenden Unterschied? De Gaulle sanierte 1958 zunächst die Staatsfinanzen, bevor er seinen europäischen Gestaltungsanspruch geltend machte.

Macron sieht sich nicht mit den Herausforderungen de Gaulles konfrontiert. Frankreich stand damals aufgrund des Algerien-Konflikts in einem Bürgerkrieg, der Putsch der Generale drohte. De Gaulle bestand auf einem Europa der Vaterländer, diese Rigidität gibt es heute nicht mehr. Macron versucht ja, die Europäische Union handlungsfähiger und entscheidungsfreudiger zu machen. Der Hintergedanke bleibt aber, Frankreichs Führungsanspruch zu behaupten. Frankreich kann sich seit dem Brexit immer darauf berufen: Wir sind die einzige Atommacht unter den 27 EU-Staaten.

Ist das Loblied auf das gaullistische Erbe dann Selbstbetrug?

Macron bleibt in den gaullistischen Strukturen gefangen, er kann da nicht ausbrechen. Ausbrechen würde bedeuten, eine neue Verfassung zu beschließen. Aber damit würde die Büchse der Pandora geöffnet. Frankreich hat nicht nur Rechtsnationalisten, sondern auch sehr starke Linksnationalisten, die dieses Projekt hintertreiben würden. Dabei wird es immer mehr zum Problem, dass der Präsident fast alles allein entscheidet. Die gesellschaftlichen Interessengruppen, die Gewerkschaften, die Arbeitnehmerverbände sind an den Reformvorhaben nicht institutionell beteiligt, sie können nur auf der Straße protestieren. Es funktioniert nicht, ein Staatswesen nur mit Absolventen der Ecole Nationale d'Administration (Ena) zu führen, die übrigens auch von de Gaulle begründet wurde.

Was bedeutet das für Deutschland?

Eine partnerschaftliche Beziehung wird durch den gaullistischen Geist erschwert. Der Gaullismus betont die Priorität Frankreichs. Der Gaullismus wird immer sagen: Frankreich zuerst. Das können wir zu Recht nicht nachvollziehen. Dieser Konflikt bestand bereits bei der deutsch-französischen Aussöhnung zwischen Charles de Gaulle und Konrad Adenauer 1963. De Gaulle war nicht bestrebt, eine Partnerschaft auf Augenhöhe mit Adenauer zu begründen. De Gaulle ging es immer nur darum, dass die Deutschen ihre Wirtschaftsmacht der Grandeur Frankreichs zur Verfügung stellen.

Der Bundestag stellte dem Elysée-Vertrag 1963 eine Präambel voran, um die Bündnistreue zu Amerika hervorzuheben. De Gaulle war darüber sehr erbost. Knüpft Verteidigungsministerin Annegret Kramp-Karrenbauer an diese Tradition an, als sie kürzlich Macrons „Illusionen über eine strategische Autonomie Europas“ zurückwies?

Die Wut Macrons darüber ist verständlich. Die geopolitische Situation hat sich komplett verändert. Die Sowjetunion ist auseinandergebrochen, die amerikanische Schutzmacht ist nicht mehr so zuverlässig wie früher. Es wäre jetzt an der Zeit, die europäischen Verteidigungskapazitäten auszubauen. De Gaulle hat einmal gesagt: Wer sich nicht selbst verteidigen kann, ist ein Vasallenstaat.

**RENTENZAHLUNG:**

# Frauen erhalten im Schnitt 425 Euro weniger im Monat

• AKTUALISIERT AM 11.12.2020-11:49



Die durchschnittlich ausgezahlte Rente für Frauen liegt bei unter 1000 Euro im Monat. Damit erhalten sie weniger als Männer. Ein deutliches Gefälle besteht auch zwischen Ost und West.

Frauen bekommen weiterhin deutlich weniger Rente als Männer: Ihre durchschnittlich überwiesene gesetzliche Rente liegt derzeit bei 982 Euro im Monat, wie das Redaktionsnetzwerk Deutschland (RND) am Freitag aus einer Regierungsantwort auf eine Linken-Anfrage berichtete. Frauen bekommen demnach im Schnitt 425 Euro pro Monat weniger ausgezahlt als Männer. Nicht einberechnet seien dabei unter anderem weitere Alterseinkommen.

Linksfraktionschef [Dietmar Bartsch](#) kritisierte, der Geschlechter-Unterschied bei der Rente betrage etwa 35 Prozent und sei damit noch größer als beim Verdienst. „Wir haben nicht nur eine Lohn-, sondern auch eine riesige Rentenlücke zwischen Frauen und Männer“, sagte Bartsch dem RND. Er forderte „deutlich höhere Löhne, vor allem in sozialen Berufen, die oft Frauen ausüben, einen Mindestlohn von zwölf Euro und eine Generalüberholung der gesetzlichen Rente“.

## Gefälle zwischen Ost und West

Der Antwort des Sozialministeriums zufolge besteht auch zwischen Ost und West ein deutliches Gefälle. So bekomme ein Viertel aller Rentner und Rentnerinnen, die 40 Jahre in die Rentenkasse eingezahlt haben, weniger als 1000 Euro Rente, während es in Ostdeutschland ein Drittel sei.

Zudem erhielten Menschen, die neu in Rente kommen, neun Euro weniger im Monat als Bestandsrentner. Besonders Männer, die neu in Rente gehen, müssen dem Bericht zufolge mit weniger Geld auskommen. „Heutige und künftige Rentner sind immer mehr Dauerverlierer der Politik der Bundesregierung“, sagte Bartsch. „Wenn die Durchschnittsrente auf Armutsniveau liegt, ist das ein Armutszeugnis für unser Land“, fügte der Linken-Politiker hinzu.

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/von-wegen-harvard-weshalb-deutschland-keine-exzellenzunis-braucht-17088749.html?premium>

ELITEUNIS:

# Weshalb Deutschland kein Harvard braucht

- VON BRUNO FREY UND MARGIT OSTERLOH
- -AKTUALISIERT AM 07.12.2020-19:25



Amerikas Eliteunis dürfen kein Vorbild für deutsche Hochschulen sein. Die Folgen wären politisch und gesellschaftlich fatal. Drei Vorschläge, um das zu verhindern. Ein Gastbeitrag.

Bei den amerikanischen Präsidentschaftswahlen 2016 haben 70 Prozent der Personen mit einem College-Abschluss für die Demokraten gestimmt. Zwei Drittel der Personen ohne College-Ausbildung wählten Donald **Trump**. Auch 2020 hat sich daran nichts geändert. Die Polarisierung der Gesellschaft in eine Bildungselite und eine Schicht kulturell wie ökonomisch Abgehängter ist unverändert – und auch die elitäre Herablassung nach wie vor präsent. Diese demütigt aber nicht nur die Verlierer einer Meritokratie, sondern bewirkt auch ihre Anfälligkeit für Populismus und Wissenschaftsfeindlichkeit.

Die Kehrseite der Meritokratie ist nämlich, dass sie Erfolg vorwiegend den eigenen Leistungen zuschreibt. Sie lässt unbeachtet, dass Erfolg auch Ergebnis der sozialen Herkunft, der Hautfarbe oder des Geschlechts ist. Die Folge ist, dass für die Verlierer die Ungleichheit immer schmerzlicher wird.

Auf diesen Zusammenhang hat bereits 1958 Michael Young in seinem Buch „The Rise of the Meritocracy“ aufmerksam gemacht. Der Harvard-Professor Michael Sandel hat dies in seinem neuen Buch „The Tyranny of Merit“ aufgegriffen und auf den Wahlkampf in den Vereinigten Staaten angewandt.

## Sozialer Aufstieg ausschließlich über Hochschulen

In Amerika führt der soziale Aufstieg fast ausschließlich über Hochschulen. Aber auch zwischen den Hochschulen findet ein erbarmungsloses Wettrüsten um Spitzenpositionen statt. Die Gewinner sind die Absolventen der „Ivy League“-Universitäten wie **Harvard**, Stanford, Princeton oder Yale, an denen mehr Kinder aus dem reichsten Prozent amerikanischer Familien studieren als alle Kinder aus den unteren fünfzig Prozent zusammen.

Immer mehr Hochschulen werden gemäß ihrer Selektivität eingestuft, und die Kinder der Oberschicht suchen sich die selektivste Hochschule aus, die sie erreichen können. Das wiederum führt zu enormen Investitionen wohlhabender „Helikopter-Eltern“ in die Bildung ihrer Kinder. Die Folge ist – neben zahlreichen Zulassungsskandalen – eine Konzentration der akademischen Fähigkeiten auf wenige Universitäten. Die abgehängten Regionen und Bevölkerungsschichten werden noch stärker abgehängt, die Verbitterung der Verlierer und der Zulauf zu Populisten immer größer.

In Deutschland, Österreich und in der Schweiz sind wir davon weit entfernt, aber auf dem Weg dahin. Früher wurden bei uns alle Universitäten als im Großen und Ganzen gleichrangig angesehen. Ob jemand in Bamberg, Hamburg oder München sein Studium absolvierte, war unerheblich. Unterschiede im Prestige einer Fakultät – etwa Mannheim für Wirtschaftswissenschaften, Erlangen-Nürnberg für Medizintechnik oder

Göttingen für Naturwissenschaften – oder in der Bekanntheit einzelner Wissenschaftler gab es. Das Prestige wurde aber nicht der ganzen Universität zugeschrieben.

Das deutsche System hat seinen weltweit guten Ruf gerade dadurch erworben, dass an vielen unterschiedlichen Orten Exzellentes geleistet wurde. Entscheidend ist, dass damit auch die akademischen Fähigkeiten gleichmäßig über das ganze Land verteilt waren. Dies ist deshalb wichtig, weil sich ein großer Teil der Studierenden – vor allem aus weniger wohlhabenden Familien – immer noch in der Nähe des Wohnortes ihrer Eltern einschreibt.

Heute wird mit der Exzellenzinitiative auch in Deutschland eine Hierarchisierung der Hochschulen bewirkt. Nur wenige Universitäten sind „Eliteuniversitäten“. Das bedeutet erstens, dass der Geldsegen zu riesigen Matthäuseffekten führt – wer hat, dem wird gegeben –, welche die nicht ausgezeichneten Universitäten kaum mehr kompensieren können. Zweitens werden die Absolventen einer „nichtexzellenten“ Universität tendenziell als zweitrangig angesehen, mit der Folge, dass sich ehrgeizige Studierende dort nicht mehr bewerben. Es setzt eine ähnliche Konzentration akademischer Fähigkeiten ein wie in den Vereinigten Staaten – mit nachteiligen Folgen für das wirtschaftliche und kulturelle Leben der „abgehängten“ Regionen. Was also tun? Drei Vorschläge seien zur Diskussion gestellt, wie man die Hierarchisierung des Hochschulsystems bremsen oder gar rückgängig machen kann.

## **Los soll entscheiden**

Unser erster Vorschlag knüpft an Michael Sandels Idee an, an den Eliteuniversitäten eine fokale Zufallsauswahl der Studierenden vorzunehmen. Nach einer Vorselektion gemäß herkömmlichen Methoden soll das Los über die Zulassung entscheiden. Das könnte die Überheblichkeit der Studierenden an Eliteunis dämpfen. Berger, Osterloh, Rost und Ehrmann haben in einem Laborexperiment gezeigt, dass fokale Zufallsauswahl in der Tat die Hybris der Gewinner senkt.

Ein zweites Experiment zeigt eine verstärkte Beteiligung von Frauen am Wettbewerb um begehrte Positionen, wenn dieser als fokale Zufallsauswahl gestaltet wird. Das mag auch für andere unterrepräsentierte sozioökonomische Gruppen gelten. Wir schlagen zudem vor, fokale Zufallsauswahl für die Publikation in Top-Journals sowie für die Vergabe von Forschungsmitteln anzuwenden, wie es in Pilotprojekten der VW-Stiftung und des Schweizer Nationalfonds erprobt wird.

Unser zweiter Vorschlag schlägt eine Abkehr vom Streben nach Exzellenz vor. Stattdessen sollten in der Region verankerte Hochschulen gefördert werden, welche Inkubatoren verschiedener Formen von Wissen sind. Im Buch „Research Universities and the Public Good“ argumentiert Jason Owen-Smith, dass Dezentralisierung und Vielfalt zu mehr Innovationen führen als Zentralisierung und elitäre Einfalt. Sie ermöglichen mehr Serendipitätseffekte, also unerwartete Ergebnisse aufgrund von überraschendem Zusammentreffen von Ideen und Menschen. Zugleich wird die Konzentration akademischer Fähigkeiten auf wenige Regionen verhindert.

## **Das duale System ausweiten**

Unser dritter Vorschlag knüpft an den großen Erfolg der dualen Berufsausbildung an und regt an, das duale System an Universitäten stark auszuweiten. Bisher gibt es in Deutschland duale Bachelor-Studiengänge vor allem an Fachhochschulen. Derzeit strebt ein immer größerer Teil der Jugendlichen an die Universitäten. Seit 2011 gibt es in Deutschland mehr Studienanfänger als solche, die eine Lehre beginnen. Das führt einerseits in eine „Akademisierungsfalle“, wie wir sie aus Ländern wie Frankreich, Italien und Spanien kennen. Andererseits behindert die Einengung auf akademisches Wissen die Nutzung hochwertiger Wissensquellen aus der Praxis. Nicht zuletzt wegen dieses Systems haben wir Globalisierungsschäden weitgehend verhindert und den weltwirtschaftlichen Strukturwandel besser bewältigen können als die Vereinigten Staaten.

Eine Hierarchisierung der Universitäten vergrößert nicht nur die Ungleichheit der Bildung, sondern führt auch zu verstärkten Gegensätzen in der Gesellschaft und erhöht das Risiko des wirtschaftlichen und

kulturellen Ausblutens vieler Regionen. Diese Entwicklung kann die Demokratie ernsthaft bedrohen. Deshalb sind wir gut beraten, Harvard in den Vereinigten Staaten zu belassen.

*Prof. Bruno S. Frey ist Ständiger Gastprofessor an der Universität Basel und Forschungsdirektor am CREMA (Center for Research in Economics, Management and the Arts) in Zürich.*

*Prof. Margit Osterloh ist Professorin (em.) am Institut für Betriebswirtschaftslehre der Universität Zürich.*

# La moitié de l'Europe rêve de briser le tabou de l'allègement de la dette

**VU D'AILLEURS - Réduction de la dette, obligations perpétuelles, création d'argent par la BCE... autant de sujets que les hommes politiques des États les plus fragiles abordent de plus en plus ouvertement.**

*Par Tobias Kaiser (Die Welt)*

Durant la crise du coronavirus, les gouvernements européens ont accumulé des centaines de milliards de dettes supplémentaires pour aider les entreprises et les employeurs à garder la tête hors de l'eau. Au sein des pays européens, le débat portant sur les modalités de remboursement de ces dettes ne sera véritablement lancé que l'année prochaine. Pourtant, il a déjà commencé. Et ceux qui proposent d'annuler le remboursement des dettes se font particulièrement entendre.

Le conseiller le plus influent du Premier ministre italien, Giuseppe Conte, s'est exprimé récemment. Dans une interview, le secrétaire d'État Riccardo Fraccaro s'est adressé directement à la Banque centrale européenne (BCE), qui a porté l'enveloppe allouée au programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) à 1350 milliards d'euros afin de continuer à injecter des fonds dans les États aux finances publiques précaires.

Riccardo Fraccaro attend de la BCE qu'elle détruise les reconnaissances de dette obtenues de l'Italie pendant la pandémie, renonce au remboursement de la dette italienne ou la convertisse en obligations perpétuelles, des obligations qui, certes, rapportent de (mini-)intérêts, mais ne devront jamais être remboursées.

« *La BCE n'a pas de problèmes d'endettement -elle peut faire tourner la planche à billets autant qu'elle le souhaite* », a déclaré Riccardo Fraccaro, qui appartient au Mouvement 5 étoiles, partenaire de la coalition. « *Elle peut continuer à acheter des obligations d'État, permettre aux États membres d'investir et les protéger du marché.* »

C'est la première fois que le gouvernement italien demande une réduction de ses dettes. Un peu plus tôt, David Sassoli, le président du Parlement européen, avait déjà déclaré dans une interview publiée par *Die Welt* qu'il serait judicieux d'envisager un allègement de la dette. Mais aujourd'hui, les décideurs politiques italiens présentent pour la première fois une proposition très concrète portant sur les dettes à annuler.

Et leur demande est compréhensible : durant la crise du coronavirus, malgré une baisse de ses recettes fiscales, le gouvernement italien a lui aussi soutenu l'économie nationale en déployant des programmes d'aide se chiffrant en milliards d'euros. Si l'on en croit les dernières prévisions économiques de la Commission européenne, la dette publique de l'Italie devrait grimper en flèche cette année, passant de 134,7% des performances économiques à près de 160%.

Et l'Italie n'est pas la seule à pâtir de cette forte augmentation de son endettement. Cette année, tous les ministres des Finances européens ont contracté de nouvelles dettes à grande échelle pour contrebalancer les importantes conséquences économiques des mesures de lutte contre le coronavirus. Il suffit d'un seul chiffre pour illustrer le bouleversement qui touche actuellement les finances publiques : cette année, pour la première fois, la dette publique de la zone euro atteindra un niveau similaire à celui des performances économiques annuelles de l'espace monétaire.

## **Une dette gérable vu les taux d'intérêt très faibles**

L'Italie fait ainsi partie d'un groupe de sept pays dont la dette publique dépasse parfois largement les performances économiques. Font également partie de ces pays : l'Espagne, la France, Chypre, la Belgique, le Portugal et la Grèce, où la dette publique représente 207% des performances économiques.

Comme cette année, le produit intérieur brut a connu une baisse importante dans tous les pays, une baisse à deux chiffres dans de nombreux cas, il est vrai que l'évolution de l'endettement est beaucoup plus marquée. De plus, les taux d'intérêt étant actuellement très bas, ces dettes restent gérables. Néanmoins, dans ce contexte d'augmentation de l'endettement, le débat autour de la gestion des dettes devrait s'intensifier dans les prochains mois.

Car une réduction de la dette constituerait un grand soulagement pour les pays concernés. L'exemple de l'Italie en est la preuve : d'après des calculs de la Berenberg Bank, d'ici à la fin de l'année, la BCE et la Banca d'Italia, qui appartient à l'Eurosystème, devraient avoir accumulé une dette publique italienne de près de 550 milliards d'euros, dont 186 milliards d'euros rien qu'en cette année de pandémie.

Seul l'effacement de la dette auprès de la Banque centrale permettrait de réduire considérablement l'endettement de l'Italie : selon les calculs de la Berenberg Bank, il tomberait ainsi à 128 % des performances économiques. C'est certes encore élevé, mais la dette de l'Italie deviendrait soudainement beaucoup plus gérable. Pour l'Italie, la France et d'autres pays lourdement endettés, l'avenir financier serait tout d'un coup beaucoup plus radieux.

### **Alléger la dette reviendrait à briser un tabou**

Les économistes, en revanche, mettent en garde contre une telle mesure. Bon nombre de spécialistes financiers italiens ont déjà dissuadé les politiciens d'envisager une réduction de la dette. Holger Schmieding, l'économiste en chef de la Berenberg Bank, juge lui aussi de telles considérations comme dangereuses. « *Si on efface la dette publique auprès de la Banque centrale, on doit s'attendre à un terrible retour de manivelle* », prévient-il.

« *Cela reviendrait à briser un tabou. Les investisseurs pourraient voir cela comme un test pour un allègement encore plus important de la dette, un allègement pour lequel ils devraient en fin de compte payer.* » Cela entraînerait une hausse considérable des coûts de financement pour les États concernés.

Les requêtes italiennes se heurtent également à une pluie de critiques dans le monde politique : « *La hausse de la dette publique italienne n'est pas due qu'à la pandémie. On savait depuis des années que la politique budgétaire italienne finirait par entraîner des problèmes* », déclare par exemple Markus Ferber. Ce membre de la CSU est le porte-parole du groupe PPE conservateur au sein de la commission monétaire du Parlement européen.

« *Cependant, c'est le gouvernement italien et non la BCE qui doit désormais payer les pots cassés. Ce que veut l'Italie, c'est un financement public par la Banque centrale. Or, l'expérience nous enseigne que c'est le meilleur moyen de pousser l'économie vers l'hyperinflation.* »

Même la présidente de la BCE Christine Lagarde s'est opposée à l'idée que la Banque annule les dettes engendrées par la crise du coronavirus. Interrogée à ce sujet devant le Parlement européen, elle a déclaré qu'un tel allègement de la dette était illégal. Le ministre français des Finances Bruno Le Maire a lui aussi critiqué le débat. « *Les dettes doivent être remboursées, c'est le principe d'une dette.* »

### **La dette italienne risque de ne jamais finir**

Néanmoins, le débat continue à prendre de l'ampleur. Dernière contribution en date : la semaine dernière, George Soros, qui doit son aura d'investisseur légendaire à une spéculation réussie contre la livre britannique, s'est exprimé à son tour. Il a proposé que les États membres de l'UE contractent des obligations perpétuelles, des obligations dans le cadre desquelles ils devront certes payer des intérêts, mais n'auront pas à rembourser le capital prêté.

Les États européens financièrement solides pourraient émettre de telles obligations afin de financer le plan de reconstruction post-Covid, actuellement bloqué par la Hongrie et la Pologne. « *L'Italie ne fait pas partie des pays qui ont la chance de pouvoir émettre de telles obligations en leur nom propre* », assure George Soros.

« *Mais le pays a besoin de leurs avantages plus que n'importe quel autre pays.* » Voilà pourquoi les pays jouissant d'une solide situation financière, comme l'Allemagne, devraient permettre à l'Italie de contracter des dettes perpétuelles. Une proposition qui devrait rencontrer une large adhésion à Rome.

# Das Leopoldina-Desaster

Stand: 16:19 Uhr | Lesedauer: 11 Minuten

Von Jörg Phil Friedrich



Fakten wie die Schwerkraft? Merkel und das Leopoldina-Papier

Quelle: picture alliance; Montage: Infografik WELT

Sie glaube an die Fakten – so Angela Merkel, als sie den harten Lockdown forderte. Doch das Leopoldina-Papier, auf das sie sich berief, genügt selbst einfachsten Standards nicht. Der Schaden, den die Wissenschaftsfunktionäre anrichten, ist immens. Eine Untersuchung.

In ihrer Regierungserklärung vom 9. Dezember 2020 hielt die Bundeskanzlerin es für notwendig, ihre Entscheidung für das Physikstudium zu erläutern, getroffen vor fast einem halben Jahrhundert. Sie habe in der DDR Physik studiert, weil man vieles außer Kraft setzen könne, nicht aber die Schwerkraft – und auch nicht die Lichtgeschwindigkeit. Vermutlich wollte sie damit sagen, dass die Wissenschaft uns mit unumstößlichem Faktenwissen versorgt – und, so könnte man vermuten, dass schon die junge Frau Merkel selbst gern zu denen zählen wollte, die solche unumstößlichen Wahrheiten erforschen, herausfinden und für die Gesellschaft bereitstellen.

Und deshalb, so formulierte Angela Merkel flehentlich, sollten wir auch auf die Wissenschaft hören, wenn die uns empfiehlt, ab dem 14. Dezember die Schulpflicht auszusetzen und vom 24. Dezember bis zum 10. Januar einen „harten Lockdown“ zu akzeptieren (wenn daraus nicht doch Mitte März wird, denn darauf läuft die Rede vom „harten Winter“ letztlich hinaus).

Der Rat der Wissenschaft sei, so Merkel, in einem Dokument der Leopoldina zu finden, einer Stellungnahme, die insgesamt sieben Seiten umfasst, von denen die letzten beiden allerdings nur der Auflistung der „Mitwirkenden“ gewidmet sind. Laut Christian Drost, einem dieser Mitwirkenden, enthält

das Papier allerdings keinen Rat, sondern eine „deutliche und letzte Warnung der Wissenschaft“. Wenn die Politik nicht auf diese Warnung höre, dann habe „sie sich auch nicht mehr für die Wissenschaft entschieden“.

Über den buchstäblichen Sinn dieser Warnung kann man lange nachdenken. In jedem Fall muss jemand, der solche Warnungen ausspricht, schon ziemlich fundierte Argumente für seine Forderungen liefern. Die Argumente, die das offenbar unter hohem Zeitdruck entstandene Papier an die Hand gibt, sind allerdings fast ausschließlich Autoritätsbeweise. Das ganze Dokument enthält lediglich zwei Verweise auf wissenschaftliche Studien.

Dafür wird genau aufgeführt, welche Funktionen im Wissenschafts- oder Medizinbetrieb die Mitglieder der Arbeitsgruppe einnehmen, die als „Mitwirkende“ aufgeführt sind – übrigens eine seltsam unscharfe, an eine Schultheateraufführung erinnernde Formulierung, im Wissenschaftsbetrieb spricht man eigentlich klar von Autoren, wenn es darum geht, wer die Verantwortung für einen Text übernimmt.

Die zur 34-köpfigen Arbeitsgruppe zählenden Autoritäten bekleiden alle, bis auf eine, Professuren, 14 sind Direktorin oder Direktor, sechs sind Präsidentin oder (Vize-)Präsident, zwei sind Vorstandsvorsitzende. Die vertretenen Disziplinen reichen von der Geschichte der Gefühle über Wirtschaftswissenschaften und Strafrecht, Techno- und Wirtschaftsmathematik bis zur Medizin, Immunologie und Virologie.

### **Die fehlende Schwerkraft der Argumente**

Ist es vorstellbar, dass eine solche Arbeitsgruppe ein wissenschaftliches Dokument verfasst, welches eine Länge von viereinhalb Seiten Text hat? Kann das, was darin enthalten ist, überhaupt eine wissenschaftliche Aussage sein, eine begründete Tatsachenfeststellung über den Zustand der Wirklichkeit, etwas also, das sich nicht außer Kraft setzen lässt, so, wie die von Merkel bemühte Schwerkraft oder Lichtgeschwindigkeit?

Das muss man, noch bevor man überhaupt einen Blick in das Dokument geworfen hat, für unwahrscheinlich halten – allein schon deshalb, weil wissenschaftliche Tatsachen so transdisziplinär nur selten absolut sicher und klar formuliert werden können, ganz zu schweigen von der Frage, ob eine Arbeitsgruppe aus Vertretern so unterschiedlicher Disziplinen (noch dazu Leute, die an den Spitzen von Forschungsinstituten und Netzwerkorganisationen stehen) sie überhaupt in vertretbarer Zeit erarbeiten könnte.

Es scheint nahezu ausgeschlossen, dass eine interdisziplinäre, gar transdisziplinäre Forschung zu Pandemie und Gesellschaft, die sicherlich dringend notwendig ist, gegenwärtig eine fünfseitige Zusammenfassung

ihrer Ergebnisse vorlegen könnte, die so sicher wäre wie die von Merkel vor dem Parlament zitierten Naturgesetze. Ein wissenschaftliches Ergebnis einer solchen Arbeitsgruppe wäre vielleicht in einigen Monaten oder Jahren möglich, es würde wahrscheinlich aus mehreren Sammelbänden von Aufsätzen bestehen, und selbst eine Zusammenfassung würde Dutzende Seiten umfassen. Zum Vergleich denke man an die Sachstandsberichte des IPCC zum Klimawandel, in denen der Forschungsstand zu einem ähnlich komplexen Thema regelmäßig wissenschaftlich dokumentiert und für die Öffentlichkeit seriös zusammengefasst wird. Es hätte auch der Leopoldina nicht geschadet, ein paar mehr Seiten vorzulegen und zumindest ein wenig Platz für Argumente zu schaffen. Stattdessen aber: viereinhalb.

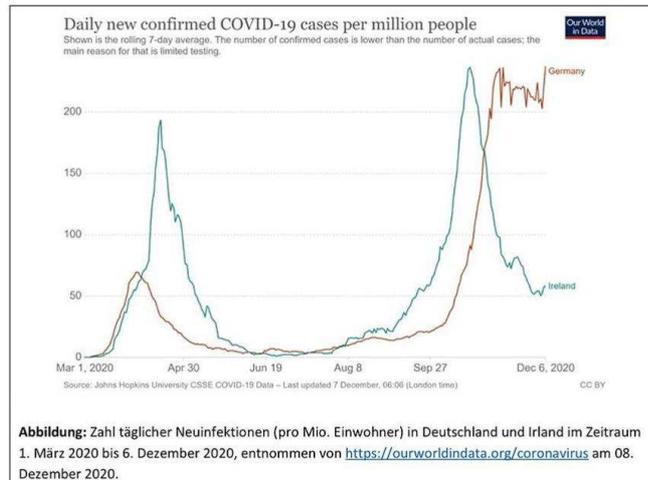
### **Ein Sammelsurium von sorgenvollen Aussagen**

Wenn ein wissenschaftliches Dokument dieser Kürze überhaupt sinnvoll zu einem aktuellen Geschehen Stellung nehmen soll, dann müsste es umfangreich auf gesicherte Studien verweisen und deren Gültigkeitsbereich und Aussagekraft für die Situation hier in Deutschland wenigstens andeutungsweise belegen.

Die sogenannte Ad-hoc-Stellungnahme der Leopoldina ist aber alles andere als ein wissenschaftliches Dokument, sie ist auch keine wissenschaftliche Zusammenfassung eines Forschungsstandes. Sie ist ein Sammelsurium von sorgenvollen Aussagen über die aktuelle Situation, kombiniert mit einigen drastischen Vorschlägen, die ihre Autorität daraus ziehen sollen, dass die Autoren nun einmal in leitenden Funktionen im Forschungsbetrieb tätig sind.

Der wissenschaftliche Gehalt ist so gering, dass wohl jede aufmerksame Zeitungleserin, jeder „Tagesschau“-Zuschauer und jede internetaffine Gymnasiallehrerin den Text hätte verfassen können, einschließlich der Diagramme, die den Infektionsverlauf in Irland und in Deutschland miteinander vergleichen – eine Grafik, die der Autor dieser Zeilen innerhalb von weniger als einer Minute auf einer bekannten Datenplattform zusammenklicken könnte.

Infektionszahlen deutlich zu senken.



Irland vs. Deutschland: Grafik aus dem Papier der Leopoldina

Quelle: picture alliance; Infografik Die Welt

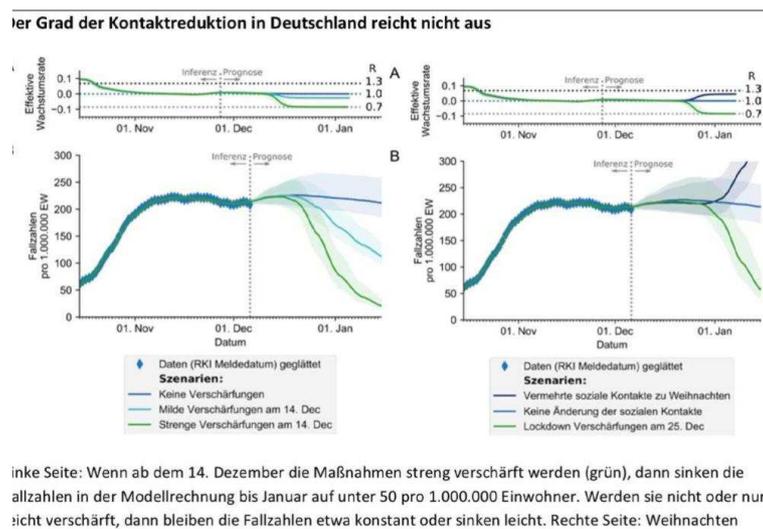
Dennoch lohnt es sich, bei dieser Grafik und dem dazugehörigen Text einen Moment zu verweilen. Behauptet wird, die Grafik würde die Wirksamkeit eines kurzen und harten Lockdowns belegen, denn in Irland seien die Infektionszahlen nach einem solchen Lockdown schnell zurückgegangen, während die Zahlen in Deutschland, das nur einen „Lockdown light“ umgesetzt hat, nicht zurückgegangen sind. (In Irland blieben Schulen und Kindergärten, das nur am Rande, im Lockdown übrigens geöffnet.)

Man muss sich das einmal genau durch den Kopf gehen lassen: Da argumentiert man im Streit mit Klimawandelleugnern und Wissenschaftsfeinden seit Jahren, dass Korrelation keine Kausalität sei und dass man bei komplex vernetzten Systemen keinesfalls aus dem zeitlichen Zusammentreffen von Ereignissen auf einen kausalen Zusammenhang schließen könne – und dann wird von einer „wissenschaftlichen Arbeitsgruppe“ (man kann in diesem Zusammenhang diesen Begriff nur in Anführungsstrichen verwenden) mal eben eine vermutete Kausalität aus zwei unterschiedlichen Verläufen in Irland und Deutschland abgeleitet.

Und das, obwohl schon die tatsächlichen Infektionsverläufe innerhalb Deutschlands trotz gleicher gesetzlicher Regelungen und gemeinsamer Maßnahmen höchst unterschiedlich sind, obwohl es für die Unterschiede etwa zwischen Rostock und Dresden, zwischen Münster und Osnabrück, zwischen den Landkreisen Lüchow-Dannenberg und Stendal, zwischen den Bundesländern Schleswig-Holstein und Sachsen-Anhalt nirgends eine plausible Erklärung gibt.

Aber aus dem Verlauf in Irland kann man „wissenschaftlich“ irgendetwas für Deutschland schließen? Wie ist es möglich, dass das Führungspersonal der deutschen Wissenschaft sich zusammensetzt, um so etwas als wissenschaftliche Stellungnahme herauszugeben?

Diese Wissenschaft, so sagt die Kanzlerin und so soll es ein zweites Diagramm der „Stellungnahme“ zeigen, ist also der Ansicht, dass ein zweiwöchiger harter Lockdown das schafft, was der bisherige Teil-Lockdown nicht geschafft hat – die Infektionszahlen deutlich nach unten zu bringen.



Kontakte reduzieren: Grafik aus dem Leopoldina-Papier

Quelle: picture alliance; Infografik Die Welt

Die grafische Darstellung kombiniert hier den Verlauf der Fallzahlen mit „Prognosen“ aus einer „Modellrechnung“, welche die Konsequenzen von Veränderungen in der Reproduktion auf die Fallzahlen zeigt. Die Aussage der Darstellung – „wenn sich weniger Menschen anstecken, sinken die Infektionszahlen“ – ist allerdings trivial.

Warum eine „strenge Verschärfung“ zu einem R-Wert von 0,7 führt, verrät die Darstellung nicht. Verwiesen wird immerhin auf eine Studie, die das Infektionsgeschehen im Frühjahr in Deutschland mit den seinerzeit ergriffenen Lockdown-Maßnahmen korreliert. Die Übertragbarkeit des Geschehens im Frühjahr auf das, was im Winter zu erwarten ist, wird jedoch nicht erläutert.

Die Aussage der Darstellung müsste sich ja wenigstens aus den Daten des Infektionsverlaufes unter dem Lockdown light plausibilisieren lassen. Die Stellungnahme sagt aber nichts dazu, warum das mit dem Teil-Lockdown überhaupt nicht funktioniert hat.

Betrachtet man die Infektionszahlen der letzten Wochen, findet man den Tag, an dem die Lockdown-Maßnahmen wirksam werden sollten, nicht wieder. Man würde diesen Tag, wenn man ihn darin suchen würde, etwa in der Mitte des Oktobers vermuten, denn um den 20. Oktober herum war der Übergang von der Wachstumsphase zur Stabilitätsphase. Bekanntlich wurde der Lockdown aber erst zum 1. November in Kraft gesetzt.

Wenn sich überhaupt jemand bemüht fühlt, diese Tatsache zu bemerken, wird oft gesagt, dass die Menschen ihr Verhalten eben schon vorher geändert hätten, dass sie schon aufgrund der öffentlichen Diskussionen ihre Sozialkontakte eingeschränkt hätten. Wenn das so ist, dann fragt man sich, warum die Politik, die jetzt auf einen harten Lockdown zusteuert, nun über die ungezogenen Menschen schimpft, die angeblich die Regeln nicht beachten, an Glühweinständen nicht genug Distanz wahren und überhaupt nachlässig mit der Umsetzung der Vorschriften wären.

Der Grund kann nur sein, dass man Schuldige braucht, die dafür verantwortlich sind, dass die prognostizierten Erfolge des November-Lockdowns nicht eintreffen. Da „die Wissenschaft“ nicht einfach sagen kann: „Wir haben eigentlich keine Ahnung, was hier wirklich passiert, wir können nicht erklären, warum in Sachsen die Infektionszahlen steigen und in Rheinland-Pfalz nicht“, müssen die Bürger selbst zu Schuldigen erklärt werden.

Der Schaden, den die Funktionäre der Wissenschaft damit anrichten, ihre eigene Unwissenheit in der Zeit der Pandemie nicht offen einzugestehen, ist unermesslich – gerade mit Ausblick auf die weiteren großen Herausforderungen, vor denen die Gesellschaft steht. Es käme darauf an, deutlich zu sagen, wie groß die Unsicherheit über Ursachen und Wirkungen bei der Verbreitung eines Virus ist. Darin besteht gerade der wesentliche Unterschied zum Klimawandel, bei dem die wissenschaftliche Evidenz viel klarer, das wissenschaftliche Verständnis des Geschehens viel ausgereifter ist als bei der Dynamik der Viruspanemie.

Für keine der geforderten Maßnahmen nennt die Stellungnahme eine belastbare wissenschaftliche Quelle, nennt sie wissenschaftlich gesicherte kausale Zusammenhänge. Nichts wird nachvollziehbar belegt, geschweige denn, dass die Stellungnahme, wie es in der Klimawandelforschung üblich ist, angeben würde, welche Sicherheit die einzelnen wissenschaftlichen Aussagen haben und wo noch Unsicherheiten bestehen.

Es ist somit auch nicht im Ansatz nachvollziehbar, woher die Autoren ihre Überzeugung nehmen, dass die geforderten Maßnahmen zum einen wirklich notwendig sind, und zum anderen auch die erhoffte Wirksamkeit zeigen werden.

### **Unerforschtes Weihnachten**

So wird etwa gleich auf Seite eins behauptet, die Weihnachtstage würden „mit ihren traditionell verstärkten und engen sozialen Kontakten große Risiken für eine weitere Verschlechterung der Infektionslage“ bergen. Das mag dem Alltagsverstand intuitiv einleuchten, aber ist es nicht umgekehrt so, dass durch die Urlaubszeit die Zahl der Kontakte gerade mit haushaltsfremden Personen eher deutlich reduziert wird?

In den vergangenen Jahren wurde diese Zeit oft als eine Zeit der Einsamkeit für viele Menschen beklagt, was zu besonders hohen Suizidzahlen in diesen Tagen führt. Müsste man von einer wissenschaftlichen Stellungnahme nicht wenigstens den Verweis auf eine empirische Untersuchung erwarten können, die über die Alltagsintuition hinaus einmal die Netto-Sozialkontakte in solchen Ferienzeiten einschließlich ihrer Vielfalt und ihrer regionalen Unterschiedlichkeit untersucht?

Oder gibt es solche Untersuchungen bisher nicht, was verständlich wäre, weil es bis 2019 niemanden aus soziologischer Perspektive interessiert haben dürfte, ob sich zwischen Weihnachten und Neujahr unterm Strich mehr oder weniger Menschen begegnen? Dann aber müsste man in einem als wissenschaftlich deklarierten Dokument doch lieber auf eine solche Aussage verzichten, anstatt sie unbelegt zur Grundthese der weiteren Argumentation zu machen.

Ein weiteres Beispiel: So wird auf Seite zwei gefordert, die allgemeine Schulpflicht ab dem 14. Dezember aufzuheben. Das soll die Kontaktzahl unter Kindern und Jugendlichen wohl reduzieren und basiert vermutlich – auch hier hält man es nicht für nötig, auf entsprechende gesicherte Forschungsergebnisse hinzuweisen – auf der Hypothese, dass diese Altersgruppe das Virus ebenso verbreiten kann wie Erwachsene.

Ob man mit einer Aufhebung der Schulpflicht tatsächlich die Zahl der Kontakte unter jungen Menschen reduzieren kann, wird allerdings nicht diskutiert. Vielleicht könnte die Soziologie einen Beitrag dazu leisten, zu sagen, was Kinder und Jugendliche tun, wenn sie nicht in der Schule sind.

Meinen die Autoren dieser Stellungnahme, Kinder und Jugendliche könnte man für zehn Tage einsperren mit dem Versprechen, dass sie danach dann die Großeltern besuchen können? Über solche Fragen findet sich kein Wort und keine Fußnote.

### **Was nicht zu beweisen war**

Die übrigen Forderungen auf der zweiten Seite sind lange schon Teil der Realität, sie werden seit Monaten diskutiert und praktiziert. Wenn „die Wissenschaft“ jetzt etwa betont, dass Homeoffice umgesetzt werden soll, müsste sie entweder zeigen, dass dies bisher nicht geschehen ist, oder erklären, warum dies – zusammen mit den anderen Maßnahmen, die längst gängige Praxis sind – nichts gebracht hat.

Wenn das Dokument etwa behauptet, dass alle Gruppenaktivitäten im Bereich von Kultur und Sport eingestellt werden müssen, fragt man sich überrascht, von welchen Aktivitäten hier überhaupt gesprochen wird, wo seit Anfang November alle Aktivitäten dieser Art – selbst im Freien – doch untersagt sind. Schuldig bleibt die Stellungnahme natürlich wieder einen Verweis auf eine Studie, die die Gefahr einer Ansteckung etwa beim Lauftreff im Wald oder beim gemeinsamen Yoga auf der Wiese belegen würde.

Wenn eine Politikerin wie Angela Merkel die Unhintergebarkeit der Schwerkraft heranzieht, um die Politik ihrer Regierung in der Corona-Krise zu rechtfertigen, sollten Wissenschaftler auf Distanz gehen. Umgekehrt würde es der Glaubwürdigkeit der Politik gar keinen Abbruch tun, wenn sie offen sagen würde, dass die wissenschaftlichen Argumente gerade nicht viel mehr wert sind als das, was uns gesunder Menschenverstand und eine durchschnittliche Erziehung in der Kindheit schon gelehrt haben.

Schon mit der Alltagsregel „Wasch dir regelmäßig die Hände und niese nicht in die Richtung anderer Menschen“ lässt sich in einer Viruspandemie jede vernünftige Hygieneregeln begründen, da braucht man keine große Wissenschaft. Wenn Wissenschaft derzeit meint, in „Ad-hoc-Stellungnahmen“ der Gesellschaft Vorschriften machen zu können, ohne wenigstens andeutungsweise zu zeigen, wie sie ihre „letzten Warnungen“ begründen und hinsichtlich der Wirksamkeit belegen kann, verrät sie ihren eigenen Anspruch an wissenschaftliches Arbeiten.

Das wird ihrem Einfluss in einer freien Gesellschaft am Ende viel mehr schaden, als es kurzfristig nützen kann – und das ist für die aufgeklärte Gesellschaft, die Merkel doch beschworen hat, am Ende ein Desaster.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/11/comme-les-pandemies-le-retour-de-l-inflation-est-un-cygne-noir-improbable-et-devastateur\\_6063037\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/11/comme-les-pandemies-le-retour-de-l-inflation-est-un-cygne-noir-improbable-et-devastateur_6063037_3234.html)

- [RANCE](#)

# « Comme les pandémies, le retour de l'inflation est un cygne noir, improbable et dévastateur »

## CHRONIQUE

Pour échapper aux taux d'intérêts négatifs sur la dette, les investisseurs gonflent la bulle boursière. Elle éclatera quand les banques centrales fermeront le robinet. Il faudrait mieux s'y préparer, estime Philippe Escande, éditorialiste économique au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 12h10 Temps de Lecture 2 min.



Au New York Stock Exchange, le 4 mars 2020. David Dee Delgado / AFP

C'est un club autrefois très sélect et maintenant très accueillant. Ce jeudi 10 décembre, l'Espagne a rejoint ce que l'agence Bloomberg appelle le « *subzero-rates club* » (« club des taux négatifs »), en même temps que l'Australie et juste après la France et le Portugal. Cette amicale des pays qui ont la chance de se faire payer pour emprunter de l'argent. Une bénédiction en ces temps de crise sanitaire qui permet de financer gratuitement les plans de sauvetage et de soutien des entreprises et des ménages. Selon Bloomberg, ce sont près de 18 000 milliards de dollars d'obligations qui sont désormais à taux négatif dans le monde.

Les banques centrales sont à l'origine de cette manne providentielle. Ce même jeudi 10 décembre, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé augmenter de 500 milliards d'euros supplémentaires son programme de rachat de dettes privées et publiques, le portant à un total de 1 800 milliards d'euros. La banque crée de la monnaie pour racheter de la dette. Résultat, [comme le souligne régulièrement l'économiste Patrick Artus](#), la dette Covid a été transformée en monnaie Covid.

Situation confortable pour les cigales emprunteuses, moins pour les fourmis épargnantes. A la recherche de rendement, ces dernières se ruent sur la Bourse qui bat tous ses records. Et c'est ainsi qu'une entreprise comme Airbnb, qui a perdu plus 674 millions de dollars l'an dernier, peut valoir plus de 80 milliards de dollars le premier jour de sa cotation ce jeudi 10 décembre.

## Un cygne noir

A une époque lointaine, en 1996, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, voyant s'envoler les valeurs Internet, avait évoqué « *l'exubérance irrationnelle des marchés* ». Cette fièvre, qui contamine tous les investisseurs, petits et grands, les poussant vers des entreprises au profil de plus en plus risqué et déconnecté de la conjoncture économique, s'appelle une bulle. Et comme toutes les bulles, elle a vocation à éclater. Cela peut prendre du temps, celle dont parlait Greenspan n'a volé en éclat que quatre ans plus tard, en 2000. Quand éclatera celle-là? Les juges de paix seront les banques centrales.

Deux événements changeront la donne. La sortie de la crise sanitaire, qui poussera les institutions à arrêter les injections de liquidité et les rachats de dette. Et derrière, le spectre du retour de l'inflation, surtout si la reprise est forte. Cela conduirait les banques à remonter les taux, étranglant les débiteurs et déprimant la Bourse. Paradoxe, la reprise engendrerait la crise. Très peu d'observateurs croient à ce scénario. Démographie en berne, productivité chancelante, révolution numérique bloquent sa résurgence. Mais elle est, comme les pandémies, le cygne noir, improbable mais dévastateur pour tous les endettés de la terre. Anticiper serait peut-être de bonne politique.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/aktivistische-wissenschaftler-sind-ein-greuel-17097956.html?premium>

VON QUOTE BIS KLIMASCHUTZ:

# Aktivistische Wissenschaftler sind ein Greuel

- EIN KOMMENTAR VON JOHANNES PENNEKAMP
- -AKTUALISIERT AM 12.12.2020-11:39

Es ist ein Problem, wenn Wissenschaftler in der politischen Auseinandersetzung mit der Autorität ihrer Forschungsleistung so tun, als sei ihre Forderung automatisch die „bessere“. Wer Wissen derart normativ auflädt, erhebt einen Absolutheitsanspruch, der keine Kompromisse vorsieht.

Die Frauenquote ist das neueste Beispiel: Lange hatte die große Koalition diskutiert, ob in großen Konzernen künftig ein bestimmter Anteil der Vorstandsmitglieder weiblich sein müsse. Dass es in Berlin schließlich einen Durchbruch gab, schreibt sich auch die Initiative #ichwill auf die Fahne, die zuvor mächtig Druck gemacht hatte. An vorderster Front der Kampagne kämpfte Jutta Allmendinger, die Präsidentin des Wissenschaftszentrums Berlin. Kurz nach dem Beschluss veröffentlichte die Soziologin auf Twitter ein Foto, auf dem sie eine Flasche Sekt in Siegerpose in die Höhe reckt. Eine Forscherin als erfolgreiche Aktivistin.

Diese Episode steht beispielhaft für einen besorgniserregenden Trend. Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler treten zunehmend als Aktivisten in Erscheinung, die durch Kampagnen oder professionelle PR-Arbeit das politische Geschehen beeinflussen wollen: Unter dem Slogan „Scientists for Future“ haben sich beispielsweise Hunderte Forscher unterschiedlicher Disziplinen mit den Klimaaktivisten um Greta Thunberg verbündet. Sie unterstützen den Klimastreik und stehen bei Kundgebungen auf der Bühne. Ein anderes Beispiel ist die „Heinsberg-Studie“ des Virologen Hendrik Streeck. Sie ist auch deshalb so bekannt, weil NRW-Ministerpräsident Armin Laschet und die Kommunikationsagentur „Storymachine“ bei der Vermarktung halfen.

Auf den ersten Blick mag das Sendungsbewusstsein der Forscher nicht verwerflich erscheinen. Was spricht schon dagegen, wenn hochspezialisierte Fachleute die Probleme, die sie erforschen, auch gleich selbst aus der Welt schaffen wollen? Und sind Gleichberechtigung und Klimaschutz nicht per se „gute Ziele“, für die es gar nicht genug Vorkämpfer geben kann?

## Forschungsergebnisse sind vorläufig und selten eindeutig

Wer so argumentiert, macht es sich zu einfach. Aktivistische Wissenschaftler waren schon Max Weber, dem vor einhundert Jahren gestorbenen Soziologen, ein Greuel. **Die Aufgabe des Forschers, so Weber, sei die Suche nach möglichst objektiven Erkenntnissen. Verpflichtet seien sie einzig und allein der Wahrheit. Das von ihnen produzierte Wissen sei vorläufig, interpretationsbedürftig und selten eindeutig.** Was heute gilt, kann morgen überholt sein. Niemand, auch nicht der beste Wissenschaftler, hat also die Wahrheit gepachtet. In seinem Aufsatz „**Wissenschaft als Beruf**“ warnt Weber: „**Praktisch-politische Stellungnahme und wissenschaftliche Analyse politischer Gebilde und Parteistellung ist zweierlei.**“ Wissen eröffne zwar Handlungsmöglichkeiten, enthalte aber keine Hinweise darauf, welche konkrete Entscheidung zu treffen ist. **Mischt der Wissenschaftler sich in die Politik ein, begibt er sich auf ein Terrain, auf dem nicht er, sondern der Politiker Experte ist.**

Wer das als Forscher ernst nimmt, berät Politik, hält aber genügend Distanz zu den zu treffenden Entscheidungen. Die Politiker sind es, die Interessen ausgleichen, Überzeugungsarbeit leisten und am Ende pragmatische Lösungen finden müssen. Expertenwissen ist dafür die Grundlage, es macht Wissenschaftler aber keineswegs zu besseren Politikern. Im Gegenteil: Es ist ein Problem, wenn Wissenschaftler in der politischen Auseinandersetzung mit der Autorität ihrer Forschungsleistung so tun, als sei ihre Forderung automatisch die „bessere“. Wer Wissen derart normativ auflädt, erhebt einen Absolutheitsanspruch, der keine Kompromisse vorsieht.

Schaden kann der politische Aktivismus zudem, weil Wissenschaft vom Wettstreit konkurrierender Ideen und von der Ergebnisoffenheit lebt, mit der sie betrieben wird. Entsteht der Eindruck, dass den Wissenschaftler nicht die Neugier, sondern Interessen leiten, untergräbt das seine Glaubwürdigkeit: Umfragen zeigen, dass Menschen den Forschern der Universitäten höheres Vertrauen entgegenbringen als Forschern, die für Unternehmen arbeiten.

Dasselbe dürfte für politische Parteinahme gelten: Warum sollte jemand noch als vollkommen unabhängig und damit als wissenschaftlich vollständig vertrauenswürdig angesehen werden, wenn klar ist, dass sie oder er eine politische Agenda verfolgt? Der Grat zwischen Wahrheitssuche und Ideologie wird dann immer schmaler.

Wenn am Ende durch den politischen Aktivismus in der Öffentlichkeit der Eindruck entsteht, dass sich Wissenschaftler oder ganze Wissenschaftszweige auf eine Richtung festgelegt haben, wäre das der größte anzunehmende Schaden. Gerade jetzt, in der vielbeschworenen „postfaktischen“ Ära, müssen Forscher alles dafür tun, so vertrauenswürdig und unabhängig wie möglich zu bleiben. Kampagnen und Aufrufe, seien sie auch noch so gut gemeint, stehen dem am Ende entgegen.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-energie-und-umwelt/klimaoekonom-nicholas-stern-wir-koennen-das-schaffen-17073815.html?premium>

KLIMASCHUTZ:

## „Wir können das schaffen!“

- VON MARCUS THEURER
- -AKTUALISIERT AM 12.12.2020-15:05



Die EU hat sich auf neue Klimaziele geeinigt, und das Pariser Klimaabkommen wird fünf Jahre alt. Ökonom Nicholas Stern zieht im Interview Bilanz.

Herr Stern, als das [Klimaabkommen](#) von Paris am 12. Dezember 2015 verabschiedet wurde, waren Sie voller Optimismus. Haben sich Ihre Hoffnungen erfüllt?

Einige Dinge haben sich sehr positiv entwickelt, aber es gibt auch Gründe zu ernster Besorgnis. Politisch hat das Abkommen den Härtesten bestanden. Wir hatten ja den Schock, dass sich die Vereinigten Staaten unter [Trump](#) aus dem Abkommen zurückzogen. Aber kein anderes Land folgte diesem Schritt und trat auch aus. Das war sehr wichtig. In den vergangenen Jahren ist auch das Verständnis dafür gewachsen, dass wir die CO<sub>2</sub>-Emissionen wirklich netto auf null bringen müssen.

Das ist doch keine neue Erkenntnis?

Physikalisch ist das nichts Neues. Aber auf der Pariser Konferenz selbst spielte das „Net Zero“-Ziel keine große Rolle. Damals dachten die Teilnehmer, es würde ausreichen, die CO<sub>2</sub>-Emissionen bis 2050 um 80 Prozent zu verringern, was den Temperaturanstieg auf etwa 2 Grad begrenzen würde. Erst der Bericht des Weltklimarats der [Vereinten Nationen](#) Ende 2018 machte allen bewusst, dass 2 Grad Temperaturanstieg viel gefährlicher sind als 1,5 Grad. Aber um das 1,5-Grad-Ziel zu erreichen, müssen wir die CO<sub>2</sub>-Emissionen bis zur Jahrhundertmitte auf null bringen.

Wir haben also heute faktisch sogar ehrgeizigere Ziele als 2015 in Paris anvisiert?

Genau. Bis zum Bericht des Weltklimarats vor zwei Jahren gingen viele von 80 Prozent Reduktion bis zur Jahrhundertmitte aus – und man sagte sich: Ich gehöre zu den 20 Prozent, die nicht klimaneutral werden müssen. Deshalb passierte zu wenig. Inzwischen aber ist klar: Die große Mehrzahl der Akteure muss in den nächsten drei Jahrzehnten netto auf null kommen, also komplett dekarbonisieren. Diese Klarheit hat einen großen Motivationseffekt. Schauen Sie sich nur an, wie viele Unternehmen sich mittlerweile zum Ziel gesetzt haben, klimaneutral zu werden, vom indischen Petrochemie-Konzern Reliance Industries bis zu [Microsoft](#).

Und was macht Ihnen Sorgen, fünf Jahre nach dem Pariser Abkommen?

Der Klimaschutz hat, trotz Donald Trump, mehr Schwung bekommen in den vergangenen Jahren, in Japan, Korea, China, in Europa. Es gibt ein Momentum, aber es ist noch lange nicht stark genug. Die globalen CO<sub>2</sub>-Emissionen müssten praktisch jetzt sofort ihren Höhepunkt überschreiten und dann schnell und stark fallen. Davon sind wir noch sehr weit entfernt.

Hat die Welt schon zu viel Zeit verloren, um das Paris-Ziel noch zu erreichen?

Wir haben viel wertvolle Zeit verloren. Aber es ist keineswegs unmöglich, den Temperaturanstieg auf 1,5 Grad zu begrenzen, wenn wir jetzt entschlossen anpacken. Wir können das schaffen!

Muss nachgelegt werden, brauchen wir eine Art Paris-Abkommen 2.0?

Die Weltklimakonferenz in Glasgow nächstes Jahr muss diese Rolle bekommen. 2015 in Paris war klar, dass die damaligen Pläne zur CO<sub>2</sub>-Reduktion der Länder völlig unvereinbar mit dem Ziel waren, den Temperaturanstieg ausreichend zu begrenzen. Nächstes Jahr in Glasgow müssen die Staaten Pläne vorlegen, die mit dem Ziel kompatibel sind. Der Weg zur Klimaneutralität, zu „Net Zero“, das ist die große Wachstumsgeschichte des 21. Jahrhunderts. Das ist die Sprache von Politikern wie [Joe Biden](#) und Boris Johnson. Auch Emmanuel Macron und Angela Merkel sprechen diese Sprache, immer stärker auch die chinesische Regierung.

Brauchen wir nicht einen Sanktionsmechanismus, damit das Paris-Abkommen funktioniert?

Ich glaube, Freiwilligkeit ist der vielversprechendere Weg, auch wenn der Erfolg natürlich nicht garantiert ist. Sanktionen würden zu einer Spaltung führen und zu weniger ehrgeizigen Zielen. Wenn Sie Strafen fürchten müssen, falls Sie Ihre Ziele verfehlen, dann werden Sie von vornherein davor zurückschrecken, sich etwas Ehrgeiziges vorzunehmen.

Andererseits hält zum Beispiel der Nobelpreisträger [William Nordhaus](#), ein Pionier der Klimaökonomie, das Paris-Ziel für unrealistisch, weil die damit verbundenen wirtschaftlichen Kosten viel zu hoch seien.

Er liegt damit komplett falsch. Die Prognosemodelle, mit denen er arbeitet, unterschätzen den Schaden, der durch den Klimawandel droht – und zwar in einem solch gewaltigen Ausmaß, dass es geradezu lächerlich ist. Zugleich setzt Nordhaus die Kosten des Klimaschutzes viel zu hoch an. Dabei sehen wir in vielen Bereichen beträchtliche Größenvorteile: Je mehr Klimaschutz wir betreiben, umso kosteneffizienter wird er.

Wie viel würde es kosten, das 1,5-Grad-Ziel zu erreichen?

Zunächst einmal würde ich nicht von Kosten sprechen, sondern von Investitionen. Das ist ein fundamentaler Unterschied. Es geht nicht darum, dass Dinge, die wir bereits heute machen, mit zusätzlichen Kosten belastet werden. Es geht um Investitionen in neue Dinge und in einer radikal anderen Weise.

Und wie hoch müssen diese Investitionen sein?

Ich denke, wir müssen dafür etwa weitere 2 Prozent der globalen Wirtschaftsleistung investieren. Das sind also rund 1,5 Billionen Dollar jährlich. Aber das wären sehr attraktive Investitionen, die eine gute Rendite bringen, einen höheren Lebensstandard mit attraktiveren, effizienteren Städten und viel niedrigeren Energiekosten als heute. Wenn wir diese Investitionen nicht tätigen, dann führt das zum Niedergang, wegen der Auswirkungen des Klimawandels und des Verlusts an Biodiversität.

Bedeutet eine faire Lastenteilung, dass sich die Industrieländer des Westens mehr anstrengen müssen als die Entwicklungsländer?

Ja. Ich glaube, die Industrieländer müssen sich schneller bewegen, weil sie für einen größeren Teil der historischen Emissionen verantwortlich sind. Manche Länder sollten deshalb vor 2050 klimaneutral werden, andere können dann mehr Zeit bekommen. Andererseits: Wir werden auf diesem Weg viel lernen. Die Entwicklungsländer stellen vielleicht fest, dass sie Klimaneutralität früher erreichen. Weil das nämlich die attraktivere Form von Entwicklung und Investitionen ist.

Was bedeutet die Covid-Krise der Weltwirtschaft für den Klimaschutz?

Wir brauchen wirtschaftliche Erholung, um aus dieser furchtbaren Rezession herauszukommen, und wir müssen erkennen, dass Investitionen in nachhaltige Jobs der beste Weg dafür sind. Denn das sind die Jobs der Zukunft, sichere Jobs. Es sind auch Dinge, die wir schnell angehen können und die viele Arbeitsplätze schaffen. Etwa die energetische Sanierung von Altbauten, die ist arbeitsintensiv.

Sie sprechen jetzt von staatlichen Investitionen?

Zum Teil, aber nicht nur. Die Altbausanierung wäre zu einem großen Teil privat. Der Breitbandausbau wäre größtenteils privat. Städte für Radfahrer und Fußgänger angenehmer zu machen, das wären in erster Linie staatliche Investitionen.

Aber scheuen die privaten Unternehmen in der Krise nicht vor Investitionen zurück?

Wir brauchen klare Richtungsvorgaben. Zum Beispiel haben wir in Großbritannien gerade angekündigt, dass ab 2030 keine neuen Autos mit Verbrennungsmotor mehr verkauft werden dürfen. Das stößt in der Autoindustrie auf großen Enthusiasmus, und die Unternehmen investieren, um dieses Ziel zu erreichen.

Sie als Ökonom setzen auf Verbote und Regulierung und nicht auf CO<sub>2</sub>-Preise im Kampf gegen den Klimawandel?

Der CO<sub>2</sub>-Preis ist sehr wichtig. Aber allein damit schaffen wir es nicht. Er ist zwar ein zentraler Baustein. Aber zugleich ist ungewiss, ob ein Preis allein genügt, um schnell und günstig genug ans Ziel kommen.

Sprechen wir über die neue amerikanische Regierung. Sie waren vermutlich erleichtert, dass Donald Trump die Wahl verloren hat.

O ja, und wie.

Joe Biden ist der neue Hoffnungsträger für den Klimaschutz und das Pariser Abkommen. Zu Recht?

Wenn Sie Bidens politisches Programm anschauen, dann erkennen Sie, dass er eine grüne Wirtschaftserholung will. Er sieht diese Wachstumsstory sehr klar, genau wie damals Franklin Roosevelt. Biden hat im Wahlkampf glasklar gesagt, dass er für eine Klimaschutz-Programmatik steht. Das war durchaus mutig von ihm, denn in der Vergangenheit war der Klimawandel kein großes Thema in amerikanischen Wahlkämpfen. Aber die Wähler haben ihm jetzt ein Mandat dafür gegeben. Er hat einen Wählerauftrag, und er hat die Leute dafür berufen: [John Kerry](#), Bidens Sonderbeauftragter für das Klima, war einer der Architekten des Pariser Abkommens. Und Janet Yellen soll Finanzministerin werden, das ist ein sehr wichtiger Posten, wenn es um den Klimaschutz geht. Auch sie hat das Klimaproblem klar erkannt. Ich kenne Kerry und Yellen beide sehr gut. Das sind hervorragende Leute.

Könnte ein von der Opposition beherrschter Senat Biden nicht viele Steine in den Weg legen?

Ein Stück weit ja. Aber ich denke, Biden wird wie Obama und Trump oft präsidiale Verordnungen, sogenannte Executive Orders, einsetzen. Außerdem: Auch der Senat wird daran interessiert sein, dass sich die Wirtschaft erholt, und die grüne Erholung ist eine starke Erholung. Es gibt also Raum für einen Deal. Wenn das einer hinbekommt, dann Joe Biden. Er kennt sich besser als jeder andere damit aus, wie der Senat funktioniert.

Wenn Biden Sie morgen anrufen sollte, was würden Sie ihm für seine Klimapolitik raten?

Ich würde ihm sagen: Seien Sie sich darüber im Klaren, dass die Welt und die Vereinigten Staaten hohe Investitionen mobilisieren müssen. Deshalb schaffen Sie die Anreize dafür durch CO<sub>2</sub>-Preise. Kooperieren Sie mit dem Rest der Welt. Man könnte von einem neuen Marshallplan für Investitionen sprechen, aber dieses Mal ist er global und multipolar. Arbeiten Sie mit Europa und China zusammen. Auf diesem Feld

wird die Kooperation mit China sehr viel einfacher sein als etwa beim Handel oder in der Sicherheitspolitik. Der Klimaschutz ist ein Thema, bei dem die Vereinigten Staaten und China zusammenfinden können.

Wird China zu mehr Klimaschutz bereit sein, weil nicht mehr Trump, sondern Biden im Weißen Haus sitzt?

Ja, ich denke schon. Aber vergessen Sie nicht: China hat bereits im September angekündigt, bis 2060 klimaneutral zu werden, also deutlich vor der Wahl in Amerika. Sie haben das gemacht, weil sie das für richtig halten. China und Amerika unter Biden schlagen einen ähnlichen Weg ein. Sie haben beide erkannt, dass die grünen Investitionen der Motor für die Wachstumsstory des 21. Jahrhunderts sind.

Täuscht der Eindruck oder ist Ihr Optimismus wirklich nahezu grenzenlos?

Wir können sehr viel schaffen, da bin ich extrem optimistisch. Wir können aus dieser Rezession herauswachsen und eine neue Form des Wachstums schaffen, die viel weniger zerstörerisch ist als die bisherige. Aber ich mache mir Sorgen, ob wir das, was wir tun können, auch tun werden. Am meisten Hoffnung geben mir die jungen Leute heute, denen der Klimaschutz sehr wichtig ist. Die stehen auf der richtigen Seite der Geschichte. Sie sind nicht nur entschlossen, sondern auch gut informiert. Wir sehen Bewegung auf so vielen Feldern. Aber, um Himmels willen, wir müssen uns jetzt wirklich beeilen!

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/politische-buecher-ueber-demokratie-17075582.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_2](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/politische-buecher-ueber-demokratie-17075582.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2)

POLITISCHE BÜCHER:

## Das Ende der Selbstzufriedenheit

- VON THOMAS MEYER

- -AKTUALISIERT AM 12.12.2020-19:44

Über die Demokratie, ihre Krisen, ihre Konsequenzen und ihre Theorie – ein Streifzug durch neue Publikationen zum Thema.

Die Demokratie ist eine politische Ordnung, in der Bürgerinnen und Bürger ihre Regierung mittels Wahlen bestimmen und die Möglichkeit haben, sich einer Regierung zu entledigen, die ihnen nicht gefällt.“ So lautet die jüngst vorgelegte „Minimaldefinition“ von Demokratie, die der polnische, seit Jahrzehnten in den Vereinigten Staaten lehrende Politikwissenschaftler Adam Przeworski in seinem neuen Buch „Krisen der Demokratie“ gibt. Przeworski, der vor fünfzig Jahren logische Modelle einführte, um Marxismus und Politik genauer zu bestimmen, gehört zu den in Deutschland weniger bekannten internationalen Wissenschaftlern. 1985 legte er eine Studie vor, die argwöhnisch und zugleich weitaus klüger als hiesige Beobachter den Weg der Sozialdemokratie von der Klassen- zur Massenpartei analysierte. Nun will Przeworski uns die geistige Situation der Zeit erklären. Leser profitieren durchaus davon. Man erfährt einiges darüber, wie seine Minimaldefinition von Demokratie die Ereignisse in der Weimarer Republik, in Chile 1970 bis 1973 oder in den Vereinigten Staaten unter Nixon erhellen kann. Und wer Schaubilder und Statistiken schätzt, kommt bei Przeworski auf seine Kosten. Allerdings fragt man sich, ob seine Untersuchung über die „Krisen der Demokratie“ nicht besser ohne Sätze wie diesen ausgekommen wäre: „Wir haben es nicht einfach mit einer politischen Krise zu tun; diese Krise hat tiefe ökonomische und gesellschaftliche Wurzeln. Das ist es, was mir Sorgen bereitet.“

Christoph Möllers kennt natürlich Przeworskis Analyse von 1985. Wie überhaupt dem an der Berliner [Humboldt- Universität](#) lehrenden Rechtsphilosophen nur schwer Lücken in der Bestimmung von „Freiheitsgraden“ nachzuweisen sind. Auch Möllers sorgt sich, und auch er kommt mit einer äußerst knappen, nicht einmal als Definition ausgewiesenen Bestimmung von Demokratie aus: Das „einzige nennenswerte Kriterium für eine demokratische Ordnung“ sei die „Präsenz von organisierter Opposition“. Dass es eine solche „organisierte Opposition“ gebe, sei eine „politisch-zivilisatorische Errungenschaft – und eben keine der „politischen Philosophie“.

### Schwebende Gedankensplitter

Möllers' Buch über das, was gegen die antiliberalen Tendenzen unserer Zeit verteidigt werden muss, nämlich ein komplex-offener, normativen Setzungen gegenüber skeptischer, zugleich regelfreudiger Liberalismus, will die Leser bereits über die Art der Darstellung für sich gewinnen. In 349 Abschnitten wird eine „politische Mechanik“ vorgestellt, in der all das, was man sich von Liberalen wünschen kann, zu begründen versucht wird. Möllers schätzt den Sozialstaat, ist wehrhaft gegen jedwede autoritäre Versuchung, verteidigt Freiheitsrechte gegenüber dem Kapitalismus. Und zugleich fragt er die Linke, ob ihre „Abneigung gegen den Kapitalismus“ größer sei „als die Zuneigung zur Demokratie“.

Nicht die Frage selbst, die ein Liberaler stellen muss, sondern Stil und Knappheit der Ausführungen lassen danach fragen, ob Möllers mit seinen „Freiheitsgraden“ nicht doch allzu originell sein wollte. Das Genre, mit dem er seine intellektuelle Virtuosität Seite für Seite aufblitzen lassen kann, mag sich für den Autor dadurch rechtfertigen, dass er vor fünf Jahren mit „Die Möglichkeit der Normen“ eine bis heute unbeantwortete, systematisch angelegte Provokation der hierzulande traditionell normativ argumentierenden politischen Philosophie vorgelegt hat. Doch so sehr man sich vor allem in der zunehmend chauvinistisch-deutschnationalen FDP viele Leser von Möllers' Buch wünscht, so wenig bekommen diejenigen, die sich für Krisen der Demokratie interessieren, hier mehr als brillante, oft in der Luft schwebende Gedankensplitter, denen immer wieder die historische Erdung fehlt.

## **Demokratie als gefährdete Lebensform**

Das Krisengerede greife zu kurz, findet Philip Manow, auch wenn der Titel seines neuen Buches „(Ent-)Demokratisierung der Demokratie“ das nicht unbedingt andeutet. Folgt man dem Bremer Politikwissenschaftler, sind die Phänomene komplizierter: „Wir haben es zunächst eigentlich mit einer Krise der Repräsentation, nicht aber mit einer Krise der Demokratie zu tun.“ Und: „Der grundsätzliche Konflikt, der unsere Zeit zu charakterisieren scheint, ist auch als paradoxe Folge der alternativlosen Durchsetzung der Demokratie zu verstehen.“ Manow schreibt die Geschichte einer Entkernung. Dort, wo Demokratie gelebt werden kann, zerlegen sich die Repräsentationssysteme selbst, indem sie den Feind im Innern ausmachen. Wer Demokrat ist, bestimme jeder selbst. In dem Maße, in dem das Erfolgsmodell „Demokratie“ immer substanzloser wird – der Würzburger Rechtsphilosoph Horst Dreier spricht von einem „notorisch schwammigen Begriff“ –, darf sich jeder des Etiketts bedienen, um seine totalitären Ambitionen freundlicher aussehen zu lassen. Wer eine präzise Analyse der „Demokratie als gefährdeter Lebensform“ (Till van Rahden) lesen möchte, der muss Manow lesen.

Ob die in Köln lehrende Queer-Theoretikerin Isabell Lorey etwas mit Przeworskis, Möllers' und Manows Überlegungen anfangen kann, ist eine offene Frage. Ihre Untersuchung „Demokratie im Präsens“ kommt zunächst einmal ganz traditionell daher. Neulektüren von Rousseau, Derrida, Benjamin, Foucault und Antonio Negri sollen den Raum für eine „Theorie der politischen Gegenwart“ aufstoßen. Gerahmt werden die Deutungen von der klassischen Kritik an der Repräsentation, wonach die „Vielen“ oder „Multitude“ in ihrer sprichwörtlich radikalen Verschiedenheit der Einheitsvorstellung „Volk“ und den auf sie ausgerichteten Institutionen und politischen Entscheidungsprozessen entgegenstehen. Lorey will aus dieser Konstellation ausbrechen. Sie erinnert etwa an Widerstandsbewegungen in Lateinamerika und Spanien, die sich gegen demokratisch legitimierte oder genauer: nicht sanktionierte Ausbeutungsverhältnisse auflehnten und damit prekäre, doch noch mögliche Spielräume nichtinstitutionalisierter Freiheit lebten. Man wird Lorey am besten gerecht, wenn man frühere Schriften von ihr, insbesondere ihre Arbeit über die „Regierung der Prekären“ (2012), mit einbezieht. Denn sonst wirkt die hier angestrebte „Theorie“ als bloße Anleitung, es eben anders als bisher zu machen.

## **Hilfe als menschliche Ressource**

Selbst wer nichts mit Loreys Versuch anfangen kann, sollte den Gedanken ernst nehmen, dass Demokratien nur dann werden überleben können, wenn sie sich mit der Notwendigkeit einer veränderten „Sorgepraxis“ auseinandersetzen. Darunter muss man sich nicht notwendig Umverteilungen vorstellen. Vielmehr – und daran knüpft die Philosophin Eva von Redecker in ihrem spannenden und klugen Buch „Revolution für das Leben“ an – geht es um die alle Menschen verbindende Erfahrung von Verletzbarkeit und Sterblichkeit als dem genuinen politischen „Ereignis“.

Redecker analysiert verzerrte Vorstellungen von Homogenität, die fatale Dialektik von rücksichtslosem Umgang mit der Natur und mit Menschen und den misslingenden Versuchen, dafür „Ersatz“ zu schaffen – und plädiert für eine Revolution. Sie erinnert daran, dass „gegenseitige Hilfe eine menschliche Ressource“ ist, die zu neuen Vergemeinschaftungsformen führen kann. Oder soll man sagen: muss? Was „Revolution für das Leben“ von anderen Büchern mit radikalen Ansprüchen unterscheidet, sind die jargonfreie Direktheit und die konkrete, in jeder Zeile nachvollziehbare Ernsthaftigkeit. Keine befreite Klasse, kein historisches Telos – nein, anders, also besser, muss es werden.

## **Nicht nur eine Laune der Geschichte**

„Revolutionen“ sieht die sogenannte „Radikale Demokratietheorie“ nicht vor, aber sie verweigert sich auch dem Versuch einer Minimaldefinition. So zumindest in dem gleichnamigen „Handbuch“, das ein Team um Dagmar Comtesse und Oliver Flügel-Martinsen herausgegeben hat. Modisch ist hieran nichts, im Gegenteil. Zumindest in der dargebotenen Form erscheint die „radikale Demokratietheorie“ als notwendiges Korrektiv von Selbstzufriedenheit. Die vorgestellten Begriffe, Entwürfe und Herleitungen bündeln sich zu drei Annahmen: Etwas, das entstanden ist, kann auch geändert werden, also auch politische Ordnungen. Zudem sind historisch rekonstruierbare Abläufe zutiefst kontingente Phänomene, trotz gegenteiliger Behauptungen also niemals notwendig gewesen. Und schließlich muss in einer Demokratie immer alles zur Disposition

stehen, sonst verfehlt sie ihren Sinn. Dieses „Handbuch“ ist äußerst anregend und erzeugt gerade dann produktive Verunsicherung, wenn man auf Altbekanntes trifft.

Nicht radikal, aber Demokratietheorie und -praxis verbindend ist Joachim Raschkes monumentales Buch „Die Erfindung der modernen Demokratie“. Eine materialreiche Synthese, die den Innovationen, Pfaden und Systemen moderner Demokratie so analytisch wie leidenschaftlich folgt. Der Streit geht also weiter – offensichtlich will bei allem Reden über Krisen niemand, dass Demokratie eine Laune der Geschichte oder zur Affäre erklärt wird.

Bücher zur Demokratie

**Isabell Lorey: „Demokratie im Präsens. Eine Theorie der politischen Gegenwart“.** Suhrkamp, 217 Seiten, 20 Euro.

**Philip Manow: „(Ent-)Demokratisierung der Demokratie“.** Suhrkamp, 215 Seiten, 16 Euro.

**Christoph Möllers: „Freiheitsgrade – Elemente einer liberalen politischen Mechanik“.** Suhrkamp, 343 Seiten, 18 Euro.

**Adam Przeworski: „Krisen der Demokratie“.** Aus dem Englischen von Stephan Gebauer. Suhrkamp, 254 Seiten, 18 Euro.

**„Radikale Demokratietheorie. Ein Handbuch“,** herausgegeben von Dagmar Comtesse u.a.. Suhrkamp, 832 Seiten, 30 Euro.

**Joachim Raschke: „Die Erfindung der modernen Demokratie. Innovationen, Irrwege, Konsequenzen“.** Springer VS, 678 Seiten, 79,99 Euro.

**Eva von Redecker: „Revolution für das Leben. Philosophie der neuen Protestformen“.** S.Fischer, 320 Seiten, 23 Euro.

Quelle: F.A.S.

## « Islamo-gauchisme » : histoire tortueuse d'une expression devenue une invective

Par [Valentine Faure](#)

Publié le 11 décembre 2020 à 10h17, mis à jour hier à 18h08

### ENQUÊTE

**Apparu dans les années 2000, le terme, qui évoquait une convergence entre islamistes et extrême gauche, symbolise aujourd'hui une ligne de fracture politique sur les causes du djihadisme. Il trouve ses racines dans le débat sur la défense des travailleurs immigrés prônée par la gauche à partir de Mai 68.**

La page Wikipédia est bardée de messages d'alerte : « *Cet article présente des problèmes graves.* » « *Cet article semble faire la promotion d'une idée ou d'une idéologie.* » « *Cet article adopte un point de vue régional ou culturel particulier.* » Ils en disent au moins autant sur le concept que les maigres informations qui les suivent : quand il est question « d'islamo-gauchisme », la suspicion est de mise.

C'est le sociologue Pierre-André Taguieff qui, le premier, aurait utilisé le terme en 2002, dans *La Nouvelle Judéophobie* (Mille et une nuits, 2002). Celui-ci a alors, selon l'auteur, une valeur descriptive, et désigne une convergence entre intégristes musulmans et groupes d'extrême gauche, à la faveur d'ennemis communs. « *Que, mise à toutes les sauces, l'expression ait eu par la suite la fortune que l'on sait, je n'en suis pas responsable* », [écrivait-il dans Libération le 26 octobre](#). Car le mot, devenu une invective, a continué son chemin dans le débat public jusqu'à arriver dans la bouche d'un ministre, Jean-Michel Blanquer, qui lui a donné une résonance inédite. Le 22 octobre, sur Europe 1, une semaine après la mort de Samuel Paty, il s'en prenait à « *une idéologie qui, ensuite, de loin en loin, mène au pire* ».

Comment se saisir de l'islamo-gauchisme, un terme sur lequel personne ne s'accorde, que personne ne revendique et qui, pourtant, a pris une place de choix dans le débat public ? Le vocable est flou : on ne sait si la première moitié renvoie à « islam » ou « islamisme » (raison pour laquelle le philosophe Raphaël Enthoven préfère parler d'« islamismo-gauchisme »), sa deuxième partie achève de le rendre péjoratif. Inflammable, il porte en lui la discorde.

### « Culpabilité postcoloniale »

Pour le spécialiste du monde arabo-musulman Gilles Kepel, les islamo-gauchistes sont des « *intellectuels tétanisés par la culpabilité postcoloniale* ». Pour l'historien Jacques Julliard, « *l'islamo-gauchisme s'appuie sur une sorte de haine du christianisme et du catholicisme en particulier, identifiés au colonialisme, à l'Occident, à l'identitarisme, etc.* ». Pour le philosophe et historien Marcel Gauchet, « *une extrême gauche en quête de cause, qui n'a jamais rien compris à ce qu'était la religion et qui ne sait plus grand-chose de son passé matérialiste, a trouvé dans ces musulmans providentiels son prolétariat de substitution* ». Pour l'essayiste Pascal Bruckner, « *toute l'ultragauche est fascinée par la puissance éruptive du djihadisme* ».

Parmi le petit groupe de ceux qui utilisent volontiers le terme, on trouve, de Caroline Fourest à Eric Zemmour en passant par Elisabeth Badinter, Pascal Bruckner, Gilles Kepel, Jacques Julliard, Manuel Valls, Zineb El Rhazoui, les membres du Printemps républicain, les hebdomadaires *Marianne*, *Valeurs actuelles*, *Causeur*, ou encore Marine Le Pen. Sans oublier le journaliste du *Figaro* Ivan Rioufol. Selon le sociologue Fabrice Dhume-Sonzogni, avant la récente déclaration de Jean-Michel Blanquer, *Le Figaro* représentait près de 50 % des occurrences du terme depuis son apparition en 2003-2004 dans la presse quotidienne nationale ;

parmi elles, la moitié était le fait d'Ivan Rioufol. « *Un groupe d'une quinzaine de personnes est responsable de l'essentiel de la circulation de ce mot* », résume-t-il.

Comment cette expression en est-elle arrivée à prendre une telle place dans le débat public, au point de représenter aujourd'hui une ligne de fracture politique transpartisane ? Quelle réalité sous-tendent ceux qui utilisent ce terme que d'autres tiennent pour un vocable paranoïaque quasi complotiste ?

« *Si le terme d'islamo-gauchisme faisait référence aux années 1970-2001, je dirais que oui, c'est vrai, le lien historique entre certaines idéologies de gauche – tiers-mondistes, marxistes, critiques de la société de consommation – et l'islamisme est indéniable, concède volontiers le sociologue et ancien directeur de l'Observatoire du religieux Raphaël Liogier, pourtant lui-même régulièrement taxé d'islamo-gauchisme. L'idéologie islamiste s'est construite dès le XIX<sup>e</sup> siècle, en partie à travers la critique de l'Occident moderne, puis du consumérisme, puis du colonialisme et, plus largement, de l'inégalité raciale et sociale.* »

## Un nouveau ferment révolutionnaire

L'historien Ismaïl Ferhat a étudié les liens entre gauches et islam depuis les années 1960, au moment où « *une partie des gauches va se poser la question de savoir qui est le moteur de la révolution* ». Avec les « trente glorieuses », la classe ouvrière, globalement intégrée à une économie de marché, n'est plus vraiment une classe révolutionnaire. « *Il y a des textes très critiques après 68 sur le thème : le monde étudiant a bougé mais pas le prolétariat, qui ne manifeste que pour des augmentations de salaires, des meilleures conditions de travail, mais pas pour renverser le capitalisme* », poursuit Ismaïl Ferhat. Dans ce contexte, les travailleurs immigrés, beaucoup d'ouvriers spécialisés qui occupent les emplois les plus difficiles, et dont l'exploitation se double d'une aliénation culturelle, deviennent le nouveau ferment révolutionnaire. La référence à l'islam est implicite : c'est la figure du travailleur, qui permet de relier cette minorité à la théorie marxiste, qui est mise en avant.

Une autre partie de la gauche défend la minorité musulmane sur des fondements culturels plutôt que révolutionnaires. « *L'idée est qu'au-delà des droits civils, politiques, un individu est également porteur d'une culture, et qu'il revient à une démocratie libérale de faire droit à cette revendication*, explique le sociologue des laïcités Philippe Portier. *A la différence de l'extrême gauche, la gauche présente alors sa position en se situant dans une revendication classique d'extension des droits de l'homme et de l'égalité.* » Dans les années 1980, le Parti socialiste unifié (PSU) est de loin la force de gauche alternative qui va le plus loin dans la prise en compte des revendications culturelles et culturelles dans son programme. « *Ce n'est pas un hasard, note Ismaïl Ferhat, il y a beaucoup de chrétiens de gauche qui sont parfois eux-mêmes en butte à l'antichléricisme du reste du mouvement politique et syndical en France.* » En 1983, la direction du PSU affirme ainsi la nécessité de défendre une « *société multiculturelle* » respectueuse des droits propres aux minorités issues de l'immigration : droit à l'enseignement dans leur langue maternelle, subventions pour des initiatives culturelles et religieuses.

## Années 1970, la défense des minorités

« *Dans les années 1960, Deleuze, Guattari, Foucault ont influencé un discours sur la déconstruction de la raison des Lumières, présentant l'universalisme comme mutilant*, analyse Philippe Portier. *Ils appellent à retrouver les singularités, les identités dont les sujets sont porteurs.* » La gauche va reprendre ces idées, dans les années 1970, lorsqu'elle va défendre les droits des minorités sexuelles opprimées, les droits des femmes. « *On n'est pas encore dans la perspective de défendre les religions parce que l'enjeu n'est pas là. Mais déjà on fait usage du concept d'identité pour défendre des minorités marginalisées ou discriminées. La matrice est là pour enregistrer, quinze années plus tard, l'enjeu religieux.* »

La fin des années 1970 est marquée par l'irruption de l'islam politique comme acteur majeur sur la scène internationale avec, en 1979, la révolution iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. « *A l'intersection de l'anti-impérialisme, de l'islam, du droit des femmes et d'un discours se voulant progressiste, ces événements déstabilisent la gauche* », analyse Ismaïl Ferhat. Les années qui suivent voient

les droits des femmes régresser en Iran, en Algérie avec le code de la famille de 1984 – qui inclut des éléments de la charia –, en Egypte avec la montée des Frères musulmans. En 1987, le livre de témoignage de Betty Mahmoody, *Jamais sans ma fille*, qui raconte le combat d'une mère américaine pour échapper à sa belle-famille iranienne fanatisée, bouleverse le monde et fait résonner la menace islamiste sur un mode intimiste. Les droits des femmes sont devenus un enjeu de l'équation, posant un dilemme à la gauche.

## La fatwa contre Salman Rushdie

Le 14 février 1989, le Guide suprême de la révolution islamique iranienne, l'ayatollah Khomeyni, lance une fatwa (décret religieux) [appelant tous les musulmans au meurtre pour blasphème de l'écrivain Salman Rushdie, auteur des \*Versets sataniques\*](#). Des associations musulmanes manifestent à Paris pour s'opposer à sa publication. A l'époque, l'immense majorité du spectre politique est en faveur de Salman Rushdie. Les sympathies qu'une partie des gauches françaises avait pu avoir pour la révolution islamique se sont très rapidement estompées. L'opposition de gauche iranienne s'étant fait massacrer, « *la gauche française a compris que quand les islamistes prennent le pouvoir, c'est rarement au bénéfice des gauches* », résume Ismaïl Ferhat. Mais une fraction de la gauche – le PSU et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en tête – s'inquiète de la surenchère antimusulmane.

**« L'idée est que pour protéger les droits des femmes, il faut réaffirmer le cadre laïque contre l'islam. Vous trouvez là la grammaire du débat qui prévaut depuis une trentaine d'années » Ismaïl Ferhat, historien**

En octobre 1989, [l'exclusion d'un collège de Creil \(Oise\) de trois jeunes filles qui refusaient d'ôter leur voile vire au psychodrame national](#). La droite, même si, elle aussi, est divisée sur la question, a moins de problèmes de conscience. Dans le camp de l'émancipation et du progressisme, en revanche, l'heure est aux questions existentielles. Faut-il défendre l'islam et ses croyants face aux attaques d'une droite qui gagne inexorablement du terrain ? Ou faut-il craindre pour la République ? Le 2 novembre, dans une lettre ouverte à Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, intitulée « Prof's, ne capitulons pas ! », publiée par *Le Nouvel Observateur*, Elisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay et Catherine Kintzler dénoncent un « *Munich de l'école républicaine* ». Ils affirment que « *tolérer le foulard islamique, ce n'est pas accueillir un être libre* ». Le schéma esquissé en 1979 se confirme : « *L'idée est que pour protéger les droits des femmes, il faut réaffirmer le cadre laïque contre l'islam*, résume Ismaïl Ferhat. *Vous trouvez là la grammaire du débat qui prévaut depuis une trentaine d'années.* »

## L'affirmation du droit à l'indifférence

Le 4 décembre 1989, le Parti socialiste organise un débat sur le thème « laïcité et droit à la différence ». « *Que la famille laïque s'aventure à discuter des "foulards islamiques" et les assiettes ne tardent pas à voler*, rapporte alors *Le Monde*. *Entre ceux qui militent pour bouter les foulards hors de l'école publique et les partisans du dialogue et de l'acceptation des différences, la conciliation a semblé impossible.* » La féministe Yvette Roudy dénonce la « *machination* » des intégristes, Arezki Dahmani, président de l'association France Plus – association laïque (liquidée en 1997) qui prône l'effacement des particularismes culturels –, « *les ravages de l'antiracisme* » conçu comme la défense du « *droit à la différence* ». D'autres, comme Jack Lang ou Lionel Jospin, estiment qu'il faut avoir vis-à-vis de ces revendications une position libérale. Claude Allègre qualifie le débat sur le foulard de « *tragique pour l'unité de la gauche* ». En effet.

En 1994, à l'occasion d'une autre affaire de voile, [Le Monde écrit, le 13 octobre, que « le "droit à la différence", défendu par la majeure partie de la gauche dans les années 1980 au nom de l'égalité, avait servi d'argument favorable aux foulards. Mais il a été récupéré par l'extrême droite qui a fait de l'irréductibilité des différences un argument en faveur de l'exclusion \[des jeunes filles\] ».](#)

Entre-temps, l'idée du « droit à l'indifférence », voire « à la ressemblance », s'affirme toujours dans une gauche qui, selon les mots du premier ministre Michel Rocard, voyait la France comme une « *société homogène* » et non comme une « *juxtaposition de communautés* ». On assiste à une montée de l'exigence de conformité dans le processus d'intégration, qui se pense désormais en termes de « valeurs », auxquelles on

demande une adhésion de plus en plus intime. « *Dès lors que les valeurs prennent une importance accrue dans le jugement, analyse le sociologue Vincent Tiberj, l'islam va devenir suspect par son caractère réputé conservateur, notamment en matière de mœurs et de conduites sexuelles* », y compris pour la gauche.

### « La cause palestinienne a été un amplificateur très fort du lien entre idéologies de gauche et islamisme », Raphaël Liogier, sociologue

Une partie de la gauche radicale fait un autre chemin. En 1994, le journaliste britannique Chris Harman, membre du comité central du Socialist Workers Party, a théorisé, dans un article appelé « Le Prophète et le prolétariat », « *la nécessité d'une alliance stratégique avec les islamistes* ». « *Par le passé, écrit-il, la gauche a fait l'erreur de considérer les islamistes comme des fascistes, avec lesquels nous n'avons rien en commun.* » Or, l'islamisme, ajoute-t-il, « *a émergé dans les sociétés traumatisées par l'impact du capitalisme* ». Il est donc stratégiquement utile et possible d'aller convertir ces jeunes à une approche différente, c'est-à-dire « *socialiste, indépendante et révolutionnaire* ». S'il n'utilise pas le terme d'islamo-gauchisme, l'idée d'une alliance de raison face à un ennemi commun – capitaliste, sioniste, américain – est ici clairement énoncée. En France, le texte a été reproduit dans un ouvrage, *Islamisme et Révolution*, par le petit groupe Socialisme par en bas (SPEB), qui rejoindra bientôt la LCR.

L'idée de possible coopération entre mouvements sociaux et religieux se développe avec la deuxième Intifada, qui intervient en 2000. « *La cause palestinienne a été un amplificateur très fort du lien entre idéologies de gauche et islamisme* », note Raphaël Liogier. En 2001, José Bové se rend en Cisjordanie. L'idée de lier la lutte palestinienne à la bataille contre la « mondialisation néolibérale » prend corps. Lors du premier Forum social européen (FSE), à Florence en 2002, « *ces groupes ont fait leur entrée dans la galaxie de l'altermondialisme* », [écrit le professeur de science politique Timothy Peace dans la revue Cultures & Conflits \(2008\)](#). « *L'influence du nouveau contexte politique post-11-Septembre sur l'altermondialisme se faisait alors largement sentir, à tel point que l'opposition à la "guerre contre le terrorisme" et au développement des mesures de sécurité est devenue un des enjeux centraux pour le mouvement.* » Le thème de l'islamophobie s'impose. [Au Forum social de Paris-Saint-Denis, en 2003, est invité le théologien musulman Tariq Ramadan](#), dans ce qui constitue l'un des éléments-clés du dossier « islamo-gauchiste ». Il est réinvité à l'édition suivante, à Londres. Le journal satirique *Charlie Hebdo* titre : « FSE : un autre jihad est possible ».

## La dimension sécuritaire

En 2004, les socialistes votent en masse pour la loi contre le port de signes religieux à l'école, pratiquement adoptée à l'unanimité. Les années du droit à la différence ont laissé place à une inquiétude qui pousse même le camp de la liberté à porter l'interdiction. De plus en plus, « *il est permis d'interdire* », comme l'écrivaient les auteurs de la lettre de 1989 contre le voile à l'école. C'est à cette occasion que le terme d'islamo-gauchisme commence à apparaître dans la presse. « *Il va jouer une fonction de structuration du champ du débat en le polarisant – pour ou contre – et disqualifier ceux qui sont contre la loi sur le voile, en les assimilant à l'islamisme*, analyse Fabrice Dhume-Sonzogni. *C'est un discours qui revient à dire que la gauche trahit la nation.* »

Avec le terrorisme, la question des valeurs se double d'une dimension sécuritaire. Le choc du 21 avril 2002, qui a vu arriver Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, a marqué une nouvelle période dans la problématisation de la question de l'islam en France. « *Puisque le "vote FN" serait la traduction électorale de la "xénophobie populaire", les succès électoraux des autres partis dépendraient de leur capacité à séduire l'"électorat frontiste"* », [écrivent les chercheurs Julien Beaugé et Abdellali Hajjat dans la revue Sociologie \(2014\)](#). C'est une « *vision politico-médiatique de l'islam* » qui l'emporte, « *au détriment des sciences sociales, dont on conteste la prétention à décrire la réalité* ».

Avec les attentats de 2015, les positions de ceux qui ne seraient pas assez clairement « Charlie » viennent alimenter les réquisitoires contre l'islamo-gauchisme. Le dossier et ses quelques feuilles volantes qui commençaient à jaunir est augmenté des accusations en « ambiguïtés » : ambiguës, les dénonciations pas assez fermes des attentats, les tentatives de relativisation, les peines exprimées pas assez fort. Plus qu'ambiguë, [la marche du 10 novembre 2019 organisée par le Collectif contre l'islamophobie en France](#), ses

« Allahou Akbar » et ses étoiles jaunes en signe de soutien bien grossier, qui entraînent tout le monde par le fond, à commencer par les membres des partis de gauche présents dans la manifestation.

## L'université, accusée d'être juge et partie

Mais l'islamo-gauchisme est-il une mouvance ? A-t-il des penseurs ? Des adeptes ? Et si oui, favorise-t-il la radicalisation ? Produit-il mécaniquement du terrorisme ? Manuel Valls devient l'incarnation d'une gauche sécuritaire qui en a assez « *des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques* », comme il le déclarait après les attentats de novembre 2015. Ce discours martial, qui prend pour cible une supposée compassion sociologique, préfigure les propos récents de Jean-Michel Blanquer. Cinq ans plus tard, le niveau est monté d'un cran : l'université est cette fois accusée d'être ravagée par l'islamo-gauchisme. Voilà que l'on reproche aux sciences sociales d'être juge et partie, placées dans l'impossibilité d'examiner l'éventualité d'un mouvement islamo-gauchiste. « *Il y a une incongruité dans le fait que l'expression se généralise au moment même où plus aucun intellectuel, de gauche ou non, n'est fasciné par l'islamisme* », note Raphaël Liogier.

« *Cela fait un certain temps que les partis de gauche ont perdu la connexion avec le milieu universitaire*, explique le sociologue Vincent Tiberj. *Très souvent, c'est l'inquiétude qui a dominé, tant dans les discours politiques que médiatiques, au détriment des travaux de sciences sociales qui dressaient un bilan plus nuancé des phénomènes à l'œuvre dans les sociétés contemporaines.* » Une analyse de *La Revue des médias* de l'INA a montré que l'interview de Jean-Michel Blanquer sur Europe 1, le 22 octobre, [a été largement relayée par des internautes habitués à partager également les contenus du site identitaire Fdesouche, de la chaîne CNews ou du magazine Valeurs actuelles](#). Mais les propos du ministre ont aussi résonné chez des universitaires, qui ont abondé dans son sens. « *Les idéologies indigéniste, racialisiste et "décoloniale" (transférées des campus nord-américains) y sont bien présentes [dans nos universités], nourrissant une haine des "Blancs" et de la France ; et un militantisme parfois violent s'en prend à ceux qui osent encore braver la doxa anti-occidentale et le prêchi-prêcha multiculturaliste* », [pouvait-on lire dans le « manifeste des 100 », tribune parue dans Le Monde le 31 octobre, signée par 253 intellectuels](#), parmi lesquels Marcel Gauchet, Pierre-André Taguieff ou Catherine Kintzler. Ils appelaient leur ministre de tutelle à « *mettre en place des mesures de détection des dérives islamistes* » à l'université.

**« La recherche en sciences sociales sur des questions d'immigration, d'intégration, de multiculturalisme, se retrouve traitée comme un camp politique qui aurait un agenda caché » Vincent Tiberj, sociologue**

« *En quoi cela apporterait le moindre avantage à une vraie politique de sécurité censée prévenir les attentats ?*, fait mine de se demander Raphaël Liogier. *Faisons l'hypothèse qu'Eric Fassin, moi, et d'autres, serions toute une clique d'islamo-gauchistes fascinés par l'idéologie islamiste. Quand on regarde le profil des auteurs des attentats, qu'aurions-nous à voir avec eux ?* »

C'est que « *le poisson pourrit par la tête* », disait Jean-Michel Blanquer, toujours sur Europe 1 le 22 octobre. Il y aurait « *des courants islamo-gauchistes très puissants dans les secteurs de l'enseignement supérieur qui commettent des dégâts sur les esprits. Et cela conduit à certains problèmes, que vous êtes en train de constater* ».

« *La recherche en sciences sociales sur des questions d'immigration, d'intégration, de multiculturalisme, se retrouve non plus traitée comme une science, mais comme un camp politique qui aurait un agenda caché, une volonté de peser politiquement, s'indigne Vincent Tiberj. Il se trouve que quand on analyse quantitativement et qualitativement le processus d'intégration dans la société française, il fonctionne plutôt bien. Est-ce que ne pas faire un constat alarmiste sur les musulmans, c'est être islamo-gauchiste ? Tout cela raconte aussi l'éloignement progressif d'une élite politique du milieu universitaire de la recherche telle qu'elle se fait.* »

## Cacher « l'envers du décor »

Rose-Marie Lagrave, sociologue et directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), arrive autrement à la même conclusion : le politique cherche à délégitimer les sciences sociales parce qu'elles « *remplissent pleinement leur fonction critique d'une société dont certains représentants politiques voudraient cacher l'envers du décor : la pauvreté, le racisme, le sexisme, les inégalités sociales face à l'école, l'habitat, l'emploi et la culture* », déclarait-elle au Monde, le 2 décembre.

Pour l'historien Nedjib Sidi Moussa, auteur de *La Fabrique du musulman. Essai sur la professionnalisation et la racialisation de la question sociale* (Libertalia, 2017), lui-même familier des milieux militants d'extrême gauche, le « manifeste des 100 » est maladroit. D'abord parce qu'il en appelle au gouvernement, « *qui à mon sens est coupable d'aggraver la confusion et la détérioration du service public* », dit-il. Maladroit aussi par ses outrances : « *Qu'Houria Bouteldja [porte-parole du Parti des indigènes de la République] dise que ses écrits rayonnent à l'université n'en fait pas une vérité. Ses idées ne représentent en rien la tendance majoritaire.* » De fait, le site réalisé par les « 100 » liste des « *exemples de dérives* » qui peinent à dresser le tableau d'un véritable « *ravage* » islamo-gauchiste. « *Ce sont plutôt les analyses se réclamant de l'intersectionnalité qui sont devenues courantes*, concède l'historien. *Mais il faut avoir un débat serein, et ne pas confondre intersectionnalité [qui désigne le cumul de plusieurs discriminations], indigénisme et islamisme.* »

« *Je suis un quantitativiste*, dit ainsi Vincent Tiberj. *Pour moi, l'intersectionnalité, ça s'appelle les effets d'interaction. C'est une méthode qui consiste à observer les inégalités les unes à côté des autres et voir comment elles se conjuguent, s'annulent, se multiplient.* » Le langage de l'intersectionnalité est partagé par la recherche « *avec le milieu militant à gauche, et associé à des pratiques qui peuvent poser problème, la non-mixité, les discours sur le privilège blanc*, constate Nedjib Sidi Moussa. *Face à cela, on a un bloc qui critique à la fois la théorie et le militantisme de gauche, qui mélange tout, et vise souvent à côté. Blanquer n'y connaît rien. Il y a un "à peu prisme" sidérant dans tous ces débats. Y compris chez ceux qui pensent être dans le camp du bien, où l'on explique toujours l'intersectionnalité par "la femme de ménage noire" ».*

Il rapporte la frustration des militants de gauche, pris entre de fausses alternatives. Celle d'universitaires agacés de voir des personnalités – « *Virginie Despentes, Boualem Sansal, Kamel Daoud, Houria Bouteldja* » – occuper l'espace et des intellectuels médiatiques brouiller les frontières de l'opinion et de la recherche. « *Tout le monde a le droit de s'exprimer. Mais il y a quelque chose à creuser : qui fait autorité ? Comment on argumente ?* », demande-t-il. Restent les intuitions, les opinions, les peurs. Et une pathologie politique dont on ne saurait comment guérir, faute de pouvoir la diagnostiquer.